

Histoire de la Revolution francaise, Tome Cinqieme

Adolphe Thiers

Table of Contents

Histoire de la Revolution francaise, Tome Cinquieme	1
Adolphe Thiers.....	1
<u>CHAPITRE XIII. MOUVEMENT DES ARMEES EN AOUT ET SEPTEMBRE</u>	
<u>1793.—INVESTISSEMENT DE LYON PAR L'ARMEE DE LA CONVENTION.—TRAHISON</u>	
<u>DE TOULON QUI SE LIVRE AUX ANGLAIS.—DEFAITE DE QUARANTE MILLE</u>	
<u>VENDEENS A LUCON.—PLAN GENERAL DE CAMPAGNE CONTRE LA</u>	
<u>VENDEE.—DIVISIONS DES GENERAUX REPUBLICAINS SUR CE THEATRE DE LA</u>	
<u>GUERRE.—OPERATIONS MILITAIRES DANS LE NORD.—SIEGE DE DUNKERQUE PAR</u>	
<u>LE DUC D'YORK.—VICTOIRE DE HONDSCHOOTE.—JOIE UNIVERSELLE QU'ELLE</u>	
<u>CAUSE EN FRANCE.—NOUVEAUX REVERS.—DEROUE A MENIN, A PIRMASENS, A</u>	
<u>PERPIGNAN, ET A TORFOU DANS LA VENDEE.—RETRAITE DE CANCLAUX SUR</u>	
<u>NANTES.—ATTAQUES CONTRE LE COMITE DE SALUT PUBLIC.—ETABLISSEMENT</u>	
<u>DU gouvernement revolutionnaire.—DECRET QUI ORGANISE UNE ARMEE</u>	
<u>REVOLUTIONNAIRE DE SIX MILLE HOMMES.—LOI DES</u>	
<u>SUSPECTS.—CONCENTRATION DU POUVOIR DICTATORIAL DANS LE COMITE DE</u>	
<u>SALUT PUBLIC.—PROCES DE CUSTINE; SA CONDAMNATION ET SON</u>	
<u>SUPPLICE.—DECRET D'ACCUSATION CONTRE LES GIRONDINS: ARRESTATION DE</u>	
<u>SOIXANTE-TREIZE MEMBRES DE LA CONVENTION</u>	2
<u>CHAPITRE XIV. CONTINUATION DU SIEGE DE LYON. PRISE DE CETTE VILLE.</u>	
<u>DECRET TERRIBLE CONTRE LES LYONNAIS REVOLTES.—PROGRES DE L'ART DE</u>	
<u>LA GUERRE; INFLUENCE DE CARNOT.—VICTOIRE DE WATIGNIES. DEBLOCUS DE</u>	
<u>MAUBEUGE.—REPRISE DES OPERATIONS EN VENDEE.—VICTOIRE DE COLLET.</u>	
<u>FUITE ET DISPERSION DES VENDEENS AU DELA DE LA LOIRE.—MORT DE LA</u>	
<u>PLUPART DE LEURS PRINCIPAUX CHEFS.—ECHECS SUR LE RHIN. PERTE DES</u>	
<u>LIGNES DE WISSEMBOURG</u>	24
<u>CHAPITRE XV. EFFETS DES LOIS REVOLUTIONNAIRES; PROSCRIPTIONS A LYON, A</u>	
<u>MARSEILLE ET A BORDEAUX.—PERSECUTIONS DIRIGEEES CONTRE LES suspects.</u>	
<u>INTERIEUR DES PRISONS DE PARIS: ETAT DES PRISONNIERS A LA</u>	
<u>CONCIERGERIE.—LA REINE MARIE-ANTOINETTE EST SEPEREE DE SA FAMILLE</u>	
<u>ET TRANSFEREE A LA CONCIERGERIE; TOURMENS QU'ON LUI FAIT SUBIR.</u>	
<u>CONDUITE ATROCE D'HEBERT. SON PROCES DEVANT LE TRIBUNAL</u>	
<u>REVOLUTIONNAIRE. ELLE EST CONDAMNEE A MORT ET EXECUTEE.—DETAILS</u>	
<u>DES PROCES ET DU SUPPLICE DES GIRONDINS.—EXECUTION DU DUC D'ORLEANS,</u>	
<u>DE BAILLY, DE MADAME ROLAND.—TERREUR GENERALE. SECONDE LOI DU</u>	
<u>maximum. AGIOTAGE. FALSIFICATION D'UN DECRET PAR QUATRE</u>	
<u>DEPUTES.—ETABLISSEMENT DU NOUVEAU SYSTEME METRIQUE ET DU</u>	
<u>CALENDRIER REPUBLICAIN.—ABOLITION DES ANCIENS CULTES; ABJURATION</u>	
<u>DE GOBEL, EVEQUE DE PARIS. ETABLISSEMENT DU CULTE DE LA RAISON</u>	37
<u>CHAPITRE XVI. RETOUR DE DANTON.—DIVISION DANS LE PARTI DE LA</u>	
<u>MONTAGNE, DANTONISTES ET HEBERTISTES.—POLITIQUE DE ROBESPIERRE ET</u>	
<u>DU COMITE DE SALUT PUBLIC.—DANTON, ACCUSE AUX JACOBINS, SE JUSTIFIE;</u>	
<u>IL EST DEFENDU PAR ROBESPIERRE.—ABOLITION DU CULTE DE LA</u>	
<u>RAISON.—DERNIERS PERFECTIONNEMENS APPORTES AU GOUVERNEMENT</u>	
<u>DICTATORIAL REVOLUTIONNAIRE.—ENERGIE DU COMITE CONTRE TOUS LES</u>	
<u>PARTIS.—ARRESTATION DE RONSIN, DE VINCENT, DES QUATRE DEPUTES</u>	
<u>AUTEURS DU FAUX DECRET, ET DES AGENS PRESUMES DE L'ETRANGER</u>	59
<u>CHAPITRE XVII. FIN DE LA CAMPAGNE DE 1793.—MANOEUVRE DE HOCHÉ DANS</u>	
<u>LES VOSGES.—RETRAITE DES AUTRICHIENS ET DES PRUSSIENS.—DEBLOCUS DE</u>	

Table of Contents

Histoire de la Revolution francaise, Tome Cinquieme

<u>LANDAU.—OPERATIONS A L'ARMEE D'ITALIE.—SIEGE ET PRISE DE TOULON PAR L'ARMEE REPUBLICAINE.—DERNIERS COMBATS ET ECHECS AUX PYRENEES.—EXCURSION DES VENDEENS AU-DELA DE LA LOIRE.—NOMBREUX COMBATS: ECHECS DE L'ARMEE REPUBLICAINE.—DEFAITE DES VENDEENS AU MANS, ET LEUR DESTRUCTION COMPLETE A SAVENAY.—COUP D'OEIL GENERAL SUR LA CAMPAGNE DE 1793.....</u>	69
<u>CHAPITRE XVIII. SUITE DE LA LUTTE DES HEBERTISTES ET DES DANTONISTES.—CAMILLE DESMOULINS PUBLIE le Vieux Cordelier.—LE COMITE SE PLACE ENTRE LES DEUX PARTIS, ET S'ATTACHE D'ABORD A REPRIMER LES HEBERTISTES.—DISETTE DANS PARIS.—RAPPORTS IMPORTANS DE ROBESPIERRE ET DE SAINT-JUST.—MOUVEMENT TENTE PAR LES HEBERTISTES.—ARRESTATION ET MORT DE RONSIN, VINCENT, HEBERT, CHAUMETTE, MOMORO, ETC.—LE COMITE DE SALUT PUBLIC FAIT SUBIR LE MEME SORT AUX DANTONISTES.—ARRESTATION, PROCES ET SUPPLICE DE DANTON, CAMILLE DESMOULINS, PHILIPPEAU, LACROIX, HERAULT-SEHELLES, FABRE-D' EGLANTINE, CHABOT, ETC.....</u>	84

Histoire de la Revolution francaise, Tome Cinquieme

Adolphe Thiers

This page copyright © 2004 Blackmask Online.

<http://www.blackmask.com>

- CHAPITRE XIII. MOUVEMENT DES ARMEES EN AOUT ET SEPTEMBRE 1793.—INVESTISSEMENT DE LYON PAR L'ARMEE DE LA CONVENTION.—TRAHISON DE TOULON QUI SE LIVRE AUX ANGLAIS.—DEFAITE DE QUARANTE MILLE VENDEENS A LUCON.—PLAN GENERAL DE CAMPAGNE CONTRE LA VENDEE.—DIVISIONS DES GENERAUX REPUBLICAINS SUR CE THEATRE DE LA GUERRE.—OPERATIONS MILITAIRES DANS LE NORD.—SIEGE DE DUNKERQUE PAR LE DUC D'YORK.—VICTOIRE DE HONDSCHOOTE.—JOIE UNIVERSELLE QU'ELLE CAUSE EN FRANCE.—NOUVEAUX REVERS.—DEROUTE A MENIN, A PIRMASENS, A PERPIGNAN, ET A TORFOU DANS LA VENDEE.—RETRAITE DE CANCLAUX SUR NANTES.—ATTAQUES CONTRE LE COMITE DE SALUT PUBLIC.—ETABLISSEMENT DU gouvernement revolutionnaire.—DECRET QUI ORGANISE UNE ARMEE REVOLUTIONNAIRE DE SIX MILLE HOMMES.—LOI DES SUSPECTS.—CONCENTRATION DU POUVOIR DICTATORIAL DANS LE COMITE DE SALUT PUBLIC.—PROCES DE CUSTINE; SA CONDAMNATION ET SON SUPPLICE.—DECRET D'ACCUSATION CONTRE LES GIRONDINS; ARRESTATION DE SOIXANTE-TREIZE MEMBRES DE LA CONVENTION.
- CHAPITRE XIV. CONTINUATION DU SIEGE DE LYON. PRISE DE CETTE VILLE. DECRET TERRIBLE CONTRE LES LYONNAIS REVOLTES.—PROGRES DE L'ART DE LA GUERRE; INFLUENCE DE CARNOT.—VICTOIRE DE WATIGNIES. DEBLOCUS DE MAUBEUGE.—REPRISE DES OPERATIONS EN VENDEE.—VICTOIRE DE COLLET. FUITE ET DISPERSION DES VENDEENS AU DELA DE LA LOIRE.—MORT DE LA PLUPART DE LEURS PRINCIPAUX CHEFS.—ECHECS SUR LE RHIN. PERTE DES LIGNES DE WISSEMBOURG.
- CHAPITRE XV. EFFETS DES LOIS REVOLUTIONNAIRES; PROSCRIPTIONS A LYON, A MARSEILLE ET A BORDEAUX.—PERSECUTIONS DIRIGES CONTRE LES suspects. INTERIEUR DES PRISONS DE PARIS; ETAT DES PRISONNIERS A LA CONCIERGERIE.—LA REINE MARIE-ANTOINETTE EST SEPARÉE DE SA FAMILLE ET TRANSFEREE A LA CONCIERGERIE; TOURMENS QU'ON LUI FAIT SUBIR. CONDUITE ATROCE D'HEBERT. SON PROCES DEVANT LE TRIBUNAL REVOLUTIONNAIRE. ELLE EST CONDAMNEE A MORT ET EXECUTEE.—DETAILS DES PROCES ET DU SUPPLICE DES GIRONDINS.—EXECUTION DU DUC D'ORLEANS, DE BAILLY, DE MADAME ROLAND.—TERREUR GENERALE. SECONDE LOI DU maximum. AGIOTAGE. FALSIFICATION D'UN DECRET PAR QUATRE DEPUTES.—ETABLISSEMENT DU NOUVEAU SYSTEME METRIQUE ET DU CALENDRIER REPUBLICAIN.—ABOLITION DES ANCIENS CULTES; ABJURATION DE GOBEL, EVEQUE DE PARIS. ETABLISSEMENT DU CULTE DE LA RAISON.
- CHAPITRE XVI. RETOUR DE DANTON.—DIVISION DANS LE PARTI DE LA MONTAGNE. DANTONISTES ET HEBERTISTES.—POLITIQUE DE ROBESPIERRE ET DU COMITE DE SALUT PUBLIC.—DANTON, ACCUSE AUX JACOBINS, SE JUSTIFIE; IL EST DEFENDU PAR ROBESPIERRE.—ABOLITION DU CULTE DE LA RAISON.—DERNIERS PERFECTIONNEMENTS APPORTES AU GOUVERNEMENT DICTATORIAL REVOLUTIONNAIRE.—ENERGIE DU COMITE CONTRE TOUS LES PARTIS.—ARRESTATION DE RONSIN, DE VINCENT, DES QUATRE DEPUTES AUTEURS DU FAUX DECRET, ET DES AGENS PRESUMES DE L'ETRANGER.

- CHAPITRE XVII. FIN DE LA CAMPAGNE DE 1793.—MANOEUVRE DE HOCHE DANS LES VOSGES.—RETRAITE DES AUTRICHIENS ET DES PRUSSIENS.—DEBLOCUS DE LANDAU.—OPERATIONS A L'ARMEE D'ITALIE.—SIEGE ET PRISE DE TOULON PAR L'ARMEE REPUBLICAINE.—DERNIERS COMBATS ET ECHECS AUX PYRENEES.—EXCURSION DES VENDEENS AU-DELA DE LA LOIRE.—NOMBREUX COMBATS; ECHECS DE L'ARMEE REPUBLICAINE.—DEFAITE DES VENDEENS AU MANS, ET LEUR DESTRUCTION COMPLETE A SAVENAY.—COUP D'OEIL GENERAL SUR LA CAMPAGNE DE 1793.
- CHAPITRE XVIII. SUITE DE LA LUTTE DES HEBERTISTES ET DES DANTONISTES.—CAMILLE DESMOULINS PUBLIE le Vieux Cordelier.—LE COMITE SE PLACE ENTRE LES DEUX PARTIS, ET S'ATTACHE D'ABORD A REPRIMER LES HEBERTISTES.—DISETTE DANS PARIS.—RAPPORTS IMPORTANS DE ROBESPIERRE ET DE SAINT-JUST.—MOUVEMENT TENTE PAR LES HEBERTISTES.—ARRESTATION ET MORT DE RONSIN, VINCENT, HEBERT, CHAUMETTE, MOMORO, ETC.—LE COMITE DE SALUT PUBLIC FAIT SUBIR LE MEME SORT AUX DANTONISTES.—ARRESTATION, PROCES ET SUPPLICE DE DANTON, CAMILLE DESMOULINS, PHILIPPEAU, LACROIX, HERAULT-SEHELLES, FABRE-D'EGLANTINE, CHABOT, ETC.

Produced by Carlo Traverso, Tonya Allen, Wilelmina Malliere and Distributed Proofreaders. This file was produced from images generously made available by the Bibliotheque nationale de France (BnF/Gallica) at <http://gallica.bnf.fr>.

HISTOIRE

DE LA

REVOLUTION

FRANCAISE

[Illustration: MARIE ANTOINETTE. *Murell del.*. Publie par Furne, Paris.]

HISTOIRE DE LA REVOLUTION FRANCAISE

PAR M.A. THIERS DE L'ACADEMIE FRANCAISE

NEUVIEME EDITION

TOME CINQUIEME

HISTOIRE DE LA REVOLUTION FRANCAISE.

CONVENTION NATIONALE.

CHAPITRE XIII. MOUVEMENT DES ARMEES EN AOUT ET SEPTEMBRE 1793.—INVESTISSEMENT DE LYON PAR L'ARMEE DE LA CONVENTION.—TRAHISON DE TOULON QUI SE LIVRE AUX ANGLAIS.—DEFAITE DE QUARANTE MILLE VENDEENS A LUCON.—PLAN GENERAL DE CAMPAGNE CONTRE LA VENDEE.—DIVISIONS DES GENERAUX REPUBLICAINS SUR CE THEATRE DE LA

CHAPITRE XIII. MOUVEMENT DES ARMEES EN AOUT ET SEPTEMBRE 1793.—INVESTISSEMENT DE

GUERRE.—OPERATIONS MILITAIRES DANS LE NORD.—SIEGE DE DUNKERQUE PAR LE DUC D'YORK.—VICTOIRE DE HONDSCHOOTE.—JOIE UNIVERSELLE QU'ELLE CAUSE EN FRANCE.—NOUVEAUX REVERS.—DEROUTE A MENIN, A PIRMASENS, A PERPIGNAN, ET A TORFOU DANS LA VENDEE.—RETRAITE DE CANCLAUX SUR NANTES.—ATTAQUES CONTRE LE COMITE DE SALUT PUBLIC.—ETABLISSEMENT DU *gouvernement revolutionnaire*.—DECRET QUI ORGANISE UNE ARMEE REVOLUTIONNAIRE DE SIX MILLE HOMMES.—LOI DES SUSPECTS.—CONCENTRATION DU POUVOIR DICTATORIAL DANS LE COMITE DE SALUT PUBLIC.—PROCES DE CUSTINE; SA CONDAMNATION ET SON SUPPLICE.—DECRET D'ACCUSATION CONTRE LES GIRONDINS; ARRESTATION DE SOIXANTE—TREIZE MEMBRES DE LA CONVENTION.

Après la retraite des Français du camp de Cesar au camp de Gavrelle, les allies auraient du encore poursuivre une armee demoralisee, qui avait toujours ete malheureuse depuis l'ouverture de la campagne. Des le mois de mars, en effet, battue a Aix-la-Chapelle et a Nerwinde, elle avait perdu la Flandre hollandaise, la Belgique, les camps de Famars et de Cesar, les places de Conde et de Valenciennes. L'un de ses generaux avait passe a l'ennemi, l'autre avait ete tue. Ainsi, depuis la bataille de Jemmapes, elle n'avait fait que des retraites, fort meritoires, il est vrai, mais peu encourageantes. Sans concevoir meme le projet trop hardi d'une marche directe sur Paris, les coalises pouvaient detruire ce noyau d'armee, et alors ils etaient libres de prendre toutes les places qu'il convenait a leur egoisme d'occuper. Mais aussitot apres la prise de Valenciennes, les Anglais, en vertu des conventions faites a Anvers, exigerent le siege de Dunkerque. Alors, tandis que le prince de Cobourg, restant dans les environs de son camp d'Herin, entre la Scarpe et l'Escaut, croyait occuper les Français, et songeait a prendre encore le Quesnoy, le duc d'York, marchant avec l'armee anglaise et hanovrienne par Orchies, Menin, Dixmude et Furnes, vint s'etablir devant Dunkerque, entre le Langmoor et la mer. Deux sieges nous donnaient donc encore un peu de repit. Houchard, envoye a Gavrelle, y reunissait en hate toutes les forces disponibles, afin de voler au secours de Dunkerque. Interdire aux Anglais un port sur le continent, battre individuellement nos plus grands ennemis, les priver de tout avantage dans cette guerre, et fournir de nouvelles armes a l'opposition anglaise contre Pitt, telles etaient les raisons qui faisaient considerer Dunkerque comme le point le plus important de tout le theatre de la guerre. "Le salut de la republique est la," ecrivait a Houchard le comite de salut public; et Carnot, sentant parfaitement que les troupes reunies entre la frontiere du Nord et celle du Rhin, c'est—à—dire dans la Moselle, y etaient inutiles, fit decider qu'on en retirerait un renfort pour l'envoyer en Flandre. Vingt ou vingt—cinq jours s'ecoulerent ainsi en preparatifs, delai tres concevable du cote des Français, qui avaient a reunir leurs troupes dispersees a de grandes distances, mais inconcevable de la part des Anglais, qui n'avaient que quatre ou cinq marches a faire pour se porter sous les murs de Dunkerque.

Nous avons laisse nos deux armees de la Moselle et du Rhin essayant de s'avancer, mais trop tard, vers Mayence, et n'empechant pas la prise de cette place. Depuis, elles s'etaient repliees sur Saarbruck, Hornbach et Wissembourg. Il faut donner une idee du theatre de la guerre pour faire comprendre ces divers mouvemens. La frontiere francaise est assez singulierement decoupee au Nord et a l'Est. L'Escaut, la Meuse, la Moselle, la chaine des Vosges, le Rhin, courent vers le Nord en formant des lignes presque paralleles. Le Rhin, arrive a l'extremite des Vosges, tourne subitement, cesse de couler parallelement a ces lignes, et les termine en tournant le pied des Vosges, et en recevant dans son cours la Moselle et la Meuse. Les coalises, sur la frontiere du Nord, s'etaient avances entre l'Escaut et la Meuse; entre la Meuse et la Moselle, ils n'avaient point fait de progres, parce que le faible corps laisse par eux entre Luxembourg et Treves n'avait rien pu tenter; mais ils pouvaient davantage entre la Moselle, les Vosges et le Rhin. On a vu qu'ils s'etaient places a cheval sur les

Vosges, partie sur le versant oriental, et partie sur le versant occidental. Le plan a suivre, comme nous l'avons dit precedemment, etait assez simple. En considerant l'arete des Vosges comme une riviere dont il fallait occuper les passages, on pouvait porter toutes ses masses sur une rive, accabler l'ennemi d'un cote, puis revenir l'accabler de l'autre. Ni les Francais, ni les coalises n'en avaient eu l'idee; et depuis la prise de Mayence, les Prussiens, places sur le revers occidental, faisaient face a l'armee du Rhin. Nous etions retires dans les fameuses lignes de Wissembourg. L'armee de la Moselle, au nombre de vingt mille hommes, etait postee a Saarbruck, sur la Sarre; le corps des Vosges, au nombre de douze mille, se trouvait a Hornbach et Kettrick, et se liait dans les montagnes a l'extreme gauche de l'armee du Rhin. L'armee du Rhin, forte de vingt mille hommes, gardait la Lauter, de Wissembourg a Lauterbourg. Telles sont les lignes de Wissembourg; la Sarre coule des Vosges a la Moselle, la Lauter des Vosges dans le Rhin, et toutes les deux forment une seule ligne, qui coupe presque perpendiculairement la Moselle, les Vosges et le Rhin. On en devient maitre en occupant Saarbruck, Hornbach, Kettrick, Wissembourg et Lauterbourg. C'est ce que nous avons fait. Nous n'avions guere plus de soixante mille hommes sur toute cette frontiere, parce qu'il avait fallu porter des secours a Houchard. Les Prussiens avaient mis deux mois a s'approcher de nous, et s'etaient enfin portes a Pirmasens. Renforces des quarante mille hommes qui venaient de terminer le siege de Mayence, et reunis aux Autrichiens, ils auraient pu nous accabler sur l'un ou l'autre des deux versans; mais la desunion regnait entre la Prusse et l'Autriche, a cause du partage de la Pologne. Frederic-Guillaume, qui se trouvait encore au camp des Vosges, ne secondait pas l'impatiente ardeur de Wurmser. Celui-ci, plein de fougue, malgre ses annees, faisait tous les jours de nouvelles tentatives sur les lignes de Wissembourg; mais ses attaques partielles etaient demeurees sans succes, et n'avaient abouti qu'a faire tuer inutilement des hommes. Tel etait encore, dans les premiers jours de septembre, l'etat des choses sur le Rhin.

Dans le Midi, les evenemens avaient acheve de se developper. La longue incertitude des Lyonnais s'etait terminee enfin par une resistance ouverte, et le siege de leur ville etait devenu inevitable. On a vu qu'ils offraient de se soumettre et de reconnaitre la constitution, mais sans s'expliquer sur les decrets qui leur enjoignaient d'envoyer a Paris les patriotes detenus, et de dissoudre la nouvelle autorite sectionnaire. Bientot meme, ils avaient enfreint ces decrets de la maniere la plus eclatante, en envoyant Chalier et Riard a l'echafaud, en faisant tous les jours des preparatifs de guerre, en prenant l'argent des caisses, et en retenant les convois destines aux armees. Beaucoup de partisans de l'emigration s'etaient introduits parmi eux, et les effrayaient du retablissement de l'ancienne municipalite montagnarde. Ils les flattaient, en outre, de l'arrivee des Marseillais, qui, disaient-ils, remontaient le Rhone, et de la marche des Piemontais, qui allaient deboucher des Alpes avec soixante-mille hommes. Quoique les Lyonnais, franchement federalistes, portassent une haine egale a l'etranger et aux emigres, la Montagne et l'ancienne municipalite leur causaient un tel effroi, qu'ils etaient prêts a s'exposer plutot au danger et a l'infamie de l'alliance etrangere, qu'aux vengeancees de la convention.

La Saone coulant entre le Jura et la Cote-d'Or, le Rhone venant du Valais entre le Jura et les Alpes, se reunissent a Lyon. Cette riche ville est placee sur leur confluent. En remontant la Saone du cote de Macon, le pays etait entierement republicain, et les deutes Laporte et Reverchon, ayant reuni quelques mille requisitionnaires, coupaient la communication avec le Jura. Dubois-Crance, avec la reserve de l'armee de Savoie, venait du cote des Alpes, et gardait le cours superieur du Rhone. Mais les Lyonnais etaient entierement maitres du cours inferieur du fleuve et de sa rive droite, jusqu'aux montagnes de l'Auvergne. Ils dominaient dans tout le Forez, y faisaient des incursions frequentes, et allaient s'approvisionner d'armes a Saint-Etienne. Un ingenieur habile avait eleve autour de leur ville d'excellentes fortifications; un etranger leur avait fondu des pieces de rempart. La population etait divisee en deux portions: les jeunes gens suivaient le commandant Precy dans ses excursions; les hommes maries, les peres de famille gardaient la ville et ses retranchemens. Enfin, le 8 aout, Dubois-Crance, qui avait apaise la revolte federaliste de Grenoble, se disposa a marcher sur Lyon, conformement au decret qui lui enjoignait de ramener a l'obeissance cette ville rebelle. L'armee des Alpes se composait tout au plus de vingt-cinq milles hommes, et bientot elle allait avoir sur les bras les Piemontais, qui, profitant enfin du mois d'aout, se preparaient a deboucher par la grande chaine. Cette armee venait de s'affaiblir, comme on l'a vu, de deux detachemens, envoyes, l'un pour renforcer l'armee

d'Italie, et l'autre pour reduire les Marseillais. Le Puy-de-Dome, qui devait fournir ses recrues, les avait gardees pour etouffer la revolte de la Lozere, dont il a deja ete question. Houchard avait retenu la legion du Rhin, qui etait destinee aux Alpes; et le ministere promettait sans cesse un renfort de mille chevaux qui n'arrivaient pas. Cependant Dubois-Crance detacha cinq mille hommes de troupes reglees, et leur joignit sept ou huit mille jeunes requisitionnaires. Il vint avec ces forces se placer entre la Saone et le Rhone, de maniere a occuper leur cours superieur, a enlever aux Lyonnais les approvisionnement qui leur arrivaient par eau, a conserver ses communications avec l'armee des Alpes, et a couper celles des assieges avec la Suisse et la Savoie. Par ces dispositions, il laissait toujours le Forez aux Lyonnais, et surtout les hauteurs importantes de Fourvieres; mais sa situation le voulait ainsi. L'essentiel etait d'occuper les deux cours d'eau et de couper Lyon de la Suisse et du Piemont. Dubois-Crance attendait, pour completer le blocus, les nouvelles forces qui lui avaient ete promises et le materiel de siege qu'il etait oblige de tirer de nos places des Alpes. Le transport de ce materiel exigeait l'emploi de cinq mille chevaux.

Le 8 aout, il somma la ville; il imposa pour conditions le desarmement absolu de tous les citoyens, la retraite de chacun d'eux dans leurs maisons, la reddition de l'arsenal, et la formation d'une municipalite provisoire. Mais dans ce moment, les emigres caches dans la commission et l'etat-major continuaient de tromper les Lyonnais, en les effrayant du retour de la municipalite montagnarde, et en leur disant que soixante mille Piemontais allaient deboucher sur leur ville. Un engagement, qui eut lieu entre deux postes avances, et qui fut termine a l'avantage des Lyonnais, les exalta au plus haut point, et decida leur resistance et leurs malheurs. Dubois-Crance commença le feu du cote de la Croix-Rousse, entre les deux fleuves, ou il avait pris position, et des le premier jour son artillerie exerça de grands ravages. Ainsi, l'une de nos plus importantes villes manufacturieres etait reduite aux horreurs du bombardement, et nous avions a executer ce bombardement en presence des Piemontais, qui allaient descendre des Alpes.

Pendant ce temps, Carteaux avait marche sur Marseille, et avait franchi la Durance dans le mois d'aout. Les Marseillais s'etaient retires d'Aix sur leur ville, et avaient forme le projet de defendre les gorges de Septemes, a travers lesquelles passe la route d'Aix a Marseille. Le 24, le general Doppet les attaqua avec l'avant-garde de Carteaux; l'engagement fut assez vif, mais une section, qui avait toujours ete en opposition avec les autres, passa du cote des republicains, et decida le combat en leur faveur. Les gorges furent emportees, et, le 25, Carteaux entra dans Marseille avec sa petite armee.

Cet evenement en decida un autre, le plus funeste qui eut encore afflige la republique. La ville de Toulon, qui avait toujours paru animee du plus violent republicanisme, tant que la municipalite y avait ete maintenue, avait change d'esprit sous la nouvelle autorite des sections, et allait bientot changer de domination. Les jacobins, reunis a la municipalite, etaient dechaines contre les officiers aristocrates de la marine; ils ne cessaient de se plaindre de la lenteur des reparations faites a l'escadre, de son immobilite dans le port, et ils demandaient a grands cris la punition des officiers, auxquels ils attribuaient le mauvais resultat de l'expedition de Sardaigne. Les republicains moderes repondaient la comme partout, que les vieux officiers etaient seuls capables de commander les escadres, que les vaisseaux ne pouvaient pas se reparer plus promptement, que les faire sortir contre les flottes espagnole et anglaise reunies serait fort imprudent, et qu'enfin les officiers dont on demandait la punition n'etaient point des traitres, mais des guerriers malheureux. Les moderes l'emporterent dans les sections. Aussitot une foule d'agens secrets, intrigant pour le compte des emigres et des Anglais, s'introduisirent dans Toulon, et conduisirent les habitans plus loin qu'ils ne se proposaient d'aller. Ces agens communiquaient avec l'amiral Hood, et s'etaient assures que les escadres coalisees seraient, dans les parages voisins, pretes a se presenter au premier signal. D'abord, a l'exemple des Lyonnais, ils firent juger et mettre a mort le president du club jacobin, nomme Sevestre. Ensuite ils retablirent le culte des pretres refractaires; ils firent deterrer et porter en triomphe les ossemens de quelques malheureux qui avaient peri dans les troubles pour la cause royaliste. Le comite de salut public ayant ordonne a l'escadre d'arreter les vaisseaux destines a Marseille, afin de reduire cette ville, ils ne permirent pas l'execution de cet ordre, et s'en firent un merite aupres des sections de Marseille. Ensuite ils commencerent a parler des dangers auxquels on etait expose en resistant a la convention, de la necessite de s'assurer un secours contre ses fureurs, et de la

possibilite d'obtenir celui des Anglais en proclamant Louis XVII. L'ordonnateur de la marine etait, a ce qu'il parait, le principal instrument de la conspiration; il accaparait l'argent des caisses, envoyait chercher les fonds par mer jusque dans le departement de l'Herault, ecrivait a Genes pour faire retenir les subsistances et rendre ainsi la situation de Toulon plus critique. On avait change les etats-majors; on avait tire de prison un officier de marine compromis dans l'expedition de Sardaigne, pour lui donner le commandement de la place; on avait mis a la tete de la garde nationale un ancien garde-du-corps, et confie les forts a des emigres rentres; on s'etait assure enfin de l'amiral Trogoff, etranger que la France avait comble de faveurs. On ouvrit une negociation avec l'amiral Hood, sous pretexte d'un echange de prisonniers, et, au moment ou Carteaux venait d'entrer dans Marseille, ou la terreur etait au comble dans Toulon, et ou huit ou dix mille Provencaux, les plus contre-revolutionnaires de la contree, venaient s'y refugier, on osa faire aux sections la honteuse proposition de recevoir les Anglais, qui prendraient la place en depot au nom de Louis XVII. La marine, indignee, envoya une deputation aux sections pour s'opposer a l'infamie qui se preparait. Mais les contre-revolutionnaires toulonnais et marseillais, plus audacieux que jamais, repousserent les reclamations de la marine, et firent accepter la proposition le 29 aout. Aussitot on donna le signal aux Anglais. L'amiral Trogoff, se mettant a la tete de ceux qui voulaient livrer le port, appela a lui l'escadre en arborant le drapeau blanc. Le brave contre-amiral Saint-Julien, declarant Trogoff un traître, hissa a son bord le pavillon de commandement, et voulut reunir la marine fidele. Mais, dans ce moment, les traitres, deja en possession des forts, menacerent de bruler Saint-Julien avec ses vaisseaux: il fut alors oblige de fuir avec quelques officiers et quelques matelots; les autres furent entraines, sans trop savoir ce qu'on allait faire d'eux. L'amiral Hood, qui avait long-temps hesite, parut enfin, et, sous pretexte de prendre le port de Toulon en depot pour le compte de Louis XVII, le recut pour l'incendier et le detruire.

Pendant ce temps, aucun mouvement ne s'etait opere aux Pyrenees; dans l'Ouest, on se preparait a executer les mesures decretees par la convention.

Nous avons laisse toutes les colonnes de la Haute-Vendee se reorganisant a Angers, a Saumur et a Niort. Les Vendeens s'etaient, dans cet intervalle, emparees des ponts de Ce, et, dans la crainte qu'ils inspirent, on mit Saumur en etat de siege. La colonne de Lucon et des Sables etait seule capable d'agir offensivement. Elle etait commandee par le nomme Tuncq, l'un des generaux reputes appartenir a l'aristocratie militaire, et dont Ronsin demandait la destitution au ministere. Aupres de lui se trouvaient les deux representans Bourdon de l'Oise, et Goupilleau de Fontenay, animees des memes dispositions et opposees a Ronsin et a Rossignol. Goupilleau surtout, ne dans le pays, etait porte, par ses relations de famille et d'amitie, a menager les habitans, et a leur epargner les rigueurs que Ronsin et les siens auraient voulu exercer.

Les Vendeens, que la colonne de Lucon inquietait, resolurent de diriger contre elle leurs forces partout victorieuses. Ils voulaient surtout donner des secours a la division de M. de Roirand, qui, place devant Lucon, et isolee entre les deux grandes armees de la Haute et de la Basse-Vendee, agissait avec ses seules ressources, et avait besoin d'etre appuyee. Dans les premiers jours d'aout, en effet, ils porterent quelques rassemblemens du cote de Lucon, et furent completement repousses par le general Tuncq. Alors ils resolurent de tenter un effort plus decisif. MM. d'Elbee, de Lescure, de La Rochejaquelein, Charette, se reunirent avec quarante mille hommes, et, le 14 aout, se presenterent de nouveau aux environs de Lucon. Tuncq n'en avait guere que six mille. M. de Lescure, se fiant sur la superiorite du nombre, donna le funeste conseil d'attaquer en plaine l'armee republicaine. MM. de Lescure et Charette prirent le commandement de la gauche, M. d'Elbee celui du centre, M. de La Rochejaquelein celui de la droite. MM. de Lescure et Charette agirent avec une grande vigueur a la droite; mais au centre, les soldats, obliges de lutter en plaine contre des troupes regulieres, montrerent de l'hesitation: M. de La Rochejaquelein, egare dans sa route, n'arriva pas a temps vers la gauche. Alors le general Tuncq, faisant agir a propos son artillerie legere sur le centre ebranle, y repandit le desordre, et en peu d'instans mit en fuite tous les Vendeens au nombre de quarante mille. Aucun evenement n'avait ete plus funeste pour ces derniers. Ils perdirent toute leur artillerie, et rentrerent dans le pays, frappees de consternation.

Dans ce meme moment arrivait la destitution du general Tuncq, demandee par Ronsin. Bourdon et Goupilleau, indignes, le maintinrent dans son commandement, ecrivirent a la convention pour faire revoquer la decision du ministre, et adresserent de nouvelles plaintes contre le parti desorganisateur de Saumur, qui repandait, disaient-ils, la confusion, et voulait remplacer tous les generaux instruits par d'ignorans demagogues. Dans ce moment, Rossignol faisant l'inspection des diverses colonnes de son commandement, arriva a Lucon. Son entrevue avec Tuncq, Goupilleau et Bourdon, ne fut qu'un echange de reproches; malgre deux victoires, il fut mecontent de ce que l'on avait livre des combats contre sa volonte: car il pensait, du reste avec raison, qu'il fallait eviter tout engagement avant la reorganisation generale des differentes armees. On se separa, et immediatement apres, Bourdon et Goupilleau, apprenant quelques actes de rigueur exercees par Rossignol dans le pays, eurent la hardiesse de prendre un arrete pour le destituer. Aussitot, les representans qui etaient a Saumur, Merlin, Bourbotte, Choudieu, et Rewbell, casserent l'arrete de Goupilleau et Bourdon, et reintegrerent Rossignol. L'affaire fut portee devant la convention: Rossignol, confirme de nouveau, l'emporta sur ses adversaires. Bourdon et Goupilleau furent rappelés, et Tuncq suspendu.

Telle etait la situation des choses, lorsque la garnison de Mayence arriva dans la Vendee. Il s'agissait de savoir quel plan on suivrait, et de quel cote on ferait agir cette brave garnison. Serait-elle attachee a l'armee de la Rochelle et mise sous les ordres de Rossignol, ou a l'armee de Brest et confiee a Canclaux? Telle etait la question. Chacun voulait la posseder, parce qu'elle devait decider le succes partout ou elle agirait. On etait d'accord pour envelopper le pays d'attaques simultanees, qui, dirigees de tous les points de la circonference, viendraient aboutir au centre. Mais, comme la colonne qui possederait les Mayençais devait prendre une offensive plus decisive, et refouler les Vendeens sur les autres colonnes, il s'agissait de savoir sur quel point il etait le plus utile de rejeter l'ennemi. Rossignol et les siens soutenaient que le meilleur parti a prendre etait de faire marcher les Mayençais par Saumur, pour rejeter les Vendeens sur la mer et sur la Basse Loire, ou on les detruirait entierement; que les colonnes d'Angers, de Saumur, trop faibles, avaient besoin de l'appui des Mayençais pour agir; que, reduites a elles-memes, elles seraient dans l'impossibilite de s'avancer en campagne pour donner la main aux autres colonnes de Niort et de Lucon; qu'elles ne pourraient meme pas arreter les Vendeens refoules, ni les empecher de se repandre dans l'interieur; qu'enfin, en faisant avancer les Mayençais par Saumur, on ne perdrait point de temps, tandis que par Nantes, ils etaient obliges de faire un circuit considerable, et de perdre dix ou quinze jours. Canclaux etait frappe au contraire du danger de laisser la mer ouverte aux Vendeens. Une escadre anglaise venait d'etre signalee dans les parages de l'Ouest, et on ne pouvait pas croire que les Anglais ne songeassent pas a une descente dans le Marais. C'etait alors la pensee generale, et, quoiqu'elle fut erronee, elle occupait tous les esprits. Cependant les Anglais venaient a peine d'envoyer un emissaire dans la Vendee. Il etait arrive deguise, et demandait le nom des chefs, leurs forces, leurs intentions et leur but precis: tant on ignorait en Europe les evenemens interieurs de la France! Les Vendeens avaient repondu par une demande d'argent et de munitions, et par la promesse de porter cinquante mille hommes sur le point ou l'on voudrait operer un débarquement. Tout projet de ce genre etait donc encore bien eloigne; mais de toutes parts on le croyait pret a se realiser. Il fallait donc, disait Canclaux, faire agir les Mayençais par Nantes, couper ainsi les Vendeens de la mer, et les refouler vers le haut pays. Se repandraient-ils dans l'interieur, ajoutait Canclaux, ils seraient bientot detruits, et quant au temps perdu, ce n'etait pas une consideration a faire valoir: car l'armee de Saumur etait dans un etat a ne pouvoir pas agir avant dix ou douze jours, meme avec les Mayençais. Une raison qu'on ne donnait pas, c'est que l'armee de Mayence, deja faite au metier de la guerre, aimait mieux servir avec les gens du metier, et preferait Canclaux, general experimente, a Rossignol, general ignorant, et l'armee de Brest, signalee par des faits glorieux, a celle de Saumur, connue seulement par des defaites. Les representans, attaches au parti de la discipline, partageaient aussi cet avis, et craignaient de compromettre l'armee de Mayence, en la placant au milieu des soldats jacobins et desordonnes de Saumur.

Philippeaux, le plus ardent adversaire du parti Ronsin parmi les representans, se rendit a Paris, et obtint un arrete du comite de salut public en faveur de Canclaux. Ronsin fit revoquer l'arrete, et il fut convenu alors qu'un conseil de guerre tenu a Saumur deciderait de l'emploi des forces. Le conseil eut lieu le 2 septembre. On y comptait beaucoup de representans et de generaux. Les avis se trouverent partages. Rossignol, qui mettait

une grande bonne foi dans ses opinions, offrit a Canclaux de lui resigner le commandement, s'il voulait laisser agir les Mayençais par Saumur. Cependant l'avis de Canclaux l'emporta; les Mayençais furent attaches a l'armee de Brest, et la principale attaque dut etre dirigee de la Basse sur la Haute-Vendee. Le plan de campagne fut signe, et on promit de partir, a un jour donne, de Saumur, Nantes, les Sables et Niort.

La plus grande humeur regnait dans le parti de Saumur. Rossignol avait de l'ardeur, de la bonne foi, mais point d'instruction, point de sante, et, quoique franchement devoue, il etait incapable de servir d'une maniere utile. Il concut, de la decision adoptee, moins de ressentiment que ses partisans eux-memes, tels que Ronsin, Momoro et tous les agens ministeriels. Ceux-ci ecrivirent sur-le-champ a Paris pour se plaindre du mauvais parti qu'on venait de prendre, des calomnies repandues contre les generaux sans-culottes, des preventions qu'on avait inspirees a l'armee de Mayence, et ils montrerent ainsi des dispositions qui ne devaient pas faire esperer de leur part un grand zele a seconder le plan delibere a Saumur. Ronsin poussa meme la mauvaise volonte jusqu'a interrompre les distributions de vivres faites a l'armee de Mayence, sous pretexte que, ce corps passant de l'armee de la Rochelle a celle de Brest, c'etait aux administrateurs de cette derniere a l'approvisionner. Les Mayençais partirent aussitot pour Nantes, et Canclaux disposa toutes choses pour faire executer le plan convenu dans les premiers jours de septembre.

Telle avait ete la marche generale des choses sur les divers theatres de la guerre, pendant les mois d'aout et de septembre. Il faut suivre maintenant les grandes operations qui succederent a ces preparatifs.

Le duc d'York etait arrive devant Dunkerque avec vingt-un mille Anglais et Hanovriens, et douze mille Autrichiens. Le marechal Freytag etait a Ost-Capelle avec seize mille hommes; le prince d'Orange a Menin avec quinze mille Hollandais. Ces deux derniers corps etaient places la en armee d'observation. Le reste des coalises, disperses autour du Quesnoy et jusqu'a la Moselle, s'elevait a environ cent mille hommes. Ainsi cent soixante ou cent soixante-dix mille hommes etaient repartis sur cette ligne immense, occupes a y faire des sieges et a y garder tous les passages. Carnot, qui commençait a diriger les operations des Francais, avait entrevu deja qu'il ne s'agissait pas de batailler sur tous les points, mais d'employer a propos une masse sur un point decisif. Il avait donc conseille de transporter trente-cinq mille hommes, de la Moselle et du Rhin au Nord. Son conseil avait ete adopte, mais il ne put en arriver que douze mille en Flandre. Neanmoins, avec ce renfort et les divers camps places a Gavrelle, a Lille, a Cassel, les Francais auraient pu former une masse de soixante mille hommes, et, dans l'etat de dispersion ou se trouvait l'ennemi, frapper les plus grands coups. Il ne faut, pour s'en convaincre, que jeter les yeux sur le theatre de la guerre. En suivant le rivage de la Flandre pour entrer en France, on trouve Furnes d'abord, et puis Dunkerque. Ces deux villes, baignees d'un cote par l'Ocean, de l'autre par les vastes marais de la Grande-Moer, ne peuvent communiquer entre elles que par une etroite langue de terre. Le duc d'York arrivant par Furnes, qui se presente la premiere en venant du dehors, s'etait place, pour assieger Dunkerque, sur cette langue de terre, entre la Grande-Moer et l'Ocean. Le corps d'observation de Freytag ne s'etait pas etabli a Furnes de maniere a proteger les derrieres de l'armee de siege; il etait au contraire assez loin de cette position, en avant des marais de Dunkerque, de maniere a couper les secours qui pouvaient venir de l'interieur de la France. Les Hollandais du prince d'Orange, postes a Menin, a trois journees de ce point, devenaient tout a fait inutiles. Une masse de soixante mille hommes, marchant rapidement entre les Hollandais et Freytag, pouvait se porter a Furnes derriere le duc d'York, et, manoeuvrant ainsi entre les trois corps ennemis, accabler successivement Freytag, le duc d'York et le prince d'Orange. Il fallait pour cela une masse unique et des mouvemens rapides. Mais alors on ne songeait qu'a se pousser de front, en opposant a chaque detachement, un detachement pareil. Cependant le comite de salut public avait a peu pres concu le plan dont nous parlons. Il avait ordonne de former un seul corps et de marcher sur Furnes. Houchard comprit un moment cette pensee, mais ne s'y arreta pas, et songea tout simplement a marcher contre Freytag, a replier ce dernier sur les derrieres du duc d'York, et a tacher ensuite d'inquieter le siege.

Pendant que Houchard hatait ses preparatifs, Dunkerque faisait une vigoureuse resistance. Le general Souham, seconde par le jeune Hoche, qui se comporta a ce siege d'une maniere heroique, avait deja repousse plusieurs attaques. L'assiegeant ne pouvait pas ouvrir facilement la tranchee dans un terrain sablonneux, au fond duquel

on trouvait l'eau en creusant seulement a trois pieds. La flottille qui devait descendre la Tamise pour bombarder la place, n'arrivait pas, et au contraire une flottille francaise, sortie de Dunkerque et embossee le long du rivage, harcelait les assiegeans enfermes sur leur etroite langue de terre, manquant d'eau potable et exposes a tous les dangers. C'etait le cas de se hater et de frapper des coups decisifs. On etait arrive aux derniers jours d'aout. Suivant l'usage de la vieille tactique, Houchard commença par une demonstration sur Menin, qui n'aboutit qu'a un combat sanglant et inutile. Apres avoir donne cette alarme preliminaire, il s'avanca, en suivant plusieurs routes, vers la ligne de l'Yser, petit cours d'eau qui le separait du corps d'observation de Freytag. Au lieu de venir se placer entre le corps d'observation et le corps de siege, il confia a Hedouville le soin de marcher sur Rousbrugge, pour inquietier seulement la retraite de Freytag sur Furnes, et il alla lui-même donner de front sur Freytag, en marchant avec toute son armee par Houtkercke, Herseele et Bambeke. Freytag avait dispose son corps sur une ligne assez etendue, et il n'en avait qu'une partie autour de lui, lorsqu'il recut le premier choc de Houchard. Il resista a Herseele; mais, apres un combat assez vif, il fut oblige de repasser l'Yser, et de se replier sur Bambeke, et successivement de Bambeke sur Rexpoede et Killem. En reculant de la sorte, au-delà de l'Yser, il laissait ses ailes compromises en avant. La division Walmoden se trouvait jetee loin de lui, a sa droite, et sa propre retraite etait menacee vers Rousbrugge par Hedouville.

Freytag veut alors, dans la meme journee, se reporter en avant, et reprendre Rexpoede, afin de rallier a lui la division Walmoden. Il arrive a Rexpoede au moment ou les Francais y entraient. Un combat des plus vifs s'engage: Freytag est blesse et fait prisonnier. Cependant la fin du jour s'approche; Houchard, craignant une attaque de nuit, se retire hors du village, et n'y laisse que trois bataillons. Walmoden, qui se repliait avec sa division compromise, arrive dans cet instant, et se decide a attaquer vivement Rexpoede, afin de se faire jour. Un combat sanglant se livre au milieu de la nuit; le passage est franchi, Freytag est delivre, et l'ennemi se retire en masse sur le village de Hondschoote. Ce village, situe contre la Grande-Moer et sur la route de Furnes, etait un des points par lesquels il fallait passer en se retirant sur Furnes. Houchard avait renonce a l'idee essentielle de manoeuvrer vers Furnes, entre le corps de siege et le corps d'observation; il ne lui restait donc plus qu'a pousser toujours de front le marechal Freytag, et a se ruer contre le village de Hondschoote. La journee du 7 se passa a observer les positions de l'ennemi, defendues par une artillerie tres forte, et, le 8, l'attaque decisive fut resolue. Des le matin, l'armee francaise se porte sur toute la ligne pour attaquer de front. La droite, sous les ordres d'Hedouville, s'etend entre Killem et Beveren; le centre, commande par Jourdan, marche directement de Killem sur Hondschoote; la gauche attaque entre Killem et le canal de Furnes. L'action s'engage entre les taillis qui couvraient le centre. De part et d'autre, les plus grandes forces sont dirigees sur ce meme point. Les Francais reviennent plusieurs fois a l'attaque des positions, et enfin ils s'en rendent maitres. Tandis qu'ils triomphent au centre, les retranchemens sont emportes a la droite, et l'ennemi prend le parti de se retirer sur Furnes par les routes de Houthem et de Hoghestade.

Tandis que ces choses se passaient a Hondschoote, la garnison de Dunkerque faisait, sous la conduite de Hoche, une sortie vigoureuse, et mettait les assiegeans dans le plus grand peril. Le lendemain du combat, ceux-ci tinrent un conseil de guerre; se sentant menaces sur leurs derrieres, et ne voyant pas arriver les armemens maritimes qui devaient servir a bombarder la place, ils resolurent de lever le siege, et de se retirer sur Furnes, ou venait d'arriver Freytag. Ils y furent tous reunis le 9 septembre au soir.

Telles furent ces trois journees, qui eurent pour but et pour resultat de replier le corps d'observation sur les derrieres du corps de siege, en suivant une marche directe. Le dernier combat donna son nom a cette operation, et la bataille d'Hondschoote fut consideree comme le salut de Dunkerque. Cette operation, en effet, rompa la longue chaine de nos revers au Nord, faisait essuyer un echec personnel aux Anglais, trompait le plus cher de leurs voeux, sauvait la republique du malheur qui lui eut ete le plus sensible, et donnait un grand encouragement a la France.

La victoire d'Hondschoote produisit a Paris une grande joie, inspira plus d'ardeur a toute la jeunesse, et fit esperer que notre energie pourrait etre heureuse. Peu important, en effet, les revers, pourvu que des succes

viennent s'y meler, et rendre au vaincu l'esperance et le courage. L'alternative ne fait qu'augmenter l'energie et exalter l'enthousiasme de la resistance.

Pendant que le duc d'York s'etait porte a Dunkerque, Cobourg avait resolu l'attaque du Quesnoy. Cette place manquait de tous les moyens necessaires a sa defense, et Cobourg la serrait de tres pres. Le comite de salut public, ne negligant pas plus cette partie de la frontiere que les autres, avait ordonne sur-le-champ que des colonnes sortissent de Landrecies, Cambray et Maubeuge. Malheureusement, ces colonnes ne purent agir en meme temps; l'une fut renfermee dans Landrecies; l'autre, entouree dans la pleine d'Avesnes, et formee en bataillon carre, fut rompue apres une resistance des plus honorables. Enfin le Quesnoy fut oblige de capituler le 11 septembre. Cette perte etait peu de chose a cote de la delivrance de Dunkerque; mais elle melait quelque amertume a la joie produite par ce dernier evenement.

Houchard, apres avoir force le duc d'York a se concentrer a Furnes avec Freytag, n'avait plus rien d'heureux a tenter sur ce point; il ne lui restait qu'a se ruer avec des forces egales sur des soldats mieux aguerris, sans aucune de ces circonstances, ou favorables ou pressantes, qui font hasarder une bataille douteuse. Dans cette situation, il n'avait rien de mieux a faire qu'a tomber sur les Hollandais, dissemines en plusieurs detachemens, autour de Menin, Halluin, Roncq, Werwike et Ypres. Houchard, procedant avec prudence, ordonna au camp de Lille de faire une sortie sur Menin, tandis qu'il agirait lui-meme par Ypres. On se disputa pendant deux jours les postes avances de Werwike, de Roncq et d'Halluin. De part et d'autre, on se comporta avec une grande bravoure et une mediocre intelligence. Le prince d'Orange, quoique presse de tous cotes, et ayant perdu ses postes avances, resista opiniatremment, parce qu'il avait appris la reddition du Quesnoy et l'approche de Beaulieu, qui lui amenait des secours. Enfin, il fut oblige, le 13 septembre, d'evacuer Menin, apres avoir perdu dans ces differentes journees deux a trois mille hommes, et quarante pieces de canon. Quoique notre armee n'eut pas tire de sa position tout l'avantage possible, et que, manquant aux instructions du comite de salut public, elle eut agi par masses trop divisees, cependant elle occupait Menin. Le 15, elle etait sortie de Menin et marchait sur Courtray. A Bisseghem, elle rencontre Beaulieu. Le combat s'engage avec avantage de notre cote; mais tout a coup l'apparition d'un corps de cavalerie sur les ailes repand une alarme qui n'etait fondee sur aucun danger reel. Tout s'ebroule et fuit jusqu'a Menin. La, cette inconcevable deroute ne s'arrete pas; la terreur se communique a tous les camps, a tous les postes, et l'armee en masse vient chercher un refuge sous le canon de Lille. Cette terreur panique dont l'exemple n'etait pas nouveau, qui provenait de la jeunesse et de l'inexperience de nos troupes, peut-etre aussi d'un perfide *sauve qui peut*, nous fit perdre les plus grands avantages, et nous ramena sous Lille. La nouvelle de cet evenement, portee a Paris, y causa la plus funeste impression, y fit perdre a Houchard les fruits de sa victoire, souleva contre lui un dechainement violent, dont il rejaillit quelque chose contre le comite de salut public lui-meme. Une nouvelle suite d'echecs vint aussitot nous rejeter dans la position perilleuse d'ou nous venions de sortir un moment par la victoire d'Hondschoote.

Les Prussiens et les Autrichiens, places sur les deux versans des Vosges, en face de nos deux armees de la Moselle et du Rhin, venaient enfin de faire quelques tentatives serieuses. Le vieux Wurmser, plus ardent que les Prussiens, et sentant l'avantage des passages des Vosges, voulut occuper le poste important de Bodenthal, vers la Haute-Lauter. Il hasarda en effet un corps de quatre mille hommes, qui, passant a travers d'affreuses montagnes, parvint a occuper Bodenthal.

De leur cote, les representais a l'armee du Rhin, cedant a l'impulsion generale, qui determinait partout un redoublement d'energie, resolurent une sortie generale des lignes de Wissembourg pour le 12 septembre. Les trois generaux Desaix, Dubois et Michaud, lances a la fois contre les Autrichiens, firent des efforts inutiles et furent ramenes dans les lignes. Les tentatives dirigees surtout contre le corps autrichien jete a Bodenthal, furent completement repoussees. Cependant on prepara une nouvelle attaque pour le 14. Tandis que le general Ferrette marcherait sur Bodenthal, l'armee de la Moselle, agissant sur l'autre versant, devait attaquer Pirmasens, qui correspond a Bodenthal, et ou Brunswick se trouvait poste avec une partie de l'armee prussienne. L'attaque du general Ferrette reussit parfaitement; nos soldats assaillirent les positions des Autrichiens avec une heroique temerite, s'en emparerent, et recouvrerent l'important defile de Bodenthal. Mais

il n'en fut pas de meme sur le versant oppose. Brunswick sentait l'importance de Pirmasens, qui fermait les defiles; il possedait des forces considerables, et se trouvait dans des positions excellentes. Pendant que l'armee de la Moselle faisait face sur la Sarre au reste de l'armee prussienne, douze mille hommes furent jetes de Hornbach sur Pirmasens. Le seul espoir des Francais etait d'enlever Pirmasens par une surprise; mais, apercus et mitrailles des leur premiere approche, il ne leur restait plus qu'a se retirer. C'est ce que voulait le general; mais les representans s'y opposerent, et ils ordonnerent l'attaque sur trois colonnes, et par trois ravins qui aboutissaient a la hauteur sur laquelle est situe Pirmasens. Deja nos soldats, grace a leur bravoure, s'etaient fort avances; la colonne de droite etait meme prete a franchir le ravin dans lequel elle marchait, et a tourner Pirmasens, lorsqu'un double feu, dirige sur les deux flancs, vint l'accabler inopinement. Nos soldats resistent d'abord, mais le feu redouble, et ils sont enfin ramenes le long du ravin ou ils s'etaient engages. Les autres colonnes sont repliees de meme, et toutes fuient le long des vallees, dans le plus grand desordre. L'armee fut obligee de se reporter au poste d'ou elle etait partie. Tres heureusement, les Prussiens ne songerent pas a la poursuivre, et ne firent pas meme occuper son camp d'Hornbach, qu'elle avait quitte pour marcher sur Pirmasens. Nous perdimes a cette affaire vingt-deux pieces de canon, et quatre mille hommes tues, blesses ou prisonniers. Cet echec du 14 septembre pouvait avoir une grande importance. Les coalises, ranimes par le succes, songeaient a user de toutes leurs forces; ils se disposaient a marcher sur la Sarre et la Lauter, et a nous enlever ainsi les lignes de Wissembourg.

Le siege de Lyon se poursuivait avec lenteur. Les Piemontais, en debouchant par les Hautes-Alpes, dans les vallees de la Savoie, avaient fait diversion, et oblige Dubois-Crance et Kellermann a diviser leurs forces. Kellermann s'etait porte en Savoie. Dubois-Crance, reste devant Lyon avec des moyens insuffisans, faisait inutilement pleuvoir le fer et le feu sur cette malheureuse cite, qui, resolute a tout souffrir, ne pouvait plus etre reduite par les desastres du blocus et du bombardement, mais seulement par une attaque de vive force.

Aux Pyrenees, nous venions d'epruver un sanglant echec. Nos troupes etaient restees depuis les dernier evenemens aux environs de Perpignan; les Espagnols se trouvaient dans leur camp du Mas-d'Eu. Nombreux, aguerris, et commandes par un general habile, ils etaient pleins d'ardeur et d'esperance. Nous avons deja decrit le theatre de la guerre. Les deux vallees presque paralleles du Tech et de la Tet partent de la grande chaine et debouchent vers la mer; Perpignan est dans la seconde de ces vallees. Ricardos avait franchi la premiere ligne du Tech, puisqu'il se trouvait au Mas-d'Eu, et il avait resolu de passer la Tet fort au-dessus de Perpignan, de maniere a tourner cette place, et a forcer notre armee a l'abandonner. Dans ce but, il songea d'abord a s'emparer de Villefranche. Cette petite forteresse, placee sur le cours superieur de la Tet, devait assurer son aile gauche contre le brave Dagobert, qui, avec trois mille hommes, obtenait des succes en Cerdagne. En consequence, vers les premiers jours d'aout, il detacha le general Crespo avec quelques bataillons. Celui-ci n'eut qu'a se presenter devant Villefranche; le commandant lui en ouvrit lachement les portes. Crespo y laissa garnison, et vint rejoindre Ricardos. Pendant ce temps, Dagobert, avec un tres petit corps, parcourut toute la Cerdagne, replia les Espagnols jusqu'a la Seu-d'Urgel, et songea meme a les repousser jusqu'a Campredon. Cependant la faiblesse du detachement de Dagobert, et la forteresse de Villefranche, rassurerent Ricardos contre les succes des Francais sur son aile gauche. Ricardos persista donc dans son offensive. Le 31 aout, il fit menacer notre camp sous Perpignan, passa la Tet au-dessus de Soler, en chassant devant lui notre aile droite, qui vint se replier a Salces, a quelques lieues en arriere de Perpignan, et tout pres de la mer. Dans cette position, les Francais, les uns enfermes dans Perpignan, les autres accules sur Salces, ayant la mer a dos, se trouvaient dans une position des plus dangereuses. Dagobert, il est vrai, remportait de nouveaux avantages dans la Cerdagne, mais trop peu importants pour alarmer Ricardos. Les representans Fabre et Cassaigne, retires avec l'armee a Salces, resolurent d'appeler Dagobert en remplacement de Barbantane, afin de ramener la fortune sous nos drapeaux. En attendant l'arrivee du nouveau general, ils projeterent un mouvement combine entre Salces et Perpignan, pour sortir de cette situation perilleuse. Ils ordonnerent a une colonne de s'avancer de Perpignan, et d'attaquer les Espagnols par derriere, tandis qu'eux-memes, quittant leurs positions, les attaqueraient de front. En effet, le 15 septembre, le general Davoust sort de Perpignan avec six ou sept mille hommes, tandis que Perignon se dirige de Salces sur les Espagnols. Au signal convenu, on se jette des deux cotes sur le camp ennemi; les Espagnols, presses de toutes parts, sont obliges de fuir derriere la Tet, en

abandonnant vingt-six pieces de canon. Ils viennent aussitot se replacer au camp du Mas-d'Eu, d'ou ils etaient partis pour executer cette offensive hardie, mais malheureuse.

Dagobert arriva sur ces entrefaites, et ce guerrier, age de soixante-quinze ans, reunissant la fougue d'un jeune homme a la prudence consommee d'un vieux general, se hata de signaler son arrivee par une tentative sur le camp du Mas-d'Eu. Il divisa son attaque en trois colonnes: l'une, partant de notre droite, et marchant par Thuir sur Sainte-Colombe, devait tourner les Espagnols; la seconde, agissant au centre, etait chargee de les attaquer de front et de les culbuter; enfin la troisieme, operant vers la gauche, devait se placer dans un bois et leur fermer la retraite. Cette derniere, commandee par Davoust, attaqua a peine, et s'enfuit en desordre. Les Espagnols purent alors diriger toutes leurs forces sur les deux autres colonnes du centre et de la droite. Ricardos, jugeant que tout le danger etait a droite, y porta ses plus grandes forces, et parvint a repousser les Francais. Au centre seul, Dagobert, animant tout par sa presence, emporta les retranchemens qui etaient devant lui, et allait meme decider de la victoire, lorsque Ricardos, revenant avec les troupes victorieuses a la gauche et a la droite, accabla son ennemi de toutes ses forces reunies. Cependant le brave Dagobert resistait encore, lorsqu'un bataillon met bas les armes, en criant: *Vive le roi!* Dagobert indigne dirige deux pieces sur les traitres, et tandis qu'il les foudroie, il rallie autour de lui un petit nombre de braves restes fideles, et se retire avec quelques cents hommes, sans que l'ennemi, intimide par sa fiere contenance, ose le poursuivre.

Certainement ce brave general n'avait merite que des lauriers par sa fermete au milieu d'un tel revers, et si sa colonne de gauche eut mieux agi, si ses bataillons du centre ne se fussent pas debandes, ses dispositions auraient ete suivies d'un plein succes. Neanmoins, la defiance ombrageuse des representans lui imputa ce desastre. Blesse de cette injustice, il retourna prendre le commandement subalterne de la Cerdagne. Notre armee se trouva donc encore refoulee sur Perpignan, et exposee a perdre l'importante ligne de la Tet.

Le plan de campagne du 2 septembre avait ete mis a execution dans la Vendee. La division de Mayence devait, comme on l'a vu, agir par Nantes. Le comite de salut public, qui recevait des nouvelles alarmantes sur les projets des Anglais sur l'Ouest, approuva tout a fait l'idee de porter les principales forces vers les cotes. Rossignol et son parti en concurent beaucoup d'humeur, et ecrivirent au ministere des lettres qui ne faisaient attendre d'eux qu'une faible cooperation aux plans convenus. La division de Mayence marcha donc sur Nantes, ou elle fut recue avec de grandes demonstrations de joie, et au milieu des fetes. Un banquet etait prepare, et avant de s'y rendre, on preluda au festin par une vive escarmouche avec les partis ennemis repandus sur les bords de la Loire. Si la colonne de Nantes etait joyeuse d'etre reunie a la celebre armee de Mayence, celle-ci n'etait pas moins satisfaite de servir sous le brave Canclaux, et avec sa division deja signalee par la defense de Nantes et par une foule de faits honorables. D'apres le plan concerté, des colonnes partant de tous les points du theatre de la guerre devaient se reunir au centre et y ecraser l'ennemi. Canclaux, general de l'armee de Brest, partant de Nantes, devait descendre la rive gauche de la Loire, tourner autour du vaste lac de Grand-Lieu, balayer la Vendee inferieure, remonter ensuite vers Machecoul, et se trouver a Leger le 11 ou le 12. Son arrivee sur ce dernier point etait le signal du depart pour les colonnes de l'armee de La Rochelle, chargees d'assaillir le pays par le Midi et l'Est. On se souvient que l'armee de La Rochelle, sous les ordres de Rossignol, general en chef, se composait de plusieurs divisions: celle des Sables etait commandee par Mieszkousky, celle de Lucon par Beffroy, celle de Niort par Chalbos, celle de Saumur par Santerre, celle d'Angers par Duhoux. A l'instant ou Canclaux arriverait a Leger, la colonne des Sables avait ordre de se mettre en mouvement, de se trouver le 13 a Saint-Fulgent, le 14 aux Herbiers, et le 16 enfin, d'etre avec Canclaux a Mortagne. Les colonnes de Lucon, de Niort, devaient, en se donnant la main, avancer vers Bressuire et Argenton, et avoir atteint cette hauteur le 14; enfin, les colonnes de Saumur et d'Angers, partant de la Loire, devaient arriver aussi le 14 aux environs de Vihiers et Chemille. Ainsi, d'apres ce plan, tout le pays devait etre parcouru du 14 au 16, et les rebelles allaient etre enfermes par les colonnes republicaines entre Mortagne, Bressuire, Argenton, Vihiers et Chemille. Leur destruction devenait alors inevitable.

On a deja vu que, deux fois repousses de Lucon avec un dommage considerable, les Vendeeens avaient fort a coeur de prendre une revanche. Ils se reunirent en force avant que les republicains eussent execute leurs

projets; et tandis que Charette assiegeait le camp des Naudieres du cote de Nantes, ils attaquereut la division de Lucon, qui s'etait avancee jusqu'a Chantonay. Ces deux tentatives eurent lieu le 5 septembre. Celle de Charette sur les Naudieres fut repoussee; mais l'attaque sur Chantonay, imprevue et bien dirigee, jeta les republicains dans le plus grand desordre. Le jeune et brave Marceau fit des prodiges pour eviter un desastre; mais sa division, apres avoir perdu ses bagages et son artillerie, se retira pele-mele a Lucon. Cet echec pouvait nuire au plan projete, parce que la desorganisation de l'une des colonnes laissait un vide entre la division des Sables et celle de Niort; mais les representans firent les efforts les plus actifs pour la reorganiser, et on envoya des courriers a Rossignol, afin de le prevenir de l'evenement.

Tous les Vendeens etaient dans ce moment reunis aux Herbiers, autour du generalissime d'Elbee. La division etait parmi eux comme chez leurs adversaires, car le coeur humain est partout le meme, et la nature ne reserve pas le desinterressement et les vertus pour un parti, en laissant exclusivement a l'autre l'orgueil, l'egoisme et les vices. Les chefs vendeens se jalousaient entre eux comme les chefs republicains. Les generaux avaient peu de consideration pour le conseil superieur, qui affectait une espece de souverainete. Possedant la force reelle, ils n'etaient nullement disposes a ceder le commandement a un pouvoir qui ne devait qu'a eux-memes sa fictive existence. Ils enviaient d'ailleurs le generalissime d'Elbee, et pretendaient que Bonchamps eut ete mieux fait pour leur commander a tous. Charette, de son cote, voulait rester seul maitre de la Basse-Vendee. Ils etaient donc peu disposes a s'entendre, et a concerter un plan en opposition a celui des republicains. Une depeche interceptee venait de leur faire connaitre les projets de leurs ennemis. Bonchamps fut le seul qui proposa un projet hardi et qui revelait des pensees profondes. Il pensait qu'il ne serait pas possible de resister long-temps aux forces de la republique reunies dans la Vendee; qu'il etait pressant de s'arracher de ces bois, de ces ravins, ou l'on serait eternellement enseveli, sans connaitre les coalises et sans etre connu d'eux; en consequence il soutint qu'au lieu de s'exposer a etre detruit, il valait mieux sortir en colonne serree de la Vendee, et s'avancer dans la Bretagne ou l'on etait desire, et ou la republique ne s'attendait pas a etre frappee. Il conseilla de marcher jusques aux cotes de l'Ocean, de s'emparer d'un port, de communiquer avec les Anglais, d'y recevoir un prince emigre, de se reporter de la sur Paris, et de faire ainsi une guerre offensive et decisive. Cet avis, qu'on prete a Bonchamps, ne fut pas suivi des Vendeens, dont les vues etaient toujours aussi bornees, et qui avaient toujours une aussi grande repugnance a quitter leur sol. Leurs chefs ne songerent qu'a se partager le pays en quatre portions, pour y regner individuellement. Charette eut la Basse-Vendee, M. de Bonchamps les bords de la Loire du cote d'Angers, M. de La Rochejaquelein le reste du Haut-Anjou, M. de Lescure toute la partie insurgee du Poitou. M. d'Elbee conserva son titre inutile de generalissime, et le conseil superieur son autorite fictive.

Le 9, Canclaux se mit en mouvement, laissa au camp des Naudieres une forte reserve sous les ordres de Grouchy et d'Haxo, pour proteger Nantes, et achemina la colonne de Mayence vers Leger. Pendant ce temps l'ancienne armee de Brest, sous les ordres de Beysser, faisant le circuit de la Basse-Vendee par Pornic, Bourneuf et Machecoul, devait se rejoindre a Leger avec la colonne de Mayence.

Ces mouvemens, diriges par Canclaux, s'executerent sans obstacles. La colonne de Mayence, dont Kleber commandait l'avant-garde, et Aubert-Dubayet le corps de bataille, chassa tous les ennemis devant elle. Kleber, a l'avant-garde, aussi loyal qu'heroique, faisait camper ses troupes hors des villages pour empecher les devastations. "En passant, dit-il, devant le beau lac de Grand-Lieu, nous avons des paysages charmans, et des echappees de vue aussi agreables que multipliees. Sur une prairie immense erraient au hasard de nombreux troupeaux abandonnes a eux-memes. Je ne pus m'empecher de gemir sur le sort de ces infortunes habitans, qui, egares et fanatisees par leurs pretres, repoussaient les bienfaits d'un nouvel ordre de choses pour courir a une destruction certaine." Kleber fit des efforts continuels pour proteger le pays contre les soldats, et reussit le plus souvent. Une commission civile avait ete jointe a l'etat-major pour faire executer le decret du 1er aout, qui ordonnait de ruiner le sol et d'en transporter la population ailleurs. Il etait defendu aux soldats de mettre le feu; et ce n'etait que d'apres les ordres des generaux et de la commission civile, que les moyens de destruction devaient etre employes.

On etait arrive le 14 a Leger, et la colonne de Mayence s'y etait reunie a celle de Brest, commandee par Beysser. Pendant ce temps, la colonne des Sables, sous les ordres de Mieszkousky, s'etait avancee a Saint-Fulgent, suivant le plan convenu, et donnait deja la main a l'armee de Canclaux. Celle de Lucon, retardee un moment par sa defaite a Chantonay, etait demeurée en arriere; mais, grace au zele des representans qui lui avaient donne un nouveau general, Beffroy, elle s'etait reportee en avant. Celle de Niort se trouvait a la Chataigneraie. Ainsi, quoique le mouvement general eut ete retarde d'un jour ou deux sur tous les points, et que Canclaux ne fut arrive que le 14 a Leger, ou il aurait du se trouver le 12, le retard etant commun a toutes les colonnes, l'ensemble n'en etait pas detruit, et on pouvait poursuivre l'execution du plan de campagne. Mais, dans cet intervalle de temps, la nouvelle de la defaite essayee par la division de Lucon etait arrivee a Saumur; Rossignol, Ronsin et tout l'etat-major avaient pris l'alarme; et, craignant qu'il n'arrivat de semblables accidens aux deux autres colonnes de Niort et des Sables, dont ils suspectaient la force, ils deciderent de les faire rentrer sur-le-champ dans leurs premiers postes. Cet ordre etait des plus imprudens; cependant il n'etait pas donne de mauvaise foi, et dans l'intention de decouvrir Canclaux et d'exposer ses ailes; mais on avait peu de confiance en son plan, on etait tres dispose, au moindre obstacle, a le juger impossible, et a l'abandonner. C'est la sans doute ce qui determina l'etat-major de Saumur a ordonner le mouvement retrograde des colonnes de Niort, de Lucon et des Sables.

Canclaux, poursuivant sa marche, avait fait de nouveaux progres; il avait attaque Montaigu sur trois points: Kleber, par la route de Nantes, Aubert-Dubayet, par celle de Roche-Serviere, et Beysser, par celle de Saint-Fulgent, s'y etaient precipites a la fois, et en avaient bientot deloge l'ennemi. Le 17, Canclaux prit Clisson; et, ne voyant pas encore agir Rossignol, il resolut de s'arreter, et de se borner a des reconnaissances, en attendant de nouveaux renseignemens.

Canclaux s'etablit donc aux environs de Clisson, laissa Beysser a Montaigu, et porta Kleber avec l'avant-garde a Torfou. On etait la le 18. Le contre-ordre donne de Saumur etait arrive a la division de Niort, et avait ete communique aux deux autres divisions de Lucon et des Sables; sur-le-champ elles s'etaient retirees, et avaient jete, par leur mouvement retrograde, les Vendeens dans l'etonnement, et Canclaux dans le plus grand embarras. Les Vendeens etaient environ cent mille sous les armes. Un nombre immense d'entre eux se trouvait du cote de Vihiers et de Chemille, en face des colonnes de Saumur et d'Angers; un nombre plus considerable encore du cote de Clisson et de Mortagne, sur Canclaux. Les colonnes d'Angers et de Saumur, en les voyant si nombreux, disaient que c'etait l'armee de Mayence qui les leur rejetait sur les bras, et se plaignaient de ce plan qui les exposait a recevoir un ennemi si formidable. Cependant il n'en etait rien, et les Vendeens etaient partout debout en assez grand nombre pour occuper les republicains sur tous les points. Ce jour meme, loin de se jeter sur les colonnes de Rossignol, ils marchaient sur Canclaux: d'Elbee et Lescure quittaient la Haute-Vendee pour joindre l'armee de Mayence.

Par une singuliere complication d'evenemens, Rossignol, en apprenant les succes de Canclaux, qui avait penetre jusqu'au centre de la Vendee, contremanda ses premiers ordres de retraite, et enjoit a ses colonnes de se reporter en avant. Les colonnes de Saumur et d'Angers, placees a sa portee, agissent les premieres, et escarmouchent, l'une a Doue, l'autre aux ponts de Ce. Les avantages sont balances. Le 18, celle de Saumur, commandee par Santerre, veut s'avancer de Vihiers a un petit village nomme Coron. Artillerie, cavalerie, infanterie, se trouvent, par de mauvaises dispositions, accumulees confusement dans les rues de ce village qui etait domine. Santerre veut reparer cette faute et faire reculer les troupes pour les mettre en bataille sur une hauteur; mais Ronsin, qui, en l'absence de Rossignol, s'attribuait une autorite superieure, reproche a Santerre d'ordonner la retraite, et s'y oppose. Dans ce moment, les Vendeens fondent sur les republicains, un horrible desordre se communique a toute la division. Il s'y trouvait beaucoup d'hommes du nouveau contingent leve avec le tocsin; ceux-ci se debandent; tout est entraine et fuit confusement, de Coron a Vihiers, a Doue et a Saumur. Le lendemain 19, les Vendeens marchent contre la division d'Angers, commandee par Duhoux. Aussi heureux que la veille, ils repoussent les republicains jusqu'au-dela d'Erigne, et s'emparent de nouveau des ponts de Ce.

Du cote de Canclaux, on se bat avec la meme activite. Le meme jour, vingt mille Vendeens, places aux environs de Torfou, fondent sur l'avant-garde de Kleber, composee tout au plus de deux mille hommes. Kleber se place au milieu de ses soldats, et les soutient contre cette foule d'assaillans. Le terrain sur lequel il se bat est un chemin domine par des hauteurs; malgre le desavantage de la position, il ne se retire qu'avec ordre et fermete. Cependant, une piece d'artillerie ayant ete demontee, un peu de confusion se repand dans ses bataillons, et ses braves plient pour la premiere fois. A cette vue, Kleber, pour arreter l'ennemi, place un officier avec quelques soldats aupres d'un pont, et leur dit: *Mes amis, vous vous ferez tuer*. Ils executent cet ordre avec un admirable heroisme. Sur ces entrefaites, le corps de bataille arrive, et retablit le combat; les Vendeens sont enfin repousses bien loin, et punis de leur avantage passager.

Tous ces evenemens s'etaient passes le 19; l'ordre de se reporter en avant, qui avait si mal reussi aux deux divisions de Saumur et d'Angers, n'etait pas encore parvenu, a cause des distances, aux colonnes de Lucon et de Niort. Beysser etait toujours a Montaigu, formant la droite de Canclaux et se trouvant decouvert. Canclaux voulant mettre Beysser a l'abri, lui ordonna de quitter Montaigu et de se rapprocher du corps de bataille. Il enjoignit a Kleber de s'avancer du cote de Beysser pour proteger son mouvement. Beysser, trop negligent, avait laisse sa colonne mal gardee dans Montaigu. MM. de Lescure et Charette la surprirent, et l'auraient aneantie sans la bravoure de deux bataillons, qui, par leur opiniatrete, arreterent la rapidite de la poursuite et de la retraite. L'artillerie et les bagages furent perdus, et les debris de cette colonne coururent a Nantes, ou ils furent recus par la brave reserve laissee pour proteger la place. Canclaux resolut alors de retrograder, pour ne pas rester en fleche dans le pays, expose a tous les coups des Vendeens. Il se replia en effet sur Nantes avec ses braves Mayençais, qui ne furent pas entames, grace a leur attitude imposante, et aux refus de Charette, qui ne voulut pas se reunir a MM. d'Elbee et de Bonchamps, dans la poursuite des republicains.

La cause qui empecha le succes de cette nouvelle expedition sur la Vendee est evidente. L'etat-major de Saumur avait ete mecontent du plan qui adjugeait la colonne de Mayence a Canclaux; l'echec du 5 septembre fut pour lui un pretexte suffisant de se decourager, et de renoncer a ce plan. Un contre-ordre fut aussitot donne aux colonnes des Sables, de Lucon et de La Rochelle. Canclaux, qui s'etait avance avec succes, se trouva ainsi decouvert, et l'echec de Torfou rendit sa position encore plus difficile. Cependant l'armee de Saumur, en apprenant ses progres, marcha de Saumur et d'Angers, a Vihiers et Chemille, et si elle ne s'etait pas si tot debandee, il est probable que la retraite des ailes n'aurait pas empeche le succes definitif de l'entreprise. Ainsi, trop de promptitude a renoncer au plan propose, la mauvaise organisation des nouvelles levees, et la puissance des Vendeens, qui etaient plus de cent mille sous les armes, furent les causes de ces nouveaux revers. Mais il n'y avait ni trahison de la part de l'etat-major de Saumur, ni vice dans le plan de Canclaux. L'effet de ces revers etait funeste, car la nouvelle resistance de la Vendee reveillait toutes les esperances des contre-revolutionnaires, et aggravait singulierement les perils de la republique. Enfin, si les armees de Brest et de Mayence n'en etaient pas ebranlees, celle de La Rochelle se trouvait encore une fois desorganisee, et tous les contingens, provenant de la levee en masse, rentraient dans leurs foyers, en y portant le plus grand decouragement.

Les deux partis de l'armee s'empresserent aussitot de s'accuser. Philippeaux, toujours plus ardent, ecrivit au comite de salut public une lettre bouillante d'indignation, ou il attribua a une trahison le contre-ordre donne aux colonnes de l'armee de la Rochelle. Choudieu et Richard, commissaires a Saumur, ecrivirent des reponses aussi injurieuses, et Ronsin courut aupres du ministere et du comite de salut public pour denoncer les vices du plan de campagne. Canclaux, dit-il, faisant agir des masses trop fortes dans la Basse-Vendee, avait rejete sur la Haute-Vendee toute la population insurgee, et avait amene la defaite des colonnes de Saumur et d'Angers. Enfin, rendant calomnies pour calomnies, Ronsin repondit au reproche de trahison par celui d'aristocratie, et denonca a la fois les deux armees de Brest et de Mayence, comme remplies d'hommes suspects et malintentionnes. Ainsi s'envenimait toujours davantage la querelle du parti jacobin contre le parti qui voulait la discipline et la guerre reguliere.

L'inconcevable deroute de Menin, l'inutile et meurtriere tentative sur Pirmasens, les defaites aux Pyrenees-Orientales, la facheuse issue de la nouvelle expedition sur la Vendee, furent connues a Paris presque en meme temps, et y causerent la plus funeste impression. Ces nouvelles se repandirent successivement du 18 au 25 septembre, et, suivant l'usage, la crainte excita la violence. On a deja vu que les plus ardens agitateurs se reunissaient aux Cordeliers, ou l'on s'imposait encore moins de reserve qu'aux Jacobins, et qu'ils regnaient au ministere de la guerre sous le faible Bouchotte. Vincent etait leur chef a Paris, comme Ronsin dans la Vendee, et ils saisirent cette occasion de renouveler leurs plaintes accoutumees. Places au-dessous de la convention, ils auraient voulu ecartier son autorite incommode, qu'ils rencontraient aux armees dans la personne des representans, et a Paris dans le comite de salut public. Les representans en mission ne leur laissaient pas executer les mesures revolutionnaires avec toute la violence qu'ils desiraient y mettre; le comite de salut public, reglant souverainement toutes les operations suivant des vues plus elevees et plus impartiales, les contrariait sans cesse, et il etait de tous les obstacles celui qui les genait le plus; aussi leur venait-il souvent a l'esprit de faire etabli le nouveau pouvoir executif, d'apres le mode adopte par la constitution.

La mise en vigueur de la constitution, souvent et mechamment demandee par les aristocrates, avait de grands perils. Elle exigeait de nouvelles elections, remplacait la convention par une autre assemblee, necessairement inexperimentee, inconnue au pays, et renfermant toutes les factions a la fois. Les revolutionnaires enthousiastes, sentant ce danger, ne demandaient pas le renouvellement de la representation nationale, mais reclamaient l'execution de la constitution en ce qui convenait a leurs vues. Places presque tous dans les bureaux, ils voulaient seulement la formation du ministere constitutionnel, qui devait etre independant du pouvoir legislatif, et par consequent du comite de salut public. Vincent eut donc l'audace de faire rediger une petition aux Cordeliers, pour demander l'organisation du ministere constitutionnel, et le rappel des deutes en mission. L'agitation fut des plus vives. Legendre, ami de Danton, et deja range parmi ceux dont l'energie semblait se ralentir, s'y opposa vainement, et la petition fut adoptee, a un article pres, celui qui demandait le rappel des representans en mission. L'utilite de ces representans etait si evidente, et il y avait dans cette clause quelque chose de si personnel contre les membres de la convention, qu'on n'osa pas y persister. Cette petition provoqua beaucoup de tumulte a Paris, et compromit serieusement l'autorite naissante du comite de salut public.

Outre ces adversaires violens, ce comite en avait encore d'autres parmi les nouveaux moderes, qu'on accusait de reproduire le systeme des girondins, et de contrarier l'energie revolutionnaire. Fortement prononces contre les cordeliers, les jacobins, les desorganiseurs des armees, ils ne cessaient de faire leurs plaintes au comite, et lui reprochaient meme de ne pas se declarer assez fortement contre les anarchistes.

Le comite avait donc contre lui les deux nouveaux partis qui commencent a se former. Suivant l'usage, ces partis profiterent des evenemens malheureux pour l'accuser, et tous deux, d'accord pour condamner ses operations, les critiquerent chacun a sa maniere.

La deroute du 15 a Menin etait deja connue; les derniers revers de la Vendee commencent a etre confuses. On parlait vaguement d'une deroute a Coron, a Torfou, a Montaigu. Thuriot, qui avait refuse d'etre membre du comite de salut public, et qu'on accusait d'etre l'un des nouveaux moderes, s'eleva, au commencement de la seance, contre les intrigans, les desorganiseurs, qui venaient de faire, au sujet des subsistances, de nouvelles propositions extremement violentes. "Nos comites et le conseil executif, dit-il, sont harceles, cernes par un ramas d'intrigans qui n'affichent le patriotisme que parce qu'il leur est productif. Oui, le temps est venu ou il faut chasser ces hommes de rapine et d'incendie, qui croient que la revolution s'est faite pour eux, tandis que l'homme probe et pur ne la soutient que pour le bonheur du genre humain." Les propositions combattues par Thuriot sont repoussees. Briez, l'un des commissaires envoyes a Valenciennes, lit alors un memoire critique sur les operations militaires; il soutient qu'on n'a jamais fait qu'une guerre lente et peu convenable au genie francais, qu'on s'est toujours battu en detail, par petites masses, et que c'est dans ce systeme qu'il faut chercher la cause des revers qu'on a essayes. Ensuite, sans attaquer ouvertement le comite

de salut public, il parait insinuer que ce comite n'a pas tout fait connaitre a la convention, et que, par exemple, il y avait eu pres de Douay un corps de six mille Autrichiens, qui aurait pu etre enleve et qui ne l'avait pas ete. La convention, apres avoir entendu Briez, l'adjoint au comite de salut public. Dans ce moment, arrivent les nouvelles detaillees de la Vendee, contenues dans une lettre de Montaigu. Ces details alarmans excitent un elan general. "Au lieu de nous intimider, s'ecrie un des membres, jurons de sauver la republique!" A ces mots, l'assemblee entiere se leve, et jure encore une fois de sauver la republique, quels que soient les perils qui la menacent. Les membres du comite de salut public, qui n'etaient point encore arrives, entrent dans ce moment. Barrere, le rapporteur ordinaire, prend la parole. "Tout soupcon dit-il, dirige contre le comite de salut public, serait une victoire remportee par Pitt. Il ne faut pas donner a nos ennemis le trop grand avantage de deconsiderer nous-memes le pouvoir charge de nous sauver." Barrere fait ensuite connaitre les mesures prises par le comite. "Depuis plusieurs jours, continue-t-il, le comite avait lieu de soupconner que de graves fautes avaient ete commises a Dunkerque, ou l'on aurait pu exterminer jusqu'au dernier des Anglais, et a Menin, ou aucun effort n'avait ete fait pour arreter les etranges effets de la terreur panique. Le comite a destitue Houchard, ainsi que le general divisionnaire Hedouville, qui n'a pas fait a Menin ce qu'il devait; et on examinera sur-le-champ la conduite de ces deux generaux; le comite va ensuite faire epurer tous les etats-majors et toutes les administrations des armees; il a mis les flottes sur un pied qui leur permettra de se mesurer avec nos ennemis; il vient de lever dix-huit mille hommes; il vient d'ordonner un nouveau systeme d'attaque en masse; enfin, c'est dans Rome meme qu'il veut attaquer Rome, et cent mille hommes, débarquant en Angleterre, iront etouffer a Londres le systeme de Pitt. C'est donc a tort que l'on a accuse le comite de salut public; il n'a pas cesse de meriter la confiance que la convention lui a jusqu'ici temoignee."

Robespierre prend alors la parole: "Depuis long-temps, dit-il, on s'attache a diffamer la convention et le comite depositeaire de sa puissance. Briez, qui aurait du mourir a Valenciennes, en est lachement sorti, pour venir a Paris servir Pitt et la coalition, en deconsiderant le gouvernement. Ce n'est pas assez, ajoute-t-il, que la convention nous continue sa confiance. Il faut qu'elle le proclame solennellement, et qu'elle rapporte sa decision a l'egard de Briez, qu'elle vient de nous adjoindre." Des applaudissemens accueillent cette demande; on decide que Briez ne sera pas joint au comite de salut public, et on declare par acclamation que ce comite conserve toute la confiance de la convention nationale.

Les moderes etaient dans la convention, et ils venaient d'etre repousses, mais les adversaires les plus redoutables du comite, c'est-a-dire les revolutionnaires ardents, se trouvaient aux Jacobins et aux Cordeliers. C'etait surtout de ces derniers qu'il fallait se defendre. Robespierre se rendit aux Jacobins, et usa de son ascendant sur eux: il developpa la conduite du comite, il le justifia des doubles attaques des moderes et des exageres, et fit sentir le danger des petitions tendant a demander la formation du ministere constitutionnel. "Il faut, dit-il, qu'un gouvernement quelconque succede a celui que nous avons detruit; le systeme d'organiser en ce moment le ministere constitutionnel n'est autre chose que celui de chasser la convention elle-meme, et de decomposer le pouvoir en presence des armees ennemies. Pitt peut seul etre l'auteur de cette idee. Ses agens l'ont propagee, ils ont seduit les patriotes de bonne foi; et le peuple credule et souffrant, toujours enclin a se plaindre du gouvernement, qui ne peut remedier a tous ses maux, est devenu l'echo fidele de leurs calomnies et de leurs propositions. Vous, jacobins, s'ecrie Robespierre, trop sincerés pour etre gagnes, trop eclaires pour etre seduits, vous defendrez la Montagne qu'on attaque; vous soutiendrez le comite de salut public qu'on veut calomnier pour vous perdre, et c'est ainsi qu'avec vous il triomphera de toutes les menees des ennemis du peuple."

Robespierre fut applaudi, et tout le comite dans sa personne. Les cordeliers furent ramenes a l'ordre, leur petition oubliee; et l'attaque de Vincent, repoussee victorieusement, n'eut aucune consequence.

Cependant il devenait urgent de prendre un parti a l'egard de la nouvelle constitution. Ceder la place a de nouveaux revolutionnaires, equivoques, inconnus, probablement divises parce qu'ils seraient issus de toutes les factions vivant au-dessous de la convention, etait dangereux. Il fallait donc declarer a tous les partis qu'on allait s'emparer du pouvoir, et qu'avant d'abandonner la republique a elle meme, et a l'action des lois qu'on lui

avait donnees, on la gouvernerait revolutionnairement, jusqu'a ce qu'elle fut sauvee. De nombreuses petitions avaient deja engage la convention a rester a son poste. Le 10 octobre, Saint-Just, portant la parole au nom du comite de salut public, proposa de nouvelles mesures de gouvernement. Il fit le tableau le plus triste de la France; il chargea ce tableau des sombres couleurs de son imagination melancolique; et, avec le secours de son grand talent, et de faits d'ailleurs tres vrais, il produisit une espece de terreur dans les esprits. Il presenta donc et fit adopter un decret qui renfermait les dispositions suivantes. Par le premier article, le gouvernement de la France etait declare *revolutionnaire* jusqu'a la paix; ce qui signifiait que la constitution etait momentanement suspendue, et qu'une dictature extraordinaire etait instituee jusqu'a l'expiration de tous les dangers. Cette dictature etait conferee a la convention et au comite de salut public. "Le conseil executif, disait le decret, les ministres, les generaux, les corps constitues, sont places sous la surveillance du comite de salut public, qui en rendra compte tous les huit jours a la convention." Nous avons deja explique comment la surveillance se changeait en autorite supreme, parce que les ministres, les generaux, les fonctionnaires, obliges de soumettre leurs operations au comite, avaient fini par ne plus oser agir de leur propre mouvement, et par attendre tous les ordres du comite lui-meme. On disait ensuite: "Les lois revolutionnaires doivent etre executees rapidement. L'inertie du gouvernement etant la cause des revers, les delais pour l'execution de ces lois seront fixes. La violation des delais sera punie comme un attentat a la liberte." Des mesures sur les subsistances etaient ajoutees a ces mesures de gouvernement, car le pain est le droit du peuple, avait dit Saint-Just. Le tableau general des subsistances, definitivement acheve, devait etre envoye a toutes les autorites. Le necessaire des departemens devait etre approximativement evalue, et garanti; quant au superflu de chacun d'eux, il etait soumis aux requisitions, soit pour les armees, soit pour les provinces qui n'avaient pas le necessaire. Ces requisitions etaient reglees par une commission des subsistances. Paris devait etre comme une place de guerre approvisionnee pour un an, a l'epoque du 1er mars suivant. Enfin, on decretait qu'il serait institue un tribunal, pour verifier la conduite et la fortune de tous ceux qui avaient manie les deniers publics.

Par cette grande et importante declaration, le gouvernement, compose du comite de salut public, du comite de surete generale, du tribunal extraordinaire, se trouvait complete et maintenu pendant la duree du danger. C'etait declarer la revolution en etat de siege, et lui appliquer les lois extraordinaires de cet etat, pendant tout le temps qu'il durerait. On ajouta a ce gouvernement extraordinaire diverses institutions reclamees depuis long-temps, et devenues inevitables. On demandait une armee revolutionnaire, c'est-a-dire une force chargee specialement de faire executer les ordres du gouvernement dans l'interieur. Elle etait decretee depuis long-temps; elle fut enfin organisee par un nouveau decret[1]. On la composa de six mille hommes et de douze cents canonniers. Elle devait se deplacer, et se rendre de Paris dans les villes ou sa presence serait necessaire, et y demeurer en garnison aux depens des habitans les plus riches. Les cordeliers en voulaient une par departement; mais on s'y opposa en disant que ce serait revenir au federalisme que de donner a chaque departement une force individuelle. Les memes cordeliers demandaient en outre qu'on fit suivre les detachemens de l'armee revolutionnaire d'une guillotine portee sur des roues. Toutes les idees surgissent dans l'esprit du peuple quand il se donne carriere. La convention repoussa toutes ces demandes, et s'en tint a son decret. Bouchotte, charge de composer cette armee, la recruta dans tout ce que Paris renfermait de gens sans aveu, et prêts a se faire les satellites du pouvoir dominant. Il remplit l'etat-major de jacobins, mais surtout de cordeliers; il arracha Ronsin a la Vendee et a Rossignol, pour le mettre a la tete de cette armee revolutionnaire. Il soumit la liste de cet etat-major aux jacobins, et fit subir a chaque officier l'epreuve du scrutin. Aucun d'eux, en effet, ne fut confirme par le ministre sans avoir ete approuve par la societe.

A l'institution de l'armee revolutionnaire, on ajouta enfin la loi des suspects, si souvent demandee, et resolue en principe le meme jour que la levee en masse. Le tribunal extraordinaire, quoique organise de maniere a frapper sur de simples probabilites, ne rassurait pas assez l'imagination revolutionnaire. On souhaitait pouvoir enfermer ceux qu'on ne pourrait pas envoyer a la mort, et on demandait des dispositions qui permettent de s'assurer de leurs personnes. Le decret qui mettait les aristocrates hors la loi etait trop vague, et exigeait un jugement. On voulait que sur la simple denonciation des comites revolutionnaires, un individu declare suspect put etre sur-le-champ jete en prison. On decreta, en effet, l'arrestation provisoire, jusqu'a la paix, de tous les individus suspects[2]. Etaient consideres comme tels: 1 ceux qui, soit par leur conduite, soit par leurs

Histoire de la Revolution francaise, Tome Cinquieme

relations, soit par leurs propos ou leurs ecrits, s'etaient montres partisans de la tyrannie du federalisme, et ennemis de la liberte; 2 ceux qui ne pourraient pas justifier de la maniere prescrite par la loi du 20 mars dernier, de leurs moyens d'exister, et de l'acquit de leurs devoirs civiques; 3 ceux a qui il avait ete refuse des certificats de civisme; 4 les fonctionnaires publics suspendus ou destitues de leurs fonctions par la convention nationale et par ses commissaires; 5 les ci-devant nobles, les maris, femmes, peres, meres, fils ou filles, freres ou soeurs, et agens d'emigres, qui n'avaient pas constamment manifeste leur attachement a la revolution; 6 ceux qui avaient emigre dans l'intervalle du 1er juillet 1789 a la publication de la loi du 8 avril 1792, quoiqu'ils fussent rentres en France dans les delais determines.

Les detenus devaient etre enfermes dans les maisons nationales, et gardes a leurs frais. On leur accordait la faculte de transporter dans ces maisons les meubles dont ils auraient besoin. Les comites charges de prononcer l'arrestation ne le pouvaient qu'a la majorite, et a la charge d'envoyer au comite de surete generale la liste des suspects et les motifs de chaque arrestation. Leurs fonctions etant des cet instant fort difficiles et presque continues, devinrent pour les membres une espece de profession qu'il fallut solder. Ils recurent des lors un traitement a titre d'indemnite.

A ces dispositions, sur l'instance demande de la commune de Paris, il en fut ajoute une derniere qui rendait cette loi des suspects encore plus redoutable: ce fut la revocation du decret qui defendait les visites domiciliaires pendant la nuit. Des cet instant, chaque citoyen poursuivi fut menace a toute heure, et n'eut plus aucun moment de repos. En s'enfermant pendant le jour dans des cages ingenieuses et tres etroites que le besoin avait fait imaginer, les suspects avaient du moins la faculte de respirer pendant la nuit; maintenant ils ne le pouvaient plus, et les arrestations, multipliees jour et nuit, remplirent bientot toutes les prisons de la France.

Les assemblees de section se tenaient chaque jour; mais les gens du peuple n'avaient pas le temps de s'y rendre, et en leur absence les motions revolutionnaires n'etaient plus soutenues. On decida, sur la proposition expresse des jacobins et de la commune, que ces assemblees n'auraient plus lieu que deux fois par semaine, et que chaque citoyen qui viendrait y assister recevrait quarante sous par seance. C'etait le moyen le plus assure d'avoir le peuple, en ne le reunissant pas trop souvent, et en payant sa presence. Les revolutionnaires ardents furent irrites de ce qu'on mettait des bornes a leur zele, en limitant a deux par semaine les seances des sections. Ils firent donc une petition fort vive pour se plaindre de ce qu'on portait atteinte aux droits du souverain, en l'empechant de se reunir toutes les fois qu'il lui plaisait. C'est le jeune Varlet qui fut l'auteur de cette nouvelle petition; mais on la repoussa, et on n'en tint pas plus de compte que de beaucoup d'autres demandes inspirees par la fermentation revolutionnaire.

Ainsi, la machine etait complete sous les deux rapports les plus importants dans un etat menace, la guerre et la police. Dans la convention, un comite dirigeait les operations militaires, choisissait les generaux et les agens de toute espece, et pouvait, par le decret de la requisition permanente, disposer a la fois des hommes et des choses. Il faisait tout cela, ou par lui-meme, ou par les representans envoyes en mission. Sous ce comite, le comite dit de surete generale avait la direction de la haute police, et se servait pour sa surveillance des comites revolutionnaires institues dans chaque commune. Les individus legerement soupconnes d'hostilite, ou meme d'indifference, etaient enfermes; d'autres, plus gravement compromis, etaient frappes par le tribunal extraordinaire, mais heureusement encore en petit nombre, car ce tribunal n'avait prononce jusqu'alors que peu de condamnations. Une armee speciale, veritable colonne mobile ou gendarmerie de ce regime, faisait executer les ordres du gouvernement, et enfin le peuple, paye pour se rendre dans les sections, etait toujours pret a le soutenir. Ainsi, guerre et police, tout aboutissait au comite de salut public. Maitre absolu, ayant le moyen de requerir toutes les richesses, pouvant envoyer les citoyens ou sur les champs de bataille, ou a l'echafaud, ou dans les cachots, il etait investi, pour la defense de la revolution, d'une dictature souveraine et terrible. A la verite, il lui fallait, tous les huit jours, rendre compte a la convention de ses travaux, mais ce compte etait toujours approuve, car l'opinion critique ne s'exerçait qu'aux Jacobins, dont il etait maitre depuis que Robespierre en faisait partie. Il n'y avait en opposition a cette puissance que les moderes, restes en deca,

et les nouveaux exagères, portés au-delà, mais peu à craindre les uns et les autres.

On a vu que déjà Robespierre et Carnot avaient été attachés au comité de salut public, en remplacement de Gasparin et de Thuriot, tous deux malades. Robespierre y avait apporté sa puissante influence, et Carnot sa science militaire. La convention voulut adjoindre à Robespierre Danton, son collègue et son rival en renommée; mais celui-ci, fatigué de travaux, peu propre à des détails d'administration, dégoûté d'ailleurs par les calomnies des partis, ne voulait plus être d'aucun comité. Il avait déjà bien assez fait pour la révolution; il avait soutenu les courages dans tous les jours de danger; il avait fourni la première idée du tribunal révolutionnaire, de l'armée révolutionnaire, de la réquisition permanente, de l'impôt sur les riches, et des quarante sous alloués par séance aux membres des sections; il était l'auteur enfin de toutes les mesures qui, devenues cruelles par l'exécution, donnaient néanmoins à la révolution cette énergie qui la sauva. À cette époque, Danton commençait à n'être plus aussi nécessaire, car depuis la première invasion des Prussiens on s'était fait du danger une espèce d'habitude. Les vengeances qui se préparaient contre les girondins lui repugnaient; il venait d'épouser une jeune femme dont il était épris, et qu'il avait dotée avec l'or de la Belgique, au dire de ses ennemis, et suivant ses amis, avec le remboursement de sa charge d'avocat au conseil; il était atteint, comme Mirabeau, comme Marat, d'une maladie inflammatoire; enfin il avait besoin de repos, et il demanda un congé pour aller à Arcis-sur-Aube, sa patrie, jouir de la nature, qu'il aimait passionnément. On lui avait conseillé cette retraite momentanée comme un moyen de mettre fin aux calomnies. La victoire de la révolution pouvait désormais s'achever sans lui; deux mois de guerre et d'énergie suffisaient, et il se proposait de revenir, après la victoire, faire entendre sa voix puissante en faveur des vaincus et d'un ordre de choses meilleur. Vaine illusion de la paresse et du découragement! Abandonner pour deux mois, pour un seul, une révolution si rapide, c'était devenir pour elle étranger et impuissant.

Danton refusa donc d'entrer au comité de salut public, et obtint un congé; Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, furent joints au comité, et y apportèrent, l'un son caractère froid et implacable, et l'autre sa fougue et son influence sur les turbulents cordeliers. Le comité de sûreté générale fut réformé. De dix-huit membres on le réduisit à neuf, reconnus les plus sévères.

Tandis que le gouvernement s'organisait ainsi de la manière la plus forte, un redoublement d'énergie se manifestait dans toutes les résolutions. Les grandes mesures prises au mois d'août n'avaient pas encore produit leurs résultats. La Vendée, quoique attaquée suivant un plan régulier, avait résisté; l'échec de Menin avait presque fait perdre les avantages de la victoire d'Hondschoote; il fallait de nouveaux efforts. L'enthousiasme révolutionnaire inspira cette idée, que la volonté avait, à la guerre comme partout, une influence décisive, et, pour la première fois, il fut enjoint à une armée de vaincre dans un temps donné.

On voyait tous les dangers de la république dans la Vendée. «Détruisez la Vendée, avait dit Barrère, Valenciennes et Condé ne seront plus au pouvoir de l'Autrichien. Détruisez la Vendée, l'Anglais ne s'occupera plus de Dunkerque. Détruisez la Vendée, le Rhin sera délivré des Prussiens. Détruisez la Vendée, l'Espagne se verra harcelée, conquise par les méridionaux, joints aux soldats victorieux de Mortagne et de Cholet. Détruisez la Vendée, et une partie de cette armée de l'intérieur va renforcer cette courageuse armée du Nord, si souvent trahie, si souvent désorganisée. Détruisez la Vendée, Lyon ne résistera plus, Toulon s'insurgera contre les Espagnols et les Anglais, et l'esprit de Marseille se relèvera à la hauteur de la révolution républicaine. Enfin, chaque coup que vous porterez à la Vendée retentira dans les villes rebelles, dans les départements fédéralistes, sur les frontières envahies!... La Vendée et encore la Vendée!... C'est là qu'il faut frapper, d'ici au 20 octobre, avant l'hiver, avant l'impraticabilité des routes, avant que les brigands trouvent l'impunité dans le climat et dans la saison.

«Le comité, d'un coup d'oeil vaste et rapide, a vu dans ce peu de paroles tous les vices de la Vendée:

«Trop de représentants;

“Trop de division morale;

“Trop de divisions militaires;

“Trop d'indiscipline dans les succes;

“Trop de faux rapports dans le recit des evenemens;

“Trop d'avidite, trop d'amour de l'argent dans une partie des chefs et des administrateurs.”

A la suite de cet expose, la convention reduisit le nombre des representans en mission, reunit les deux armees de Brest et de La Rochelle en une seule, dite armee de l'Ouest, et en donna le commandement, non a Rossignol, non a Canclaux, mais a Lechelle, general de brigade dans la division de Lucon. Enfin, elle determina le jour auquel la guerre de la Vendee devrait etre finie, et ce jour etait le 20 octobre. Voici la proclamation qui accompagnait le decret[3]:

LA CONVENTION NATIONALE A L'ARMEE DE L'OUEST

“Soldats de la liberte, il faut que les brigands de la Vendee soient extermines avant la fin du mois d'octobre! Le salut de la patrie l'exige; l'impatience du peuple francais le commande; son courage doit l'accomplir. La reconnaissance nationale attend a cette epoque tous ceux dont la valeur et le patriotisme auront affermi sans retour la liberte et la republique.”

Des mesures non moins promptes et non moins energiques furent prises a l'egard de l'armee du Nord, pour reparer l'echec de Menin, et decider de nouveaux succes. Houchard destitue fut arrete. Le general Jourdan, qui avait commande le centre a Hondschoote, fut nomme general en chef de l'armee du Nord et de celle des Ardennes. Il eut ordre de reunir a Guise des masses considerables pour faire une irruption sur l'ennemi. Il n'y avait qu'un cri contre les attaques de detail. Sans juger le plan ni les operations de Houchard autour de Dunkerque, on disait qu'il ne s'etait pas battu en masse, et on voulait exclusivement ce genre de combat, mieux approprie, disait-on, a l'impetuosite du caractere francais. Carnot etait parti pour se rendre a Guise aupres de Jourdan, et mettre a execution un nouveau systeme de guerre tout revolutionnaire. On venait d'adjoindre trois nouveaux commissaires a Dubois-Crance, pour faire des levees en masse, et les precipiter sur Lyon. On lui enjoignait de renoncer au systeme des attaques methodiques, et de donner l'assaut a la ville rebelle. Ainsi partout on redoublait d'efforts pour terminer victorieusement la campagne.

Mais les rigueurs accompagnaient toujours l'energie; le proces de Custine, trop differe au gre des jacobins, etait enfin commence, et conduit avec toute la violence et la barbarie des nouvelles formes judiciaires. Aucun general en chef n'avait encore paru sur l'echafaud; on etait impatient de frapper une tete elevee, et de faire flechir les chefs des armees devant l'autorite populaire; on voulait surtout que quelqu'un des generaux expiat la defection de Dumouriez, et l'on choisit Custine, que ses opinions et ses sentimens faisaient considerer comme un autre Dumouriez. On avait saisi, pour arreter Custine, le moment ou, charge du commandement de l'armee du Nord, il etait venu momentanement a Paris concerter ses operations avec le ministere. On le jeta d'abord en prison, et bientot on demanda et on obtint le decret de sa translation au tribunal revolutionnaire.

Qu'on se rappelle la campagne de Custine sur le Rhin. Charge d'une division de l'armee, il avait trouve Spire et Worms mal surveilles, parce que les coalises, presses de marcher sur la Champagne, avaient tout neglige sur leurs ailes et sur leurs derrieres. Des patriotes allemands, accourus de tous cotes, lui offraient leurs villes; il s'avanca, prit Spire, Worms, qu'on lui livra, negligea Manheim, qui etait sur sa route, par menagement pour la neutralite de l'electeur palatin, et par crainte aussi de ne pas y entrer aisement. Il arriva enfin a Mayence, s'en empara, rejouit la France de ses conquetes inattendues, et se fit conférer un commandement qui le rendait independant de Biron. Dans ce meme moment, Dumouriez venait de repousser les Prussiens, et de les rejeter

sur le Rhin. Kellermann etait vers Treves. Custine devait alors descendre le Rhin jusqu'a Coblenz, se reunir a Kellermann, et se rendre ainsi maitre de la rive du fleuve. Toutes les raisons se reunissaient en faveur de ce plan. Les habitans de Coblenz appelaient Custine, ceux de Saint-Goard, de Rhinfelds, l'appelaient aussi; on ne sait jusqu'ou il aurait pu aller en s'abandonnant au cours du Rhin. Peut-etre aurait-il pu descendre jusqu'en Hollande. Mais, de l'interieur de l'Allemagne, d'autres patriotes le demandaient aussi; on s'etait figure, en le voyant avancer si hardiment, qu'il avait cent mille hommes. Percer sur le territoire ennemi et au-dela du Rhin, plut davantage a l'imagination et a la vanite de Custine. Il courut a Francfort lever des contributions, et exercer des vexations impolitiques. La, les sollicitations l'entourerent de nouveau. Des fous le pressaient d'aller jusques a Cassel, au milieu de la Hesse electorale, prendre le tresor de l'electeur. Les avis plus sages du gouvernement francais l'engageaient a revenir sur le Rhin, et a marcher vers Coblenz. Mais il n'ecoutait rien, et revait une revolution en Allemagne.

Cependant Custine sentait le danger de sa position: voyant bien que, si l'electeur rompait la neutralite, ses derrieres seraient menaces par Manheim, il aurait voulu prendre cette place qu'on lui offrait, mais il ne l'osait pas. Sur le point d'etre attaque a Francfort, ou il ne pouvait tenir, il ne voulait pas abandonner cette ville, et rentrer sur la ligne du Rhin, pour ne point abandonner ses pretendues conquetes, et ne pas s'engager dans les operations des autres chefs en descendant vers Coblenz. Dans cette situation, il fut surpris par les Prussiens, perdit Francfort, fut rejete sur Mayence, resta incertain s'il garderait cette place ou non, y jeta quelque artillerie prise a Strasbourg, n'y donna que tres tard l'ordre de l'approvisionnement, fut encore une fois surpris au milieu de ces incertitudes par les Prussiens, s'eloigna de Mayence, et saisi de terreur, se croyant poursuivi par cent cinquante mille hommes, se retira dans la Haute-Alsace, presque sous le canon de Strasbourg. Place sur le Haut-Rhin avec une armee assez considerable, il aurait pu marcher sur Mayence, et mettre les assiegeans entre deux feux, mais il ne l'osa jamais; enfin, honteux de son inaction, il livra une attaque malheureuse le 15 mai, fut battu, et se rendit a regret a l'armee du Nord, ou il acheva de se perdre par des propos moderes et par un conseil tres sage, celui de laisser l'armee se reorganiser dans le camp de Cesar, au lieu de la faire battre inutilement pour secourir Valenciennes. Telle fut la carriere de Custine. Il y avait la beaucoup de fautes, mais pas une trahison. On commença son proces, et on appela, pour déposer, des representans envoyes en mission, des agens du pouvoir executif, ennemis opiniâtres des generaux, des officiers mecontents, des membres des clubs de Strasbourg, de Mayence et de Cambrai, enfin le terrible Vincent, tyran des bureaux de la guerre sous Bouchotte. C'etait une cohue d'accusateurs accumulant des reproches injustes et contradictoires, des reproches tout a fait etrangers a une veritable critique militaire, mais fondees sur des malheurs accidentels, dont le general n'etait pas coupable, et qu'on ne pouvait pas lui imputer. Custine repondait avec une certaine vehemence militaire a toutes ces accusations, mais il etait accable. Des jacobins de Strasbourg lui disaient qu'il n'avait pas voulu prendre les gorges de Porentruy, lorsque Lukner lui en donnait l'ordre; et il prouvait inutilement que c'etait impossible. Un Allemand lui reprochait de n'avoir pas pris Manheim, qu'il lui offrait. Custine s'excusait en alleguant la neutralite de l'electeur et les difficultes du projet. Les habitans de Coblenz, de Rhinfelds, de Darmstadt, de Hanau, de toutes les villes qui avaient voulu se livrer a lui, et qu'il n'avait pas consenti a occuper, l'accusaient a la fois. Quant au refus de marcher sur Coblenz, il se defendait mal, et calomniait Kellermann, qui, disait-il, avait refuse de le seconder; quant au refus de prendre les autres places, il disait avec raison que toutes les imaginations allemandes l'appelaient, et qu'il lui aurait fallu, pour les satisfaire, occuper cent lieues de pays. Par une contradiction singuliere, tandis qu'on le blamait de n'avoir pas pris telle ville, ou fait contribuer telle autre, on lui faisait un crime d'avoir pris Francfort, d'y avoir pille les habitans, de n'y avoir pas fait les dispositions necessaires pour resister aux Prussiens, et d'y avoir expose la garnison francaise a etre massacree. Le brave Merlin de Thionville, l'un de ceux qui deposaient contre lui, le justifiait sur ce point avec autant de loyauté que de raison. Eut-il laisse vingt mille hommes a Francfort, il n'aurait pas pu y tenir, disait Merlin; il aurait du se retirer a Mayence, et son seul tort etait de ne l'avoir pas fait assez tot. Mais a Mayence, ajoutaient une foule d'autres temoins, il n'avait fait aucun des preparatifs necessaires; il n'avait amasse ni vivres, ni munitions; il n'y avait amoncelé que l'artillerie dont il avait depouille Strasbourg, pour la livrer aux Prussiens, avec vingt mille hommes de garnison et deux deputes. Custine prouvait qu'il avait donne les ordres pour les approvisionnemens; que l'artillerie etait a peine suffisante, et qu'elle n'avait pas ete inutilement accumulee pour etre livree. Merlin appuyait toutes les assertions de Custine; mais ce qu'il ne lui

pardonnait pas, c'etait sa retraite si pusillanime, et son inaction sur le Haut-Rhin, pendant que la garnison de Mayence faisait des prodiges. Custine ici restait sans reponse. On lui reprochait ensuite d'avoir brule les magasins de Spire, en se retirant; reproche absurde, car la retraite, une fois oblige, il valait mieux bruler les magasins que de les laisser a l'ennemi. On l'accusait d'avoir fait fusiller des volontaires a Spire pour cause de pillage: a quoi il repondait que la convention avait approuve sa conduite. On l'accusait encore d'avoir particulierement epargne les Prussiens, d'avoir volontairement expose son armee a etre battue le 15 mai, de s'etre tardivement rendu dans son commandement du Nord, d'avoir tente de degarnir Lille de son artillerie pour la porter au camp de Cesar, d'avoir empeche qu'on secourut Valenciennes, de n'avoir pas oppose d'obstacle au débarquement des Anglais; accusations toutes plus absurdes les unes que les autres.—“Enfin, lui disait-on, vous avez plaint Louis XVI, vous avez ete triste le 31 mai, vous avez voulu faire pendre le docteur Hoffmann, president des jacobins a Mayence, vous avez empeche la distribution du journal du Pere Duchesne et du journal de la Montagne dans votre armee, vous avez dit que Marat et Robespierre etaient des perturbateurs, vous vous etes entoure d'officiers aristocrates, vous n'avez jamais eu a votre table de bons republicains.” Ces reproches etaient mortels, et c'etaient les veritables griefs pour lesquels on le poursuivait.

Le proces traina en longueur; toutes les imputations etaient si vagues, que le tribunal hesitait. La fille de Custine, et beaucoup de personnes qui s'interessaient a lui, avaient fait quelques demarches; car, a cette epoque, bien que la crainte fut deja grande, on osait temoigner encore quelque interet aux victimes. Aussitot on denonca aux Jacobins le tribunal revolutionnaire lui-meme. “Il m'est douloureux, dit Hebert aux Jacobins, d'avoir a denoncer une autorite qui etait l'espoir des patriotes, qui d'abord avait merite leur confiance, et qui bientot en va devenir le fleau. Le tribunal revolutionnaire est sur le point d'innocenter un scelerat, en faveur duquel, il est vrai, les plus jolies femmes de Paris sollicitent toute la terre. La fille de Custine, aussi habile comedienne dans cette ville, que l'etait son pere a la tete des armees, voit tout le monde et promet tout pour obtenir sa grace.” Robespierre, de son cote, denonca l'esprit de chicane et le gout des formalites qui s'etait empare du tribunal, et soutint que, seulement pour avoir voulu degarnir Lille, Custine meritait la mort. Vincent, l'un des temoins, avait vide les cartons du ministere, et avait apporte les lettres et les ordres qu'on reprochait a Custine, et qui, certes, ne constituaient pas des crimes. Fouquier-Tinville en conclut un parallele de Custine avec Dumouriez, qui perdit le malheureux general. Dumouriez, dit-il, s'etait rapidement avance en Belgique, pour l'abandonner ensuite non moins rapidement, et livrer a l'ennemi, soldats, magasins, et representans. De meme Custine s'etait rapidement avance en Allemagne, avait abandonne nos soldats a Francfort, a Mayence, et avait voulu livrer avec cette derniere ville, vingt mille hommes, deux representans, et toute notre artillerie qu'il avait mechamment extraite de Strasbourg. Comme Dumouriez, il medisait de la convention et des jacobins, et faisait fusiller les braves volontaires, sous pretexte de maintenir la discipline. A ce parallele, le tribunal n'hésita plus. Custine justifia pendant deux heures ses operations militaires. Troncon-Ducoudray defendit sa conduite administrative et civile, mais inutilement. Le tribunal declara le general coupable, a la grande joie des jacobins et des cordeliers, qui remplissaient la salle, et qui donnerent des signes bruyans de leur satisfaction. Cependant Custine n'avait pas ete condamne a l'unanimité. Sur les trois questions, il y avait eu successivement contre lui dix, neuf, huit voix, sur onze. Le president lui ayant demande s'il n'avait rien a ajouter, il regarda autour de lui, et ne trouvant pas ses defenseurs, il repondit: “Je n'ai plus de defenseurs, je meurs calme et innocent.”

Il fut execute le lendemain matin. Ce guerrier, connu par une grande bravoure, fut surpris a la vue de l'echafaud. Cependant il s'agenouilla au pied de l'echelle, fit une courte priere, se rassura, et recut la mort avec courage. Ainsi finit cet infortune general, qui ne manquait ni d'esprit ni de caractere, mais qui reunissait l'inconsequence a la presumption, et qui commit trois fautes capitales; la premiere, de sortir de sa veritable ligne d'operation, en se portant a Francfort; la seconde, de ne pas vouloir y rentrer, lorsqu'on l'y engageait; et la troisieme, de rester dans la plus timide inaction pendant le siege de Mayence. Cependant aucune de ces fautes ne meritait la mort; mais il subit le supplice qu'on n'avait pas pu infliger a Dumouriez, et qu'il n'avait pas merite comme celui-ci par de grands et coupables projets. Sa mort fut un terrible exemple pour tous les generaux, et le signal pour eux d'une obeissance absolue aux ordres du gouvernement revolutionnaire.

Après cet acte de rigueur, les exécutions ne devaient plus s'arrêter; on renouvela l'ordre de hater le procès de Marie–Antoinette. L'acte d'accusation des girondins, tant demandé et jamais rédigé, fut présenté à la convention. Saint–Just en était l'auteur. Des pétitions des jacobins vinrent obliger la convention à l'adopter. Il fut dirigé non–seulement contre les vingt–deux et les membres de la commission des douze, mais en outre contre soixante–treize membres du côté droit, qui gardaient un silence absolu depuis la victoire de la Montagne, et qui avaient rédigé une protestation très connue contre les événements du 31 mai et du 2 juin. Quelques montagnards forcés voulaient l'accusation, c'est–à–dire la mort, contre les vingt–deux, les douze et les soixante–treize; mais Robespierre s'y opposa, et proposa un moyen terme, ce fut d'envoyer au tribunal révolutionnaire les vingt–deux et les douze, et de mettre les soixante–treize en arrestation. On fit ce qu'il voulut; les portes de la salle leur furent aussitôt interdites, les soixante–treize arrêtés, et injonction faite à Fouquier–Tinville de s'emparer des malheureux girondins. Ainsi la convention toujours plus docile se laissa arracher l'ordre d'envoyer à la mort une partie de ses membres. À la vérité, elle ne pouvait plus différer, car les jacobins avaient fait cinq pétitions plus impérieuses les unes que les autres, pour obtenir ces derniers décrets d'accusation.

FOOTNOTES:

[Footnote 1: Du 3 septembre.]

[Footnote 2: Ce décret célèbre fut rendu le 17 septembre. Il est connu sous le nom de *loi des suspects*.]

[Footnote 3: Décret du 1er octobre.]

CHAPITRE XIV. CONTINUATION DU SIEGE DE LYON. PRISE DE CETTE VILLE. DECRET TERRIBLE CONTRE LES LYONNAIS REVOLTES.—PROGRES DE L'ART DE LA GUERRE; INFLUENCE DE CARNOT.—VICTOIRE DE WATIGNIES. DEBLOCUS DE MAUBEUGE.—REPRISE DES OPERATIONS EN VENDEE.—VICTOIRE DE COLLET. FUITE ET DISPERSION DES VENDEENS AU DELA DE LA LOIRE.—MORT DE LA PLUPART DE LEURS PRINCIPAUX CHEFS.—ECHECS SUR LE RHIN. PERTE DES LIGNES DE WISSEMBOURG.

Chaque revers reveillait l'énergie révolutionnaire, et cette énergie ramenait les succès. Il en avait toujours été ainsi pendant cette campagne mémorable. Depuis la défaite de Nerwinde jusqu'au mois d'août, une série continue de désastres avait enfin provoqué des efforts désespérés. L'anéantissement du fédéralisme, la défense de Nantes, la victoire d'Hondschoote, le déblocus de Dunkerque, avaient été le résultat de ces efforts. De nouveaux revers à Menin, à Pirmasens, aux Pyrénées, à Torfou et Coron dans la Vendée, venaient d'exciter un nouveau redoublement d'énergie qui devait amener des succès décisifs sur tous les théâtres de la guerre.

Le siège de Lyon était de toutes les opérations, celle dont on attendait la fin avec le plus d'impatience. Nous avons laissé Dubois–Crance campé devant cette ville, avec cinq mille hommes de troupes réglées, et sept à huit mille requisitionnaires. Il était menacé d'avoir bientôt sur ses derrières les Sardes que la faible armée des grandes–Alpes ne pouvait plus arrêter. Comme nous avons déjà dit, il s'était placé au Nord, entre la Saône et le Rhône, en présence des redoutes de la Croix–Rousse, et non sur les hauteurs de Sainte–Foy et de Fourvières, situées à l'ouest, et par lesquelles on aurait dû diriger la véritable attaque. Le motif de cette préférence était fondé sur plus d'une raison. Il importait avant tout de rester en communication avec la frontière des Alpes, où se trouvait le gros de l'armée républicaine, et d'où les Piémontais pouvaient venir au secours des Lyonnais. On avait encore l'avantage, dans cette position, d'occuper le cours supérieur des deux fleuves, et d'intercepter les vivres qui descendaient la Saône et le Rhône. Il est vrai que l'ouest restait ainsi

ouvert aux Lyonnais, et qu'ils pouvaient faire des excursions continuelles vers Saint-Etienne et Montbrison: mais tous les jours on annoncait l'arrivee des contingens du Puy-de-Dome, et une fois ces nouvelles requisitions reunies, Dubois-Crance pouvait achever le blocus du cote de l'ouest, et choisir alors le veritable point d'attaque. En attendant, il se contentait de serrer l'ennemi de pres, de canonner la Croix-Rousse au nord, et de commencer ses lignes a l'est, devant le pont de la Guillotiere. Le transport des munitions etait difficile et lent; il fallait les faire venir de Grenoble, du fort Barraux, de Briancon, d'Embrun, et leur faire parcourir ainsi jusqu'a soixante lieues de montagnes. Ces charrois extraordinaires ne pouvaient avoir lieu que par voie de requisition forcee et en mettant en mouvement cinq mille chevaux; car on avait a transporter devant Lyon quatorze mille bombes, trente-quatre mille boulets, trois cents milliers de poudre, huit cent mille cartouches, et cent trente bouches a feu.

Des les premiers jours du siege, on annoncait la marche des Piemontais qui debouchaient du petit Saint-Bernard et du Mont-Cenis. Kellermann partit aussitot sur les pressantes instances du departement de l'Isere, et laissa le general Dumuy pour le remplacer a Lyon. Du reste, Dumuy ne le remplacait qu'en apparence, car Dubois-Crance, representant et ingenieur habile, dirigeait lui seul toutes les operations du siege. Pour hater la levee des requisitions du Puy-de-Dome, Dubois-Crance detacha le general Nicolas avec un petit corps de cavalerie; mais celui-ci fut enleve dans le Forez, et livre aux Lyonnais. Dubois-Crance y envoya alors mille hommes de bonnes troupes, avec le representant Javoques. La mission de celui-ci fut plus heureuse; Il contint les aristocrates de Montbrison et de Saint-Etienne, et fit lever environ sept a huit mille paysans, qu'il amena devant Lyon. Dubois-Crance les placa au pont d'Oullins, situe au nord-ouest de Lyon, et de maniere a gener les communications de la place avec le Forez. Il fit approcher le depute Reverchon, qui, a Macon, avait reuni quelques mille requisitionnaires, et le placa sur le haut de la Saone tout a fait au nord. De cette maniere, le blocus commencait a etre un peu plus rigoureux; mais les operations etaient lentes, et les attaques de vive force impossibles. Les fortifications de la Croix-Rousse, entre Rhone et Saone, devant lesquelles se trouvait le corps principal, ne pouvaient etre emportees par un assaut. Du cote de l'est et de la rive gauche du Rhone, le pont Morand etait defendu par une redoute en fer a cheval, tres habilement construite. A l'ouest, les hauteurs decisives de Sainte-Foy et Fourvieres ne pouvaient etre enlevees que par une armee vigoureuse, et pour le moment il ne fallait songer qu'a intercepter les vivres, a serrer la ville, et a l'incendier. Depuis le commencement d'aout jusqu'au milieu de septembre, Dubois-Crance n'avait pu faire autre chose, et a Paris on se plaignait de ses lenteurs sans vouloir en apprecier les motifs. Cependant il avait cause de grands dommages a cette malheureuse cite. L'incendie avait devore la magnifique place de Bellecour, l'arsenal, le quartier Saint-Clair, le port du Temple, et avait endommage surtout le bel edifice de l'hospital, qui s'eleve si majestueusement sur la rive du Rhone. Les Lyonnais n'en resistaient pas moins avec la plus grande opiniatrete. On avait repandu parmi eux la nouvelle que cinquante mille Piemontais allaient deboucher sur leur ville; l'emigration les comblait de promesses, sans venir cependant se jeter au milieu d'eux, et ces braves commercans, sincerement republicains, etaient, par leur fausse position, reduits a desirer le secours funeste et honteux de l'emigration et de l'etranger. Leurs sentimens eclaterent plus d'une fois d'une maniere non equivoque. Precy ayant voulu arborer le drapeau blanc, en avait bientot senti l'impossibilite. Un papier obsidional ayant ete cree pour les besoins du siege, et des fleurs de lis se trouvant sur le filigrane de ce papier, il fallut le detruire et en fabriquer un autre. Ainsi les Lyonnais etaient republicains; mais la crainte des vengeancees de la convention, et les fausses promesses de Marseille, de Bordeaux, de Caen, et surtout de l'emigration, les avaient entraines dans un abime de fautes et de malheurs.

Tandis qu'ils se nourrissaient de l'espoir de voir arriver cinquante mille Sardes, la convention avait ordonne aux representans Couthon, Maignet et Chateauneuf-Randon, de se rendre en Auvergne et dans les departemens environnans, pour y determiner une levee eu masse, et Kellermann courait dans les vallees des Alpes au devant des Piemontais.

Une belle occasion s'offrait encore ici aux Piemontais d'effectuer une tentative hardie et grande, qui n'aurait pu manquer d'etre heureuse: c'etait de reunir leurs principales forces sur le petit Saint-Bernard, et de deboucher sur Lyon avec cinquante mille hommes. On sait que les trois vallees de Sallenche, de la Tarentaise

et de la Maurienne, adjacentes l'une a l'autre, tournent sur elles-memes comme une espece de spirale, et que, partant du petit Saint-Bernard, elles s'ouvrent sur Geneve, Chambéry, Lyon et Grenoble. De petits corps francais etaient eparpilles dans ces vallees. Descendre rapidement par l'une d'elles, et venir se placer a leur ouverture, etait un moyen assure, d'apres tous les principes de l'art, de faire tomber les detachemens engages dans les montagnes, et de leur faire mettre bas les armes. On devait peu craindre l'attachement des Savoyards pour les Francais; car les assignats et les requisitions ne leur avaient encore fait connaitre de la liberte que ses depenses et ses rigueurs. Le duc de Montferrat, charge de l'expedition, ne prit avec lui que vingt a vingt-cinq mille hommes, jeta un corps a sa droite, dans la vallee de Sallenche, descendit avec son corps principal dans la Tarentaise, et laissa le general Gordon parcourir la Maurienne avec l'aile gauche. Son mouvement, commence le 14 aout, dura jusqu'en septembre, tant il y mit de lenteur. Les Francais, quoique tres inferieurs en nombre, opposerent une resistance energique, et firent durer la retraite pendant dix-huit jours. Arrive a Moustier, le duc de Montferrat chercha a se lier avec Gordon, sur la chaine du Grand-Loup, qui separe les deux vallees de la Tarentaise et de la Maurienne, et ne songea nullement a marcher rapidement sur Conflans, point de reunion des vallees. Cette lenteur et ses vingt-cinq mille hommes prouvent assez s'il avait envie d'aller a Lyon.

Pendant ce temps, Kellermann, accouru de Grenoble, avait fait lever les gardes nationales de l'Isere et des departemens environnans. Il avait ranime les Savoyards qui commencent a craindre les vengeancees du gouvernement piemontais, et il etait parvenu a reunir a peu pres douze mille hommes. Alors il fit renforcer le corps de la vallee de Sallenche, et se porta vers Conflans, a l'issue des deux vallees de la Tarentaise et de la Maurienne. C'etait vers le 10 septembre. Dans ce moment, l'ordre de marcher en avant arrivait au duc de Montferrat. Mais Kellermann prevint les Piemontais, osa les attaquer dans la position d'Espierre qu'ils avaient prise sur la chaine du Grand-Loup, afin de communiquer entre les deux vallees. Ne pouvant aborder cette position de front, il la fit tourner par un corps detache. Ce corps, forme de soldats a moitie nus, fit pourtant des efforts heroiques, et, a force de bras, eleva les canons sur des hauteurs presque inaccessibles. Tout a coup l'artillerie francaise tonna inopinement sur la tete des Piemontais, qui en furent epouvantes; Gordon se retira aussitot dans la vallee de Maurienne sur Saint-Michel; le duc de Montferrat se reporta au milieu de la vallee de la Tarentaise. Kellermann, ayant fait inquieter celui-ci sur ses flancs, l'obligea bientot a remonter jusqu'a Saint-Maurice et a Saint-Germain, et enfin il le rejeta, le 4 octobre, au-dela des Alpes. Ainsi la campagne courte et heureuse qu'auraient pu faire les Piemontais en debouchant avec une masse double, et en descendant par une seule vallee sur Chambéry et Lyon, manqua ici par les memes raisons qui avaient fait manquer toutes les tentatives des coalises, et qui avaient sauve la France.

Pendant que les Sardes etaient repousses au-dela des Alpes, les trois deutes envoyes dans le Puy-de-Dome pour y determiner une levee en masse, soulevaient les campagnes en prechant une espece de croisade, et en persuadant que Lyon, loin de defendre la cause republicaine, etait le rendez-vous des factions de l'emigration et de l'etranger. Le paralytique Couthon, plein d'une activite que ses infirmites ne pouvaient ralentir, excita un mouvement general; il fit partir d'abord Maignet et Chateauneuf avec une premiere colonne de douze mille hommes, et resta en arriere pour en amener encore une de vingt-cinq mille, et pour faire les requisitions de vivres necessaires. Dubois-Crance placa les nouvelles levees du cote de l'ouest vers Sainte-Foy, et completa ainsi le blocus. Il recut en meme temps un detachement de la garnison de Valenciennes, qui, d'apres les traites, ne pouvait, comme celle de Mayence, servir que dans l'interieur; il placa des detachemens de troupes reglees en avant des troupes de requisitions, de maniere a former de bonnes tetes de colonnes. Son armee pouvait se composer alors de vingt-cinq mille requisitionnaires, et de huit ou dix mille soldats aguerris.

Le 24, a minuit, il fit enlever la redoute du pont d'Oullins, qui conduisait au pied des hauteurs de Sainte-Foy. Le lendemain, le general Doppet, Savoyard, qui s'etait distingue sous Carteaux dans la guerre contre les Marseillais, arriva pour remplacer Kellermann. Celui-ci venait d'etre destitue a cause de la tiedeur de son zele, et on ne lui avait laisse quelques jours de commandement que pour lui donner le temps d'achever son expedition contre les Piemontais. Le general Doppet se concerta de suite avec Dubois-Crance pour l'assaut des hauteurs de Sainte-Foy. Tous les preparatifs furent faits pour la nuit du 28 au 29 septembre. Des attaques simultanees furent dirigees au nord vers la Croix-Rousse, a l'est en face du pont Morand, au midi par le pont

de la Mulatiere, qui est place au-dessous de la ville; au confluent de la Saone et du Rhone. L'attaque serieuse dut avoir lieu par le pont d'Oullins sur Sainte-Foy. Elle ne commença que le 29, a cinq heures du matin, une heure ou deux apres les trois autres. Doppet, enflammant ses soldats, se precipite avec eux sur une premiere redoute et les entraine sur la seconde avec la plus grande vivacite. Le grand et le petit Sainte-Foy sont emportes. Pendant ce temps, la colonne chargee d'attaquer le pont de la Mulatiere parvient a s'en emparer, et penetre dans l'isthme a la pointe duquel se reunissent les deux fleuves. Elle allait s'introduire dans Lyon, lorsque Precy, accourant avec sa cavalerie, parvient a la repousser, et a sauver la place. De son cote, le chef d'artillerie Vaubois, qui avait dirige sur le pont Morand une attaque des plus vives, penetra dans la redoute en fer a cheval, mais il fut oblige de l'abandonner.

De toutes ces attaques, une seule avait completement reussi, mais c'etait la principale, celle de Sainte-Foy. Il restait maintenant a passer des hauteurs de Sainte-Foy a celles de Fourvieres, bien plus regulierement retranchees, et bien plus difficiles a emporter. L'avis de Dubois-Crance, qui agissait systematiquement, et en savant militaire, etait de ne pas s'exposer aux chances d'un nouvel assaut, et voici ses raisons: il savait que les Lyonnais, reduits a manger de la farine de pois, n'avaient de vivres que pour quelques jours encore, et qu'ils allaient etre obliges de se rendre. Il les avait trouves tres braves a la defense de la Mulatiere et du pont Morand; il craignait qu'une attaque sur les hauteurs de Fourvieres ne reussit pas, et qu'un echec ne desorganisat l'armee, et n'obligeat a lever le siege. "Ce qu'on peut faire, disait-il, de plus heureux pour des assieges braves et desesperes, c'est de leur fournir l'occasion de se sauver par un combat. Laissons-les perir par l'effet de quelques jours de famine."

Couthon arrivait dans ce moment, 2 octobre, avec une nouvelle levee de vingt-cinq mille paysans de l'Auvergne. "J'arrive, ecrivait-il, avec mes rochers de l'Auvergne, et je vais les precipiter dans le faubourg de Vaise." Il trouva Dubois-Crance au milieu d'une armee dont il etait le chef absolu, ou il avait etabli les regles de la subordination militaire, et ou il portait plus souvent son habit d'officier superieur que celui de representant du peuple. Couthon fut irrite de voir un representant remplacer l'egalite par la hierarchie militaire, et ne voulut pas surtout entendre parler de guerre reguliere. "Je n'entends rien, dit-il, a la tactique; j'arrive avec le peuple; sa sainte colere emportera tout. Il faut inonder Lyon de nos masses, et l'emporter de vive force. D'ailleurs j'ai promis conge a mes paysans pour lundi, et il faut qu'ils aillent faire leurs vendanges." On etait alors au mardi. Dubois-Crance, homme de metier, habitue aux troupes reglees, temoigna quelque mepris pour ces paysans confusement amasses et mal armes; il proposa de choisir parmi eux les plus jeunes, de les incorporer dans les bataillons deja organises, et de renvoyer les autres. Couthon ne voulut ecouter aucun de ces conseils de prudence, et fit decider sur-le-champ qu'on attaquerait Lyon de vive force sur tous les points, avec les soixante mille hommes dont on disposait; car telle etait maintenant la force de l'armee avec cette nouvelle levee. Il ecrivit en meme temps au comite de salut public pour faire revoquer Dubois-Crance. L'attaque fut resolue dans le conseil de guerre pour le 8 octobre.

La revocation de Dubois-Crance et de son collegue Gauthier arriva dans l'interval. Les Lyonnais avaient une grande horreur de Dubois-Crance, que depuis deux mois ils voyaient acharne contre leur ville, et ils disaient qu'ils ne voulaient pas se rendre a lui. Le 7, Couthon leur fit une derniere sommation, et leur ecrivit que c'etait lui, Couthon, et les representans Maignet et Laporte que la convention chargeait de la poursuite du siege. Le feu fut suspendu jusqu'a quatre heures du soir, et recommença alors avec une extreme violence. On allait se preparer a l'assaut, quand une deputation vint negocier au nom des Lyonnais. Il parait que le but de cette negociation etait de donner a Precy et a deux mille des habitans les plus compromis le temps de se sauver en colonne serree. Ils profiterent en effet de cet interval, et sortirent par le faubourg de Vaise pour se retirer vers la Suisse.

Les pourparlers etaient a peine commences, qu'une colonne republicaine penetra jusqu'au faubourg Saint-Just. Il n'etait plus temps de faire des conditions, et d'ailleurs la convention n'en voulait pas. Le 9, l'armee entra, ayant les representans en tete. Les habitans s'etaient caches, mais tous les montagnards persecutes sortirent en foule au devant de l'armee victorieuse, et lui composerent une espece de triomphe populaire. Le general

Doppet fit observer la plus exacte discipline a ses troupes, et laissa aux representans le soin d'exercer eux-memes sur cette ville infortunee les vengeances revolutionnaires.

Pendant ce temps, Precy, avec ses deux mille fugitifs, marchait vers la Suisse. Mais Dubois-Crance, prevoyant que ce serait la son unique ressource, avait depuis long-temps fait garder tous les passages. Les malheureux Lyonnais furent poursuivis, disperses et tues par les paysans. Il n'y en eut que quatre-vingts qui, avec Precy, parvinrent a atteindre le territoire helvetique.

A peine entre, Couthon reintegra l'ancienne municipalite montagnarde, et lui donna mission de chercher et de designer les rebelles. Il chargea une commission populaire de les juger militairement. Il ecrivit ensuite a Paris qu'il y avait a Lyon trois classes d'habitans: 1 les riches coupable; 2 les riches egoistes, 3 les ouvriers ignorans, detaches de toute espece de cause, et incapables de bien comme de mal. Il fallait guillotiner les premiers et detruire leurs maisons, faire contribuer les seconds de toute leur fortune, depayser enfin les derniers, et les remplacer par une colonie republicaine.

La prise de Lyon produisit a Paris la plus grande joie, et dedommagea des mauvaises nouvelles de la fin de septembre. Cependant, malgre le succes, on se plaignit des lenteurs de Dubois-Crance, on lui imputa la fuite des Lyonnais par le faubourg de Vaise, fuite qui d'ailleurs n'en avait sauve que quatre-vingts. Couthon surtout l'accusa de s'etre fait general absolu dans son armee, de s'etre plus souvent montre avec son costume d'officier superieur qu'avec celui de representant, d'avoir affiche la morgue d'un tacticien, d'avoir enfin voulu faire prevaloir le systeme des sieges reguliers sur celui des attaques en masse. Aussitot une enquete fut faite par les jacobins contre Dubois-Crance, dont l'activite et la vigueur avaient cependant rendu tant de services a Grenoble, dans le Midi et devant Lyon. En meme temps, le comite de salut public prepara des decrets terribles, afin de rendre plus formidable et plus obeie l'autorite de la convention. Voici le decret qui fut presente par Barrere et rendu sur-le-champ:

“Art. 1er. Il sera nomme par la convention nationale, sur la presentation du comite de salut public, une commission de cinq representans du peuple, qui se transporteront a Lyon sans delai, pour faire saisir et juger militairement tous les contre-revolutionnaires qui ont pris les armes dans cette ville.

“2. Tous les Lyonnais seront desarmes; les armes seront donnees a ceux qui seront reconnus n'avoir point trempe dans la revolte, et aux defenseurs de la patrie.

“3. La ville de Lyon sera detruite.

“4. Il n'y sera conserve que la maison du pauvre, les manufactures, les ateliers des arts, les hopitaux, les monuments publics et ceux de l'instruction.

“5. Cette ville cessera de s'appeler Lyon. Elle s'appellera *Commune-Affranchie*.

“6. Sur les debris de Lyon sera eleve un monument ou seront lus ces mots: *Lyon fit la guerre a la liberte, Lyon n'est plus*[4]!”

La nouvelle de la prise de Lyon fut aussitot annoncee aux deux armees du Nord et de la Vendee, ou devaient se porter les coups decisifs, et une proclamation les invita a imiter l'armee de Lyon. On disait a l'armee du Nord: “L'etendard de la liberte flotte sur les murs de Lyon, et les purifie. Voila le presage de la victoire; la victoire appartient au courage. Elle est a vous; frappez, exterminiez les satellites des tyrans!... La patrie vous regarde, la convention seconde votre genereux devouement; encore quelques jours, les tyrans ne seront plus, et la republique vous devra son bonheur et sa gloire!” On disait aux soldats de la Vendee: “Et vous aussi, braves soldats, vous remporterez une victoire; il y a assez long-temps que la Vendee fatigue la republique; marchez, frappez, finissez! Tous nos ennemis doivent succomber a la fois: chaque armee va vaincre.

Seriez-vous les derniers a moissonner des palmes, a meriter la gloire d'avoir exterminé les rebelles et sauve la patrie?"

Le comite, comme on voit, n'oubliait rien pour tirer le plus grand parti de la prise de Lyon. Cet evenement, en effet, etait de la plus haute importance. Il delivrait l'est de la France des derniers restes de l'insurrection, et otait toute esperance aux emigres intriguant en Suisse, et aux Piemontais qui ne pouvaient compter a l'avenir sur aucune diversion. Il comprimait le Jura, assurait les derrieres de l'armee du Rhin, permettait de porter devant Toulon et les Pyrenees des secours en hommes et en materiel devenus indispensables; il intimidait enfin toutes les villes qui avaient eu du penchant a s'insurger, et assurait leur soumission definitive.

C'est au nord que le comite voulait deployer le plus d'energie, et qu'il faisait aux generaux et aux soldats un devoir d'en montrer davantage. Tandis que Custine venait de porter sa tete sur l'echafaud, Houchard, pour n'avoir pas fait a Dunkerque tout ce qu'il aurait pu, etait envoye au tribunal revolutionnaire. Les derniers reproches adresses au comite, en septembre dernier, l'avaient oblige de renouveler tous les etats-majors. Il venait de les recomposer entierement, et d'elever aux plus hauts grades de simples officiers. Houchard, colonel au commencement de la campagne, et, avant qu'elle fut finie, devenu general en chef, et maintenant accuse devant le tribunal revolutionnaire; Hoche, simple officier au siege de Dunkerque, et promu aujourd'hui au commandement de l'armee de la Moselle; Jourdan, chef de bataillon, puis commandant au centre le jour d'Hondschoote, et enfin nomme general en chef de l'armee du Nord, etaient de frappans exemples des vicissitudes de la fortune dans ces armees republicaines. Ces promotions subites empechaient que soldats, officiers, et generaux, eussent le temps de se connaitre et de s'accorder de la confiance; mais elles donnaient une idee terrible de cette volonte qui frappait ainsi sur toutes les existences, non pas seulement dans le cas d'une trahison prouvee, mais seulement pour un soupcon, pour une insuffisance de zele, pour une demi-victoire; et il en resultait un devouement absolu de la part des armees, et des esperances sans bornes chez les genies assez hardis pour braver les dangereuses chances du generalat.

C'est a cette epoque qu'il faut rapporter les premiers progres de l'art de la guerre. Sans doute, les principes de cet art avaient ete connus et pratiques de tous les temps par les capitaines qui joignaient l'audace d'esprit a l'audace de caractere. Tout recemment encore, Frederic venait de donner l'exemple des plus belles combinaisons strategiques. Mais des que l'homme de genie disparaissait pour faire place aux hommes ordinaires, l'art de la guerre retombe dans la circonspection et la routine. On combat eternellement pour la defense ou l'attaque d'une ligne, on devient habile a calculer les avantages d'un terrain, a y adapter chaque espece d'arme; mais, avec tous ces moyens, on dispute pendant des annees entieres une province qu'un capitaine hardi pourrait gagner en une manoeuvre; et cette prudence de la mediocrite sacrifie plus de sang que la temerite du genie, car elle consomme les hommes sans resultats. Ainsi avaient fait les savans tacticiens de la coalition. A chaque bataillon ils en opposaient un autre; ils gardaient toutes les routes menacees par l'ennemi; et tandis qu'avec une marche hardie ils auraient pu detruire la revolution, ils n'osaient faire un pas, de peur de se decouvrir. L'art de la guerre etait a regenerer. Former une masse compacte, la remplir de confiance et d'audace, la porter promptement au-delà d'un fleuve, d'une chaine de montagnes, et venir frapper un ennemi qui ne s'y attend pas, en divisant ses forces, en l'isolant de ses ressources, en lui prenant sa capitale, etait un art difficile et grand qui exigeait du genie, et qui ne pouvait se developper qu'au milieu de la fermentation revolutionnaire.

La revolution, en mettant en mouvement tous les esprits, prepara l'epoque des grandes combinaisons militaires. D'abord elle suscita pour sa cause des masses d'hommes enormes, et bien autrement considerables que toutes celles qui furent jamais soulevees pour la cause des rois. Ensuite elle excita une impatience de succes extraordinaires, degouta des combats lents et methodiques, et suggera l'idee des irruptions soudaines et nombreuses sur un meme point. De tous cotes on disait: il faut nous battre en masse. C'etait le cri des soldats sur toutes les frontieres, et des jacobins dans les clubs. Couthon, arrivant a Lyon, avait repondu a tous les raisonnemens de Dubois-Crance, en disant qu'il fallait livrer l'assaut en masse. Enfin Barrere avait fait un rapport habile et profond, ou il montrait que la cause de nos revers etait dans les combats de detail. Ainsi, en

formant des masses, en les remplissant d'audace, en les affranchissant de toute routine, en leur imprimant l'esprit et le courage des innovations, la revolution prepara la renaissance de la grande guerre. Ce changement ne pouvait pas s'operer sans desordre. Des paysans, des ouvriers, transportes sur les champs de bataille, n'y apportaient le premier jour que l'ignorance, l'indiscipline et les terreurs paniques, effets naturels d'une mauvaise organisation. Les representans, qui venaient souffler les passions revolutionnaires dans les camps, exigeaient souvent l'impossible, et commettaient des iniquites a l'egard de braves generaux. Dumouriez, Custine, Houchard, Brunet, Canclaux, Jourdan, perirent ou se retirerent devant ce torrent; mais en un mois, ces ouvriers, d'abord jacobins declamateurs, devenaient des soldats dociles et braves; ces representans communiquaient une audace et une volonte extraordinaires aux armees; et, a force d'exigences et de changemens, ils finissaient par trouver les genies hardis qui convenaient aux circonstances.

Enfin un homme vint regulariser ce grand mouvement: ce fut Carnot. Autrefois officier du genie, et depuis membre de la convention et du comite de salut public; partageant en quelque sorte son inviolabilite, il put impunement introduire de l'ordre dans des operations trop decousues, et surtout leur imprimer un ensemble qu'avant lui aucun ministre n'eut ete assez obei pour leur imposer. L'une des principales causes de nos revers precedens, c'etait la confusion qui accompagne une grande fermentation. Le comite etabli et devenu irresistible, et Carnot etant revetu de toute la puissance de ce comite, on obeit a la pensee de l'homme sage qui, calculant sur l'ensemble, prescrivait des mouvemens parfaitement coordonnes entre eux, et tendant a un meme but. Des generaux ne pouvaient plus, comme Dumouriez ou Custine avaient fait autrefois, agir chacun de leur cote, en attirant toute la guerre et tous les moyens a eux. Des representans ne pouvaient plus ordonner ni contrarier des manoeuvres, ni modifier les ordres superieurs. Il fallait obeir a la volonte supreme du comite, et se conformer au plan uniforme qu'il avait prescrit. Place ainsi au centre, planant sur toutes les frontieres, l'esprit de Carnot, en s'elevant, dut s'agrandir; il concut des plans etendus, dans lesquels la prudence se conciliait avec la hardiesse. L'instruction envoyee a Houchard en est la preuve. Sans doute, ses plans avaient quelquefois l'inconvenient des plans formes dans des bureaux: quand ses ordres arrivaient, ils n'etaient ni toujours convenables aux lieux, ni executables dans le moment, mais ils rachetaient par l'ensemble l'inconvenient des details, et nous assurerent, l'annee suivante, des triomphes universels.

Carnot etait accouru sur la frontiere du Nord aupres de Jourdan. La resolution etait prise d'attaquer hardiment l'ennemi, quoiqu'il parut formidable. Carnot demanda un plan au general pour juger ses vues et les concilier avec celles du comite, c'est-a-dire avec les siennes. Les coalises, revenus de Dunkerque vers le milieu de la ligne, s'etaient reunis entre l'Escaut et la Meuse, et formaient la une masse redoutable qui pouvait porter des coups decisifs. Nous avons deja fait connaitre le theatre de la guerre. Plusieurs lignes partagent l'espace compris entre la Meuse et la mer; c'est la Lys, la Scarpe, l'Escaut et la Sambre. Les allies, en prenant Conde et Valenciennes, s'etaient assure deux points importans sur l'Escaut. Le Quesnoy, dont ils venaient de s'emparer, leur donnait un appui entre l'Escaut et la Sambre; mais ils n'en avaient aucun sur la Sambre meme. Ils songerent a Maubeuge, qui, par sa position sur la Sambre, les aurait rendus a peu pres maitres de l'espace compris entre cette riviere et la Meuse. A l'ouverture de la campagne prochaine, Valenciennes et Maubeuge leur auraient fourni ainsi une base excellente d'operations, et leur campagne de 1793 n'eut pas ete entierement inutile. Leur dernier projet consista donc a occuper Maubeuge.

Du cote des Francais, chez lesquels l'esprit de combinaison commencait a se developper, on imagina d'agir par Lille et Maubeuge, sur les deux ailes de l'ennemi, et, en le debordant ainsi sur ses deux flancs, on espera de faire tomber son centre. On s'exposait, il est vrai, de cette maniere, a essayer tout son effort sur l'une ou sur l'autre des deux ailes, et on lui laissait tout l'avantage de sa masse; mais il y avait certainement moins de routine dans cette conception que dans les precedentes. Cependant le plus pressant etait de secourir Maubeuge. Jourdan, laissant a peu pres cinquante mille hommes dans les camps de Gavrelle, de Lille et de Cassel, pour former son aile gauche, reunissait a Guise le plus de monde possible. Il avait compose une masse d'environ quarante-cinq mille hommes, deja organises, et faisait enrégimenter en toute hate les nouvelles levees provenant de la requisition permanente. Cependant ces levees etaient dans un tel desordre, qu'il fallut laisser des detachemens de troupes de ligne pour les garder. Jourdan fixa donc a Guise le rendez-vous de

toutes les recrues, et s'avanca sur cinq colonnes au secours de Maubeuge.

Deja l'ennemi avait investi cette place. Comme celles de Valenciennes et de Lille, elle etait soutenue par un camp retranche, place sur la rive droite de la Sambre, du cote meme par lequel s'avancaient les Francais. Deux divisions, celles des generaux Desjardins et Mayer, gardaient le cours de la Sambre, l'une au-dessus, l'autre au-dessous de Maubeuge. L'ennemi, au lieu de s'avancer en deux masses serrees, et de refouler Desjardins sur Maubeuge, et de rejeter Mayer en arriere sur Charleroy, ou il eut ete perdu, passa la Sambre en petites masses, et laissa les deux divisions Desjardins et Mayer se rallier dans le camp retranche de Maubeuge. C'etait fort bien d'avoir separe Desjardins de Jourdan, et de l'avoir empeche ainsi de grossir l'armee active des Francais; mais en laissant Mayer se reunir a Desjardins, on avait permis a ces deux generaux de former sous Maubeuge un corps de vingt mille hommes, qui pouvait sortir du role de simple garnison, surtout a l'approche de la grande armee de Jourdan. Cependant la difficulte de nourrir ce nombreux rassemblement etait un inconvenient des plus graves pour Maubeuge, et pouvait, jusqu'a un certain point, excuser les generaux ennemis d'avoir permis la jonction.

Le prince de Cobourg placa les Hollandais, au nombre de douze mille, sur la rive gauche de la Sambre, et s'attacha a faire incendier les magasins de Maubeuge, pour augmenter la disette. Il porta le general Colloredo sur la rive droite, et le chargea d'investir le camp retranche. En avant de Colloredo, Clerfayt avec trois divisions forma le corps d'observation, et dut s'opposer a la marche de Jourdan. Les coalises comptaient a peu pres soixante-cinq mille hommes.

Avec de l'audace et du genie, le prince de Cobourg aurait laisse quinze ou vingt mille hommes au plus pour contenir Maubeuge; il aurait marche ensuite avec quarante-cinq ou cinquante mille sur le general Jourdan, et l'aurait battu infailliblement; car, avec l'avantage de l'offensive, et a nombre egal, ses troupes devaient l'emporter sur les nôtres encore mal organisees. Au lieu d'adopter ce plan, le prince de Cobourg laissa environ trente-cinq mille hommes autour de la place, et resta en observation avec environ trente mille, dans les positions de Dourlers et Watignies.

Dans cet etat de choses, il n'etait pas impossible au general Jourdan de percer sur un point la ligne occupee par le corps d'observation, de marcher sur Colloredo qui faisait l'investissement du camp retranche, de le mettre entre deux feux, et, apres l'avoir accable, de s'adjoindre l'armee entiere de Maubeuge, de former avec elle une masse de soixante mille hommes, et de battre tous les coalises places sur la rive droite de la Sambre. Pour cela, il fallait diriger une seule attaque sur Watignies, point le plus faible; mais, en se portant exclusivement de ce cote, on laissait ouverte la route d'Avesnes qui aboutissait a Guise, ou etait notre base et le lieu de la reunion de tous les depots. Le general francais prefera un plan plus prudent, mais moins fecond, et fit attaquer le corps d'observation sur quatre points, de maniere a garder toujours la route d'Avesnes et de Guise. A sa gauche, il detacha la division Fromentin sur Saint-Waast, avec ordre de marcher entre la Sambre et la droite de l'ennemi. Le general Balland, avec plusieurs batteries, dut se placer au centre, en face de Dourlers, pour contenir Clerfayt par une forte canonnade. Le general Duquesnoy s'avanca avec la droite sur Watignies, qui formait la gauche de l'ennemi, un peu en arriere de la position centrale de Dourlers. Ce point n'etait occupe que par un faible corps. Une quatrieme division, celle du general Beauregard, placee encore au-dela de la droite, dut seconder Duquesnoy dans son attaque sur Watignies. Ces divers mouvemens etaient peu lies, et ne portaient pas sur les points decisifs. Ils s'effectuerent le 15 octobre au matin. Le general Fromentin s'empara de Saint-Waast; mais n'ayant pas pris la precaution de longer les bois pour se tenir a l'abri de la cavalerie, il fut assailli et rejete dans le ravin de Saint-Remy. Au centre, ou l'on croyait Fromentin maitre de Saint-Waast, et ou l'on savait que la droite avait reussi a s'approcher de Watignies, on voulut passer outre, et au lieu de canonner Dourlers, on songea a s'en emparer. Il parait que ce fut l'avis de Carnot, qui decida l'attaque malgre le general Jourdan. Notre infanterie se jeta dans le ravin qui la separait de Dourlers, gravit le terrain sous un feu meurtrier, et arriva sur un plateau ou elle avait en tete des batteries formidables, et en flanc une nombreuse cavalerie prete a la charger. Dans ce meme instant, un nouveau corps, qui venait de contribuer a mettre Fromentin en deroute, menacait encore de la deborder sur sa gauche. Le general Jourdan s'exposa au plus

grand danger pour la maintenir; mais elle plia, se jeta en desordre dans le ravin, et tres heureusement reprit ses positions sans avoir ete poursuivie. Nous avons perdu pres de mille hommes a cette tentative, et notre gauche sous Fromentin avait perdu son artillerie. Le general Duquesnoy, a la droite, avait seul reussi, en parvenant a s'approcher de Watignies.

Apres cette tentative, la position etait mieux connue des Francais. Ils sentirent que Dourlers etait trop defendu pour diriger sur ce point l'attaque principale; que Watignies, a peine garde par le general Treacy, et place en arriere de Dourlers, etait facile a emporter, et que ce village une fois occupe par le gros de nos forces, la position de Dourlers tombait necessairement. Jourdan detacha donc six a sept mille hommes vers sa droite, pour renforcer le general Duquesnoy; il ordonna au general Beauregard, trop eloigne avec sa quatrieme colonne, de se rabattre d'Eule sur Obrechies, de maniere a operer un effort concentrique sur Watignies, conjointement avec le general Duquesnoy; mais il persista a continuer sa demonstration sur le centre, et a faire marcher Fromentin vers la gauche, afin d'embrasser toujours le front entier de l'ennemi.

Le lendemain 16, l'attaque commença. Notre infanterie debouchant par les trois villages de Dinant, Demichaux et Choisy, aborda Watignies. Les grenadiers autrichiens, qui liaient Watignies a Dourlers, furent rejetes dans les bois. La cavalerie ennemie fut contenue par l'artillerie legere disposee a propos, et Watignies fut emporte. Le general Beauregard, moins heureux, fut surpris par une brigade que les Autrichiens avaient detachee contre lui. Sa troupe, s'exagerant la force de l'ennemi, se debanda, et ceda une partie du terrain. A Dourlers et Saint-Waast, on s'etait contenu reciproquement; mais Watignies etait occupe, et c'etait l'essentiel. Jourdan, pour s'en assurer la possession, y renforca encore une fois sa droite de cinq ou six mille hommes. Cobourg, trop prompt a ceder au danger, se retira, malgre le succes obtenu sur Beauregard, et malgre l'arrivee du duc d'York, qui venait a marches forcees de l'autre cote de la Sambre. Il est probable que la crainte de voir les Francais s'unir aux vingt mille hommes du camp retranche, l'empecha de persister a occuper la rive droite de la Sambre. Il est certain que si l'armee de Maubeuge, au bruit du canon de Watignies, eut attaque le faible corps d'investissement, et tache de marcher vers Jourdan, les coalises auraient pu etre accables. Les soldats le demandaient a grands cris; mais le general Ferrand s'y opposa, et le general Chancel, qu'on crut a tort coupable de ce refus, fut envoye au tribunal revolutionnaire. L'heureuse attaque de Watignies decida la levee du siege de Maubeuge, comme celle d'Hondschoote avait decide la levee du siege de Dunkerque: elle fut appelee victoire de Watignies, et produisit sur les esprits la plus grande impression.

Les coalises se trouvaient ainsi concentres entre l'Escaut et la Sambre. Le comite de salut public voulut aussitot tirer parti de la victoire de Watignies, du decouragement qu'elle avait jete chez l'ennemi, de l'energie qu'elle avait rendue a notre armee, et resolut de tenter un dernier effort qui, avant l'hiver, rejetat les coalises hors du territoire, et les laissat avec le sentiment decourageant d'une campagne entierement perdue. L'avis de Jourdan et de Carnot etait oppose a celui du comite. Ils pensaient que les pluies, deja tres abondantes, le mauvais etat des chemins, la fatigue des troupes, etaient des raisons suffisantes d'entrer dans les quartiers d'hiver, et ils conseillaient d'employer la mauvaise saison a discipliner et organiser l'armee. Cependant le comite insista pour qu'on delivrat le territoire, disant que dans cette saison une defaite ne pourrait pas avoir de grands resultats. D'apres l'idee nouvellement imaginee d'agir sur les ailes, le comite ordonna de marcher par Maubeuge et Charleroi d'un cote, par Cysaing, Maulde et Tournay de l'autre, et d'envelopper ainsi l'ennemi sur le territoire qu'il avait envahi. L'arrete fut signe le 22 octobre. Les ordres furent donnes en consequence; l'armee des Ardennes dut se joindre a Jourdan; les garnisons des places fortes durent en sortir, et etre remplacees par les nouvelles requisitions.

La guerre de la Vendee venait d'etre reprise avec une nouvelle activite. On a vu que Canclaux s'etait replie sur Nantes, et que les colonnes de la Haute-Vendee etaient rentrees a Angers et a Saumur. Avant que les nouveaux decrets qui confondaient les deux armees de la Rochelle et de Brest en une seule, et en conferaient le commandement au general Lechelle, fussent connus, Canclaux prepara un nouveau mouvement offensif. La garnison de Mayence etait deja reduite, par la guerre et les maladies, a neuf ou dix mille hommes. La division de Brest, battue sous Beysser, etait presque desorganisee. Canclaux n'en resolut pas moins une marche

tres-hardie au centre de la Vendee, et en meme temps il conjura Rossignol de le seconder avec son armee. Rossignol reunit aussitot un conseil de guerre a Saumur, le 2 octobre, et fit decider que les colonnes de Saumur, de Thouars et de la Chataigneraye, se reuniraient le 7 a Bressuire, et marcheraient de la a Chatillon, pour faire concourir leur attaque avec celle de Canclaux. Il prescrivit en meme temps aux deux colonnes de Lucon et des Sables de garder la defensive, a cause de leurs derniers revers, et des dangers qui les menaiaient du cote de la Basse-Vendee.

Pendant ce temps, Canclaux s'etait avance le 1er octobre jusqu'a Montaigu, poussant des reconnaissances jusqu'a Saint-Fulgent, pour tacher de se lier par sa droite avec la colonne de Lucon, dans le cas ou elle parviendrait a reprendre l'offensive. Enhardi par le succes de sa marche, il ordonna, le 6, a l'avant-garde, toujours commandee par Kleber, de se porter a Tiffauges. Quatre mille Mayençais rencontrèrent l'armee de d'Elbee et de Bonchamps a Saint-Symphorien, la mirent en deroute apres un combat sanglant, et la repousserent fort loin. Dans la soiree meme, arriva le decret qui destituait Canclaux, Aubert-Dubayet et Grouchy. Le mecontentement fut tres-grand dans la colonne de Mayence, et Philippeaux, Gillet, Merlin et Rewbell, qui voyaient l'armee privee d'un excellent general au moment ou elle etait exposee au centre de la Vendee, en furent indignes. C'etait sans doute une excellente mesure que de reunir le commandement de l'Ouest sur une seule tete, mais il fallait choisir un autre individu pour en supporter le fardeau. Lechelle etait ignorant et lache, dit Kleber dans ses memoires, et ne se montra jamais une seule fois au feu. Simple officier dans l'armee de La Rochelle, on l'avanca subitement, comme Rossignol, a cause de sa reputation de patriotisme, mais on ignorait que n'ayant ni l'esprit naturel de Rossignol, ni sa bravoure, il etait aussi mauvais soldat que mauvais general. En attendant son arrivee, Kleber eut le commandement. On resta dans les memes positions entre Montaigu et Tiffauges.

Lechelle arriva enfin le 8 octobre, et on tint un conseil de guerre en sa presence. On venait d'apprendre la marche des colonnes de Saumur, de Thouars et de la Chataigneraye, sur Bressuire: il fut convenu alors qu'on persisterait a marcher sur Cholet, ou l'on se joindrait aux trois colonnes reunies a Bressuire, et en meme temps il fut ordonne au reste de la division de Lucon de s'avancer vers le rendez-vous general. Lechelle ne comprit rien aux raisonnemens des generaux, et approuva tout en disant: *Il faut marcher majestueusement et en masse.* Kleber replia sa carte avec mepris. Merlin dit qu'on avait choisi le plus ignorant des hommes pour l'envoyer a l'armee la plus compromise. Des ce moment, Kleber fut charge, par les representans, de diriger seul les operations, en se bornant, pour la forme, a en rendre compte a Lechelle. Celui-ci profita de cet arrangement pour se tenir a une grande distance du champ de bataille. Eloigne du danger, il haissait les braves qui se battaient pour lui, mais du moins il les laissait se battre, quand et comme il leur plaisait.

Dans ce moment, Charette, voyant les dangers qui menaiaient les chefs de la Haute-Vendee, se separa d'eux, pretextant de fausses raisons de mecontentement, et il se rejeta sur la cote, avec le projet de s'emparer de l'ile de Noirmoutiers. Il s'en rendit maitre en effet, le 12, par une surprise et par la trahison du chef qui y commandait. Il etait ainsi assure de sauver sa division, et d'entrer en communication avec les Anglais; mais il laissait le parti de la Haute-Vendee expose a une destruction presque inevitable. Dans l'interet de la cause commune, il avait bien mieux a faire: il pouvait attaquer la colonne de Mayence sur les derrieres, et peut-etre la detruire. Les chefs de la grande armee lui envoyerent lettres sur lettres pour l'y engager; mais ils n'en recurent jamais aucune reponse.

Ces malheureux chefs de la Haute-Vendee etaient presses de tous cotes. Les colonnes republicaines qui devaient se reunir a Bressuire s'y trouvaient a l'epoque fixee, et elles s'etaient acheminees le 9 de Bressuire sur Chatillon. Sur la route, elles rencontrerent l'armee de M. de Lescure, et la mirent en desordre. Westermann, reintegre dans son commandement, etait toujours a l'avant-garde, a la tete de quelques cents hommes. Il entra le premier dans Chatillon le 9 au soir. L'armee entiere y penetra le lendemain 10. Pendant ce mouvement, Lescure et Larochejacquelein avaient appele a leur secours la grande armee, qui n'etait pas loin d'eux; car, deja tres resserres au centre de ce pays, ils combattaient a peu de distance les uns des autres. Tous les generaux reunis resolerent de se porter sur Chatillon. Ils se mirent en marche le 11. Westermann s'avancait

deja de Chatillon sur Mortagne, avec cinq cents hommes d'avant-garde. D'abord il ne crut pas avoir affaire a toute une armee, et ne demanda pas de grands secours a son general. Mais enveloppe tout a coup, il fut oblige de se replier rapidement, et rentra dans Chatillon avec sa troupe. Le desordre se mit alors dans la ville, et l'armee republicaine l'abandonna precipitamment. Westermann se reunissant au general en chef Chalbos, et groupant autour de lui quelques braves, arreta la fuite, et se reporta meme assez pres de Chatillon. A l'entree de la nuit, il dit a quelques-uns de ses soldats qui avaient fui: "Vous avez perdu votre honneur aujourd'hui, il faut le recouvrer." Il prend aussitot cent cavaliers, fait monter cent grenadiers en croupe, et la nuit, tandis que les Vendeens confondus dans Chatillon sont endormis ou pris de vin, il a l'audace d'y entrer, et de se jeter au milieu de toute une armee. Le desordre fut au comble, et le carnage effroyable. Les Vendeens, ne se reconnaissant pas, se battaient entre eux, et, au milieu d'une horrible confusion, femmes, enfans, vieillards, etaient egorges. Westermann sortit a la pointe du jour avec les trente ou quarante soldats qui lui restaient, et alla rejoindre, a une lieue de la ville, le gros de l'armee. Le 12, un spectacle affreux vint frapper les Vendeens, ils sortirent eux-memes de Chatillon, inonde de sang et devore des flammes, et se porterent du cote de Cholet ou marchaient les Mayençais. Chalbos, apres avoir retabli l'ordre dans sa division, rentra le surlendemain 14 dans Chatillon, et se disposa a se porter de nouveau en avant, pour faire sa jonction avec l'armee de Nantes.

Tous les chefs vendeens, d'Elbee, Bonchamps, Lescure, La Rochejaquelein, etaient reunis avec leurs forces aux environs de Cholet. Les Mayençais, qui s'etaient mis en marche le 14, s'en approchaient; la colonne de Chatillon n'en etait plus qu'a peu de distance; et la division de Lucon, qu'on avait mandee, s'avancait aussi, et devait venir se placer entre les colonnes de Mayence et de Chatillon. On touchait donc au moment de la jonction generale. Le 15, l'armee de Mayence marchait en deux masses vers Mortagne, qui venait d'etre evacue. Kleber, avec le corps de bataille, formait la gauche, et Beaupuy, la droite. Au meme moment, la colonne de Lucon arrivait vers Mortagne, esperant trouver un bataillon de direction que Lechelle aurait du faire placer sur sa route. Mais ce general, qui ne faisait rien, ne s'etait pas meme acquitte de ce soin accessoire. La colonne est aussitot surprise par Lescure, et se trouve assaillie de tous cotes. Heureusement Beaupuy, qui etait pres d'elle par sa position vers Mortagne, accourt a son secours, et parvient a la degager. Les Vendeens sont repousses. Le malheureux Lescure recoit une balle au-dessus du sourcil, et tombe dans les bras de ses soldats, qui l'emportent et prennent la fuite. La colonne de Lucon se reunit alors a celle de Beaupuy. Le jeune Marceau venait d'en prendre le commandement. A la gauche, et dans le meme moment, Kleber soutenait un combat vers Saint-Christophe, et repoussait l'ennemi. Le 15 au soir, toutes les troupes republicaines bivouaquaient dans les champs devant Cholet, ou les Vendeens s'etaient retires. La division de Lucon etait d'environ trois mille hommes, ce qui, avec la colonne de Mayence, faisait a peu pres douze ou treize mille.

Le lendemain matin 16, les Vendeens, apres quelques coups de canon, evacuerent Cholet, et se replierent sur Beaupreau. Kleber y entra aussitot, et, defendant le pillage sous peine de mort, y fit observer le plus grand ordre. La colonne de Lucon fit de meme a Mortagne. Ainsi tous les historiens qui ont dit qu'on brula Cholet et Mortagne ont commis une erreur ou avance un mensonge.

Kleber fit aussitot toutes ses dispositions, car Lechelle etait a deux lieues en arriere. La riviere de Moine passe devant Cholet; au-dela, se trouve un terrain montueux, inegal, formant un demi-cercle de hauteurs. A gauche de ce demi-cercle, se trouve le bois de Cholet; au centre de Cholet meme, et a droite, un chateau eleve, Kleber placa Beaupuy, avec l'avant-garde, en avant du bois; Haxo, avec la reserve des Mayençais, derriere l'avant-garde, et de maniere a la soutenir; il rangea la colonne de Lucon, commandee par Marceau, au centre, et Vimeux, avec le reste des Mayençais, a la droite, sur les hauteurs. La colonne de Chatillon arriva dans la nuit du 16 au 17. Elle etait a peu pres de neuf ou dix mille hommes, ce qui portait les forces totales des republicains a vingt-deux mille environ. Le 17, au matin, on tint conseil. Kleber n'aimait pas sa position en avant de Cholet, parce qu'elle n'avait qu'une retraite, le pont de la riviere de Moine aboutissant a la ville. Il voulait qu'on marchat en avant pour tourner Beaupreau, et couper les Vendeens de la Loire. Les representans combattirent son avis, parce que la colonne venue de Chatillon avait besoin d'un jour de repos.

Pendant ce temps, les chefs vendeens deliberaient a Beaupreau, au milieu d'une horrible confusion. Les paysans trainaient avec eux leurs femmes, leurs enfans, leurs bestiaux, et formaient une emigration de plus de cent mille individus. La Rochejaquelein, d'Elbee, auraient voulu qu'on se fit tuer sur la rive gauche; mais Talmont, d'Autichamp, qui avaient une grande influence en Bretagne, desiraient impatientement qu'on se transportat sur la rive droite. Bonchamps, qui voyait, dans une excursion vers les cotes du Nord, une grande entreprise, et qui avait, dit-on, un projet lie avec l'Angleterre, opinait pour passer la Loire. Cependant il etait assez d'avis de tenter un dernier effort, et d'essayer une grande bataille devant Cholet. Avant d'engager le combat, il fit envoyer un detachement de quatre mille hommes a Varades, pour s'assurer un passage sur la Loire en cas de defaite.

La bataille etait resolue. Les Vendeens s'avancerent, au nombre de quarante mille hommes, sur Cholet, le 15 octobre, a une heure apres midi. Les generaux republicains ne s'attendaient pas a etre attaques, et venaient d'ordonner un jour de repos. Les Vendeens s'etaient formes en trois colonnes: l'une dirigee sur la gauche, ou etaient Beaupuy et Haxo; l'autre sur le centre, commande par Marceau; la troisieme sur la droite, confiee a Vimeux. Les Vendeens marchaient en ligne et en rang, comme des troupes regulieres. Tous les chefs blesses qui pouvaient supporter le cheval etaient au milieu de leurs paysans, et les soutenaient en ce jour qui devait decider de leur existence et de la possession de leurs foyers. Entre Beaupreau et la Loire, dans chaque commune qui leur restait, on celebrait la messe, et on invoquait le ciel pour cette cause si malheureuse et si menacee.

Les Vendeens s'ebraient, et joignent l'avant-garde de Beaupuy, placee, comme nous l'avons dit, dans une plaine en avant du bois de Cholet. Une partie d'entre eux s'avance en masse serree, et charge a la maniere des troupes de ligne; les autres s'eparpillent en tirailleurs pour tourner l'avant-garde, et meme l'aile gauche, en penetrant dans les bois de Cholet. Les republicains accables sont forces de plier; Beaupuy a deux chevaux tues sous lui; il tombe embarrasse par son eperon, et allait etre pris, lorsqu'il se jette derriere un caisson, se saisit d'un troisieme cheval, et va rejoindre sa colonne. Dans ce moment Kleber accourt vers l'aile menacee; il ordonne au centre et a la droite de ne pas se degarnir, et mande a Chalbos de faire sortir de Cholet une de ses colonnes pour venir au secours de la gauche. Lui-meme se place aupres d'Haxo, retablit la confiance dans ses bataillons, et ramene au feu ceux qui avaient plie sous le grand nombre. Les Vendeens sont repousses a leur tour, reviennent avec acharnement, et sont repousses encore. Pendant ce temps, le combat s'engage au centre et a la droite avec la meme fureur. A la droite, Vimeux est si bien place, que tous les efforts de l'ennemi demeurent impuissans.

Au centre, cependant, les Vendeens s'avancent avec plus d'avantage qu'aux deux ailes, et penetrent dans l'enfoncement ou se trouve le jeune Marceau. Kleber y accourt pour soutenir la colonne de Lucon, et, a l'instant meme, une des divisions de Chalbos, qu'il avait demandee, sort de Cholet, au nombre de quatre mille hommes. Ce renfort etait d'une grande importance dans ce moment; mais, a la vue de cette plaine en feu, cette division mal organisee, comme toutes celles de l'armee de La Rochelle, se debande et rentre en desordre dans Cholet. Kleber et Marceau restent au centre avec la seule colonne de Lucon. Le jeune Marceau, qui la commande, ne s'intimide pas; il laisse approcher l'ennemi a une portee de fusil, puis tout a coup demasque son artillerie, et, de son feu imprevu, arrete et accable les Vendeens. Ceux-ci resistent d'abord; ils se rallient, se serrent sous une pluie de mitraille; mais bientot ils cedent et fuient en desordre. Dans ce moment, leur deroute est generale au centre, a la droite et a la gauche; Beaupuy, avec son avant-garde ralliee, les poursuit a toute outrance.

Les colonnes de Mayence et de Lucon etaient les seules qui eussent pris part a la bataille. Ainsi treize mille hommes en avaient battu quarante mille. De part et d'autre, on avait deploye la plus grande valeur; mais la regularite et la discipline deciderent l'avantage en faveur des republicains. Marceau, Beaupuy, Merlin, qui pointait lui-meme les pieces, avaient deploye le plus grand heroisme; Kleber avait montre son coup d'oeil et sa vigueur accoutumes sur le champ de bataille. Du cote des Vendeens, d'Elbee, Bonchamps, apres avoir fait des prodiges, avaient ete blesses a mort; La Rochejaquelein restait seul de tous les chefs, et il n'avait rien

oublie pour partager leurs glorieuses blessures. Le combat avait dure depuis deux heures jusqu'a six.

L'obscurite regnait deja de toutes parts; les Vendeens fuyaient en toute hate, jetant leurs sabots sur les routes. Beaupuy les suivait a perte d'haleine. A Beaupuy s'etait joint Westermann, qui, ne voulant pas partager l'inaction des troupes de Chalbos, avait pris un corps de cavalerie, et courait, a bride abattue, sur les fuyards. Apres avoir poursuivi l'ennemi fort long-temps, Beaupuy et Westermann s'arretent, et songent a faire reposer leurs troupes. Cependant, disent-ils, nous trouverons plutot du pain a Beaupreau qu'a Cholet, et ils osent marcher sur Beaupreau, ou l'on supposait que les Vendeens s'etaient retires en masse. Mais la fuite avait ete si rapide, qu'une partie se trouvait deja a Saint-Florent, sur les bords de la Loire. Le reste, a l'approche des republicains, evacue Beaupreau en desordre, et leur cede ce poste ou ils auraient pu se defendre.

Le lendemain matin, 18, l'armee entiere marche de Cholet vers Beaupreau. Les avant-gardes de Beaupuy, placees sur la route de Saint-Florent, voient un grand nombre d'individus accourir en criant: *Vive la republique, vive Bonchamps!* On les interroge, et ils repondent en proclamant Bonchamps comme leur liberateur. En effet, ce jeune heros, etendu sur un matelas, et pres d'expirer d'un coup de feu dans le bas-ventre, avait demande et obtenu la grace de quatre mille prisonniers que les Vendeens trainaient a leur suite, et qu'ils voulaient fusiller; les prisonniers rejoignaient l'armee republicaine.

[Illustration: MORT DE BONCHAMP.]

Dans ce moment, quatre-vingt mille individus, femmes, enfans, vieillards, hommes armes, etaient au bord de la Loire, avec les debris de ce qu'ils possedaient, et se disputaient une vingtaine de barques pour passer a l'autre bord. Le conseil superieur, compose des chefs qui etaient capables encore d'opiner, deliberait s'il fallait se separer ou porter la guerre en Bretagne. Quelques-uns auraient voulu qu'on se dispersat dans la Vendee, et qu'on s'y cachat en attendant des temps meilleurs: La Rochejaquelein etait du nombre, et il conseillait de se faire tuer sur la rive gauche plutot que de passer sur la rive droite. Cependant l'avis contraire prevalut, et on se decida a rester reunis et a passer outre. Mais Bonchamps venait d'expirer, et personne n'etait capable d'accomplir les projets qu'il avait formes sur la Bretagne. D'Elbee, mourant, etait envoye a Noirmoutiers; Lescure, blesse a mort, etait transporte sur un brancard. Quatre-vingt mille individus quittaient leurs champs, allaient porter le ravage dans les champs voisins, et y chercher l'extermination, pour quel but, grand Dieu! pour une cause absurde et de toutes parts delaissee ou hypocritement defendue! Tandis que ces infortunes s'exposaient genereusement a tant de maux, la coalition songeait a peine a eux, les emigres intriguaient dans les cours, quelques-uns seulement se battaient bravement sur le Rhin, mais dans les rangs des etrangers; et personne encore n'avait songe a envoyer ni un soldat ni un ecu a cette malheureuse Vendee, deja signalee par vingt combats heroiques, et aujourd'hui vaincue, fugitive et desolee.

Les generaux republicains se reunirent a Beaupreau, et la on resolut de se diviser, et de se rendre partie a Nantes et partie a Angers, pour empecher un coup de main sur ces deux places. L'avis des representans, non partage pourtant par Kleber, fut que la Vendee etait detruite. *La Vendee n'est plus*, ecrivirent-ils a la convention. On avait donne jusqu'au 20 octobre a l'armee pour en finir, et elle avait termine le 18. L'armee du Nord avait, le meme jour, gagne la bataille de Watignies, et avait termine la campagne en debloquant Maubeuge. Ainsi, de toutes parts, la convention semblait n'avoir qu'a decreter la victoire pour l'assurer. L'enthousiasme fut au comble a Paris et dans toute la France, et on commença a croire qu'avant la fin de la saison la republique serait victorieuse de tous les trones conjures contre elle.

Un seul evenement pouvait troubler cette joie, c'etait la perte des lignes de Wissembourg sur le Rhin, qui avaient ete forcees le 13 et le 15 octobre. Apres l'echec de Pirmasens, nous avons laisse les Prussiens et les Autrichiens en presence des lignes de la Sarre et de la Lauter, et menacant a chaque instant de les envahir. Les Prussiens, ayant inquiete les Francais sur les bords de la Sarre, les obligerent a se replier. Le corps des Vosges, rejete au-dela d'Hornbach, se retira fort en arriere a Bitche, dans le centre des montagnes; l'armee de la Moselle, repoussee jusqu'a Sarreguemines, fut separee du corps des Vosges et de l'armee du Rhin. Dans

cette position, il devenait facile aux Prussiens, qui avaient, sur le revers occidental, depasse la ligne commune de la Sarre et de la Lauter, de tourner les lignes de Wissembourg par leur extreme gauche. Alors ces lignes devaient tomber necessairement. C'est ce qui arriva le 13 octobre. La Prusse et l'Autriche, que nous avons vues en desaccord, s'etaient enfin entendues, le roi de Prusse s'etait rendu en Pologne, et avait laisse le commandement a Brunswick, avec ordre de se concerter avec Wurmser. Du 13 au 14 octobre, tandis que les Prussiens marchaient le long de la ligne des Vosges jusqu'a Bitche, bien au-delà de la hauteur de Wissembourg, Wurmser devait attaquer les lignes de la Lauter sur sept colonnes. La premiere, sous le prince de Waldeck, chargee de passer le Rhin a Seltz, et de tourner Lauterbourg, rencontra, dans la nature des lieux et le courage d'un demi-bataillon des Pyrenees, des obstacles invincibles; la seconde, bien qu'elle eut passe les lignes au-dessus de Lauterbourg, fut repousee; les autres, apres avoir obtenu au-dessus et autour de Wissembourg des avantages balances par la resistance vigoureuse des Francais, s'emparerent cependant de Wissembourg. Nos troupes se retirerent sur le poste du Geisberg, place un peu en arriere de Wissembourg, et beaucoup plus difficile a emporter. On ne pouvait pas regarder encore les lignes de Wissembourg comme tout a fait perdues; mais la nouvelle de la marche des Prussiens sur le revers occidental, obligea le general francais a se replier sur Haguenau et sur les lignes de la Lauter, et a ceder ainsi une partie du territoire aux coalises. Sur ce point, la frontiere etait donc envahie; mais les succes du Nord et de la Vendee couvrirent l'effet de cette mauvaise nouvelle. On envoya Saint-Just et Lebas en Alsace, pour contenir les mouvemens que la noblesse alsacienne et les emigres excitaient a Strasbourg. On dirigea de ce cote des levees nombreuses, et on se consola par la resolution de vaincre sur ce point comme sur tous les autres.

Les craintes affreuses qu'on avait concues dans le mois d'aout, avant les victoires d'Hondschoote et de Watignies, avant la prise de Lyon et la retraite des Piemontais au-delà des Alpes, avant les succes de la Vendee, etaient dissipees. On voyait, dans ce moment, la frontiere du Nord, la plus importante et la plus menacee, delivree de l'ennemi, Lyon rendu a la republique, la Vendee soumise, toute rebellion etouffee dans l'interieur jusqu'a la frontiere d'Italie, ou la place de Toulon resistait encore, il est vrai, mais resistait seule. Encore un succes aux Pyrenees, a Toulon, au Rhin, et la republique etait completement victorieuse; et ce triple succes ne semblait pas plus difficile a obtenir que les autres. Sans doute, la tache n'etait pas finie, mais elle pouvait l'etre bientot, en continuant les memes efforts et les memes moyens: on n'etait pas encore entierement rassure, mais on ne se croyait plus en danger de mort prochaine.

FOOTNOTES:

[Footnote 4: Decret du 18e jour du 1er mois de l'an IIe de la Republique.]

CHAPITRE XV. EFFETS DES LOIS REVOLUTIONNAIRES; PROSCRIPTIONS A LYON, A MARSEILLE ET A BORDEAUX.—PERSECUTIONS DIRIGÉES CONTRE LES *suspects*. INTERIEUR DES PRISONS DE PARIS; ETAT DES PRISONNIERS A LA CONCIERGERIE.—LA REINE MARIE-ANTOINETTE EST SEPAREE DE SA FAMILLE ET TRANSFEREE A LA CONCIERGERIE; TOURMENS QU'ON LUI FAIT SUBIR. CONDUITE ATROCE D'HEBERT. SON PROCES DEVANT LE TRIBUNAL REVOLUTIONNAIRE. ELLE EST CONDAMNEE A MORT ET EXECUTEE.—DETAILS DES PROCES ET DU SUPPLICE DES GIRONDINS.—EXECUTION DU DUC D'ORLEANS, DE BAILLY, DE MADAME ROLAND.—TERREUR GENERALE. SECONDE LOI DU *maximum*. AGIOTAGE. FALSIFICATION D'UN DECRET PAR QUATRE DEPUTES.—ETABLISSEMENT DU NOUVEAU SYSTEME METRIQUE ET DU CALENDRIER REPUBLICAIN.—ABOLITION DES ANCIENS CULTES; ABJURATION DE GOBEL, EVEQUE DE PARIS. ETABLISSEMENT DU CULTÉ

CHAPITRE XV. EFFETS DES LOIS REVOLUTIONNAIRES; PROSCRIPTIONS A LYON, A MARSEILLE ET

DE LA RAISON.

Les mesures revolutionnaires decretees pour le salut de la France s'executaient dans toute son etendue avec la derniere vigueur. Imaginees par les hommes les plus ardents, elles etaient violentes dans leur principe; executees loin des chefs qui les avaient concues, dans une region inferieure, ou les passions moins eclairees etaient plus brutales, elles devenaient encore plus violentes dans l'application. On obligeait une partie des citoyens a quitter leurs foyers, on enfermaient les autres comme suspects, on faisait enlever les denrees et les marchandises pour les besoins des armees, on imposait des corvees pour les transports acceleres, et on ne donnait en echange des objets requis ou des services exigés, que des assignats, ou une creance sur l'etat, qui n'inspirait aucune confiance. On poursuivait rapidement la repartition de l'emprunt force, et les repartiteurs des communes disaient aux uns: Vous avez dix mille livres de rente; aux autres: Vous en avez vingt; et tous, sans pouvoir repliquer, etaient obliges de fournir la somme demandee. De grandes vexations resultaient de ce vaste arbitraire; mais les armees se remplissaient d'hommes, les vivres s'acheminaient en abondance vers les depots, et le milliard d'assignats qu'il fallait retirer de la circulation, commencait a etre percu. Ce n'est jamais sans de grandes douleurs qu'on opere si rapidement, et qu'on sauve un etat menace.

Dans tous les lieux ou le danger plus imminent avait exige la presence des commissaires de la convention, les mesures revolutionnaires etaient devenues plus rigoureuses. Pres des frontieres et dans tous les departemens suspects de royalisme ou de federalisme, ces commissaires avaient fait lever la population en masse; ils avaient mis toutes choses en requisition, frappe les riches de taxes revolutionnaires, en outre de la taxe generale resultant de l'emprunt force; ils avaient accelere l'emprisonnement des suspects, et quelquefois enfin ils les avaient fait juger par des commissions revolutionnaires, instituees par eux. Laplanche, envoye dans le departement du Cher, disait, le 29 vendemiaire, aux Jacobins: "Partout j'ai mis la terreur a l'ordre du jour; partout j'ai impose des contributions sur les riches et les aristocrates. Orleans m'a fourni cinquante mille livres, et deux jours m'ont suffi a Bourges pour une levee de deux millions. Ne pouvant etre partout, mes delegues m'ont suppliee: un individu nomme Mamin, riche de sept millions, et taxe par l'un d'eux a quarante mille livres, s'est plaint a la convention, qui a applaudi a ma conduite; et s'il eut ete impose par moi-meme, il eut paye deux millions. J'ai fait rendre, a Orleans, un compte public a mes delegues; c'est au sein de la societe populaire qu'ils l'ont rendu, et ce compte a ete sanctionne par le peuple. Partout j'ai fait fondre les cloches, et reuni plusieurs paroisses. J'ai destitue tous les federalistes, renferme les gens suspects, mis les sans-culottes en force. Des pretres avaient toutes leurs commodites dans les maisons de reclusion; les sans-culottes couchaient sur la paille dans les prisons; les premiers m'ont fourni des matelas pour les derniers. Partout j'ai fait marier les pretres. Partout j'ai electrise les coeurs et les esprits. J'ai organise des manufactures d'armes, visite les ateliers, les hopitaux, les prisons. J'ai fait partir plusieurs bataillons de la levee en masse. J'ai passe en revue quantite de gardes nationales pour les republicaniser, et j'ai fait guillotiner plusieurs royalistes. Enfin, j'ai suivi mon mandat imperatif. J'ai agi partout en chaud montagnard, en representant revolutionnaire."

C'est surtout dans les trois principales villes federalistes, Lyon, Marseille et Bordeaux, que les representans venaient d'imprimer une profonde terreur. Le formidable decret rendu contre Lyon portait que les rebelles et leurs complices seraient militairement juges par une commission, que les sans-culottes seraient nourris aux depens des aristocrates, que les maisons des riches seraient detruites, et que la ville changerait son nom. L'execution de ce decret etait confiee a Collot-d'Herbois, Maribon-Montaut et Fouche de Nantes. Ils s'etaient rendus a Commune-Affranchie, emmenant avec eux quarante jacobins, pour organiser un nouveau club et propager les principes de la societe-mere. Ronsin les avait suivis avec deux mille hommes de l'armee revolutionnaire, et ils avaient aussitot deploye leurs fureurs. Les representans donnerent le premier coup de marteau sur l'une des maisons destinees a etre demolies, et huit cents ouvriers se mirent sur-le-champ a l'ouvrage pour detruire les plus belles rues. Les proscriptions avaient commence en meme temps. Les Lyonnais soupconnes d'avoir pris les armes etaient guillotinees ou fusilles au nombre de cinquante et soixante par jour. La terreur regnait dans cette malheureuse cite: les commissaires envoyes pour la punir, entraines, enivres par l'effusion du sang, croyant, a chaque cri de douleur, voir renaitre la revolte, ecrivaient a la convention que les aristocrates n'etaient pas reduits encore, qu'ils n'attendaient qu'une occasion pour reagir, et

qu'il fallait, pour n'avoir plus rien a craindre, deplacer une partie de la population et detruire l'autre. Comme les moyens mis en usage ne paraissaient pas assez rapides, Collot-d'Herbois imagina d'employer la mine pour detruire les edifices, la mitraille pour immoler les proscrits; et il ecrivit a la convention que bientot il allait se servir de moyens plus prompts et plus efficaces pour punir la ville rebelle.

A Marseille, plusieurs victimes avaient deja succombe. Mais toute la colere des representans etait dirigee contre Toulon, dont ils poursuivaient le siege.

Dans la Gironde, les vengeancees s'exercaient avec la plus grande fureur. Isabeau et Tallien s'etaient places a la Reole: la, ils s'occupaient a former le noyau d'une armee revolutionnaire pour penetrer dans Bordeaux, et, en attendant, ils tachaient de desorganiser les sections de cette ville. Pour cela, ils s'etaient servis d'une section toute montagnarde, et qui, parvenant a effrayer les autres, avait fait fermer successivement le club federaliste et destituer les autorites departementales. Alors ils etaient entres triomphalement dans Bordeaux, et avaient retabli la municipalite et les autorites montagnardes. Immediatement apres, ils avaient rendu un arrete portant que le gouvernement de Bordeaux serait militaire, que tous les habitans seraient desarmes, qu'une commission speciale jugerait les aristocrates et les federalistes, et qu'on leverait immediatement sur les riches une taxe extraordinaire, pour fournir aux depenses de l'armee revolutionnaire. Cet arrete fut aussitot mis a execution, les citoyens furent desarmes, et une foule de tetes tomberent.

C'est a cette epoque meme que les deputes fugitifs, qui s'etaient embarques en Bretagne pour la Gironde, arrivaient a Bordeaux. Ils allerent tous chercher un asile chez une parente de Guadet, dans les grottes de Saint-Emilion. On savait confusement qu'ils etaient caches de ce cote, et Tallien faisait les plus grands efforts pour les decouvrir. Il n'y avait pas reussi encore, mais il parvint malheureusement a saisir Biroteau, venu de Lyon pour s'embarquer a Bordeaux. Ce dernier etait hors la loi. Tallien fit aussitot constater l'identite et consommer l'execution. Duchatel fut aussi decouvert; mais comme il n'etait pas hors la loi, il fut transfere a Paris pour etre juge par le tribunal revolutionnaire. On lui adjoignit les trois jeunes amis Riouffe, Girey-Dupre et Marchenna, qui s'etaient, comme on l'a vu, attaches a la fortune des Girondins.

Ainsi, toutes les grandes villes de France subissaient les vengeancees de la Montagne. Mais Paris, tout plein des plus illustres victimes, allait devenir le theatre de bien plus grandes cruautés.

Tandis qu'on preparait le proces de Marie-Antoinette, des girondins, du duc d'Orleans, de Bailly, d'une foule de generaux et de ministres, on remplissait les prisons de suspects. La commune de Paris s'etait arroge, avous-nous dit, une espece d'autorite legislative sur tous les objets de police, de subsistance, de commerce, de culte, et, a chaque decret, elle rendait un arrete explicatif pour etendre ou limiter les volentes de la convention. Sur les requisitions de Chaumette, elle avait singulierement etendu la definition des suspects, donnee par la loi du 17 septembre. Chaumette avait, dans une instruction municipale, enumere les caracteres auxquels il fallait les reconnaitre. Cette instruction, adressee aux sections de Paris, et bientot a toutes celles de la republique, etait concue en ces termes:

“Doivent etre consideres comme suspects: 1 ceux qui, dans les assemblees du peuple, arretent son energie par des discours astucieux des cris turbulens et des menaces; 2 ceux qui, plus prudens, parlent mysterieusement des malheurs de la republique, s'apitoient sur le sort du peuple, et sont toujours prêts a repandre de mauvaises nouvelles avec une douleur affectee; 3 ceux qui ont change de conduite et de langage selon les evenemens; qui, muets sur les crimes des royalistes et des federalistes, declament avec emphase contre les fautes legeres des patriotes, et affectent, pour paraître republicains, une austerite, une severite etudiees, et qui cedent aussitot qu'il s'agit d'un modere ou d'un aristocrate; 4 ceux qui plaignent les fermiers, les marchands avides, contre lesquels la loi est obligee de prendre des mesures; 5 ceux qui, ayant toujours les mots de *liberte*, *republique* et *patrie* sur les levres, frequentent les ci-devant nobles, les pretres, les contre-revolutionnaires, les aristocrates, les feuillans, les moderes, et s'interessent a leur sort; 6 ceux qui n'ont pris aucune part active dans tout ce qui interesse la revolution, et qui, pour s'en disculper, font valoir le paiement de leurs contributions, leurs dons

patriotiques, leurs services dans la garde nationale par remplacement ou autrement; 7 ceux qui ont recu avec indifferance la constitution republicaine, et ont fait paraître de fausses craintes sur son etablissement et sa duree; 8 ceux qui, n'ayant rien fait contre la liberte, n'ont aussi rien fait pour elle; 9 ceux qui ne frequentent pas leurs sections, et donnent pour excuse qu'ils ne savent pas parler, ou que leurs affaires les en empechent; 10 ceux qui parlent avec mepris des autorites constituees, des signes de la loi, des societes populaires, des defenseurs de la liberte; 11 ceux qui ont signe des petitions contre-revolutionnaires, ou frequente des societes et clubs anticiviques; 12 ceux qui sont reconnus pour avoir ete de mauvaise foi, partisans de Lafayette, et ceux qui ont marche au pas de charge au Champ-de-Mars.”

Avec une telle definition, le nombre des suspects devait etre illimite, et bientot il s'eleva, dans les prisons de Paris, de quelques cents a trois mille. D'abord on les avait places a la Mairie, a la Force, a la Conciergerie, a l'Abbaye, a Sainte-Pelagie, aux Madelonnettes, dans toutes les prisons de l'etat, mais ces vastes depots devenant insuffisants, on songea a etablir de nouvelles maisons d'arret, specialement consacrees aux detenus politiques. Les frais de garde etant a la charge des prisonniers, on loua des maisons a leurs depens. On en choisit une dans la rue d'Enfer, qui fut connue sous le nom de *maison de Port-Libre*, une autre dans la rue de Sevres, appelee *maison Lazare*. Le college Duplessis devint un lieu de detention; enfin le palais du Luxembourg, d'abord destine a recevoir les vingt-deux girondins, fut rempli d'un grand nombre de prisonniers, et renferma pele-mele tout ce qui restait de la brillante societe du faubourg Saint-Germain. Ces arrestations subites ayant amene un encombrement dans les prisons, les detenus furent d'abord mal loges. Confondus avec les malfaiteurs et jetes sur la paille, les premiers momens de leur detention furent cruels. Bientot, cependant, le temps amena l'ordre et les adoucissements. Les communications avec le dehors leur etant permises, ils eurent la consolation d'embrasser leurs proches, et la faculte de se procurer de l'argent. Alors ils louerent des lits ou s'en firent apporter; ils ne coucherent plus sur la paille, et furent separes des malfaiteurs. On leur accorda meme toutes les commodites qui pouvaient rendre leur sort plus supportable: car le decret permettait de transporter dans les maisons d'arret tous les objets dont les detenus auraient besoin. Ceux qui habitaient les maisons nouvellement etablies furent encore mieux traites. A Port-Libre, dans la maison Lazare, au Luxembourg, on se trouvaient de riches prisonniers, on vit regner la propreté et l'abondance. Les tables etaient delicatement servies, moyennant les droits d'entree que prelevaient les geoliers. Cependant l'affluence des visiteurs etant devenue trop considerable, et les communications avec le dehors paraissant une trop grande faveur, cette consolation fut interdite, et les detenus ne purent plus communiquer avec personne que par ecrit, et seulement pour se procurer les objets dont ils avaient besoin. Des cet instant, la societe parut devenir plus intime entre ces malheureux, condammes a exister exclusivement ensemble. Chacun se rapprocha suivant ses goûts, et de petites societes se formerent. Des reglemens furent etablis; on se partagea les soins domestiques, et chacun en eut la charge a son tour. Une souscription fut ouverte pour les frais de logement et de nourriture, et les riches contribuerent ainsi pour les pauvres.

Après avoir vaque aux soins de leur menage, les differentes chambrees se reunissaient dans des salles communes. Autour d'une table, d'une poele, d'une cheminee, se formaient des groupes. On se livrait au travail, a la lecture, a la conversation. Des poetes, jetes dans les fers avec tout ce qui avait excite la defiance par une superiorite quelconque, lisaient des vers. Des musiciens donnaient des concerts, et on entendait chaque jour de l'excellente musique dans ces lieux de proscription. Bientot le luxe accompagna les plaisirs. Les femmes se parerent, des liaisons d'amitie et d'amour s'etablirent, et on vit se reproduire, jusqu'a la veille de l'echafaud, toutes les scenes ordinaires de la societe. Singulier exemple du caractere francais, de son insouciance, de sa gaiete, de son aptitude au plaisir dans toutes les situations de la vie!

Des vers charmans, des aventures romanesques, des actes de bienfaisance, une confusion singuliere de rangs, de fortune et d'opinion, signalerent ces trois premiers mois de la detention des suspects. Une sorte d'egalite volontaire realisa dans ces lieux cette egalite chimerique que des sectaires opiniatres voulaient faire regner partout, et qu'ils ne reussirent a etablir que dans les prisons. Il est vrai que l'orgueil de quelques prisonniers resista a cette egalite du malheur. Tandis qu'on voyait des hommes, fort inegaux d'ailleurs en fortune, en education, vivre tres bien entre eux, et se rejouir, avec un admirable desinterressement, des victoires de cette

republique qui les persecutait, quelques ci–devant nobles et leurs femmes, trouves par hasard dans les hotels deserts du faubourg Saint–Germain, vivaient a part, s'appelaient encore des noms proscrits de comte et de marquis, et laissaient voir leur depot quand on venait dire que les Autrichiens avaient fui devant Watignies, ou que les Prussiens n'avaient pu franchir les Vosges. Cependant la douleur ramene tous les coeurs a la nature et a l'humanite: bientot, lorsque Fouquier–Tinville, frappant chaque jour a la porte de ces demeures desolees, demanda sans cesse de nouvelles tetes; quand les amis, les parens, furent chaque jour separees par la mort, ceux qui restaient gemirent, se consolent ensemble, et n'eurent plus qu'un meme sentiment au milieu des memes malheurs.

Cependant les prisons n'offraient pas toutes les memes scenes. La Conciergerie, tenant au Palais de Justice, et renfermant, a cause de cette proximite, les prisonniers destines au tribunal revolutionnaire, presentait le douloureux spectacle de quelques cents malheureux n'ayant jamais plus de trois ou quatre jours a vivre. On les y transferait la veille de leur jugement, et ils n'y passaient que le court intervalle qui separait leur jugement de leur execution. La se trouvaient les girondins qu'on avait tires du Luxembourg, leur premiere prison; madame Roland, qui, apres avoir fait evader son mari, s'etait laisse enfermer sans songer a fuir; les jeunes Riouffe, Girey–Dupre, Bois–Guion, attaches a la cause des deputes proscrits, et traduits de Bordeaux a Paris pour y etre juges conjointement avec eux; Bailly, qu'on avait arrete a Melun; l'ex–ministre des finances Clavieres, qui n'avait pas reussi a s'enfuir comme Lebrun; le duc d'Orleans, transfere des prisons de Marseille dans celles de Paris; les generaux Houchard, Brunet, tous reserves au meme sort; et enfin l'infortunee Marie–Antoinette, qui etait destinee a devancer a l'echafaud ces illustres victimes. La, on ne songeait pas meme a se procurer les commodites qui adoucissaient le sort des detenus dans les autres prisons. On habitait de sombres et de tristes reduits, ou ne penetraient ni la lumiere, ni les consolations, ni les plaisirs. A peine les prisonniers jouissaient–ils du privilege d'etre couches sur des lits, au lieu de l'etre sur la paille. Ne pouvant se distraire du spectacle de la mort comme les simples suspects, qui esperaient n'etre que detenus jusqu'a la paix, ils tachaient de s'en amuser, et faisaient du tribunal revolutionnaire et de la guillotine les plus etranges parodies. Les girondins, dans leur prison, improvisaient et jouaient des drames singuliers et terribles, dont leur destinee et la revolution etaient le sujet. C'est a minuit, lorsque tous les geoliers reposaient; qu'ils commencent ces divertissemens lugubres. Voici l'un de ceux qu'ils avaient imagines. Assis chacun sur un lit, ils figuraient et les juges et les jures du tribunal revolutionnaire, et Fouquier–Tinville lui–meme. Deux d'entre eux, places vis–a–vis, representaient l'accuse avec son defenseur. Suivant l'usage du sanglant tribunal, l'accuse etait toujours condamne. Etendu aussitot sur une planche de lit que l'on renversait, il subissait le simulacre du supplice jusque dans ses moindres details. Apres beaucoup d'executions, l'accusateur devenait accuse, et succombait a son tour. Revenant alors couvert d'un drap de lit, il peignait les tortures qu'il endurait aux enfers, prophetisait leur destinee a tous ces juges iniques, et, s'emparant d'eux avec des cris lamentables, il les entraînait dans les abimes.... “C'est ainsi, dit Riouffe, que nous badinons dans le sein de la mort, et que dans nos jeux prophetiques nous disions la verite au milieu des espions et des bourreaux.”

Depuis la mort de Custine, on commençait a s'habituer a ces proces politiques, ou de simples torts d'opinion etaient transformes en crimes dignes de mort. On s'accoutumait, par une sanglante pratique, a chasser tous les scrupules, et a regarder comme naturel d'envoyer a l'echafaud tout membre d'un parti contraire. Les cordeliers et les jacobins avaient fait decreter la mise en jugement de la reine, des girondins, de plusieurs generaux et du duc d'Orleans. Ils exigeaient imperieusement qu'on leur tint parole, et c'est surtout par la reine qu'ils voulaient commencer cette longue suite d'immolations. Il semble qu'une femme aurait du desarmer les fureurs politiques; mais on portait plus de haine encore a Marie–Antoinette qu'a Louis XVI. C'est a elle qu'on reprochait les trahisons de la cour, les dilapidations du tresor, et surtout la guerre acharnee de l'Autriche. Louis XVI, disait–on, avait tout laisse faire; mais Marie–Antoinette avait tout fait, et c'est sur elle qu'il fallait tout punir.

Deja on a vu quelles reformes avaient ete faites au Temple. Marie–Antoinette avait ete separee de sa soeur, de sa fille et de son fils. En vertu du decret qui ordonnait le jugement ou la deportation des derniers membres de la famille des Bourbons, on l'avait transferee a la Conciergerie; et la, seule, dans une prison etroite, elle etait

reduite au plus strict necessaire comme tous les autres prisonniers. L'imprudence d'un ami devoue rendit sa situation encore plus penible. Un membre de la municipalite, Michonnis, auquel elle inspirait un vif interet, voulut introduire aupres d'elle un individu qui voulait, disait-il, la voir par curiosite. Cet individu etait un emigre courageux, mais imprudent, qui lui jeta un oeillet renfermant ces mots ecrits sur un papier tres-fin: *Vos amis sont prêts*. Esperance fausse, et aussi dangereuse pour celle qui la recevait que pour celui qui la donnait! Michonnis et l'emigre furent decouverts et arretes sur-le-champ; la surveillance exercee a l'egard de l'infortunee prisonniere devint des ce jour encore plus rigoureuse. Des gendarmes devaient etre sans cesse de garde a la porte de sa prison, et il leur etait expressement defendu de repondre a aucune de ses paroles.

Le miserable Hebert, substitut de Chaumette, et redacteur de la degoutante feuille du *Pere Duchene*, l'ecrivain du parti dont Vincent, Ronsin, Varlet, Leclerc, etaient chefs, Hebert s'etait particulierement attache a tourmenter les restes infortunés de la famille detronee. Il pretendait que la famille du tyran ne devait pas etre mieux traitee qu'une famille sans-culotte; et il avait fait rendre un arrete qui supprimait l'espece de luxe avec lequel on avait nourri jusque-la les prisonniers du Temple. On interdisait aux detenues la volaille et la patisserie; on les reduisait a une seule espece d'aliment a dejeuner; a un potage, a un bouilli et un plat quelconque a diner; a deux plats a souper, et une demi-bouteille de vin par tete. La bougie etait remplacee par la chandelle, l'argenterie par l'etain, et la porcelaine par la faience. Les porteurs d'eau ou de bois pouvaient seuls entrer dans leur chambre, accompagnes de deux commissaires. Les alimens ne leur parvenaient qu'au moyen d'un tour. Le nombreux domestique etait reduit a un cuisinier, un aide, deux servans, et une femme de charge pour le linge.

Immédiatement apres cet arrete, Hebert s'etait rendu au Temple, et avait inhumainement arrache aux deux infortunees prisonnieres jusqu'a de petits meubles auxquels elles tenaient beaucoup. Quatre-vingts louis que madame Elisabeth avait en reserve, et qu'elle avait recus de madame de Lamballe, lui furent enleves. Nul n'est plus dangereux, plus cruel que l'homme sans lumieres et sans education, revetu d'une autorite recente. S'il a, surtout, une ame vile; si, comme Hebert, qui distribuait des contre-marques a la porte d'un theatre, et volait sur les recettes, il est sans moralite naturelle, et s'il arrive tout a coup de la fange de sa condition au pouvoir, il se montrera aussi bas qu'atroce. Tel fut Hebert dans sa conduite au Temple. Il ne se borna pas aux vexations que nous venons de rapporter; lui et quelques autres imaginerent de separer le jeune prince de sa tante et de sa soeur. Un cordonnier, nomme Simon, et sa femme, furent les instituteurs auxquels on crut devoir le confier pour lui donner l'education des sans-culottes. Simon et sa femme s'enfermerent au Temple, et devenant prisonniers avec le malheureux enfant, se chargerent de le soigner a leur maniere. Leur nourriture etait meilleure que celle des princesses, et ils partageaient la table des commissaires municipaux qui etaient de garde. Simon pouvait, accompagne de deux commissaires, descendre dans la cour du Temple avec le jeune prince, afin de lui procurer un peu d'exercice.

Hebert concut la pensee infame d'arracher a cet enfant des revelations contre sa malheureuse mere. Soit que ce miserable pretat a l'enfant de fausses revelations, soit qu'il eut abuse de son age et de son etat pour lui arracher tout ce qu'il voulait, il provoqua une deposition revoltante; et comme l'age du jeune prince ne permettait pas de le conduire au tribunal, Hebert vint y rapporter a sa place les infamies que lui-meme avait dictees ou supposees.

Ce fut le 14 octobre que Marie-Antoinette parut devant ses juges. Trainee au sanglant tribunal par l'inexorable vengeance revolutionnaire, elle n'y paraissait avec aucune chance d'acquittement, car ce n'etait pas pour l'y faire absoudre que les jacobins l'y avaient appelee. Cependant il fallait enoncer des griefs. Fouquier recueillit les bruits repandus dans le peuple, depuis l'arrivee de la princesse en France; et, dans l'acte d'accusation, il lui reprocha d'avoir dilapide le tresor, d'abord pour ses plaisirs, puis pour faire passer des fonds a l'empereur son frere. Il insista sur les scenes des 5 et 6 octobre, et sur le repas des gardes-du-corps, pretendait qu'elle avait trame a cette epoque un complot qui obligea le peuple a se transporter a Versailles pour le dejouer. Il lui imputa ensuite de s'etre emparee de son epoux, de s'etre melee du choix des ministres, d'avoir conduit elle-meme les intrigues avec les deputes gagnes a la cour, d'avoir prepare le voyage a Varennes, d'avoir

amene la guerre, et livre aux generaux ennemis tous nos plans de campagne. Il l'accusa d'avoir prepare une nouvelle conspiration au 10 aout, d'avoir fait tirer ce jour-la sur le peuple, et engage son epoux a se defendre en le taxant de lachete; enfin de n'avoir cesse de machiner et de correspondre au dehors depuis sa captivite au Temple, et d'y avoir traite son jeune fils en roi. On voit comment tout est travesti et tourne a crime au jour terrible ou les vengeances des peuples long-temps differees eclatent enfin, et frappent ceux de leurs princes qui ne les ont pas meritees. On voit comment la prodigalite, l'amour des plaisirs, si naturels chez une jeune princesse, comment son attachement a son pays, son influence sur son epoux, ses regrets, plus indiscrets toujours chez une femme que chez un homme, son courage meme plus hardi, se peignaient dans ces imaginations irritees ou mechantes.

Il fallait des temoins: on appela Lecointre, depute de Versailles, qui avait vu les 5 et 6 octobre; Hebert, qui avait souvent visite le Temple; divers employes des ministeres, et plusieurs domestiques de l'ancienne cour. On tira de leurs prisons, pour les faire comparaitre, l'amiral d'Estaing, ancien commandant de la garde nationale de Versailles, l'ex-procureur de la commune Manuel, Latour-du-Pin, ministre de la guerre en 1789, le venerable Bailly, qui, disait-on, avait ete, avec Lafayette, complice du voyage a Varennes; enfin Valaze, l'un des girondins destines a l'echafaud.

Aucun fait precis ne fut articule. Les uns avaient vu la reine joyeuse lorsque les gardes-du-corps lui temoignaient leur devouement; les autres l'avaient vue triste et courroucee lorsqu'on la conduisait a Paris, ou lorsqu'on la ramenait de Varennes; ceux-ci avaient assiste a des fetes splendides qui devaient couter des sommes enormes; ceux-la avaient entendu dire dans les bureaux ministeriels que la reine s'opposait a la sanction des decrets. Une ancienne femme de service a la cour avait, en 1788, oui dire au duc de Coigny que l'empereur avait deja recu deux cents millions de la France pour faire la guerre aux Turcs.

Le cynique Hebert, amene devant l'infortunee reine, osa enfin apporter les accusations arrachees au jeune prince. Il dit que Charles Capet avait raconte a Simon le voyage a Varennes, et designe Lafayette et Bailly comme en etant les cooperateurs. Puis il ajouta que cet enfant avait des vices funestes et bien precoces pour son age; que Simon, l'ayant surpris et l'ayant interroge, avait appris qu'il tenait de sa mere les vices auxquels il se livrait. Hebert ajouta que Marie-Antoinette voulait sans doute, en affaiblissant de bonne heure la constitution physique de son fils, s'assurer le moyen de le dominer, s'il remontait sur le trone.

Les bruits echappes d'une cour mechante, pendant vingt annees, avaient donne au peuple l'opinion la plus defavorable des moeurs de la reine. Cependant cet auditoire tout jacobin fut revolte des accusations d'Hebert. Celui-ci n'en persista pas moins a les soutenir. Cette mere infortunee ne repondait pas; pressee de nouveau de s'expliquer, elle dit avec une emotion extraordinaire: "Je croyais que la nature me dispenserait de repondre a une telle imputation; mais j'en appelle au coeur de toutes les meres ici presentes." Cette reponse si noble et si simple remua tous les assistans. Cependant tout ne fut pas aussi amer pour Marie-Antoinette dans les depositions des temoins. Le brave d'Estaing, dont elle avait ete l'ennemie, refusa de rien dire a sa charge, et ne parla que du courage qu'elle montra les 5 et 6 octobre, de la noble resolution qu'elle exprima de mourir aupres de son epoux plutot que de fuir. Manuel, malgre ses hostilites avec la cour pendant la legislative declara ne pouvoir rien dire contre l'accusee. Quand le venerable Bailly fut amene, Bailly qui autrefois avait si souvent predit a la cour les maux qu'entraîneraient ses imprudences, il parut douloureusement affecte; et comme on lui demandait s'il connaissait la femme Capet: "Oui, dit-il en s'inclinant avec respect, oui, j'ai connu *madame*." Il declara ne rien savoir, et soutint que les declarations arrachees au jeune prince, relativement au voyage a Varennes, etaient fausses. En recompense de sa deposition, il recut des reproches outrageans, et put juger du sort qui lui etait bientot reserve. Il n'y eut dans l'instruction que deux faits graves, attestes par Latour-du-Pin et Valaze, qui ne deposerent que parce qu'ils ne pouvaient pas s'en dispenser. Latour-du-Pin avoua que Marie-Antoinette lui avait demande un etat exact des armees pendant qu'il etait ministre de la guerre. Valaze, toujours froid, mais respectueux pour le malheur, ne voulut rien dire a la charge de l'accusee; cependant il ne put s'empêcher de declarer que, membre de la commission des vingt-quatre, et charge avec ses collegues de verifier les papiers trouves chez Septeuil, tresorier de la liste civile, il avait vu des bons pour diverses sommes,

Histoire de la Revolution francaise, Tome Cinquieme

signes *Antoinette*, ce qui etait fort naturel; mais il ajouta qu'il avait vu une lettre ou le ministre pria le roi de transmettre a la reine la copie d'un plan de campagne qu'il avait entre ses mains. Ces deux faits, la demande de l'etat des armees et la communication du plan de campagne, furent interpretes sur-le-champ d'une maniere funeste, et on en conclut que c'etait pour les envoyer a l'ennemi; car on ne supposait pas qu'une jeune princesse s'occupat, seulement par gout, d'administration et de plans militaires. Apres ces depositions, on en recueillit plusieurs autres sur les depenses de la cour, sur l'influence de la reine dans les affaires, sur la scene du 10 aout, sur ce qui se passait au Temple; et les bruits les plus vagues, les circonstances les plus insignifiantes, furent accueillis comme des preuves.

[Illustration: LA REINE A LA CONCIERGERIE.]

Marie-Antoinette repeta souvent avec presence d'esprit et avec force, qu'il n'y avait aucun fait precis contre elle; que d'ailleurs, epouse de Louis XVI, elle ne repondait d'aucun des actes du regne. Fouquier neanmoins la declara suffisamment convaincue. Chauveau-Lagarde fit d'inutiles efforts pour la defendre; et cette reine infortunee fut condamnee a partager le supplice de son epoux.

Ramenee a la Conciergerie, elle y passa avec assez de calme la nuit qui preceda son execution; et le lendemain, 16 octobre, au matin, elle fut transportee, au milieu d'une populace nombreuse, sur la place fatale ou, dix mois auparavant, avait succombe Louis XVI. Elle ecoutait avec calme les exhortations de l'ecclesiastique qui l'accompagnait, et promenait un regard indifferent sur ce peuple qui tant de fois avait applaudi a sa beaute et a sa grace, et qui aujourd'hui applaudissait a son supplice avec le meme empressement. Arrivee au pied de l'echafaud, elle apercut les Tuileries, et parut emue; mais elle se hata de monter l'echelle fatale, et s'abandonna avec courage aux bourreaux. L'infame executeur montra la tete au peuple, comme il faisait toujours quand il avait immole une victime illustre.

Les jacobins furent combles de joie. "Qu'on porte cette nouvelle a l'Autriche, dirent-ils; les Romains vendaient le terrain occupe par Annibal; nous faisons tomber les tetes les plus cheres aux souverains qui ont envahi notre territoire."

Mais ce n'etait la que le commencement des vengeancees. Immmediatement apres le jugement de Marie-Antoinette, il fallut proceder a celui des girondins enfermes a la Conciergerie.

Avant la revolte du Midi, on ne pouvait leur reprocher que des opinions. On disait bien, a la verite, qu'ils etaient complices de Dumouriez, de la Vendee, de d'Orleans; mais cette complicité, facile a imputer a la tribune, etait impossible a prouver, meme devant un tribunal revolutionnaire. Depuis le jour, au contraire, ou ils leverent l'etendard de la guerre civile, et ou l'on eut contre eux des faits positifs, il devint facile de les condamner. A la verite, les deputes detenus n'etaient pas ceux qui avaient provoqué l'insurrection du Calvados et du Midi, mais c'etaient les membres du meme parti, les soutiens de la meme cause; on avait la conviction intime qu'ils avaient correspondu les uns avec les autres; et quoique les lettres interceptees ne prouvassent pas suffisamment la complicité, elles suffisaient a un tribunal qui, par son institution, devait se contenter de la vraisemblance. Toute la moderation des girondins fut donc transformee en une vaste conspiration, dont la guerre civile avait ete le denouement. Leur lenteur, sous la legislative, a s'insurger contre le trone, leur opposition au projet du 10 aout, leur lutte avec la commune depuis le 10 aout jusqu'au 20 septembre, leurs energiques protestations contre les massacres, leur pitie pour Louis XVI, leurs resistances au systeme inquisiteur qui degoutait les generaux, leur opposition au tribunal extraordinaire, au *maximum*, a l'emprunt force, a tous les moyens revolutionnaires: enfin leurs efforts pour creer une autorite repressive en instituant la commission des douze, leur desespoir apres leur defaite a Paris, desespoir qui les fit recourir aux provinces, tout cela fut travesti en une conspiration dans laquelle tout etait inseparable. Dans ce systeme d'accusation, les opinions proferees a la tribune n'etaient que les symptomes, les preparatifs de la guerre civile qui eclata bientot; et quiconque avait parle dans la legislative et la convention, comme les deputes reunis a Caen, a Bordeaux, a Lyon, a Marseille, etait coupable comme eux. Quoiqu'on n'eut aucune preuve directe du concert,

on en trouvait dans leur communaute d'opinion, dans l'amitie qui avait uni la plupart d'entre eux, dans leurs reunions habituelles chez Roland et chez Valaze.

Les girondins, au contraire, ne croyaient pas pouvoir etre condamnes, si on consentait a discuter avec eux. Leurs opinions, disaient-ils, avaient ete libres; ils avaient pu differer d'avis avec les montagnards sur le choix des moyens revolutionnaires, sans etre coupables: leurs opinions ne prouvaient ni ambition personnelle, ni complot premedite. Elles attestaient au contraire que sur une foule de points ils n'avaient pas ete d'accord entre eux. Enfin leur complicité avec les deputes revoltes n'etait que supposee, et leurs lettres, leur amitie, leur habitude de sieger sur les memes bancs, ne suffisaient nullement pour la demontrer. "Si on nous laisse parler, disaient les girondins, nous sommes sauves." Funeste idee, qui, sans assurer leur salut, leur fit perdre une partie de cette dignite, seul dedommagement d'une mort injuste!

Si les partis avaient plus de franchise, ils seraient du moins bien plus nobles. Le parti vainqueur aurait pu dire au parti vaincu: "Vous avez pousse l'attachement a votre systeme de moderation, jusqu'a nous faire la guerre, jusqu'a mettre la republique a deux doigts de sa perte, par une diversion desastreuse; vous etes vaincus, il faut mourir." De leur cote, les girondins avaient un beau discours a tenir a leurs vainqueurs. Ils pouvaient leur repondre: "Nous vous regardons comme des scelerats qui bouleversez la republique, qui la deshonnez en pretendant la defendre, et nous avons voulu vous combattre et vous detruire. Oui, nous sommes tous egalement coupables, nous sommes tous complices de Buzot, de Barbaroux, de Petion, de Guadet; ce sont de grands et vertueux citoyens, dont nous proclamons les vertus a votre face. Tandis qu'ils sont alles venger la republique, nous sommes restes ici pour la glorifier en presence des bourreaux. Vous etes vainqueurs, donnez-nous la mort."

Mais l'esprit de l'homme n'est pas fait de telle sorte, qu'il cherche ainsi a tout simplifier par de la franchise. Le parti vainqueur veut convaincre, et il ment; un reste d'espoir engage le parti vaincu a se defendre, et il ment; et l'on voit, dans les discordes civiles, ces honteux proces, ou le plus fort ecoute pour ne pas croire, ou le plus faible parle pour ne pas persuader, et demande la vie sans l'obtenir. C'est apres l'arret prononce, c'est apres que tout espoir est perdu, que la dignite humaine se retrouve, et c'est a la vue du fer qu'on la voit reparaitre tout entiere.

Les girondins resolurent donc de se defendre, et il leur fallut pour cela employer les concessions, les reticences. On voulut leur prouver leurs crimes, et on envoya, pour les convaincre, au tribunal revolutionnaire tous leurs ennemis, Pache, Hebert, Chaumette, Chabot, et autres, ou aussi faux, ou aussi vils. L'affluence etait considerable, car c'etait un spectacle encore nouveau que celui de tant de republicains condamnes pour la cause de la republique. Les accuses etaient au nombre de vingt-un, tous a la fleur de l'age, dans la force du talent, quelques-uns meme dans tout l'eclat de la jeunesse et de la beaute. La seule declaration de leurs noms et de leur age avait de quoi toucher.

Brissot, Gardien et Lasource, avaient trente-neuf ans; Vergniaud, Gensonne et Lehardy, trente-cinq; Mainvielle et Ducos, vingt-huit; Boyer-Fonfrede et Duchastel, vingt-sept; Duperret, quarante-six; Carra, cinquante; Valaze et Lacase, quarante-deux; Duprat, trente-trois; Sillery, cinquante-sept; Fauchet, quarante-neuf; Lestep-Beauvais, quarante-trois; Boileau, quarante-un; Antiboul, quarante; Vigeo, trente-six.

Gensonne etait calme et froid; Valaze indigne et meprisant; Vergniaud etait plus emu que de coutume; le jeune Ducos etait gai; et Fonfrede, qu'on avait epargne dans la journee du 2 juin, parce qu'il n'avait pas vote pour les arrestations de la commission des douze, et qui, par ses instances reiterees en faveur de ses amis, avait merite depuis de partager leur sort, Fonfrede semblait, pour une si belle cause, abandonner avec facilite, et sa grande fortune, et sa jeune epouse, et sa vie.

Amar avait redige, au nom du comite de surete generale, l'acte d'accusation. Pache fut le premier temoin entendu a l'appui. Cauteleux et prudent, comme il l'etait toujours, il dit qu'il avait apercu depuis long-temps une faction contraire a la revolution, mais il n'articula aucun fait prouvant un complot premedite. Il dit seulement que, lorsque la convention etait menacee par Dumouriez, il se rendit au comite des finances pour obtenir des fonds et approvisionner Paris, et que le comite les refusa; il ajouta qu'il avait ete maltraite dans le comite de surete generale, et que Guadet l'avait menace de demander l'arrestation des autorites municipales. Chaumette raconta toutes les luttes de la commune avec le cote droit, telles qu'on les avait apprises par les journaux; il n'ajouta qu'un seul fait particulier, c'est que Brissot avait fait nommer Santonax commissaire aux colonies, et que Brissot etait par consequent l'auteur de tous les maux du Nouveau-Monde. Le miserable Hebert raconta son arrestation par la commission des douze, et dit que Roland corrompait tous les ecrivains, car madame Roland avait voulu acheter sa feuille du *Pere Duchene*. Destournelles, ministre de la justice, et autrefois employe a la commune, deposa d'une maniere aussi vague, et repeta ce qu'on savait, c'est que les accuses avaient poursuivi la commune, tonne contre les massacres, et voulu instituer une garde departementale, etc., etc. Le temoin le plus prolix, le plus acharne dans sa deposition, qui dura plusieurs heures, fut l'ex-capucin Chabot. Ame bouillante, faible et vile, Chabot avait toujours ete traite par les girondins comme un extravagant; il ne leur pardonnait pas leurs dedains; il etait fier d'avoir voulu le 10 aout contre leur avis; il pretendait que, s'ils avaient consenti a l'envoyer aux prisons, il aurait sauve les prisonniers comme il avait sauve les Suisses; il voulait donc se venger des girondins, et surtout recouvrer, en les calomniant, sa popularite, qu'il commencait a perdre aux jacobins, parce qu'on le soupconna de prendre part a l'agiotage. Il imagina une longue et mechante accusation, ou il montra les girondins cherchant d'abord a s'emparer du ministre Narbonne, puis, apres avoir chasse Narbonne, occupant trois ministeres a la fois, faisant le 20 juin pour ranimer leurs creatures, s'opposant au 10 aout, parce qu'ils ne voulaient pas la republique, enfin suivant toujours un plan calcule d'ambition, et, ce qui est plus atroce que tout le reste, souffrant les massacres de septembre et le vol du Garde-Meuble, pour perdre la reputation des patriotes. "S'ils avaient voulu, disait Chabot, j'aurais sauve les prisonniers. Pétion a fait boire les egorgeurs, et Brissot n'a pas voulu qu'on les arretat, parce qu'il y avait dans les prisons un de ses ennemis, Morande!"

Tels sont les etres vils qui s'acharnent sur les hommes de bien, des que le pouvoir leur en a donne le signal! Aussitot que les chefs ont jete la premiere pierre, tout ce qui vit dans la fange se souleve, et accable la victime; Fabre-d'Eglantine, devenu suspect comme Chabot, pour cause d'agiotage, avait besoin aussi de se populariser, et il fit une deposition plus menagee, mais plus perfide, ou il insinua que l'intention de laisser commettre les massacres et le vol du Garde-Meuble, avait bien pu entrer dans la politique des girondins. Vergniaud, n'y resistant pas davantage, s'ecria avec indignation: "Je ne suis pas tenu de me justifier de complicité avec des voleurs et des assassins."

Cependant il n'y avait aucun fait precis allegue contre les accuses, on ne leur reprochait que des opinions publiquement soutenues, et ils repondaient que ces opinions avaient pu etre erronees, mais qu'ils avaient eu le droit de se tromper. On leur objectait que leurs doctrines etaient non le resultat d'une erreur involontaire et des lors excusable, mais d'un complot trame chez Roland et chez Valaze. Ils repliquaient de nouveau que ces doctrines etaient si peu l'effet d'un accord fait entre eux, qu'elles n'avaient pas ete conformes sur tous les points. L'un disait: Je n'ai pas vote pour l'appel au peuple; l'autre: Je n'ai pas vote pour la garde departementale; un troisieme: Je n'etais pas de l'avis de la commission des douze, je n'etais pas pour l'arrestation d'Hebert et de Chaumette. Tout cela etait vrai, mais alors la defense n'etait plus commune a tous les inculpes; ils semblaient presque s'abandonner les uns les autres, et chacun paraissait condamner la mesure a laquelle il n'avait pas pris part. L'accuse Boileau poussa le soin de se justifier jusqu'a la plus extreme faiblesse, et se couvrit meme de honte. Il avoua qu'il avait existe une conspiration contre l'unite et l'indivisibilite de la republique, qu'il en etait convaincu maintenant, et le declarait a la justice; qu'il ne pouvait pas designer les coupables, mais qu'il souhaitait leur punition et se declarait franc montagnard. Gardien eut aussi la faiblesse de desavouer tout a fait la commission des douze. Cependant Gensonne, Brissot, Vergniaud, et surtout Valaze, corrigerent le mauvais effet de la conduite de leurs deux collegues. Ils alleguerent bien qu'ils n'avaient pas toujours pense de meme, que par consequent ils ne s'etaient pas concertes dans leurs

opinions, mais ils ne desavouèrent ni leur amitié, ni leurs doctrines. Valaze avoua franchement les réunions qui avaient eu lieu chez lui, et soutint qu'ils avaient eu le droit de se réunir et de s'éclairer de leurs idées, comme tous les autres citoyens. Lorsqu'on leur objecta enfin leur connivence avec les fugitifs, ils la nierent. Hebert alors s'écria: “Les accusés nient la conspiration! Quand le sénat de Rome eut à prononcer sur la conspiration de Catilina, s'il eut interrogé chaque conjuré et qu'il se fut contenté d'une dénégation, ils auraient tous échappé au supplice qui les attendait; mais les réunions chez Catilina, mais la fuite de celui-ci, mais les armes trouvées chez Lecca, étaient des preuves matérielles, et elles suffirent pour déterminer le jugement du sénat.—Eh bien! répondit Brissot, j'accepte la comparaison qu'on fait de nous avec Catilina. Ciceron lui dit: On a trouvé des armes chez toi; les ambassadeurs des Allobroges t'accusent; les signatures de Lentulus, de Cethegus et de Statilius, tes complices, prouvent tes infâmes projets. Ici le sénat nous accuse, il est vrai, mais a-t-on trouvé chez nous des armes? Nous oppose-t-on des signatures?”

Malheureusement, on avait découvert des plaintes écrites à Bordeaux par Vergniaud, qui respiraient la plus vive indignation. On avait trouvé une lettre d'un cousin de l'accusé Lacase, ou les préparatifs de l'insurrection étaient annoncés; enfin on avait intercepté une lettre de Duperret à madame Roland, ou celui-ci disait qu'il avait reçu des nouvelles de Buzot et de Barbaroux, et qu'ils se préparaient à punir les attentats commis à Paris. Vergniaud interpelle répondit: “Si je vous rappelais les motifs qui m'ont engagé à écrire, peut-être vous paraîtrais-je plus à plaindre qu'à blâmer. J'ai du croire, d'après les complots du 10 mars, que le projet de nous assassiner était lié à celui de dissoudre la représentation nationale. Marat l'a écrit ainsi le 11 mars. Les pétitions faites depuis contre nous avec tant d'acharnement m'ont confirmé dans cette opinion. C'est dans cette circonstance que mon âme s'est brisée de douleur, et que j'ai écrit à mes concitoyens que j'étais sous le couteau. J'ai réclamé contre la tyrannie de Marat. C'est le seul que j'aie nommé. Je respecte l'opinion du peuple sur Marat, mais enfin Marat était mon tyran!...”—À ces paroles, un juré se leva et dit: “Vergniaud se plaint d'avoir été persécuté par Marat. J'observe que Marat a été assassiné, et que Vergniaud est encore ici.” Cette sottise observation est applaudie par une partie des spectateurs, et toute la franchise, toute la raison de Vergniaud, restent sans effet sur la multitude aveuglée.

Cependant Vergniaud était parvenu à se faire écouter, et avait retrouvé, en parlant de la conduite de ses amis, de leur dévouement, de leurs sacrifices à la république, toute son éloquence. L'auditoire entier avait été remué; et cette condamnation, quoique commandée, ne semblait plus irrévocable. Les débats avaient duré plusieurs jours. Les jacobins, indignés des lenteurs du tribunal, adressèrent une nouvelle pétition à la convention, pour accélérer la procédure. Robespierre fit rendre un décret par lequel, après trois jours de discussion, les jurés étaient autorisés à se déclarer suffisamment éclairés, et à procéder au jugement sans plus rien entendre. Et pour rendre le titre plus conforme à la chose, il fit décider en outre que le nom de tribunal extraordinaire serait changé en celui de TRIBUNAL REVOLUTIONNAIRE.

Ce décret rendu, les jurés n'osèrent pas s'en servir sur-le-champ, et déclarèrent n'être pas suffisamment éclairés. Mais, le lendemain, ils usèrent de leur nouveau pouvoir d'abréger les débats, et en demandèrent la clôture. Les accusés avaient déjà perdu toute espérance, et ils étaient résolus à mourir noblement. Ils se rendirent à la dernière séance du tribunal avec un visage serein. Tandis qu'on les fouillait à la porte de la Conciergerie, pour leur enlever les armes meurtrières avec lesquelles ils auraient pu attenter à leur vie, Valaze, donnant une paire de ciseaux à son ami Riouffe, lui dit en présence des gendarmes: “Tiens, mon ami, voilà une arme défendue; il ne faut pas attenter à nos jours!”

[Illustration: LES GIRONDINS MARCHENT A LA MORT.]

Le 30 octobre, à minuit, les jurés entrent pour prononcer la sentence. Antonelle, leur président, avait le visage altéré. Camille Desmoulins, en entendant prononcer l'arrêt, s'écria: “Ah! c'est moi qui les tue, c'est *mon Brissot dévoilé*[5]! Je m'en vais,” dit-il; et il sort désespéré. Les accusés rentrent. En entendant prononcer le mot fatal de mort, Brissot laisse tomber ses bras, sa tête se penche subitement sur sa poitrine; Gensonne veut dire quelques mots sur l'application de la loi, mais il ne peut se faire entendre. Sillery, en laissant échapper ses

bequilles, s'ecrie: *Ce jour est le plus beau de ma vie*. On avait concu quelques esperances pour les deux jeunes freres Ducos et Fonfrede, qui avaient paru moins compromis, et qui s'etaient attaches aux girondins, moins encore par conformite d'opinion que par admiration pour leur caractere et leurs talens. Cependant ils sont condamnes comme les autres. Fonfrede embrasse Ducos en lui disant: "Mon frere, c'est moi qui te donne la mort.—Console-toi, repond Ducos, nous mourrons ensemble." L'abbe Fauchet, le visage baisse, semble prier le ciel, Carra conserve son air de durete, Vergniaud a dans toute sa personne quelque chose de dedaigneux et de fier; Lasource prononce ce mot d'un ancien: "Je meurs le jour ou le peuple a perdu la raison; vous mourrez le jour ou il l'aura recouvree." Le faible Boileau, le faible Gardien, ne sont pas epargnes. Boileau, en jetant son chapeau en l'air, s'ecrie: "Je suis innocent.—Nous sommes innocens, repetent tous les accuses; peuple, on vous trompe." Quelques-uns d'entre eux ont le tort de jeter quelques assignats, comme pour engager la multitude a voler a leur secours, mais elle reste immobile. Les gendarmes les entourent alors pour les conduire dans leur cachot. Tout a coup l'un des condamnes tombe a leurs pieds; ils le relevent noye dans son sang. C'etait Valaze, qui, en donnant ses ciseaux a Riouffe, avait garde un poignard, et s'en etait frappe. Le tribunal decide sur-le-champ que son cadavre sera transporte sur une charrette, a la suite des condamnes. En sortant du tribunal, ils entonnent tous ensemble, par un mouvement spontane, l'hymne des Marseillais:

Contre nous de la tyrannie
L'etendard sanglant est leve.

Leur derniere nuit fut sublime. Vergniaud avait du poison, il le jeta pour mourir avec ses amis. Ils firent en commun un dernier repas, ou ils furent tour a tour gais, serieux, eloquens. Brissot Gensonne, etaient graves et reflechis; Vergniaud parla de la liberte expirante avec les plus nobles regrets, et de la destinee humaine avec une eloquence entrainante. Ducos repeta des vers qu'il avait faits en prison, et tous ensemble chanterent des hymnes a la France et a la liberte.

Le lendemain, 31 octobre, une foule immense s'etait portee sur leur passage. Ils repetaient, en marchant a l'echafaud, cet hymne des Marseillais que nos soldats chantaient en marchant a l'ennemi. Arrives a la place de la Revolution, et descendus de leurs charrettes, ils s'embrasserent en criant: *Vive la republique!* Sillery monta le premier sur l'echafaud, et apres avoir salue gravement le peuple, dans lequel il respectait encore l'humanite faible et trompee, il recut le coup fatal. Tous imiterent Sillery, et moururent avec la meme dignite. En trente-une minutes, le bourreau fit tomber ces illustres tetes, et detruisit ainsi en quelques instans, jeunesse, beaute, vertus, talens. Telle fut la fin de ces nobles et courageux citoyens, victimes de leur genereuse utopie. Ne comprenant ni l'humanite, ni ses vices, ni les moyens de la conduire dans une revolution, ils s'indignerent de ce qu'elle ne voulait pas etre meilleure, et se firent devorer par elle, en s'obstinant a la contrarier. Respect a leur memoire! jamais tant de vertus, de talens, ne brillerent dans les guerres civiles; et il faut le dire a leur gloire, s'ils ne comprirent pas la necessite des moyens violens pour sauver la cause de la France, la plupart de leurs adversaires, qui prefererent ces moyens, se deciderent par passion plutot que par genie. On ne pourrait mettre au dessus d'eux que celui des montagnards qui se serait decide pour les moyens revolutionnaires, par politique seule et non par l'entrainement de la haine.

A peine les girondins eurent-ils expire, que de nouvelles victimes furent immolees apres eux. Le glaive ne se reposa pas un instant. Le 2 novembre, on mit a mort l'infortunee Olympe de Gouges, pour des ecrits pretendus contre-revolutionnaires, et Adam Lux, depute de Mayence, accuse du meme delit. Le 6 novembre, le malheureux duc d'Orleans, transfere de Marseille a Paris, fut traduit au tribunal revolutionnaire, et condamne pour les soupcons qu'il avait inspires a tous les partis. Odieux a l'emigration, suspect aux girondins et aux jacobins, il n'inspirait aucun de ces regrets qui consolent d'une mort injuste. Plus ennemi de la cour qu'enthousiaste de la republique, il n'eprouvait pas cette conviction qui soutient au moment supreme; et il fut de toutes les victimes la moins dedommagee et la plus a plaindre. Un degout universel, un scepticisme absolu, furent ses derniers sentimens, et il marcha a l'echafaud avec un calme et une indifference extraordinaire. Traine le long de la rue Saint-Honore, il vit son palais d'un oeil sec, et ne dementit pas un moment son degout des hommes et de la vie. Son aide-de-camp Coustard, depute comme lui, fut associe a son sort. Deux jours

apres, l'interessante et courageuse epouse de Roland les suivit a l'echafaud. Cette femme, reunissant aux graces d'une Francaise l'heroisme d'une Romaine, portait toutes les douleurs dans son ame. Elle respectait et cherissait son epoux comme un pere; elle eprouvait pour l'un des girondins proscrits une passion profonde, qu'elle avait toujours contenue; elle laissait une fille, jeune et orpheline, confiee a des amis; tremblante pour tant d'etres si chers, elle croyait a jamais perdue cette cause de la liberte dont elle etait enthousiaste, et a laquelle elle avait fait de si grands sacrifices. Ainsi elle souffrait dans toutes ses affections a la fois. Condamnee pour cause de complicité avec les girondins, elle entendit son arret avec une sorte d'enthousiasme, sembla inspiree depuis le moment de sa condamnation jusqu'a celui de son execution, et excita, chez tous ceux qui la virent, une espece d'admiration religieuse. Elle alla a l'echafaud vetue en blanc; pendant toute la route, elle ranima les forces d'un compagnon d'infortune qui devait perir avec elle, et qui n'avait pas le meme courage; deux fois meme elle parvint a lui arracher un sourire. Arrivee sur le lieu du supplice, elle s'inclina devant la statue de la liberte en s'ecriant: *O liberte! que de crimes on commet en ton nom!* Elle subit ensuite la mort avec un courage inbranlable (10 novembre). Ainsi perit cette femme charmante et courageuse, qui meritait de partager la destinee de ses amis, mais qui, plus modeste et plus soumise au role passif de son sexe, aurait, non pas evite la mort, due a ses talens et a ses vertus, mais epargne a son epoux et a elle-meme des ridicules et des calomnies.

[Illustration: MME. ROLAND.]

Son epoux s'etait refuge du cote de Rouen. En apprenant sa fin tragique, il ne voulut pas lui survivre. Il quitta la maison hospitaliere ou il avait recu un asile; et, pour ne compromettre aucun ami, il vint se donner la mort sur la grande route. On le trouva perce au coeur d'une epee, et gisant au pied d'un arbre contre lequel il avait appuye l'arme meurtriere. Dans sa poche etait renferme un ecrit sur sa vie et sur sa conduite au ministere.

Ainsi, dans cet epouvantable delire qui rendait suspects et le genie, et la vertu, et le courage, tout ce qu'il y avait de plus noble, de plus genereux en France, perissait ou par le suicide ou par le fer des bourreaux!

[Illustration: BAILLY.]

Entre tant de morts illustres et courageuses, il y en eut une surtout plus lamentable et plus sublime que toutes les autres, ce fut celle de Bailly. Deja on avait pu voir, a la maniere dont il avait ete traite dans le proces de la reine, comment il serait accueilli au tribunal revolutionnaire. La scene du Champ-de-Mars, la proclamation de la loi martiale et la fusillade qui s'en etait suivie, etaient les evenemens le plus souvent et le plus amerement reproches au parti constituant. C'etait sur Bailly, l'ami de Lafayette, c'etait sur le magistrat qui avait fait deployer le drapeau rouge, qu'on voulait punir tous les pretendus forfaits de la constituante. Il fut condamne, et dut etre execute au Champ-de-Mars, theatre de ce qu'on appelait son crime. Ce fut le 11 novembre, et par un temps froid et pluvieux, qu'eut lieu son supplice. Conduit a pied, et au milieu des outrages d'une populace barbare, qu'il avait nourrie pendant qu'il etait maire, il demeura calme et d'une serenite inalterable. Pendant le long trajet de la Conciergerie au Champ-de-Mars, on lui agitait sous le visage le drapeau rouge qu'on avait retrouve a la mairie, enferme dans un etui en acajou. Arrive au pied de l'echafaud, il semblait toucher au terme de son supplice; mais un des forcenes, attaches a le poursuivre, s'ecrie qu'il ne faut pas que le champ de la federation soit souille de son sang. Alors on se precipite sur la guillotine, on la transporte avec le meme empressement qu'on mit autrefois a creuser ce meme champ de la federation; on court l'elever enfin sur le bord de la Seine, sur un tas d'ordures, et vis-a-vis le quartier de Chaillot, ou Bailly avait passe sa vie et compose ses ouvrages. Cette operation dure plusieurs heures. Pendant ce temps, on lui fait parcourir plusieurs fois le Champ-de-Mars. La tete nue, les mains derriere le dos, il se traîne avec peine. Les uns lui jettent de la boue, d'autres lui donnent des coups de pied ou de baton. Accable, il tombe; on le releve de nouveau. La pluie, le froid, ont communique a ses membres un tremblement involontaire. "Tu trembles," lui dit un soldat.—"Mon ami, repond le vieillard, c'est de froid." Apres plusieurs heures de cette torture, on lui brule sous le nez le drapeau rouge; le bourreau s'empare de lui enfin, et on nous enleve encore un savant illustre, et l'un des hommes les plus vertueux qui aient honore notre patrie.

Depuis ces temps ou Tacite la vit applaudir aux crimes des empereurs, la vile populace n'a pas change. Toujours brusque en ses mouvemens, tantot elle eleve l'autel de la patrie, tantot elle dresse des echafauds, et n'est belle et noble a voir que lorsque, entrainee dans les armees, elle se precipite sur les bataillons ennemis. Que le despotisme n'impute pas ses crimes a la liberte; car, sous le despotisme, elle fut toujours aussi coupable que sous la republique; mais invoquons sans cesse les lumieres et l'instruction pour ces barbares, pullulant au fond des societes, et toujours prêts a les souiller de tous les crimes, a l'appel de tous les pouvoirs, et pour le deshonneur de toutes les causes.

Le 25 novembre, eut encore lieu la mort du malheureux Manuel, qui etait devenu de procureur de la commune, depute a la convention, et qui donna sa demission lors du proces de Louis XVI, parce qu'on l'accusait d'avoir derobe le scrutin. Au tribunal, on lui reprocha d'avoir favorise les massacres de septembre pour soulever les departemens contre Paris. C'est Fouquier-Tinville qui etait charge d'imaginer ces perfides calomnies, plus atroces encore que la condamnation. Ce meme jour, fut condamne le malheureux general Brunet, pour n'avoir pas envoye une partie de son armee de Nice devant Toulon; et le lendemain 26, la mort fut prononcee contre le victorieux Houchard, pour n'avoir pas compris le plan qui lui fut trace, et ne s'etre pas rapidement porte sur la chaussee de Furnes, de maniere a prendre toute l'armee anglaise. Sa faute etait criante, mais ne meritait pas la mort.

Ces executions commençaient a repandre une terreur generale, et a rendre l'autorite formidable. L'effroi n'était pas seulement dans les prisons, dans la salle du tribunal revolutionnaire, a la place de la Revolution; il regnait partout, dans les marches, dans les boutiques, ou le *maximum* et les lois contre l'accaparement venaient d'être mis en vigueur. On a deja vu comment le discredit des assignats et le rencherissement des denrees avaient conduit a decreter le *maximum*, dans le but de remettre en rapport les denrees et la monnaie. Les premiers effets de ce *maximum* furent des plus malheureux, et amenèrent la cloture d'une grande quantite de boutiques. En fixant un tarif pour les marchandises de premiere necessite, on n'avait atteint que la marchandise rendue chez le detailliant, et prete a passer des mains de celui-ci dans celles du consommateur. Mais le detailliant qui l'avait achetee chez le marchand en gros ou chez le fabricant, avant le *maximum*, et a un prix superieur a celui du nouveau tarif, faisait des pertes enormes et se plaignait amerement. Les pertes n'étaient pas moindres pour lui, meme lorsqu'il avait achete apres le *maximum*. En effet, dans le tarif des marchandises dites de premiere necessite, on ne les designait que deja tout ouvrees et pretes a être consommées, et on ne fixait leur prix que parvenues a ce dernier etat. Mais on ne disait pas quel prix elles devaient avoir, sous forme de matiere premiere, quel prix il fallait payer a l'ouvrier qui les travaillait, au roulier, au navigateur qui les transportaient; par consequent le detailliant, qui etait oblige de vendre au consommateur selon le tarif, et qui ne pouvait traiter avec l'ouvrier, le fabricant, le commercant en gros, d'apres ce meme tarif, etait dans l'impossibilite de continuer un commerce aussi desavantageux. La plupart des marchands fermaient leurs boutiques, ou bien echappaient a la loi par la fraude; ils ne vendaient au maximum que la plus mauvaise marchandise, et reservaient la bonne pour ceux qui venaient secretement la payer sa valeur.

Le peuple, qui s'apercevait de ces fraudes, et voyait se fermer un grand nombre de boutiques, se dechainait avec fureur, et venait assaillir la commune de ses reclamations; il voulait qu'on obligeat tous les marchands a tenir leurs boutiques ouvertes, et a continuer leur commerce malgre eux. Dispose a se plaindre de tout, il denonçait les bouchers et les charcutiers, qui achetaient des animaux malsains ou morts d'accidens, et qui ne saignaient pas assez les viandes dans l'intention de les rendre plus pesantes; les boulangers, qui, pour fournir de la belle farine au riche, reservaient la mauvaise au pauvre, et ne faisaient pas assez cuire le pain afin qu'il pesat davantage; les marchands de vin, qui melaient aux boissons les drogues les plus malfaisantes; les marchands de sel, qui pour augmenter le poids de cette denree, en alteraient la qualite; les epiciers, tous les detaillans enfin, qui falsifiaient les denrees de mille manieres.

De ces abus, les uns etaient eternels, les autres tenaient a la crise actuelle, mais, quand l'impatience du mal saisit les esprits, on se plaint de tout, on veut tout reformer, tout punir.

Histoire de la Revolution francaise, Tome Cinquieme

Le procureur-general Chaumette fit a ce sujet un discours fulminant contre les marchands.

“On se rappelle, dit-il, qu'en 89, et les annees suivantes, tous ces hommes ont fait un tres grand commerce, mais avec qui? avec l'etranger. On sait que ce sont eux qui ont fait tomber les assignats, et que c'est au moyen de l'agiotage sur le papier-monnaie qu'ils se sont enrichis. Qu'ont-ils fait apres que leur fortune a ete complete? Ils se sont retires du commerce, ils ont menace le peuple de la penurie des marchandises; mais s'ils ont de l'or et des assignats, la republique a quelque chose de plus precieux, elle a des bras. Ce sont des bras et non pas de l'or qu'il faut pour faire mouvoir les fabriques et les manufactures. Eh bien! si ces individus abandonnent les fabriques, la republique s'en emparera, et elle mettra en requisition toutes les matieres premieres. Qu'ils sachent qu'il depend de la republique de reduire, quand elle le voudra, en boue et en cendres, l'or et les assignats qui sont en leurs mains. Il faut que le geant du peuple ecrase les speculateurs mercantiles.

“Nous sentons les maux du peuple, parce que nous sommes peuple nous-memes. Le conseil tout entier est compose de sans-culottes, il est le legislateur-peuple. Peu nous importe que nos tetes tombent, pourvu que la posterite daigne ramasser nos cranes.... Ce n'est pas l'Evangile que j'invoquerai, c'est Platon. Celui qui frappera du glaive, dit ce philosophe, perira par le glaive; celui qui frappera du poison, perira par le poison; la famine etouffera celui qui voudrait affamer le peuple.... Si les subsistances et les marchandises viennent a manquer, a qui s'en prendra le peuple? aux autorites constituees? non.... A la convention? non.... Il s'en prendra aux fournisseurs et aux approvisionneurs. Rousseau etait peuple aussi, et il disait: *Quand le peuple n'aura plus rien a manger, il mangera le riche.*” (Commune du 14 octobre.)

Les moyens forces conduisent aux moyens forces, comme nous l'avons dit ailleurs. On s'etait occupe, dans les premieres lois, de la marchandise ouvree, il fallait maintenant passer a la matiere premiere; l'idee meme de s'emparer de la matiere premiere et de l'ouvrer pour le compte de la republique, germait dans les tetes. C'est une redoutable obligation que celle de violenter la nature, et de vouloir regler tous ses mouvemens. On est bientot oblige de suppléer la spontaneite en toutes choses, et de remplacer la vie meme par les commandemens de la loi. La commune et la convention furent forcees de prendre de nouvelles mesures, chacune suivant sa competence.

La commune de Paris obligea chaque marchand a declarer la quantite de denrees qu'il possedait, les demandes qu'il avait faites pour s'en procurer, et l'esperance qu'il avait des arrivages. Tout marchand qui, faisant un commerce depuis un an, l'abandonnait ou le laissait languir, etait declare suspect, et enferme comme tel. Pour empecher la confusion et l'engorgement provenant de l'empressement a s'approvisionner, la commune decida encore que le consommateur ne pourrait s'adresser qu'au marchand detailliant, le detailliant qu'au marchand en gros, et elle fixa les quantites que chacun pourrait exiger. Ainsi l'epicier ne pouvait exiger que vingt-cinq livres de sucre a la fois chez le marchand en gros, et le limonadier que douze. C'etaient les comites revolutionnaires qui delivraient les bons d'achat, et fixaient les quantites. La commune ne borna pas la ses reglemens. Comme l'affluence a la porte des boulangers etait toujours la meme, et occasionnait des scenes tumultueuses, et que beaucoup de gens passaient une partie des nuits a attendre, Chaumette fit decider que la distribution ne commencerait que par les derniers arrives, ce qui ne diminua ni le tumulte ni l'empressement. Comme le peuple se plaignait de ce qu'on lui reservait la plus mauvaise farine, il fut arrete que, dans la ville de Paris, il ne serait plus fait qu'une seule espece de pain, composee de trois quarts de froment et d'un quart de seigle. Enfin, on institua une commission d'inspection aux subsistances, pour verifier l'etat des denrees, constater les fraudes, et les punir. Ces mesures, imitees par les autres communes, souvent meme converties en decrets, devenaient aussitot des lois generales; et c'est ainsi, comme nous l'avons deja dit, que la commune exercait une influence immense dans tout ce qui tenait au regime interieur et a la police.

La convention, pressee de reformer la loi du *maximum*, en imagina une nouvelle qui remontait de la marchandise a la matiere premiere. Il devait etre fait un tableau du prix, que coutait la marchandise en 1790, sur le lieu meme de production. A ce prix, il etait ajoute premierement, un tiers en sus, a cause des circonstances; secondement, un prix fixe pour le transport du lieu de production au lieu de consommation;

troisiemement enfin, une somme de cinq pour cent pour le profit du marchand en gros, et de dix pour le marchand detailliste; de tous ces elemens on devait composer, pour l'avenir, le prix dela marchandises de premiere necessite. Les administrations locales etaient chargees de faire ce travail chacune pour ce qui se produisait et se consommait chez elles. Une indemnite etait accordee a tout marchand detailliste qui, ayant moins de dix mille francs de capital, pouvait prouver qu'il avait perdu ce capital par le *maximum*. Les communes devaient juger le cas a vue—d'oeil, comme on jugeait toute chose alors, comme on juge tout en temps de dictature. Ainsi la loi, sans remonter encore a la production, a la matiere brute, a la main—d'oeuvre, fixait le prix de la marchandise au sortir de la fabrique, le prix des transports, le gain du commercant et du detaillant, et remplacait, dans la moitie au moins de l'oeuvre sociale, la mobilite de la nature par des regles absolues. Mais tout cela, nous le repetons, provenait inevitablement du premier *maximum*, le premier *maximum* des assignats, et les assignats des besoins imperieux de la revolution.

Pour suffire a ce systeme de gouvernement introduit dans le commerce, il fut nomme une commission des subsistances et approvisionnementens, dont l'autorite s'etendait sur toute la republique, et qui etait composee de trois membres, choisis par la convention, jouissant presque de l'importance des ministres eux—memes, et ayant voix au conseil. Cette commission etait chargee de faire executer les tarifs, de surveiller la conduite des communes a cet egard, de faire incessamment continuer le recensement des subsistances et des denrees dans toute la France, d'en ordonner le versement d'un departement dans l'autre, de fixer les requisitions pour les armees, conformement au celebre decret qui instituait le gouvernement revolutionnaire.

La situation financiere n'etait pas moins extraordinaire que tout le reste. Les deux emprunts, l'un force, l'autre volontaire, se remplissaient avec rapidite. On s'empressait surtout de contribuer au second, parce que les avantages qu'il presentait le rendaient bien preferable; et ainsi le moment approchait ou un milliard d'assignats allait etre retire de la circulation. Il y avait dans les caisses, pour les besoins courans, quatre cents millions a peu pres, restant des anciennes creations, et cinq cents millions d'assignats royaux, rentres par le decret qui les demonetisait, et convertis en une somme egale d'assignats republicains. Il restait donc pour le service neuf cents millions environ.

Ce qui paraitra extraordinaire, c'est que l'assignat, qui perdait trois quarts et meme quatre cinquiemes, etait remonte au pair avec l'argent. Il y avait, dans cette hausse, du reel et du factice. La suppression graduelle d'un milliard flottant, le succes de la premiere levee, qui venait de produire six cent mille hommes en un mois de temps, les dernieres victoires de la republique, qui assuraient presque son existence, avaient hate le debit des biens nationaux, et rendu quelque confiance aux assignats, mais point assez cependant pour les egaler a l'argent. Voici les causes qui les mirent, en apparence, au pair avec le numeraire. On se souvient qu'une loi defendait, sous des peines graves, le commerce de l'argent, c'est—à—dire l'echange a perte de l'assignat contre l'argent; qu'une autre loi punissait aussi de peines severes celui qui, dans les achats, traiterait a des prix differens, selon que le paiement aurait lieu en papier ou en numeraire. De cette maniere, l'argent, echange soit contre l'assignat, soit contre la marchandise, ne pouvait valoir son prix reel, et il ne restait plus qu'a l'enfourir. Mais une derniere loi portait que l'argent, l'or ou les bijoux enfouis, appartiendraient, partie a l'etat, partie au denonciateur. Des lors on ne pouvait ni se servir de l'argent dans le commerce, ni le cacher; il etait a charge, il exposait le deteneur a passer pour suspect; on commencait a s'en defier et a preferer l'assignat pour l'usage journalier. C'est la ce qui retablit momentanement le pair, qui n'avait jamais reellement existe pour le papier, meme au premier jour de sa creation. Beaucoup de communes, y ajoutant leurs lois a celles de la convention, avaient meme defendu la circulation du numeraire, et ordonne qu'il fut apporte dans les caisses pour y etre change en assignats. La convention, il est vrai, avait aboli toutes ces decisions particulieres des communes; mais les lois generales portees par elle n'en rendaient pas moins le numeraire inutile et dangereux. Beaucoup de gens le portaient a l'impot ou a l'emprunt, ou bien le donnaient aux etrangers qui en faisaient un grand commerce, et qui venaient dans les villes frontieres le recevoir contre des marchandises. Les Italiens, et les Genoises surtout, qui nous apportaient beaucoup de ble, accouraient dans les ports du Midi, et achetaient au plus bas prix les matieres d'or et d'argent. Le numeraire avait donc reparu par l'effet de ces lois terribles; et le parti des revolutionnaires ardens, craignant que son apparition ne fut de nouveau nuisible au papier—monnaie,

voulait que le numeraire, qui, jusqu'ici, n'etait pas exclu de la circulation, fut prohibe tout a fait; ils demandaient que la transmission en fut interdite, et qu'on ordonnat a tous ceux qui en possedaient de se presenter aux caisses publiques pour l'echanger contre des assignats.

La terreur avait presque fait cesser l'agiotage. Les speculations sur le numeraire etaient, comme on vient de le voir, devenues impossibles. Le papier etranger, frappe de reprobation, ne circulait plus comme deux mois auparavant; et les banquiers, accuses de toutes parts d'etre les intermediaires des emigres, et de se livrer a l'agiotage, etaient dans le plus grand effroi. Pour un moment, le scelle avait ete mis chez eux, mais on sentit bientot le danger d'interrompre les operations de la banque, d'arreter ainsi la circulation de tous les capitaux, et on retira le scelle. Neanmoins, l'effroi etait assez grand pour qu'on ne songeat plus a aucune espece de speculation.

La compagnie des Indes venait enfin d'etre abolie. On a vu quelle intrigue s'etait formee entre quelques deputes pour speculer sur les actions de cette compagnie. Le baron de Batz, s'entendant avec Julien de Toulouse, Delaunay d'Angers, et Chabot, voulait, par des motions effrayantes, faire baisser les actions, les acheter alors, puis, par des motions plus douces, les faire remonter, les revendre, et realiser les profits de cette hausse frauduleuse. L'abbe d'Espagnac, que Julien favorisait aupres du comite des marches, devait preter les fonds pour ces speculations. Ces miserables reussirent, en effet, a faire tomber les actions de 4500 a 650 livres, et recueillirent des profits considerables. Cependant on ne pouvait eviter la suppression de la compagnie; alors ils se mirent a traiter avec elle pour adoucir le decret de suppression. Delaunay et Julien de Toulouse le discutaient avec ses directeurs, et leur disaient: "Si vous donnez telle somme, nous presenterons tel decret; si non, nous en presenterons tel autre." Ils convinrent d'une somme de cinq cent mille francs, moyennant laquelle ils devaient, en proposant la suppression de la compagnie, qui etait inevitable, lui faire attribuer a elle-meme le soin de sa liquidation, ce qui pouvait prolonger pour long-temps encore sa duree. La somme devait etre partagee entre Delaunay, Julien de Toulouse, Chabot, et Bazire, que son ami Chabot avait mis au fait de l'intrigue, mais qui refusa d'y prendre part. Delaunay presenta le decret de suppression le 17 vendemiaire. Il proposait de supprimer la compagnie, de l'obliger a restituer les sommes qu'elle devait a l'etat, et surtout de lui faire payer le droit sur les transferts, qu'elle etait parvenue a eluder en transformant ses actions en inscriptions sur ses livres. Il proposait enfin de lui laisser a elle-meme le soin de sa liquidation. Fabre d'Eglantine, qui n'etait pas encore dans le secret, et qui speculait, a ce qu'il parait, en sens contraire, s'eleva aussitot contre ce projet, en disant que permettre a la compagnie de se liquider elle-meme, c'etait l'eterniser, et que sous ce pretexte elle demeurerait indefiniment en exercice. Il conseilla donc de transporter au gouvernement le soin de cette liquidation. Cambon demanda, par un sous-amendement, que l'etat, en faisant la liquidation, ne restat pas charge des dettes, si le passif de la compagnie excedait son actif. Le decret et les deux amendemens furent adoptes, et on les renvoya a la commission, pour en arreter la redaction definitive. Aussitot les membres du complot penserent qu'il fallait s'emparer de Fabre pour obtenir, au moyen de la redaction, quelques modifications au decret. Chabot fut depeche a Fabre avec cent mille francs, et parvint a le gagner. Voici alors ce qui fut fait: on redigea le decret tel qu'il avait ete adopte par la convention, et on le donna a signer a Cambon et aux membres de la commission qui n'etaient pas complices du projet. Ensuite on ajouta a cette copie authentique quelques mots qui en alteraient tout a fait le sens. A l'article des transferts qui avaient echappe au droit, et qui devaient le supporter, on ajouta ces mots: *Excepte ceux faits en fraude*, ce qui faisait revivre toutes les pretentions de la compagnie a l'egard de l'exemption du droit. A propos de la liquidation, il fut encore ajoute ces mots: *D'apres les statuts et reglemens de la compagnie*, ce qui donnait entree a celle-ci dans la liquidation. Ces mots intercales changeaient gravement le dispositif du decret. Chabot, Fabre, Delaunay, Julien de Toulouse, signerent ensuite, et remirent la copie falsifiee a la commission de l'envoi des lois, qui la fit imprimer et promulguer comme decret authentique. Ils esperaient que les membres qui avaient signe avant cette legere alteration, ou ne s'en souviendraient pas, ou ne s'en apercevraient pas, et ils se partagerent la somme de cinq cent mille francs. Bazire refusa seul sa part, en disant qu'il ne voulait pas participer a de telles turpitudes.

Cependant Chabot, dont on commençait à dénoncer le luxe, tremblait de se voir compromis. Il avait suspendu les cent mille francs, recus pour son compte, dans des lieux d'aisance; et comme ses complices le voyaient prêt à les trahir, ils menaçaient de prendre les devans, et de tout révéler s'il les abandonnait. Telle avait été l'issue de cette honteuse intrigue liée entre le baron de Batz et trois ou quatre députés. La terreur générale qui grondait sur toutes les têtes, même innocentes, s'était communiquée à eux, et ils avaient peur de se voir découverts et punis. Pour le moment donc, toutes les spéculations étaient suspendues, et personne ne songeait plus à se livrer à l'agiotage.

C'est dans cet instant, où l'on ne craignait pas de faire violence à toutes les idées reçues, à toutes les habitudes établies, que le projet de renouveler le système des poids et mesures et de changer le calendrier fut exécuté. Le goût de la régularité et le mépris des obstacles devaient signaler une révolution qui était à la fois philosophique et politique. Elle avait divisé le territoire en quatre-vingt-trois portions égales; elle avait uniformisé l'administration civile, religieuse et militaire; elle avait égalisé toutes les parties de la dette publique. Elle ne pouvait manquer de régulariser les poids, les mesures et la division du temps. Sans doute ce goût pour l'uniformité, dégénérant en esprit de système, en fureur même, a fait oublier trop souvent les variétés nécessaires et attrayantes de la nature; mais ce n'est que dans ces sortes d'accès que l'esprit humain opère les régénérations grandes et difficiles. Le nouveau système des poids et mesures, l'une des plus belles créations du siècle, fut le résultat de cet audacieux esprit d'innovation. On imagina de prendre pour unité de poids et pour unité de mesures, des quantités naturelles et invariables dans tous les pays. Ainsi, l'eau distillée fut prise pour unité de poids, et une partie du méridien pour unité de mesure. Ces unités, multipliées ou divisées par dix, à l'infini, formèrent ce beau système connu sous le nom de *calcul decimal*.

La même régularité devait être appliquée à la division du temps; et la difficulté de changer les habitudes d'un peuple, dans ce qu'elles ont de plus invincible, ne devait pas arrêter des hommes aussi résolus que ceux qui présidaient alors aux destinées de la France. Déjà ils avaient changé l'ère grégorienne en ère républicaine, et fait dater celle-ci de l'an premier de la liberté. Ils firent commencer l'année et la nouvelle ère au 22 septembre 1792, jour qui par une rencontre heureuse, était celui de l'institution de la république et de l'équinoxe d'automne. L'année aurait dû être divisée en dix parties, conformément au système décimal; mais en prenant pour base de la division des mois les douze révolutions de la lune autour de la terre, il fallait admettre douze mois. La nature commandait ici l'infraction au système décimal. Le mois fut de trente jours; il se divisa en trois dizaines de jours, nommées *decades*, et remplaçant les quatre semaines. Le dixième jour de chaque décade fut consacré au repos, et remplaça l'ancien dimanche. C'était un jour de repos de moins par mois. La religion catholique avait multiplié les fêtes à l'infini; la révolution, préconisant le travail, croyait devoir les réduire le plus possible. Les mois s'appelèrent du nom des saisons auxquelles ils appartenaient. L'année commençant en automne, les trois premiers mois appartenaient à cette saison; on les nomma, le 1er, *vendémiaire*, le 2e, *brumaire*, le 3e, *frimaire*; les trois suivants, correspondant à l'hiver, s'appelaient *nivose*, *pluviose*, *ventose*; les trois autres, répondant au printemps, *germinal*, *floreale*, *prairial*; les trois derniers enfin, comprenant l'été, furent nommés *messidor*, *thermidor*, *fructidor*. Ces douze mois, de trente jours chacun, ne faisaient que trois cent soixante jours en tout. Il restait cinq jours pour compléter l'année; ils furent appelés *complémentaires*, et on eut la belle idée de les réserver pour des fêtes nationales, sous le nom de *sans-culottides*, nom qu'il faut accorder au temps, et qui n'est pas plus absurde que beaucoup d'autres adoptés par les peuples. La première dut être consacrée au *génie*; la seconde au *travail*; la troisième, aux *belles actions*; la quatrième, aux *recompenses*; la cinquième enfin, à *l'opinion*. Cette dernière fête, tout à fait originale, et parfaitement adaptée au caractère français, devait être une espèce de carnaval politique de vingt-quatre heures, pendant lequel il serait permis de dire et d'écrire impunément sur tout homme public, tout ce qu'il plairait au peuple et aux écrivains d'imaginer. C'était à l'opinion à faire justice de l'opinion même, et à tous les magistrats à se défendre par leurs vertus contre les vérités et les calomnies de ce jour. Rien n'était plus grand et plus moral que cette idée. Il ne faut point, parce qu'une destinée plus forte a emporté les pensées et les institutions de cette époque, frapper de ridicule ses vastes et hardies conceptions. Les Romains ne sont pas restés ridicules, parce que, le jour du triomphe, le soldat place derrière le char du triomphateur, pouvait dire tout ce que lui suggérerait sa haine ou sa gaieté. Tous les quatre ans, l'année bissextile, amenant six jours

complementaires au lieu de cinq, cette sixieme sans-culottide devait s'appeler fete de la *revolution*, et etre consacree a une grande solennite, dans laquelle les Francais viendraient celebrer l'epoque de leur affranchissement et l'institution de la republique.

Le jour fut divise, suivant le systeme decimal, en dix parties ou heures, celles-ci en dix autres, et ainsi de suite. De nouveaux cadrans furent ordonnes pour mettre en pratique cette nouvelle maniere de calculer le temps; cependant, pour ne pas tout faire a la fois, on ajourna a une annee cette derniere reforme. La derniere revolution, la plus difficile, la plus accusee de tyrannie, fut celle qu'on essaya a l'egard du culte. Les lois revolutionnaires, relatives a la religion, etaient restees telles que l'assemblee constituante les avait faites. On se souvient que cette premiere assemblee, desirant ramener l'administration ecclesiastique a l'uniformite de l'administration civile, voulut que les circonscriptions des dioceses fussent les memes que celles des departemens, que l'evêque fut electif comme tous les autres fonctionnaires, et qu'en un mot, sans toucher au dogme, la discipline fut regularisee, comme venaient de l'etre toutes les parties de l'organisation politique. Telle fut la constitution civile du clerge, a laquelle on obligea les ecclesiastiques de preter serment. Des ce jour, on s'en souvient, il y eut un schisme; on appela pretres constitutionnels ou assermentes, ceux qui avaient adhere a la nouvelle institution, et pretres refractaires ceux qui s'y etaient refuses. Ces derniers seulement etaient prives de leurs fonctions et pourvus d'une pension. L'assemblee legislative, voyant qu'ils s'attachaient a indisposer l'opinion contre le nouveau regime, les soumit a la surveillance des autorites des departemens, et decreta meme que sur un jugement de ces autorites, ils pourraient etre bannis du territoire de la France. La convention, plus severe enfin, a mesure que leur conduite devenait plus seditieuse, condamna a la deportation tous les pretres refractaires. L'emportement des esprits augmentant chaque jour, on se demandait pourquoi, en abolissant toutes les anciennes superstitions monarchiques, on conservait encore un fantome de religion, a laquelle presque personne ne croyait plus, et qui formait le contraste le plus tranchant avec les nouvelles institutions, les nouvelles moeurs de la France republicaine. Deja on avait demande des lois pour favoriser les pretres maries, et les proteger contre certaines administrations locales qui voulaient les priver de leurs fonctions. La convention, tres reservee en cette matiere, n'avait rien voulu statuer a leur egard, mais par son silence meme elle les avait autorises a conserver leurs fonctions et leurs traitemens. Il s'agissait en outre, dans certaines petitions, de ne plus salarier aucun culte, de laisser chaque secte payer ses ministres, d'interdire les ceremonies exterieures, et d'obliger toutes les religions a se renfermer dans leurs temples. La convention se borna a reduire le revenu des eveques au *maximum* de six mille francs, vu qu'il y en avait dont le revenu s'elevait a soixante-dix mille. Quant a tout le reste elle ne voulut rien prendre sur elle, et garda le silence, laissant la France prendre l'initiative de l'abolition des cultes. Elle craignait, en touchant elle-meme aux croyances, d'indisposer une partie de la population, encore attachee a la religion catholique. La commune de Paris, moins reservee, saisit cette occasion importante d'une grande reforme, et s'empressa de donner le premier exemple de l'abjuration du catholicisme.

Tandis que les patriotes de la convention et des Jacobins, tandis que Robespierre, Saint-Just et les autres chefs revolutionnaires, s'arretaient au deisme, Chaumette, Hebert, tous les notables de la commune et des Cordeliers, places plus bas par leurs fonctions et leurs lumieres, devaient, suivant la loi ordinaire, dépasser les bornes, et aller jusqu'a l'atheisme. Ils ne professaient pas ouvertement cette doctrine, mais on pouvait la leur supposer; jamais dans leurs discours ou leurs feuilles, ils ne prononcaient le nom de Dieu, et ils repetaient sans cesse qu'un peuple ne devait se gouverner que par la raison, et n'admettre aucun culte que celui de la raison. Chaumette n'etait ni bas, ni mechant, ni ambitieux comme Hebert; il ne cherchait pas, en exagerant les opinions regnantes, a supplanter les chefs actuels de la revolution; mais, denue de vues politiques, plein d'une philosophie commune, entraine par un extraordinaire penchant a la declamation, il prechait, avec l'ardeur et l'orgueil devot d'un missionnaire, les bonnes moeurs, le travail, les vertus patriotiques, et la raison enfin, en s'abstenant toujours de nommer Dieu. Il s'etait eleve avec vehemence contre les pillages; il avait fortement reprimande les femmes qui negligeaient le soin de leur menage pour se meler de troubles politiques, et avait eu le courage de faire fermer leur club; il avait provoque l'abolition de la mendicite et l'etablissement d'ateliers publics pour fournir du travail aux pauvres; il avait tonne contre la prostitution, et avait fait prohiber par la commune la profession des filles publiques, partout toleree comme inevitable. Il etait defendu a ces

malheureuses de se montrer en public, d'exercer meme dans l'interieur des maisons leur deplorable industrie. Chaumette disait qu'elles appartenaienent aux pays monarchiques et catholiques, ou il y avait des citoyens oisifs, des pretres non maries, et que le travail et le mariage devaient les chasser des republiques.

Chaumette, prenant donc l'initiative au nom de ce systeme de la raison, s'eleva a la commune contre la publicite du culte catholique. Il soutint que c'etait un privilege dont ce culte ne devait pas plus jouir qu'un autre; que si chaque secte avait cette faculte, bientot les rues et les places publiques seraient le theatre des farces les plus ridicules. La commune ayant la police locale, il fit decider, le 23 vendemiaire (14 octobre), que les ministres d'aucune religion ne pourraient exercer leur culte hors des temples. Il fit instituer de nouvelles ceremonies funebres pour rendre les derniers devoirs aux morts. Les amis et les parens devaient seuls accompagner le cercueil. Tous les signes religieux furent supprimes dans les cimetieres, et remplaces par une statue du Sommeil, a l'exemple de ce que Fouche avait fait dans le departement de l'Allier. Au lieu de cypres et d'arbustes lugubres, les cimetieres furent plantes des arbres les plus rians et les plus odorans. "Il faut, dit Chaumette, que l'eclat et le parfum des fleurs rappellent les idees les plus douces; je voudrais, s'il etait possible, pouvoir respirer l'ame de mon pere!" Tous les signes exterieurs du culte furent entierement abolis. On decida encore dans un meme arrete, et toujours sur les requisitoires de Chaumette, qu'on ne pourrait plus vendre dans les rues *toutes especes de jongleries, telles que des saints-suaire, des mouchoirs de sainte Veronique, des ecce-homo, des croix, des agnus Dei, des Vierges, des cors et bagues de saint Hubert, ni pareillement des poudres, des eaux medicinales, et autres drogues falsifiees*. L'image de la Vierge fut partout supprimee, et toutes les madones qui se trouvaient dans des niches, aux coins des rues, furent remplacees par les bustes de Marat et de Lepelletier.

Anacharsis Clootz, ce meme baron prussien qui, riche a cent mille livres de rentes, avait quitte son pays pour venir a Paris represente, disait-il, le genre humain, qui avait figure a la premiere federation de 1790, a la tete des pretendus envoyes de tous les peuples, et qui ensuite fut nomme depute a la convention nationale, Anacharsis Clootz prechait sans cesse la republique universelle et le culte de la raison. Plein de ces deux idees, il les developpait sans relache dans ses ecrits, et, tantot dans des manifestes, tantot dans des adresses, il les proposait a tous les peuples. Le deisme lui paraissait aussi coupable que le catholicisme meme; il ne cessait de proposer la destruction des tyrans et de toutes les especes de dieux, et pretendait qu'il ne devait rester chez l'humanite, affranchie et eclairee, que la raison pure, et son culte bienfaisant et immortel. Il disait a la convention: "Je n'ai pu echapper a tous les tyrans sacres et profanes que par des voyages continuels; j'etais a Rome quand on voulait m'incarcerer a Paris, et j'etais a Londres quand on voulait me bruler a Lisbonne. C'est en faisant ainsi la navette d'un bout de l'Europe a l'autre, que j'echappais aux alguazils, aux mouchards, a tous les maitres, a tous les valets. Mes emigrations cesserent quand l'emigration des scelerats commença. C'est dans le chef-lieu du globe, c'est a Paris, qu'etait le poste de l'orateur du genre humain. Je ne le quittai plus depuis 1789; c'est alors que je redoublai de zele contre les pretendus souverains de la terre et du ciel. Je prechai hautement qu'il n'y a pas d'autre Dieu que la nature, d'autre souverain que le genre humain, le peuple-dieu. Le peuple se suffit a lui-meme, il sera toujours debout. La nature ne s'agenouille point devant elle-meme. Jugez de la majeste du genre humain libre par celle du peuple francais, qui n'en est qu'une fraction. Jugez de l'infailibilite du tout par la sagacite d'une portion qui, elle seule, fait trembler le monde esclave. Le comite de surveillance de la republique universelle aura moins de besogne que le comite de la moindre section de Paris. Une confiance generale remplacera une mefiance universelle. Il y aura dans ma republique peu de bureaux, peu d'impots, et point de bourreau. La raison reunira tous les hommes dans un seul faisceau representatif, sans autre lien que la correspondance epistolaire. Citoyens, la religion est le seul obstacle a cette utopie; le temps est venu de la detruire. Le genre humain a brule ses lisieres. On n'a de vigueur, dit un ancien, que le jour qui suit un mauvais regne; profitons de ce premier jour, que nous prolongerons jusqu'au lendemain de la delivrance du monde!"

Les requisitoires de Chaumette ranimerent toutes les esperances de Clootz; il alla trouver Gobel, intrigant de Porentruy, devenu eveque constitutionnel du departement de Paris, par ce mouvement rapide qui avait eleve Chaumette, Hebert et tant d'autres aux premieres fonctions municipales. Il lui persuada que le moment etait

venu d'abjurer a la face de la France le culte catholique, dont il etait le premier pontife; que son exemple entrainerait tous les ministres du culte, eclairerait la nation, provoquerait une abjuration generale, et obligerait la convention a prononcer alors l'abolition du christianisme. Gobel ne voulut pas precisement abjurer sa croyance meme, et declarer par la qu'il avait trompe les hommes pendant toute sa vie, mais il consentit a venir abdiquer l'episcopat. Gobel decida ensuite ses vicaires a suivre cet exemple. Il fut convenu aussi avec Chaumette et les membres du departement que toutes les autorites constituees de Paris accompagneraient Gobel, et feraient partie de la deputation, pour lui donner plus de solennite.

Le 17 brumaire (7 novembre 1793), Momoro, Pache, Lhuillier, Chaumette, Gobel et tous ses vicaires, se rendent a la convention. Chaumette et Lhuillier, tous deux procureurs, l'un de la commune, l'autre du departement, annoncent que le clerge de Paris vient rendre a la raison un hommage eclatant et sincere. Alors ils presentent Gobel. Celui-ci, coiffe du bonnet rouge, et tenant a la main sa mitre, sa crosse, sa croix et son anneau, prend la parole: "Ne plebeien, dit-il, cure dans le Porentruy, envoye par mon clerge a la premiere assemblee, puis eleve a l'archeveche de Paris, je n'ai jamais cesse d'obeir au peuple. J'ai accepte les fonctions que ce peuple m'avait autrefois confiees, et aujourd'hui je lui obeis encore en venant les déposer. Je m'etais fait eveque quand le peuple voulait des eveques, je cesse de l'etre maintenant que le peuple n'en veut plus." Gobel ajoute que tout son clerge, anime des memes sentimens, le charge de faire la meme declaration. En achevant ces paroles, il depose sa mitre, sa croix et son anneau. Son clerge ratifie sa declaration. Le president lui repond avec adresse, que la convention a decrete la liberte des cultes, qu'elle a du la laisser tout entiere a chaque secte, qu'elle ne s'est jamais ingeree dans leurs croyances, mais qu'elle applaudit a celles qui, eclairees par la raison, viennent abjurer leurs superstitions et leurs erreurs.

Gobel n'avait pas abjure le sacerdoce et le catholicisme, et n'avait pas ose se declarer un imposteur qui venait enfin avouer ses mensonges; mais d'autres etendent pour lui cette declaration. "Revenu, dit le cure de Vaugirard, des prejuges que le fanatisme avait mis dans mon coeur et dans mon esprit, je depose mes lettres de pretrise." Divers eveques et cures, membres de la convention, suivent cet exemple, et deposent leurs lettres de pretrise ou abjurent le catholicisme. Julien de Toulouse abdique aussi sa qualite de ministre protestant. Des applaudissemens furieux de l'assemblee et des tribunes accueillent ces abdications. Dans ce moment, Gregoire, eveque de Blois, entre dans l'assemblee. On lui raconte ce qui vient de se passer, et on l'engage a imiter l'exemple de ses collegues. Il refuse avec courage: "S'agit-il du revenu attache aux fonctions d'eveque? je l'abandonne, dit-il, sans regret. S'agit-il de ma qualite de pretre et d'eveque? je ne puis m'en depouiller; ma religion me le defend. J'invoque la liberte des cultes." Les paroles de Gregoire s'achevent dans le tumulte, mais n'arretent point cependant l'explosion de joie que cette scene a excitee. La deputation quitte l'assemblee au milieu d'une foule immense, et va se rendre a l'Hotel-de-Ville pour recevoir les felicitations de la commune.

Il n'etait pas difficile, une fois cet exemple donne, d'exciter toutes les sections de Paris et toutes les communes de la republique a l'imiter. Bientot les sections se reunissent, et viennent declarer, l'une apres l'autre, qu'elles renoncent a toutes les erreurs de la superstition, et qu'elles ne reconnaissent plus qu'un seul culte, celui de la raison. La section de l'Homme-Arme declare qu'elle ne reconnait d'autre culte que celui de la verite et de la raison, d'autre fanatisme que celui de la liberte et de l'egalite, d'autre dogme que celui de la fraternite et des lois republicaines decretees depuis le 31 mai 1793. Celle de la Reunion annonce qu'elle fera un feu de joie de tous les confessionnaux, de tous les livres qui servaient aux catholiques, et qu'elle fera fermer l'eglise de Saint-Mery. Celle de Guillaume-Tell renonce pour toujours au culte de l'erreur et du mensonge. Celle de Mucius Scaevola abjure le catholicisme, et fera, decadi prochain, sur le maitre-autel de Saint-Sulpice, l'inauguration des bustes de Marat, de Lepelletier et de Mucius Scaevola. Celle des Piques n'adorera d'autre Dieu que le Dieu de la liberte et de l'egalite. Celle de l'Arsenal abdique aussi le culte catholique.

Ainsi les sections, prenant l'initiative, abjuraient le catholicisme comme religion publique, et s'emparaient de ses edifices et de ses tresors comme d'edifices et de tresors appartenant au domaine communal. Deja les deputes en mission dans les departemens avaient engage une foule de communes a se saisir du mobilier des

eglises qui n'etait pas necessaire, disaient-ils, a la religion, qui, d'ailleurs, comme toute propriete publique, appartenait a l'etat, et pouvait etre consacre a ses besoins. Fouche avait envoye du departement de l'Allier plusieurs caisses d'argenterie. Il en etait venu beaucoup aussi de divers departemens. Bientot le meme exemple, suivi a Paris et aux environs, fit affluer a la barre de la convention des monceaux de richesses. On depouilla toutes les eglises, et les communes envoyerent des deputations avec l'or et l'argent accumules dans les niches des saints, ou dans les lieux consacres par une ancienne devotion. On se rendait en procession a la convention, et le peuple, se livrant a ses gouts burlesques, parodiait de la maniere la plus bizarre les scenes de la religion, et trouvait autant de plaisir a les profaner qu'il en avait trouve jadis a les celebrer. Des hommes, vetus de surplis, de chasubles, de chappes, venaient en chantant des *alleluia* et en dansant *la carmagnole* a la barre de la convention; ils y depositaient les ostensoirs, les crucifix, les saints ciboires, les statues d'or et d'argent; ils prononcaient des discours burlesques, et souvent adressaient aux saints eux-memes les allocutions les plus singulieres. "O vous! s'ecriait une deputation de Saint-Denis, o vous, instrumens du fanatisme! saints, bienheureux de toute espece, soyez enfin patriotes, levez-vous en masse, servez la patrie en allant vous fondre a la Monnaie, et faites en ce monde notre bonheur que vous vouliez faire dans l'autre!" A ces scenes de gaiete succedaient tout a coup des scenes de respect et de recueillement. Ces memes individus, qui foulaient aux pieds les saints du christianisme, portaient un dais; ils en ouvraient les voiles, et montrant les bustes de Marat et de Lepelletier: "Voici, disaient-ils, non pas des dieux faits par des hommes, mais l'image de citoyens respectables, assassines par les esclaves des rois." On defilait ensuite devant la convention, en chantant encore des *alleluia* et en dansant *la carmagnole*; on allait déposer les riches depouilles des autels a la Monnaie, et les bustes veneres de Marat et de Lepelletier dans les eglises, devenues desormais les temples d'un nouveau culte.

Sur le requisitoire de Chaumette, il fut arrete que l'eglise metropolitaine de Notre-Dame serait convertie en un edifice republicain, appele *Temple de la Raison*; une fete fut instituee pour tous les jours de decade. Elle dut remplacer les ceremonies catholiques du dimanche. Le maire, les officiers municipaux, les fonctionnaires publics, se rendaient dans le temple de la Raison, y lisaient la declaration des droits de l'homme, ainsi que l'acte constitutionnel, y faisaient l'analyse des nouvelles des armees, et racontaient les actions d'eclat qui avaient eu lieu dans la decade. *Une bouche de verite*, semblable aux bouches de denonciations qui se trouvaient a Venise, etait placee dans le temple de la Raison pour recevoir *les avis, reproches* ou *conseils*, utiles au bien public. On faisait la levee de ces lettres chaque jour de decade; on procedait a leur lecture; un orateur prononcait un discours de morale; apres, on executait des morceaux de musique, et on finissait par chanter des hymnes republicains. Il y avait dans le temple deux tribunes, l'une pour les vieillards, l'autre pour les femmes enceintes, avec ces mots: *Respect a la vieillesse, respect et soins aux femmes enceintes*.

La premiere fete de la raison fut celebree avec pompe le 20 brumaire (10 novembre). Toutes les sections s'y rendirent avec les autorites constituees. Une jeune femme representait la deesse de la Raison; c'etait l'epouse de l'imprimeur Momoro, l'un des amis de Vincent, Ronsin, Chaumette, Hebert, et pareils. Elle etait vetue d'une draperie blanche; un manteau bleu celeste flottait sur ses epaules; ses cheveux epars etaient recouverts du bonnet de la liberte. Elle etait assise sur un siege antique, entoure de lierre et porte par quatre citoyens. Des jeunes filles, vetues de blanc et couronnees de roses, precedaient et suivaient la deesse. Puis venaient les bustes de Lepelletier et de Marat, des musiciens, des troupes, et toutes les sections armees. Des discours furent prononces, et des hymnes chantes dans le temple de la Raison; on se rendit ensuite a la convention; Chaumette prit la parole en ces termes:

"Legislateurs, le fanatisme a cede la place a la raison. Ses yeux louches n'ont pu soutenir l'eclat de la lumiere. Aujourd'hui un peuple immense s'est porte sous ces voutes gothiques, qui pour la premiere fois ont servi d'echo a la verite. La, les Francais ont celebre le seul vrai culte, celui a de la liberte, celui de la raison. La, nous avons forme des voeux pour la prosperite des armes de la republique. La, nous avons abandonne des idoles inanimees, pour la raison, pour cette image animee, chef-d'oeuvre de la nature." En disant ces mots, Chaumette montrait la deesse vivante de la Raison. La jeune et belle femme qui la representait, descend de son siege, et s'approche du president, qui lui donne l'accolade fraternelle au milieu des braves universels, et

des cris de *vive la republique! vive la Raison! a bas le fanatisme!* La convention, qui n'avait encore pris aucune part a ces representations, est entrainee et obligee de suivre le cortege, qui retourne une seconde fois au temple de la Raison, et va y chanter un hymne patriotique. Une nouvelle importante, celle de la reprise de Noirmoutiers sur Charette, augmentait la joie generale et lui donnait un motif plus reel que celui de l'abolition du fanatisme.

On voit sans doute avec degout ces scenes sans recueillement, sans bonne foi, ou un peuple changeait son culte sans comprendre ni l'ancien ni le nouveau. Mais quand le peuple est-il de bonne foi? quand est-il capable de comprendre les dogmes qu'on lui donne a croire? Ordinairement, que lui faut-il? De grandes reunions qui satisfassent son besoin d'etre assemble, des spectacles symboliques, ou on lui rappelle sans cesse l'idee d'une puissance superieure a la sienne, enfin des fetes ou l'on rende hommage aux hommes qui ont le plus approche du bien, du beau, du grand, en un mot des temples, des ceremonies et des saints. Il avait ici des temples, la Raison, Marat, et Lepelletier. Il etait reuni, il adorait une puissance mysterieuse, il celebrait deux hommes. Tous ses besoins etaient donc satisfaits, et il n'y cedait pas autrement qu'il n'y cede toujours.

Si l'on considere le tableau de la France a cette epoque, on verra que jamais plus de contraintes ne furent exercees a la fois sur cette partie inerte et patiente de la population, sur laquelle se font les experiences politiques. On n'osait plus emettre aucune opinion; on craignait de voir ses amis ou ses parents, de peur d'etre compromis avec eux, et de perdre la liberte et quelquefois la vie. Cent mille arrestations et quelques centaines de condamnations rendaient la prison et l'echafaud toujours presens a la pensee de vingt-cinq millions de Francais. On supportait des impots considerables. Si on etait, d'apres une classification tout arbitraire, range dans la classe des riches, on perdait pour cette annee, une portion de son revenu. Quelquefois, sur une requisition d'un representant ou d'un agent quelconque, il fallait donner ou sa recolte, ou son mobilier le plus precieux, en or et en argent. On n'osait plus afficher aucun luxe, ni se livrer a des plaisirs bruyans. On ne pouvait plus se servir de la monnaie metallique; il fallait accepter ou donner un papier deprecie, et avec lequel il etait difficile de se procurer les objets dont on avait besoin. Il fallait, si on etait marchand, vendre a un prix fictif; si on etait acheteur, se contenter de la plus mauvaise marchandise, parce que la bonne fuyait le maximum et les assignats; quelquefois meme il fallait s'en passer tout a fait, parce que la bonne et la mauvaise se cachaient egalemeut. On n'avait plus qu'une seule espece de pain noir, commun au riche et au pauvre, qu'il fallait se disputer a la porte des boulangers, en faisant queue pendant plusieurs heures. Les noms des poids et mesures, les noms des mois et des jours etaient changes; on n'avait plus que trois dimanches au lieu de quatre; enfin, les femmes, les vieillards, se voyaient privees des ceremonies du culte, auxquelles ils avaient assiste toute leur vie. Jamais donc le pouvoir ne bouleversa plus violemment les habitudes d'un peuple: menacer toutes les existences, decimer les fortunes, regler obligatoirement le taux des echanges, renouveler les appellations de toutes choses, detruire les pratiques du culte, c'etait sans contredit la plus atroce des tyrannies; mais on doit tenir compte du danger de l'etat, des crises inevitables du commerce, et de l'esprit de systeme inseparable de l'esprit d'innovation.

FOOTNOTES:

[Footnote 5: Titre d'une brochure qu'il avait ecrite contre les girondins.]

CHAPITRE XVI. RETOUR DE DANTON.—DIVISION DANS LE PARTI DE LA MONTAGNE, DANTONISTES ET HEBERTISTES.—POLITIQUE DE ROBESPIERRE ET DU COMITE DE SALUT PUBLIC.—DANTON, ACCUSE AUX JACOBINS, SE JUSTIFIE; IL EST DEFENDU PAR ROBESPIERRE.—ABOLITION DU CULTE DE LA RAISON.—DERNIERS PERFECTIONNEMENS APPORTES AU GOUVERNEMENT DICTATORIAL REVOLUTIONNAIRE.—ENERGIE DU COMITE CONTRE TOUS LES

PARTIS.—ARRESTATION DE RONSIN, DE VINCENT, DES QUATRE DEPUTES AUTEURS DU FAUX DECRET, ET DES AGENS PRESUMES DE L'ETRANGER.

Depuis la chute des girondins, le parti montagnard, reste seul et victorieux, avait commence a se fractionner. Les excès toujours plus grands de la revolution acheverent de le diviser tout a fait, et on touchait a une rupture prochaine. Beaucoup de deputes avaient ete emus du sort des girondins, de Bailly, de Brunet, de Houchard; d'autres blamaient les violences commises a l'egard du culte, les jugeaient impolitiques et dangereuses. Ils disaient que de nouvelles superstitions succedaient a celles qu'on voulait detruire, que le pretendu culte de la Raison n'etait que celui de l'atheisme, que l'atheisme ne pouvait convenir a un peuple, et que ces extravagances etaient payees par l'etranger. Au contraire, le parti qui regnait aux Cordeliers et a la commune, qui avait Hebert pour ecrivain, Ronsin et Vincent pour chefs, Chaumette et Cloutz pour apotres, soutenait que ses adversaires voulaient ressusciter une faction moderee, et amener une nouvelle division dans la republique.

Danton etait revenu de sa retraite. Il ne disait pas sa pensee, mais un chef de parti voudrait en vain la cacher; elle se repand de proche en proche, et devient bientot manifeste a tous les esprits. On savait qu'il aurait voulu empecher l'execution des girondins, et qu'il avait ete vivement touche de leur fin tragique; on savait que, partisan et inventeur des moyens revolutionnaires, il commencait a en blamer l'emploi feroce et aveugle; que la violence ne lui semblait pas devoir se prolonger au-delà du danger, et qu'a la fin de la campagne actuelle et apres l'expulsion entiere des ennemis, il voulait faire retablir le regne des lois douces et equitables. On n'osait pas l'attaquer a la tribune des clubs. Hebert n'osait pas l'insulter dans sa feuille du *Pere Duchene*; mais on repandait verbalement les bruits les plus insidieux; on insinuaient des soupçons sur sa probite; on appelait avec plus de perfidie que jamais les concussions de la Belgique, et on lui en attribuait une partie; on etait meme alle jusqu'a dire, pendant sa retraite a Arcis-sur-Aube, qu'il avait emigre en emportant ses richesses. On lui associait, comme ne valant pas mieux, Camille Desmoulins, son ami, qui avait partage sa pitie pour les girondins, et avait defendu Dillon; Philippeaux, qui revenait de la Vendee, furieux contre les desorganiseurs, et tout pret a denoncer Ronsin et Rossignol. On rangeait encore dans son parti tous ceux qui, de quelque maniere, avaient demerite des revolutionnaires ardents, et le nombre commencait a en etre assez grand.

Julien de Toulouse, deja fort suspect par ses liaisons avec d'Espagnac et avec les fournisseurs, avait acheve de se compromettre par un rapport sur les administrations federalistes, dans lequel il s'efforçait d'excuser les torts de la plupart d'entre elles. A peine l'eut-il prononce, que les cordeliers et les jacobins souleves l'obligerent a se retracter. Ils firent une enquete sur sa vie privee; ils decouvriront qu'il vivait avec des agioteurs, et qu'il avait une ci-devant comtesse pour maitresse, et ils le declarerent tout a la fois corrompu et modere. Fabre-d'Eglantine venait tout a coup de changer de situation, et deployait un luxe qu'on ne lui connaissait pas auparavant. Chabot, le capucin Chabot, qui, en entrant dans la revolution, n'avait que sa pension ecclesiastique, venait aussi d'etaler un beau mobilier, et d'epouser la jeune soeur des deux Frey, avec une dot de deux cent mille livres. Ce changement de fortune si prompt excita des soupçons contre les nouveaux enrichis, et bientot une proposition qu'ils firent a la convention acheva de les perdre. Un depute, Osselin, venait d'etre arrete pour avoir, dit-on, cache une emigree. Fabre, Chabot, Julien, Delaunay, qui n'etaient pas tranquilles pour eux-memes; Bazire, Thuriot, qui n'avaient rien a se reprocher, mais qui voyaient avec effroi qu'on ne menageait pas meme les membres de la convention, proposerent un decret, portant qu'aucun depute ne pourrait etre arrete, sans auparavant etre entendu a la barre. Ce decret fut adopte, mais tous les clubs et les jacobins se souleverent, et pretendirent qu'on voulait renouveler l'*inviolabilite*. Ils le firent rapporter, et commencerent l'enquete la plus severe sur ceux qui l'avaient propose, sur leur conduite et sur l'origine de leur subite fortune. Julien, Fabre, Chabot, Delaunay, Bazire, Thuriot, depopularises en quelques jours, furent ranges dans le parti des hommes equivoques et moderes. Hebert les couvrit d'injures grossieres dans sa feuille, et les livra a la vile populace.

Quatre ou cinq autres individus partagerent encore le meme sort, quoique jusqu'ici reconnus excellents patriotes. C'etaient Proli, Pereyra, Gusman, Dubuisson et Desfieux. Nes presque tous sur le sol etranger, ils

etaient venus, comme les deux Frey et comme Cloutz, se jeter dans la revolution francaise, par enthousiasme, et probablement aussi par besoin de faire fortune. On ne s'inquieta pas de ce qu'ils etaient tant qu'on les vit abonder dans le sens de la revolution. Proli, qui etait de Bruxelles, fut envoye avec Pereyra et Desfieux aupres de Dumouriez, pour decouvrir ses intentions. Ils le firent expliquer, et vinrent, comme nous l'avons rapporte, le denoncer a la convention et aux Jacobins. C'etait bien jusque-la; mais ils avaient ete employes par Lebrun, parce qu'etant etrangers et instruits, ils pouvaient rendre des services aux relations exterieures. En approchant Lebrun, ils apprirent a l'estimer, et ils le defendirent plus tard. Proli avait connu beaucoup Dumouriez, et, malgre la defection de ce general, il avait persiste a vanter ses talents et a dire qu'on aurait pu le conserver a la republique; enfin presque tous, connaissant mieux les pays voisins, avaient blame l'application du systeme jacobin a la Belgique et aux provinces reunies a la France. Leurs propos furent recueillis, et lorsqu'une defiance generale fit imaginer l'intervention secrete d'une faction etrangere, on commença a les soupçonner, et a se raviser sur leurs discours. On sut que Proli etait fils naturel de Kaunitz; on supposa qu'il etait le meneur en chef, et on les metamorphosa tous en espions de Pitt et de Cobourg. Bientot la fureur n'eut plus de bornes, et l'exageration meme de leur patriotisme, qu'ils croyaient propre a les justifier, ne servit qu'a les compromettre davantage. On les confondit avec le parti des equivoques, des moderes. Ainsi, des que Danton ou ses amis avaient quelque observation a faire sur les fautes des agens ministeriels, ou sur les violences exercees contre le culte, le parti Hebert, Vincent et Ronsin, repondait en criant a la moderation, a la corruption, a la faction etrangere.

Suivant l'usage, les moderes renvoyaient a leurs adversaires cette accusation, et leur disaient: C'est vous qui etes les complices de ces etrangers; tout vous rapproche, et la commune violence de votre langage, et le projet de tout bouleverser en poussant tout au pire. Voyez, ajoutaient-ils, cette commune qui s'arroe une autorite legislative, et rend des lois sous le titre modeste d'arretes; qui regle tout, police, subsistances, culte; qui substitue de son chef une religion a une autre, remplace les anciennes superstitions par des superstitions nouvelles, preche l'atheisme, et se fait imiter par toutes les municipalites de la republique; voyez ces bureaux de la guerre, d'ou s'echappent une foule d'agens qui vont dans les provinces rivaliser avec les representans, exercer les plus grandes vexations, et decrier la revolution par leur conduite; voyez cette commune et ces bureaux! que veulent-ils, sinon usurper l'autorite legislative et executive, depousseder la convention, les comites, et dissoudre le gouvernement? Qui peut les pousser a ce but, sinon l'etranger?

Au milieu de ces agitations et de ces querelles, l'autorite devait prendre un parti vigoureux. Robespierre pensait, avec tout le comite, que ces accusations reciproques etaient extremement dangereuses. Sa politique, comme on l'a deja vu, avait consiste, depuis le 31 mai, a empecher un nouveau debordement revolutionnaire, a rallier l'opinion autour de la convention, et la convention autour du comite, afin de creer un pouvoir energique, et il s'etait servi pour cela des jacobins tout-puissans alors sur l'opinion. Ces nouvelles accusations contre les patriotes accredités, comme Danton, Camille Desmoulins, lui semblaient tres dangereuses. Il avait peur qu'aucune reputation ne resistat aux imaginations dechainees; il craignait que les violences a l'egard du culte n'indisposassent une partie de la France, et ne fissent passer la revolution pour athee; il croyait voir enfin la main de l'etranger dans cette vaste confusion. Aussi ne manqua-t-il pas l'occasion que bientot Hebert lui offrit, de s'en expliquer aux Jacobins.

Les dispositions de Robespierre avaient perce. On repandait sourdement qu'il allait faire sevir contre Pache, Hubert, Chaumette, Cloutz, auteurs du mouvement contre le culte. Proli, Desfieux, Pereyra, deja compromis et menaces, voulaient rattacher leur cause a celle de Pache, Chaumette, Hebert; ils virent ces derniers, et leur dirent qu'il y avait une conspiration contre les meilleurs patriotes; qu'ils etaient tous egalement en danger, et qu'il fallait se soutenir et se garder reciproquement. Hebert se rend alors aux Jacobins, le 1er frimaire (21 novembre 1798), et se plaint d'un plan de desunion tendant a diviser les patriotes. "De toutes parts, dit-il, je rencontre des gens qui me complimentent de n'etre pas arrete. On repand que Robespierre doit me denoncer, moi, Chaumette et Pache.... Quant a moi, qui me mets tous les jours en avant pour les interets de la patrie, et qui dis tout ce qui me passe par la tete, cela pourrait avoir quelque fondement; mais Pache.... Je connais toute l'estime qu'a pour lui Robespierre, et je rejette bien loin de moi une pareille idee. On a dit aussi que Danton

avait emigre, qu'il etait alle en Suisse charge des depouilles du peuple.... Je l'ai rencontre ce matin dans les Tuileries, et puisqu'il est a Paris, il faut qu'il vienne s'expliquer fraternellement aux Jacobins. Tous les patriotes se doivent de dementir les bruits injurieux qui courent sur leur compte." Hebert rapporte ensuite qu'il tient une partie de ces bruits de Dubuisson, lequel a voulu lui devoiler une conspiration contre les patriotes; et, suivant l'usage de tout rejeter sur les vaincus, il ajoute que la cause des troubles est dans les complices de Brissot qui vivent encore, et dans les Bourbons qui restent au Temple. Robespierre monte aussitot a la tribune: "Est-il vrai, dit-il, que nos plus dangereux ennemis soient les restes impurs de la race de nos tyrans? Je vote en mon coeur pour que la race des tyrans disparaisse de la terre; mais puis-je m'aveugler sur la situation de mon pays, au point de croire que cet evenement suffirait pour eteindre le foyer des conspirations qui nous déchirent? A qui persuadera-t-on que la punition de la meprisable soeur de Capet en imposerait plus a nos ennemis que celle de Capet lui-meme et de sa criminelle compagne?"

"Est-il vrai encore que la cause de nos maux soit le fanatisme? Le fanatisme! il expire. Je pourrais meme dire qu'il est mort. En dirigeant depuis quelques jours toute notre attention contre lui, ne la detourne-t-on pas de nos veritables dangers? Vous avez peur des pretres, et ils s'empresent d'abdiquer leurs titres pour les echanger contre ceux de municipaux, d'administrateurs, et meme de presidents de societes populaires.... Ils etaient naguere fort attaches a leur ministere quand il leur valait soixante-dix mille livres de rente; ils l'ont abdique des qu'il n'en a plus valu que six mille.... Oui, craignez non pas leur fanatisme, mais leur ambition! non pas l'habit qu'ils portaient, mais la peau nouvelle qu'ils ont revetue! craignez non pas l'ancienne superstition, mais la nouvelle et fausse superstition qu'on veut feindre pour nous perdre!"

Ici, Robespierre, abordant franchement la question des cultes, ajoute:

"Que des citoyens animes par un zele pur viennent déposer sur l'autel de la patrie les monumens inutiles et pompeux de la superstition, pour les faire servir aux triomphes de la liberte, la patrie et la raison sourient a ces offrandes; mais de quel droit l'aristocratie et l'hypocrisie viendraient-elles meler ici leur influence a celle du civisme? De quel droit des hommes inconnus jusqu'a ce jour dans la carriere de la revolution viendraient-ils chercher, au milieu de tous ces evenemens, les moyens d'usurper une fausse popularite, d'entraîner les patriotes meme a de fausses mesures, et de jeter parmi nous le trouble et la discorde? De quel droit viendraient-ils troubler la liberte des cultes au nom de la liberte, et attaquer le fanatisme par un fanatisme nouveau? De quel droit feraient-ils degenerer les hommages solennels rendus a la verite pure en des farces eternelles et ridicules?"

"On a suppose qu'en accueillant des offrandes civiques, la convention avait proscri le culte catholique. Non, la convention n'a point fait cette demarche, et ne la fera jamais. Son intention est de maintenir la liberte des cultes qu'elle a proclamee, et de reprimer en meme temps tous ceux qui en abuseraient pour troubler l'ordre public. Elle ne permettra pas qu'on persecute les ministres paisibles des diverses religions, et elle les punira avec severite, toutes les fois qu'ils oseront se prevaloir de leurs fonctions pour tromper les citoyens, et pour armer les prejuges ou le royalisme contre la republique.

"Il est des hommes qui veulent aller plus loin; qui, sous le pretexte de detruire la superstition, veulent faire une sorte de religion de l'atheisme lui-meme. Tout philosophe, tout individu peut adopter la-dessus l'opinion qui lui plaira: quiconque voudrait lui en faire un crime est un insense; mais l'homme public, mais le legislateur serait cent fois plus insense, qui adopterait un pareil systeme. La convention nationale l'abhorre. La convention n'est point un faiseur de livres et de systemes. Elle est un corps politique et populaire. L'atheisme est *aristocratique*. L'idee d'un grand Etre qui veille sur l'innocence opprimee et qui punit le crime triomphant, est toute populaire. Le peuple, les malheureux m'applaudissent; si je trouvais des censeurs, ce serait parmi les riches et parmi les coupables. J'ai ete, des le college, un assez mauvais catholique; je n'ai jamais ete ni un ami froid, ni un defenseur infidele de l'humanite. Je n'en suis que plus attache aux idees morales et politiques que je viens de vous exposer. *Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer.*"

Robespierre, apres avoir fait cette profession de foi, impute a l'etranger les persecutions dirigees contre le culte, et les calomnies repandues contre les meilleurs patriotes. Robespierre, qui etait extremement defiant, et qui avait suppose les girondins royalistes, croyait beaucoup a la faction de l'etranger, laquelle n'etait representee, comme nous l'avons dit, que par quelques espions envoyes aux armees, et quelques banquiers intermediaires de l'agiotage, et correspondans des emigres. "Les etrangers, dit-il, ont deux especes d'armees; l'une sur nos frontieres, est impuissante et pres de sa ruine, grace a nos victoires; l'autre, plus dangereuse, est au milieu de nous. C'est une armee d'espions, de fripons stipendies, qui s'introduisent partout, meme au sein des societes populaires. C'est une faction qui a persuade a Hebert que je voulais faire arreter Pache, Chaumette, Hebert, toute la commune. Moi, poursuivre Pache, dont j'ai toujours admire et defendu la vertu simple et modeste, moi qui ai combattu pour lui contre les Brissot et ses complices!" Robespierre loue Pache et se tait sur Hebert. Il se contente de dire qu'il n'a pas oublie les services de la commune dans les jours ou la liberte etait en peril. Se dechainant ensuite contre ce qu'il appelle la faction etrangere, il fait tomber le courroux des jacobins sur Proli, Dubuisson, Pereyra, Desfieux. Il raconte leur histoire, il les depeint comme des agens de Lebrun et de l'etranger, charges d'envenimer les haines, de diviser les patriotes, et de les animer les uns contre les autres. A la maniere dont il s'exprime, on voit que la haine qu'il eprouve contre d'anciens amis de Lebrun se mele pour beaucoup a sa defiance. Enfin il les fait chasser tous quatre de la societe, au bruit des plus grands applaudissemens, et il propose un scrutin epuratoire pour tous les jacobins.

Ainsi Robespierre avait frappe d'anatheme le nouveau culte, avait donne une lecon severe a tous les brouillons, n'avait rien dit de bien rassurant pour Hebert, ne s'etait pas compromis jusqu'a louer ce sale ecrivain, et avait fait retomber tout l'orage sur des etrangers qui eurent le malheur d'etre amis de Lebrun, d'admirer Dumouriez, et de blamer notre systeme politique dans les pays de conquete. Enfin il s'etait arroge la recomposition de la societe, en faisant decider qu'il y aurait un scrutin epuratoire.

Pendant les jours suivans, Robespierre poursuit son systeme; il vient lire aux Jacobins des lettres anonymes, d'autres interceptees, prouvant que l'etranger, s'il n'est pas l'auteur des extravagances du nouveau culte et des calomnies a l'egard des meilleurs patriotes, les approuve au moins et les desire. Danton avait en quelque sorte recu d'Hebert l'invitation de s'expliquer. Il ne le fait pas d'abord, pour ne pas obeir a une sommation; mais quinze jours apres, il saisit une circonstance favorable pour prendre la parole. Il s'agissait de fournir a toutes les societes populaires un local aux depens de l'etat. Il presente a ce sujet diverses observations, et en prend occasion de dire que si la constitution doit etre endormie pendant que le peuple frappe et epouvante les ennemis de ses operations revolutionnaires, il faut cependant se defier de ceux qui veulent porter ce meme peuple au-delà des bornes de la revolution. Coupe de l'Oise replique a Danton, et denature ses idees en les combattant. Danton remonte aussitot a la tribune, et essuie des murmures. Il somme alors ceux qui ont contre lui des motifs de defiance de preciser leurs accusations, afin qu'il puisse y repondre publiquement. Il se plaint de cette defaveur qui se manifeste en sa presence. "Ai-je donc perdu, s'ecrie-t-il, ces traits qui caracterisent la figure d'un homme libre?" Et en proferant ces mots, il agitait cette tete qu'on avait tant vue, tant rencontrée dans les orages de la revolution, et qui avait toujours soutenu l'audace des republicains et jete la terreur chez les aristocrates. "Ne suis-je plus, ajoute-t-il, ce meme homme qui s'est trouve a vos cotes dans tous les momens de crise? Ne suis-je plus cet homme tant persecute, tant connu de vous; cet homme que vous avez si souvent embrasse comme votre ami, et avec lequel vous avez fait le serment de mourir dans les memes perils?" Il rappelle alors qu'il fut le defenseur de Marat, et il est ainsi oblige de se couvrir de l'ombre de cet etre, qu'il avait autrefois protege et dedaigne. "Vous serez etonnes, dit-il, quand je vous ferai connaitre ma conduite privee, de voir que la fortune colossale que mes ennemis et les votres m'ont pretee, se reduit a la petite portion de bien que j'ai toujours eue. Je defie les malveillans de fournir aucune preuve contre moi. Tous leurs efforts ne pourront m'branler. Je veux rester debout en face du peuple, vous me jugerez en sa presence. Je ne déchirerai pas plus la page de mon histoire que vous ne déchirerez la votre..." Danton demande, en finissant, une commission, pour examiner les accusations portees contre lui. Robespierre s'elance alors a la tribune avec un empressement extreme. "Danton, s'ecrie-t-il, vous demande une commission pour examiner sa conduite; j'y consens, s'il pense que cette mesure lui soit utile. Il veut qu'on precise les griefs portes contre lui; eh bien! je vais le faire. Danton, tu es accuse d'avoir emigre. On a dit que tu avais passe en Suisse; que ta

maladie etait feinte pour cacher au peuple ta fuite; on a dit que ton ambition etait d'etre regent sous Louis XVII; qu'a une epoque determinee tout a ete prepare pour proclamer ce rejeton des Capets; que tu etais le chef de la conspiration; que ni Pitt, ni Cobourg, ni l'Angleterre, ni l'Autriche, ni la Prusse, n'etaient nos veritables ennemis, mais que c'etait toi seul; que la Montagne etait composee de tes complices; qu'il ne fallait pas s'occuper des agens envoyes par les puissances etrangeres; que leurs conspirations etaient des fables dignes de mepris; en un mot, qu'il fallait t'egorger toi, toi seul!..." Des applaudissemens universels couvrent la voix de Robespierre. Il reprend: "Ne sais-tu pas, Danton, que plus un homme a de courage et de patriotisme, plus les ennemis de la chose publique s'attachent a sa perte? Ne sais-tu pas, et ne savez-vous pas tous, citoyens, que cette methode est infaillible? Eh! si le defenseur de la liberte n'etait pas calomnie, ce serait une preuve que nous n'aurions plus ni nobles, ni pretres a combattre!" Faisant alors allusion aux feuilles d'Hebert, ou lui, Robespierre, etait fort loue, il ajoute: "Les ennemis de la patrie semblent m'accabler de louanges exclusivement. Mais je les repudie. Croit-on qu'a cote de ces eloges que l'on repete dans certaines feuilles, je ne voie pas le couteau avec lequel on a voulu egorger la patrie? La cause des patriotes est comme celle des tyrans; ils sont tous solidaires. Je me trompe peut-etre sur Danton; mais, vu dans sa famille, il ne merite que des eloges. Sous les rapports politiques, je l'ai observe; une difference d'opinion me le faisait etudier avec soin, souvent avec colere; il ne s'est pas assez hate, je le sais, de soupconner Dumouriez; il n'a pas assez hai Brissot et ses complices; mais s'il n'a pas toujours ete de mon avis, en conclurai-je qu'il trahissait la patrie? Non, je la lui ai toujours vu servir avec zele. Danton veut qu'on le juge; il a raison. Qu'on me juge aussi! qu'ils se presentent ces hommes qui sont plus patriotes que nous! Je parie que ce sont des nobles, des privileges, des pretres. Vous y trouverez un marquis, et vous aurez la juste mesure du patriotisme des gens qui nous accusent."

Robespierre demande ensuite que tous ceux qui ont quelque reproche a faire a Danton, prennent la parole. Personne ne l'ose. Momoro lui-meme, l'un des amis d'Hebert, est le premier a s'ecrier que, personne ne se presentant, c'est une preuve qu'il n'y a rien a dire contre Danton. Un membre demande alors que le president lui donne l'accolade fraternelle. On y consent, et Danton, s'approchant du bureau, recoit l'accolade au milieu des applaudissemens universels.

La conduite de Robespierre dans cette circonstance avait ete genereuse et habile. Le danger commun a tous les bons patriotes, l'ingratitude qui payait les services de Danton, enfin une superiorite decidee, avaient arrache Robespierre a son egoisme habituel; et, cette fois, plein de bons sentimens, il avait ete plus eloquent qu'il n'etait donne a sa nature de l'etre. Mais le service qu'il rendit a Danton fut plus utile a la cause du gouvernement et des vieux patriotes qui le composaient, qu'a Danton lui-meme, dont la popularite etait perdue. On ne refait pas l'enthousiasme, et on ne pouvait pas presumer encore d'assez grands dangers publics pour que Danton trouvat, par son courage, le moyen de regagner son influence. Robespierre, poursuivant son ouvrage, ne manquait pas d'etre present a chaque seance d'epuration. Le tour de Cloutz arrive, on l'accuse de liaisons avec les banquiers etrangers Vandeniver. Il essaie de se justifier; mais Robespierre prend la parole. Il rappelle les liaisons de Cloutz avec les girondins, sa rupture avec eux par un pamphlet intitule: *ni Roland ni Marat*, pamphlet dans lequel il n'attaquait pas moins la Montagne que la Gironde, ses exagerations extravagantes, son obstination a parler d'une republique universelle, a inspirer la rage des conquetes, et a compromettre la France aupres de toute l'Europe, "Et comment M. Cloutz, ajoute Robespierre, pouvait-il s'interesser si fort au bonheur de la France, lorsqu'il s'interessait si fort au bonheur de la Perse et du Monomotapa? Il est une derniere crise dont il pourra se vanter. Je veux parler du mouvement contre le culte, mouvement qui, menage avec raison et lenteur, aurait pu devenir excellent, mais dont la violence pouvait entrainer les plus grands malheurs.... M. Cloutz eut avec l'eveque Gobel une conference de nuit.... Gobel donna parole pour le lendemain, et il vint, changeant subitement de langage et d'habit, deposer ses lettres de pretrise.... M. Cloutz croyait que nous serions dupes de ces mascarades. Non, non; les jacobins ne regarderont jamais comme un ami du peuple ce pretendu sans-culotte, qui est Prussien et baron, qui possede cent mille livres de rentes, qui dine avec les banquiers conspirateurs, et qui est, non pas l'orateur du peuple francais, mais du genre humain."

Cloutz fut exclu sur-le-champ de la societe; et, sur la proposition de Robespierre, on decida qu'on chasserait sans distinction tous les nobles, les pretres, les banquiers et les etrangers.

A la seance suivante vint le tour de Camille Desmoulins. On lui reprochait sa lettre a Dillon, et un mouvement de sensibilite en faveur des girondins. “J'avais, dit Camille, j'avais cru Dillon brave et habile, et je l'ai defendu. Quant aux girondins, j'etais a leur egard dans une position particuliere. J'ai toujours aime et servi la republique, mais je me suis souvent trompe sur ceux qui la servaient; j'ai adore Mirabeau; j'ai cheri Barnave et les Lameth; j'en conviens; mais j'ai sacrifie mon amitie et mon admiration des que j'ai su qu'ils avaient cesse d'etre jacobins. Une fatalite bien marquee a voulu que de soixante revolutionnaires qui avaient signe mon contrat de mariage, il ne me restat plus que deux amis, Danton et Robespierre. Tous les autres sont emigres ou guillotines. De ce nombre etaient sept des vingt-deux. Un mouvement de sensibilite etait donc bien pardonnable en cette occasion. J'ai dit, ajoute Desmoulins, qu'ils mouraient en republicains, mais en republicains federalistes; car, je vous l'assure, je ne crois pas qu'il y eut beaucoup de royalistes parmi eux.”

On aimait le caractere facile, l'esprit naif et original de Camille Desmoulins. “Camille a mal choisi ses amis, s'ecrie un jacobin; prouvez-lui que nous savons mieux choisir les notres en le recevant avec empressement.” Robespierre, toujours protecteur de ses vieux collegues, mais en gardant cependant un ton de superiorite, defend Camille Desmoulins. “Il est faible et confiant, dit-il, mais il a toujours ete republicain. Il a aime Mirabeau, Lameth, Dillon; mais il a lui-meme brise ses idoles des qu'il a ete detrompe. Qu'il poursuive sa carriere et soit plus reserve a l'avenir.” Apres cet avis, Camille est admis au milieu des applaudissemens. Danton est ensuite admis sans aucune observation. Fabre-d'Eglantine l'est a son tour, mais il essuie quelques questions sur sa fortune, qu'on veut bien attribuer a ses talens litteraires. Cette epuration fut poursuivie, et devint fort longue. Commencee en novembre 1793, elle dura plusieurs mois.

La politique de Robespierre et du gouvernement etait bien connue. L'energie avec laquelle cette politique avait ete manifestee, intimida les brouillons, promoteurs du nouveau culte, et ils songerent a se retracter, et a revenir sur leurs premieres demarches. Chaumette, qui avait la faconde d'un orateur de club ou de commune, mais qui n'avait ni l'ambition ni le courage d'un chef de parti, ne pretendait nullement rivaliser avec la convention et se faire le createur d'un nouveau culte; il s'empessa donc de chercher une occasion pour reparer sa faute. Il resolut de faire interpreter l'arrete qui fermait tous les temples, et il proposa a la commune de declarer qu'elle ne voulait pas gener la liberte religieuse, et qu'elle n'interdisait pas aux divers partisans de chaque religion le droit de se reunir dans des lieux payes et entretenus a leurs frais. “Qu'on ne pretende pas, dit-il, que c'est la faiblesse ou la politique qui me font agir; je suis egalement incapable de l'une ou de l'autre. C'est la conviction que nos ennemis veulent abuser de notre zele pour le pousser au-delà des bornes, et nous engager dans de fausses demarches; c'est la conviction que si nous empechons les catholiques d'exercer leur culte publiquement et avec l'aveu de la loi, des etres bilieux iront s'exalter ou conspirer dans les cavernes; c'est cette conviction qui seule m'inspire et me fait parler.” L'arrete propose par Chaumette, et fortement appuye par le maire Pache, fut enfin adopte apres quelques murmures bientot couverts par de nombreux applaudissemens. La convention declara de son cote qu'elle n'avait jamais entendu par ses decrets gener la liberte religieuse, et elle defendit de toucher a l'argenterie qui restait encore dans les eglises, vu que le tresor n'avait plus besoin de ce genre de secours. De ce jour, les farces indecentes que le peuple s'etait permises cesserent dans Paris, et les pompes du culte de la Raison, dont il s'etait tant diverti, furent abolies.

Le comite de salut public, au milieu de cette grande confusion, sentait tous les jours davantage la necessite de rendre l'autorite plus forte, plus prompte et plus obeie. Chaque jour, l'experience des obstacles le rendait plus habile, et il ajoutait de nouvelles pieces a cette machine revolutionnaire, creee pour la duree de la guerre. Deja il avait empeche la transmission du pouvoir a des mains nouvelles et inexperimentees, en prorogeant la convention, et en declarant le gouvernement revolutionnaire jusqu'a la paix. En meme temps, il avait concentre ce pouvoir dans ses mains en mettant sous sa dependance le tribunal revolutionnaire, la police, les operations militaires, et la distribution meme des subsistances. Deux mois d'experience lui firent sentir les obstacles que les autorites locales, soit par exces ou defect de zele, faisaient eprouver a l'action de l'autorite

superieure. L'envoi des decrets etait souvent interrompu ou retarde; et leur promulgation negligee dans certains departemens. Il restait beaucoup de ces administrations federalistes qui s'etaient insurgees, et la faculte de se coaliser ne leur etait pas encore interdite. Si, d'une part, les administrations de departement presentaient quelque danger de federalisme, les communes, au contraire, agissant en sens oppose, exercaient, a l'imitation de celle de Paris, une autorite vexatoire, rendaient des lois, imposaient des taxes; les comites revolutionnaires deployaient contre les personnes un pouvoir arbitraire et inquisitorial; des armees revolutionnaires, instituees dans differentes localites, completaient ces petits gouvernemens particuliers, tyranniques, desunis entre eux, et embarrassans pour le gouvernement superieur. Enfin l'autorite des representans, ajoutee a toutes les autres, augmentait la confusion des pouvoirs souverains; car les representans levaient des impots, rendaient des lois penales, comme les communes et la convention elle-meme.

Billaud-Varenes, dans un rapport mal ecrit, mais habile, devoila ces inconveniens, et fit rendre le decret du 14 frimaire an II (4 decembre), modele du gouvernement provisoire, energique et absolu. L'anarchie, dit le rapporteur, menace les republiques a leur naissance et dans leur vieillesse. Tachons de nous en garantir. Ce decret instituait le *Bulletin des Lois*, belle et neuve invention dont on n'avait pas encore eu l'idee: car les lois envoyees par l'assemblee aux ministres, par les ministres aux autorites locales, sans delais fixes, sans proces-verbaux qui garantissent leur envoi ou leur arrivee, etaient souvent rendues depuis long-temps, sans etre ni promulguees ni connues. D'apres le nouveau decret, une commission, une imprimerie, un papier particulier, etaient consacres a l'impression et a l'envoi des lois. La commission, formee de quatre individus independans de toute autorite, libres de tout autre soin, recevait la loi, la faisait imprimer, l'envoyait par la poste dans des delais fixes et invariables. Les envois et les remises etaient constatees par les moyens ordinaires de la poste; et ces mouvemens, ainsi regularises, devenaient infaillibles. La convention etait ensuite declaree *centre d'impulsion du gouvernement*. Sous ces mots, on cachait la souverainete des comites, qui faisaient tout pour la convention. Les autorites du departement etaient en quelque sorte abolies; on leur enlevait toute attribution politique, on ne leur abandonnait, comme au departement de Paris a l'epoque du 10 aout, que la repartition des contributions, l'entretien des routes, enfin les soins purement economiques. Ainsi, ces intermediaires trop puissans entre le peuple et l'autorite supreme, etaient supprimes. On ne laissait exister, avec toutes leurs attributions, que les administrations de district et de commune. Il etait defendu a toute administration locale de se reunir a d'autres, de se deplacer, d'envoyer des agens, de prendre des arretes extensifs ou limitatifs des decrets, de lever des impots ou des hommes. Toutes les armees revolutionnaires etablies dans les departemens etaient licenciees, et il ne devait subsister que la seule armee revolutionnaire etablie a Paris pour le service de toute la republique. Les comites revolutionnaires etaient obliges de correspondre avec les districts charges de les surveiller, et avec le comite de surete generale. Ceux de Paris ne pouvaient correspondre qu'avec le comite de surete generale, et point avec la commune. Il etait defendu aux representans de lever des taxes, a moins que la convention ne les autorisat, et de porter des lois penales.

Ainsi, toutes les autorites etant ramenees dans leur sphere, leur conflit ou leur coalition devenaient impossibles. Elles recevaient les lois d'une maniere infaillible; elles ne pouvaient ni les modifier ni en differer l'execution. Les deux comites conservaient toujours leur domination. Celui de *salut public*, outre sa suprematie sur le comite de surete generale, continuait d'avoir la diplomatie, la guerre, et la surveillance universelle de toutes choses. Seul desormais, il pouvait s'appeler *comite de salut public*. Aucun comite dans les communes ne pouvait prendre ce titre.

Ce nouveau decret sur l'institution du gouvernement revolutionnaire, quoique restrictif de l'autorite des communes, et rendu meme contre leurs abus de pouvoir, fut recu par la commune de Paris avec de grandes demonstrations d'obeissance. Chaumette, qui affectait la docilite comme le patriotisme, fit un long discours en l'honneur du decret. Par son maladroit empressement a entrer dans le systeme de l'autorite superieure, il donna meme une occasion de se faire reprimander; et il eut l'art de desobeir en voulant trop obeir. Le decret mettait les comites revolutionnaires de Paris en communication directe et exclusive avec le comite de surete generale. Dans leur zele fougueux, ils se permettaient des arrestations en tous sens; on les accusait d'avoir fait incarcerner une foule de patriotes, et d'etre composes d'hommes qu'on commencait a appeler *ultra-revolutionnaires*.

Chaumette se plaignit au conseil general de leur conduite, et proposa de les convoquer a la commune, pour leur faire une admonition severe. La proposition de Chaumette fut adoptee. Mais celui-ci, avec son ostentation d'obeissance, avait oublie que, d'apres le nouveau decret, les comites revolutionnaires de Paris ne devaient correspondre qu'avec le comite de surete generale. Le comite de salut public ne voulant pas plus d'une obeissance exageree que de la desobeissance, peu dispose surtout a souffrir que la commune se permit de donner des lecons, meme bonnes, a des comites places sous l'autorite superieure, fit casser l'arrete de Chaumette, et defendre aux comites de se reunir a la commune. Chaumette recut cette correction avec une soumission parfaite. "Tout homme, dit-il a la commune, est sujet a l'erreur. Je confesse franchement que je me suis trompe. La convention a casse mon requisitoire et l'arrete que j'avais fait prendre; elle a fait justice de la faute que j'avais commise; elle est notre mere commune, unissons-nous a elle." (19 frimaire.)

Ce n'est qu'au moyen de cette energie que le comite pouvait parvenir a arreter tous les mouvemens desordonnes, soit de zele, soit de resistance, et a produire la plus grande precision possible dans l'action du gouvernement. Les *ultra-revolutionnaires*, compromis et reprimés depuis leurs manifestations contre le culte, essayèrent une nouvelle repression, plus severe que les precedentes. Ronsin etait revenu de Lyon, ou il avait accompagne Collot-d'Herbois avec un detachement de l'armee revolutionnaire. Il etait arrivee a Paris au moment ou le bruit des sanglantes executions commises a Lyon excitait la pitie. Ronsin fit placarder une affiche qui revolta la convention. Il y disait que sur les cent quarante mille Lyonnais, quinze cents seulement n'etaient pas complices de la revolte, qu'avant la fin de frimaire tous les coupables auraient peri, et que le Rhone aurait roule leurs cadavres jusqu'a Toulon. On citait de lui d'autres propos atroces; on parlait beaucoup du despotisme de Vincent dans les bureaux de la guerre, de la conduite des agens ministeriels dans les provinces, et de leur rivalite avec les representans. On repetait des mots echappes a quelques-uns d'entre eux, annoncant encore le projet de faire organiser constitutionnellement le pouvoir executif. L'energie que Robespierre et le comite venaient de deployer encourageaient a se prononcer contre ces agitateurs. Dans la seance du 27 frimaire (17 decembre), on commence par se plaindre de certains comites revolutionnaires. Lecointre denonce l'arrestation d'un courrier du comite de salut public par l'un des agens du ministere. Boursault dit qu'en passant a Lonjumeau, il a ete arrete par la commune, qu'il a fait connaitre sa qualite de depute, et que cette commune a voulu neanmoins que son passeport fut legalise par l'agent du conseil executif present sur les lieux. Fabre-d'Eglantine denonce Maillard, le chef des egorgeurs de septembre, qui a ete envoye en mission a Bordeaux par le conseil executif, tandis qu'il devrait etre expulse de partout; il denonce Ronsin et son affiche, dont tout le monde a fremi; il denonce enfin Vincent, qui a reuni tous les pouvoirs dans les bureaux de la guerre, et qui a dit qu'il ferait sauter la convention, ou la forcerait a organiser le pouvoir executif, parce qu'il ne voulait pas etre le valet des comites. La convention met aussitot en etat d'arrestation Vincent, secretaire-general de la guerre, Ronsin, general de l'armee revolutionnaire, Maillard, envoye a Bordeaux, trois autres agens du pouvoir executif dont on signale encore les vexations a Saint-Girons, et un nomme Mazuel, adjudant dans l'armee revolutionnaire, qui a dit que la convention conspirait, et qu'il cracherait au visage des deputes. La convention porte ensuite peine de mort contre les officiers des armees revolutionnaires, illegalement formees dans les provinces, qui ne se separeraient pas sur-le-champ. Elle ordonne enfin que le conseil executif viendra se justifier le lendemain.

Cet acte d'energie causa une grande douleur aux Cordeliers, et provoqua des explications aux Jacobins. Ces derniers ne se prononcerent pas encore sur le compte de Vincent et de Ronsin, mais ils demanderent qu'il fut fait une enquete pour constater la nature de leurs torts. Le conseil executif vint se justifier tres humblement a la convention; il assura que son intention n'avait point ete de rivaliser avec la representation nationale, et que l'arrestation des courriers, les difficultes essayees par le representant Boursault, ne provenaient que d'un ordre du comite de salut public lui-meme; ordre qui enjoignait de verifier tous les passeports et toutes les depeches.

Tandis que Vincent et Ronsin venaient d'etre incarceres comme *ultra-revolutionnaires*, le comite sevit en meme temps contre le parti des equivoques et des agioteurs. Il mit en arrestation Proli, Dubuisson, Desfieux, Pereyra, accuses d'etre agens de l'etranger et complices de tous les partis. Enfin il fit enlever, au milieu de la nuit, les quatre deputes Bazire, Chabot, Delaunay d'Angers et Julien de Toulouse, accuses d'etre moderes, et

d'avoir fait une fortune subite.

On a deja vu l'histoire de l'association clandestine de ces representans, et du faux qui en avait ete la suite. On a vu que Chabot, deja ebranle, se preparait a denoncer ses collegues, et a rejeter tout sur eux. Les bruits qui couraient sur son mariage, les denonciations qu'Hebert repetait chaque jour, acheverent de l'intimider, et il courut tout devoiler a Robespierre. Il pretendit qu'il n'avait eu d'autre projet, en entrant dans le complot, que celui de le suivre et de le reveler; il attribua ce complot a l'etranger, qui voulait, disait-il, corrompre les deputes, pour avilir la representation nationale, et qui se servait ensuite d'Hebert et de ses complices pour les diffamer apres les avoir corrompus. Il y avait ainsi, selon lui, deux branches dans la conspiration, la branche corruptrice et la branche diffamatrice, qui toutes deux se concertaient pour deshoner et dissoudre la convention. La participation des banquiers etrangers a cette intrigue, les projets de Julien de Toulouse et de Delaunay, qui disaient que la convention finirait bientot par se devorer elle-meme, et qu'il fallait faire fortune le plus tot possible, quelques liaisons de la femme d'Hebert avec les maitresses de Julien de Toulouse et de Delaunay, servirent a Chabot de moyens pour etayer cette fable d'une conspiration a deux branches, dans laquelle les corrupteurs et les diffamateurs s'entendaient secretement pour arriver au meme but. Chabot eut cependant un reste de scrupule, et justifia Bazire. Comme il avait ete le corrupteur de Fabre, et qu'il s'exposait a une denonciation de celui-ci en l'accusant, il pretendit que ses offres avaient ete rejetees, et que les cent mille francs en assignats, suspendus avec un fil dans des lieux d'aisances, etaient les cent mille francs destines a Fabre, et refuses par lui. Ces fables de Chabot n'avaient aucune apparence de verite, car il eut ete bien plus naturel, en entrant dans la conspiration pour la decouvrir, d'en prevenir quelques membres de l'un ou de l'autre comite, et de déposer l'argent dans leurs mains. Robespierre renvoya Chabot au comite de surete generale, qui fit arreter dans la nuit les deputes designes. Julien de Toulouse parvint a s'evader; Bazire, Delaunay et Chabot, furent seuls arretes[6].

La decouverte de cette trame honteuse causa une grande rumeur, et confirma toutes les calomnies que les partis dirigeaient les uns contre les autres. On repandit plus que jamais le bruit d'une faction etrangere, corrompant les patriotes, les excitant a entraver la marche de la revolution, les uns par une moderation intempestive, et les autres par une exageration folle, par des diffamations continuelles, et par une odieuse profession d'atheisme. Cependant qu'y avait-il de reel dans toutes ces suppositions? D'un cote, des hommes moins fanatiques, plus prompts a s'apitoyer sur les vaincus, et plus susceptibles par cette meme raison de ceder a l'attrait du plaisir et de la corruption; d'un autre cote, des hommes plus violens et plus aveugles, s'aidant de la partie basse du peuple, poursuivant de leurs reproches ceux qui ne partageaient pas leur insensibilite fanatique, profanant les vieux objets du culte, sans menagement et sans decence; au milieu de ces deux partis, des banquiers, profitant de toutes les crises pour agioter; quatre deputes sur sept cent cinquante, se laissant corrompre et devenant les complices de cet agiotage; enfin quelques revolutionnaires sinceres, mais etrangers, suspects a ce titre, et se compromettant par l'exageration meme, a la faveur de laquelle ils voulaient faire oublier leur origine: voila ce qu'il y avait de reel, et il n'y avait la rien que de tres ordinaire, rien qui exigeait la supposition d'une machination profonde.

Le comite de salut public, voulant se placer au-dessus des partis, resolut de les frapper et de les fletrir tous, et pour cela il chercha a montrer qu'ils etaient tous complices de l'etranger. Robespierre avait deja denonce une faction etrangere, a laquelle son esprit defiant lui faisait ajouter foi. La faction turbulente contrariant l'autorite superieure, et deshonorant la revolution, il l'accusa aussitot d'etre complice de la faction etrangere; cependant il ne dit rien encore de pareil contre la faction moderee, il la defendit meme, comme on l'a vu, dans la personne de Danton. S'il la menageait encore, c'est qu'elle n'avait rien fait jusque-la qui put contrarier la marche de la revolution, c'est qu'elle ne formait pas un parti opiniatre et nombreux comme les anciens girondins, et qu'elle se composait tout au plus de quelques individus isoles qui desapprouvaient les extravagances *ultra-revolutionnaires*.

Telle etait la situation des partis, et la politique du comite de salut public a leur egard, en frimaire an II (decembre 1793). Tandis qu'il se servait de l'autorite avec tant de force, et achevait de completer a l'interieur

la machine du pouvoir revolutionnaire, il deployait une egale energie au dehors, et assurait le salut de la revolution par des victoires eclatantes.

FOOTNOTES:

[Footnote 6: 27 brumaire (17 novembre).]

**CHAPITRE XVII. FIN DE LA CAMPAGNE DE 1793.—MANOEUVRE DE HOCHÉ
DANS LES VOSGES.—RETRAITE DES AUTRICHIENS ET DES
PRUSSIENS.—DEBLOCUS DE LANDAU.—OPERATIONS A L'ARMÉE
D'ITALIE.—SIEGE ET PRISE DE TOULON PAR L'ARMÉE
REPUBLICAINE.—DERNIERS COMBATS ET ECHECS AUX
PYRENEES.—EXCURSION DES VENDEENS AU-DELA DE LA
LOIRE.—NOMBREUX COMBATS; ECHECS DE L'ARMÉE
REPUBLICAINE.—DEFAITE DES VENDEENS AU MANS, ET LEUR
DESTRUCTION COMPLETE A SAVENAY.—COUP D'OEIL GENERAL SUR LA
CAMPAGNE DE 1793.**

La campagne de 1793 s'achevait sur toutes les frontieres de la maniere la plus brillante et la plus heureuse. Dans la Belgique, on avait enfin pris le parti d'entrer dans les quartiers d'hiver, malgre le projet du comite de salut public, qui avait voulu profiter de la victoire de Watignies pour envelopper l'ennemi entre l'Escaut et la Sambre. Ainsi, sur ce point, les evenemens n'avaient pas change et les avantages de Watignies nous etaient restes.

Sur le Rhin, la campagne s'etait beaucoup prolongee par la perte des lignes de Wissembourg, forcees le 13 octobre (22 vendemiaire). Le comite de salut public voulait les recouvrer a tout prix, et debloquer Landau, comme il avait debloque Dunkerque et Maubeuge. L'etat de nos departemens du Rhin etait une raison de se hater, et d'en eloigner l'ennemi. Le pays des Vosges etait singulierement empreint de l'esprit feodal; les pretres et les nobles y avaient conserve une grande influence; la langue francaise y etant peu repandue, les nouvelles idees revolutionnaires n'y avaient presque pas penetre; dans un grand nombre de communes, les decrets de la convention etaient inconnus; plusieurs manquaient de comites revolutionnaires, et, dans presque toutes, les emigres circulaient impunement. Les nobles de l'Alsace avaient suivi l'armee de Wurmser en foule, et se repandaient depuis Wissembourg jusqu'aux environs de Strasbourg. Dans cette derniere ville, on avait forme le complot de livrer la place a Wurmser. Le comite de salut public y envoya aussitot Lebas et Saint-Just, pour y exercer la dictature ordinaire des commissaires de la convention. Il nomma le jeune Hoche, qui s'etait si fort distingue au siege de Dunkerque, general de l'armee de la Moselle; il detacha de l'armee oisive des Ardennes une forte division, qui fut partagee entre les deux armees de la Moselle et du Rhin; enfin il fit executer des levees en masse dans tous les departemens environnans, et les dirigea sur Besancon. Ces nouvelles levees occuperent les places fortes, et les garnisons furent portees en ligne. Saint-Just deploya a Strasbourg tout ce qu'il avait d'energie et d'intelligence. Il fit trembler les malintentionnes, livra a une commission ceux qu'on soupconnaient d'avoir voulu livrer Strasbourg, et les fit conduire a l'echafaud. Il communiqua aux generaux et aux soldats une vigueur nouvelle, il exigea chaque jour des attaques sur toute la ligne, afin d'exercer nos jeunes conscrits. Aussi brave qu'impitoyable, il allait lui-meme au feu, et partageait tous les dangers de la guerre. Un grand enthousiasme s'etait empare de l'armee; et le cri des soldats, qu'on enflammait de l'espoir de recouvrer le terrain perdu, leur cri etait: *Landau ou la mort!*

La veritable manoeuvre a executer sur cette partie des frontieres, consistait toujours a reunir les deux armees du Rhin et de la Moselle, et a operer en masse sur un seul versant des Vosges. Pour cela, il fallait recouvrer les passages qui coupaient la ligne des montagnes, et que nous avions perdus depuis que Brunswick s'etait porte

au centre des Vosges, et Wurmser sous les murs de Strasbourg. Le projet du comite etait forme: il voulait s'emparer de la chaine meme, pour separer les Prussiens des Autrichiens. Le jeune Hoche, plein de talent et d'ardeur, etait charge d'executer ce plan, et ses premiers mouvemens a la tete de l'armee de la Moselle firent esperer les plus energetiques determinations.

Les Prussiens, pour assurer leur position, avaient voulu enlever par une surprise le chateau de Bitche, place au milieu meme des Vosges. Cette tentative fut dejouee par la vigilance de la garnison, qui accourut a temps sur les remparts; et Brunswick, soit qu'il fut deconcerte par ce defaut de succes, soit qu'il redoutat l'activite et l'energie de Hoche, soit aussi qu'il fut mecontent de Wurmser, avec lequel il ne vivait pas d'accord, se retira d'abord a Bisengen, sur la ligne d'Erbach, puis a Kayserslautern, au centre des Vosges. Il n'avait pas prevenu Wurmser de ce mouvement retrograde; et, tandis que celui-ci se trouvait engage sur le versant oriental, presque a la hauteur de Strasbourg, Brunswick, sur le versant occidental, se trouvait meme en arriere de Wissembourg, et a peu pres a la hauteur de Landau. Hoche avait suivi Brunswick de tres pres dans son mouvement retrograde, et, apres avoir vainement essaye de l'entourer a Bisengen, et meme de le prevenir a Kayserslautern, il forma le projet de l'attaquer a Kayserslautern meme, quelque grande que fut la difficulte des lieux. Hoche avait environ trente mille hommes; il se battit les 28, 29 et 30 novembre; mais les lieux etaient peu connus et peu praticables. Le premier jour, le general Ambert, qui commandait la gauche, se trouva engage, tandis que Hoche, au centre, cherchait sa route; le jour suivant, Hoche se trouvait seul en presence de l'ennemi, tandis qu'Ambert s'egarait dans les montagnes. Grace aux difficultes des lieux, a sa force et a l'avantage de sa position, Brunswick eut un succes complet. Il ne perdit qu'environ douze hommes; Hoche fut oblige de se retirer avec une perte d'environ trois mille hommes; mais il ne fut pas decourage, et vint se rallier a Pirmasens, Hornbach et Deux-Ponts. Hoche, quoique malheureux, n'en avait pas moins deploye une audace et une resolution qui frapperent les representans et l'armee. Le comite de salut public, qui, depuis l'entree de Carnot, etait assez eclaire pour etre juste et qui n'etait severe qu'envers le defaut de zele, luicrivit les lettres les plus encourageantes, et, pour la premiere fois, donna des eloges a un general battu. Hoche, sans etre ebranle un moment par sa defaite, forma aussitot la resolution de se joindre a l'armee du Rhin, pour accabler Wurmser. Celui-ci, qui etait reste en Alsace tandis que Brunswick retrogradait jusqu'a Kayserslautern, avait son flanc droit decouvert. Hoche dirigea le general Taponnier avec douze mille hommes sur Werdt, pour percer la ligne des Vosges, et se jeter sur le flanc de Wurmser, tandis que l'armee du Rhin ferait sur son front une attaque generale. Grace a la presence de Saint-Just, des combats continuels avaient eu lieu pendant la fin de novembre et le commencement de decembre, entre l'armee du Rhin et les Autrichiens. Elle commencait a s'aguerrir en allant tous les jours au feu. Pichegru la commandait. Le corps envoye dans les Vosges par Hoche eut beaucoup de difficultes a vaincre pour y penetrer, mais il y reussit enfin, et inquieta serieusement la droite de Wurmser. Le 22 decembre (2 nivose), Hoche marcha lui-meme a travers les montagnes, et parut a Werdt sur le sommet du versant oriental. Il accabla la droite de Wurmser, lui prit beaucoup de canons, et fit un grand nombre de prisonniers. Les Autrichiens furent alors obliges de quitter la ligne de la Motter, et de se porter d'abord a Sultz, puis le 24 a Wissembourg, sur les lignes memes de la Lauter. Leur retraite s'operait avec desordre et confusion. Les emigres, les nobles alsaciens accourus a la suite de Wurmser, fuyaient avec la plus grande precipitation. Des familles entieres couvraient la route en cherchant a s'echapper. Les deux armees prussienne et autrichienne etaient mecontentes l'une de l'autre, et s'entr'aidaient peu contre un ennemi plein d'ardeur et d'enthousiasme.

Les deux armees du Rhin et de la Moselle etaient reunies. Les representans donnerent le commandement en chef a Hoche, qui se disposa sur-le-champ a reprendre Wissembourg. Les Prussiens et les Autrichiens, concentres maintenant par leur mouvement retrograde, se trouvaient mieux en mesure de se soutenir. Ils resolurent donc de prendre l'offensive le 26 decembre (6 nivose), le jour meme ou le general francais se disposait a fondre sur eux. Les Prussiens etaient dans les Vosges et autour de Wissembourg; les Autrichiens s'etendaient en avant de la Lauter, depuis Wissembourg jusqu'au Rhin. Certainement, s'ils n'avaient pas ete decides a prendre l'initiative, ils n'auraient pas recu l'attaque en avant des lignes, ayant la Lauter a dos; mais ils etaient resolus a attaquer les premiers, et les Francais, en s'avancant sur eux, trouverent leurs avant-gardes en marche. Le general Desaix, commandant la droite de l'armee du Rhin, marcha sur Lauterbourg; le general

Michaud fut dirige sur Schleithal; le centre attaqua les Autrichiens, ranges sur le Geisberg, et la gauche penetra dans les Vosges pour tourner les Prussiens. Desaix emporta Lauterbourg, Michaud occupa Schleithal, et le centre, repliant les Autrichiens, les refoula du Geisberg jusqu'a Wissembourg meme. L'occupation instantanee de Wissembourg, pouvait etre desastreuse pour les coalises, et elle etait imminente; mais Brunswick, qui se trouvait au Pigeonnier, accourut sur ce point, et contint les Francais avec beaucoup de fermete. La retraite des Autrichiens se fit alors avec moins de desordre; mais le lendemain les Francais occuperent les lignes de Wissembourg. Les Autrichiens se replierent sur Gemersheim, les Prussiens sur Bergzabern. Les soldats francais s'avancaient toujours en criant: *Landau ou la mort!* Les Autrichiens se haterent de repasser le Rhin, sans vouloir tenir un jour de plus sur la rive gauche, et sans donner aux Prussiens le temps d'arriver a Mayence. Landau fut debloque; et les Francais prirent leurs quartiers d'hiver dans le Palatinat. Aussitot apres, les deux generaux coalises s'attaquerent dans des relations contradictoires, et Brunswick donna sa demission a Frederic-Guillaume. Ainsi, sur cette partie du theatre de la guerre, nous avons glorieusement recouvre nos frontieres, malgre les forces reunies de la Prusse et de l'Autriche.

L'armee d'Italie n'avait rien entrepris d'important, et, depuis sa defaite du mois de juin, elle etait restee sur la defensive. Dans le mois de septembre, les Piemontais, voyant Toulon attaque par les Anglais, songerent enfin a profiter de cette circonstance, qui pouvait amener la perte de l'armee francaise. Le roi de Sardaigne se rendit lui-meme sur le theatre de la guerre, et une attaque generale du camp francais fut resolue pour le 8 septembre. La maniere la plus sure d'operer contre les Francais eut ete d'occuper la ligne du Var, qui separait Nice de leur territoire. On aurait ainsi fait tomber toutes les positions qu'ils avaient prises au-dela du Var, on les aurait obliges d'evacuer le comte de Nice, et peut-etre meme de mettre bas les armes. On aima mieux attaquer immediatement leur camp. Cette attaque, executee avec des corps detaches, et par diverses vallees a la fois, ne reussit pas; et le roi de Sardaigne, peu satisfait, se retira aussitot dans ses etats. A peu pres a la meme epoque, le general autrichien Dewins resolut enfin d'operer sur le Var; mais il n'executa son mouvement qu'avec trois ou quatre mille hommes, ne s'avanca que jusqu'a Isola, et, arrete tout a coup par un leger echec, il remonta sur les Hautes-Alpes, sans avoir donne suite a cette tentative. Telles avaient ete les operations insignifiantes de l'armee d'Italie.

Un interet plus grave appelait toute l'attention sur Toulon. Cette place, occupee par les Anglais et les Espagnols, leur assurait un pied a terre dans le Midi, et une base pour tenter une invasion. Il importait donc a la France de la recouvrer au plus tot. Le comite avait donne a cet egard les ordres les plus pressans, mais les moyens de siege manquaient entierement. Carreaux, apres avoir soumis Marseille, avait debouche avec sept ou huit mille hommes par les gorges d'Ollioules, s'en etait empare apres un leger combat, et s'etait etabli au debouche meme de ces gorges, en vue de Toulon; le general Lapoype, detache de l'armee d'Italie avec quatre mille hommes environ, s'etait range sur le cote oppose, vers Sollies et Lavalette. Les deux corps francais ainsi places, l'un au couchant, l'autre au levant, etaient si eloignes qu'ils s'apercevaient a peine, et ne pouvaient se preter aucun secours. Les assieges, avec un peu plus d'activite, auraient pu les attaquer isolement, et les accabler l'un apres l'autre. Heureusement ils ne songerent qu'a fortifier la place, et a la garnir de troupes. Ils firent débarquer huit mille Espagnols, Napolitains et Piemontais, deux regimens anglais venus de Gibraltar, et porterent la garnison a quatorze ou quinze mille hommes. Ils perfectionnerent toutes les defenses, armerent tous les forts, surtout ceux de la cote, qui protegeaient la rade ou leurs escadres etaient au mouillage. Ils s'attacherent particulierement a rendre inaccessible le fort de l'Eguillette, place a l'extremite du promontoire qui ferme la rade interieure, ou petite rade. Ils en rendirent l'abord tellement difficile, qu'on l'appelait dans l'armee, *le petit Gibraltar*. Les Marseillais et tous les Provencaux qui s'etaient refugies dans Toulon, s'employerent eux-memes aux ouvrages, et montrerent le plus grand zele. Cependant l'union ne pouvait durer dans l'interieur de la place, car la reaction contre la Montagne y avait fait renaître toutes les factions. On y etait republicain ou royaliste a tous les degres. Les coalises eux-memes n'etaient pas d'accord. Les Espagnols etaient offenses de la superiorite qu'affectaient les Anglais, et se defiaient de leurs intentions. L'amiral Hood, profitant de cette desunion, dit que, puisqu'on ne pouvait s'entendre, il fallait, pour le moment, ne proclamer aucune autorite. Il empecha meme le depart d'une deputation que les Toulonnais voulaient envoyer aupres du comte de Provence, pour engager ce prince a se rendre dans leurs murs en qualite de regent. Des cet instant,

on pouvait entrevoir la conduite des Anglais, et sentir combien avaient ete aveugles et coupables ceux qui avaient livre Toulon aux plus cruels ennemis de la marine francaise.

Les republicains ne pouvaient pas esperer, avec leurs moyens actuels, de reprendre Toulon. Les representans conseillaient meme de replier l'armee au-delà de la Durance, et d'attendre la saison suivante. Cependant la prise de Lyon ayant permis de disposer de nouvelles forces, on achemina vers Toulon des troupes et du materiel. Le general Doppet, auquel on attribuait la prise de Lyon, fut charge de remplacer Carteaux. Bientot Doppet lui-meme fut remplace par Dugommier, qui etait beaucoup plus experimente, et fort brave. Vingt-huit ou trente mille hommes furent reunis, et on donna l'ordre d'achever le siege avant la fin de la campagne.

On commença par serrer la place de pres, et par etabli des batteries contre les forts. Le general Lapoype, detache de l'armee d'Italie, etait toujours au levant, et le general en chef Dugommier au couchant, en avant d'Ollioules. Ce dernier etait charge de la principale attaque. Le comite de salut public avait fait rediger par le comite des fortifications un plan d'attaque reguliere. Le general assemble un conseil de guerre pour discuter le plan envoye de Paris. Ce plan etait fort bien concu, mais il s'en presentait un autre plus convenable aux circonstances, et qui devait avoir des resultats plus prompts.

Dans le conseil de guerre se trouvait un jeune officier, qui commandait l'artillerie en l'absence du chef de cette arme. Il se nommait Bonaparte, et etait originaire de Corse. Fidele a la France, au sein de laquelle il avait ete eleve, il s'etait battu en Corse pour la cause de la convention contre Paoli et les Anglais; il s'etait rendu ensuite a l'armee d'Italie, et servait devant Toulon. Il montrait une grande intelligence, une extreme activite, et couchait a cote de ses canons. Ce jeune officier, a l'aspect de la place, fut frappe d'une idee, et la proposa au conseil de guerre. Le fort l'Eguillette, surnomme *le petit Gibraltar*, fermait la rade ou mouillaient les escadres coalisees. Ce fort occupe, les escadres ne pouvaient plus mouiller dans la rade, sans s'exposer a y etre brulees: elles ne pouvaient pas non plus l'evacuer en y laissant une garnison de quinze mille hommes, sans communications, sans secours, et tot ou tard exposee a mettre bas les armes: il etait donc infiniment presumable que le fort l'Eguillette une fois en la possession des republicains, les escadres et la garnison evacueraient ensemble Toulon. Ainsi, la clef de la place etait au fort l'Eguillette; mais ce fort etait presque imprenable. Le jeune Bonaparte soutint fortement son idee comme plus appropriee aux circonstances, et reussit a la faire adopter.

On commença par serrer la place. Bonaparte, a la faveur de quelques oliviers qui cachaient ses artilleurs, fit placer une batterie tres pres du fort Malbosquet, l'un des plus importants parmi ceux qui environnaient Toulon. Un matin, cette batterie eclata a l'improviste, et surprit les assieges, qui ne croyaient pas qu'on put etabli des feux aussi pres du fort. Le general anglais O'Hara, qui commandait la garnison, resolut de faire une sortie pour detruire la batterie, et enclouer les canons. Le 30 novembre (10 frimaire), il sortit a la tete de six mille hommes, penetra soudainement a travers les postes republicains, s'empara de la batterie, et commença aussitot a enclouer les pieces. Heureusement, le jeune Bonaparte se trouvait non loin de la avec un bataillon. Un boyau conduisait a la batterie. Bonaparte s'y jeta avec son bataillon, se porta sans bruit au milieu des Anglais, puis tout a coup ordonna le feu, et les jeta, par cette subite apparition, dans la plus grande surprise. Le general O'Hara, etonne, crut que c'etaient ses propres soldats qui se trompaient, et faisaient feu les uns sur les autres. Il s'avanca alors vers les republicains pour s'en assurer, mais il fut blesse a la main, et pris dans le boyau meme par un sergent. Au meme instant, Dugommier, qui avait fait battre la generale au camp, ramenait ses soldats a l'attaque, et se portait entre la batterie et la place. Les Anglais, menaces alors d'etre coupes, se retirerent apres avoir perdu leur general, et sans avoir pu se delivrer de cette dangereuse batterie.

Ce succes anima singulierement les assiegeans, et jeta beaucoup de decouragement parmi les assieges. La defiance etait si grande chez ces derniers, qu'ils disaient que le general O'Hara s'etait fait prendre pour vendre Toulon aux republicains. Cependant les republicains, qui voulaient conquerir la place et qui n'avaient pas les moyens de l'acheter, se preparaient a l'attaque si perilleuse de l'Eguillette. Ils y avaient jete deja un grand

nombre de bombes, et tachaient d'en raser la defense avec des pieces de 24. Le 18 decembre (28 frimaire), l'assaut fut resolu pour minuit. Une attaque simultanee devait avoir lieu du cote du general Lapoype sur le fort Faron. A minuit, et par un orage epouvantable, les republicains s'ebanlent. Les soldats qui gardaient le fort se tenaient ordinairement en arriere, pour se mettre a l'abri des bombes et des boulets. Les Francais esperaient y arriver avant d'avoir ete apercus; mais au pied de la hauteur ils trouvent des tirailleurs ennemis. Le combat s'engage. Au bruit de la mousqueterie, la garnison du fort accourt sur les remparts et foudroie les assaillans. Ceux-ci reculent et reviennent tour a tour. Un jeune capitaine d'artillerie, nomme Muiron, profite des inegalites du terrain, et reussit a gravir la hauteur, sans avoir perdu beaucoup de monde. Arrive au pied du fort, il s'elance par une embrasure; les soldats le suivent, penetrent dans la batterie, s'emparent des canons, et bientot du fort lui-meme.

Dans cette action, le general Dugommier, les representans Salicetti et Robespierre jeune, le commandant d'artillerie Bonaparte, avaient ete presens au feu, et avaient communique aux troupes le plus grand courage. Du cote du general Lapoype, l'attaque ne fut pas moins heureuse, et une des redoutes du fort Faron fut emportee.

Des que le fort l'Eguillette fut occupe, les republicains se haterent de disposer les canons de maniere a foudroyer la flotte. Mais les Anglais ne leur en donnerent pas le temps. Ils se deciderent sur-le-champ a evacuer la place, pour ne pas courir plus long-temps les chances d'une defense difficile et perilleuse. Avant de se retirer, ils resolurent de bruler l'arsenal, les chantiers, et les vaisseaux qu'ils ne pourraient pas prendre. Le 18 et le 19, sans en prevenir l'amiral espagnol, sans avertir meme la population compromise, qu'on allait la livrer aux montagnards victorieux, les ordres furent donnes pour l'evacuation. Chaque vaisseau anglais vint a son tour s'approvisionner a l'arsenal. Les forts furent ensuite tous evacues, excepte le fort Lamalgue, qui devait etre le dernier abandonne. Cette evacuation se fit meme si vite, que deux mille Espagnols, prevenus trop tard, resterent hors des murs, et ne se sauverent que par miracle. Enfin on donna l'ordre d'incendier l'arsenal. Vingt vaisseaux ou fregates parurent tout a coup en flammes au milieu de la rade, et exciterent le desespero chez les malheureux habitans, et l'indignation chez les republicains, qui voyaient bruler l'escadre sans pouvoir la sauver. Aussitot, plus de vingt mille individus, hommes, femmes, vieillards, enfans, portant ce qu'ils avaient de plus precieux, vinrent sur les quais, tendant les mains vers les escadres, et implorant un asile pour se soustraire a l'armee victorieuse. C'etaient toutes les familles provencales qui, a Aix, Marseille, Toulon, s'etaient compromises dans le mouvement sectionnaire. Pas une seule chaloupe ne se montrait a la mer pour secourir ces imprudens Francais, qui avaient mis leur confiance dans l'etranger, et qui lui avaient livre le premier port de leur patrie. Cependant l'amiral Langara, plus humain, ordonna de mettre les chaloupes a la mer, et de recevoir sur l'escadre espagnole tous les refugies qu'elle pourrait contenir. L'amiral Hood n'osa pas resister a cet exemple et aux imprecations qu'on vomissait contre lui. Il ordonna a son tour, mais fort tard, de recevoir les Toulonnais. Ces malheureux se precipitaient avec fureur dans les chaloupes. Dans cette confusion, quelques-uns tombaient a la mer, d'autres etaient separes de leurs familles. On voyait des meres cherchant leurs enfans, des epouses, des filles, cherchant leurs maris ou leurs peres, et errant sur ces quais aux lueurs de l'incendie. Dans ce moment terrible, des brigands, profitant du desordre pour piller, se jettent sur les malheureux accumules le long des quais, et font feu en criant: *Voici les republicains!* La terreur alors s'empare de cette multitude; elle se precipite, se mele, et, pressee de fuir, elle abandonne ses depouilles aux brigands auteurs de ce stratageme.

Enfin les republicains entrerent, et trouverent la ville a moitie deserte, et une grande partie du materiel de la marine detruit. Heureusement les forcats avaient arrete l'incendie et empeche qu'il ne se propageat. De 56 vaisseaux ou fregates, il ne restait que 7 vaisseaux et 11 fregates; le reste avait ete pris ou brule par les Anglais. Bientot, aux horreurs du siege et de l'evacuation, succederent celles de la vengeance revolutionnaire. Nous raconterons plus tard la suite des desastres de cette cite coupable et malheureuse. La prise de Toulon causa une joie extraordinaire, et produisit autant d'impression que les victoires de Watignies, la prise de Lyon, et le deblocus de Landau. Des lors on n'avait plus a craindre que les Anglais, s'appuyant sur Toulon, vinsent apporter dans le Midi le ravage et la revolte.

La campagne s'etait terminee moins heureusement aux Pyrenees. Cependant, malgre de nombreux revers et une grande imperitie de la part des generaux, nous n'avions perdu que la ligne du Tech, et celle de la Tet nous etait restee. Apres le combat malheureux de Truillas, le 22 septembre (1er vendemiaire) contre le camp espagnol, et ou Dagobert avait montre tant de bravoure et de sang-froid, Ricardos, au lieu de marcher en avant, avait retrograde au contraire sur le Tech. La reprise de Villefranche, et un renfort de quinze mille hommes arrive aux republicains, l'avaient decide a ce mouvement retrograde. Apres avoir leve le blocus de Collioure et de Port-Vendre, il s'etait porte au camp de Boulou, entre Ceret et Ville-Longue, et veillait de la a ses communications en gardant la grande route de Bellegarde. Les representans Fabre et Gaston, pleins de fougue, voulurent faire attaquer le camp des Espagnols, afin de les rejeter au-dela des Pyrenees; mais l'attaque fut infructueuse et n'aboutit qu'a une inutile effusion de sang.

Le representant Fabre, impatient de tenter une entreprise importante, revait depuis long-temps une marche au-dela des Pyrenees, pour forcer les Espagnols a retrograder. On lui avait persuade que le fort de Roses pouvait etre enleve par un coup de main. D'apres son voeu, et malgre l'avis contraire des generaux, trois colonnes furent jetees au-dela des Pyrenees, pour se reunir a Espola. Mais trop faibles, trop desunies, elles ne purent se joindre, furent battues, et ramenees sur la grande chaine apres une perte considerable. Ceci s'etait passe en octobre. En novembre, des orages, peu ordinaires dans la saison, grossirent les torrens, interrompirent les communications des divers camps espagnols entre eux, et les mirent dans le plus grand peril.

C'etait le cas de se venger sur les Espagnols des revers qu'on avait essayes. Il ne leur restait que le pont de Ceret pour repasser le Tech, et ils demeuraient inondes et affames sur la rive gauche a la merci des Francais. Mais rien de ce qu'il fallait faire ne fut execute. Au general Dagobert avait succede le general Turreau, a celui-ci le general Doppet. L'armee etait desorganisee. On se battit mollement aux environs de Ceret, on perdit meme le camp de Saint-Ferreol, et Ricardos echappa ainsi aux dangers de sa position. Bientot il se vengea bien plus habilement du danger ou il s'etait trouve, et fondit le 7 novembre (17 brumaire) sur une colonne francaise, qui etait engagee a Ville-Longue, sur la rive droite du Tech, entre le fleuve, la mer et les Pyrenees. Il defit cette colonne, forte de dix mille hommes, et la jeta dans un tel desordre, qu'elle ne put se rallier qu'a Argeles. ImmEDIATEMENT apres, Ricardos fit attaquer la division Delatre a Collioure, s'empara de Collioure, de Port-Vendre et de Saint-Elme, et nous rejeta entierement au-dela du Tech. La campagne se trouva ainsi terminee vers les derniers jours de decembre. Les Espagnols prirent leurs quartiers d'hiver sur les bords du Tech; les Francais camperent autour de Perpignan, et sur les rives de la Tet. Nous avions perdu un peu de territoire, mais moins qu'on ne devait le craindre apres tant de desastres. C'etait du reste la seule frontiere ou la campagne ne se fut pas terminee glorieusement pour les armes de la republique. Du cote des Pyrenees Occidentales, on avait garde une defensive reciproque.

C'est dans la Vendee que de nouveaux et terribles combats avaient eu lieu, avec un grand avantage pour la republique, mais avec un grand dommage pour la France, qui ne voyait des deux cotes que des Francais s'egorgeant les uns les autres.

Les Vendeens, battus a Cholet le 17 octobre (26 vendemiaire), s'etaient jetes, comme on l'a vu, sur le bord de la Loire, au nombre de quatre-vingt mille individus, hommes, femmes, enfans, vieillards. N'osant pas rentrer dans leur pays occupe par les republicains, ne pouvant plus tenir la campagne en presence d'une armee victorieuse, ils songerent a se rendre en Bretagne, et a suivre les idees de Bonchamps, lorsque ce jeune heros etait mort, et ne pouvait plus diriger leurs tristes destinees. On a vu qu'a la veille de la bataille de Cholet, il envoya un detachement pour faire occuper le poste de Varade, sur la Loire. Ce poste, mal garde par les republicains, fut pris dans la nuit du 16 au 17. La bataille perdue, les Vendeens purent donc impunement traverser le fleuve, a la faveur de quelques bateaux laisses sur la rive, et a l'abri du canon republicain. Le danger ayant ete jusqu'ici sur la rive gauche, le gouvernement n'avait pas songe a defendre la rive droite. Toutes les villes de la Bretagne etaient mal gardees; quelques detachemens de gardes nationales, epars ca et la, etaient incapables d'arreter les Vendeens, et ne pouvaient que fuir a leur approche. Ceux-ci s'avancerent donc sans obstacles, et traverserent successivement Cande, Chateau-Gonthier et Laval, sans eprouver aucune

resistance.

Pendant ce temps, l'armee republicaine etait incertaine de leur marche, de leur nombre et de leurs projets. Un moment meme, elle les avait crus detruits, et les representans l'avaient ecrit a la convention. Kleber seul, qui commandait toujours l'armee sous le nom de Lechelle, pensait le contraire, et s'efforcait de moderer une dangereuse securite. Bientot, en effet, on apprit que les Vendeens etaient loin d'etre extermines; que dans la colonne fugitive, il restait encore trente ou quarante mille hommes armes, et capables de combattre. Un conseil de guerre fut aussitot rassemble; et comme on ne savait pas si les fugitifs se porteraient sur Angers ou sur Nantes, s'ils marcheraient sur la Bretagne, ou iraient par la Basse-Loire se reunir a Charette, on decida que l'armee se diviserait; qu'une partie, sous le general Haxo, irait tenir tete a Charette, et reprendre Noirmoutiers; qu'une autre partie sous Kleber occuperait le camp de Saint-George pres de Nantes, et que le reste enfin demeurerait a Angers pour couvrir cette ville, et observer la marche de l'ennemi. Sans doute, si l'on eut ete mieux instruit, on aurait compris qu'il fallait rester reunis en masse, et marcher sans relache a la poursuite des Vendeens. Dans l'etat de desordre et d'effroi ou ils se trouvaient, il eut ete facile de les disperser et de les detruire entierement; mais on ne connaissait pas la direction qu'ils avaient prise, et, dans le doute, le parti que l'on prit etait encore le plus sage. Bientot, cependant, on eut de meilleurs renseignemens, et l'on apprit la marche des Vendeens sur Candé, Chateau-Gonthier et Laval. Des lors on resolut de les poursuivre sur-le-champ, et de les atteindre, avant qu'ils pussent mettre la Bretagne en feu, et s'emparer de quelque grande ville, ou d'un port sur l'Ocean. Les generaux Vimeux et Haxo furent laisses a Nantes et dans la Basse-Vendee; tout le reste de l'armee s'achemina vers Candé et Chateau-Gonthier. Westermann et Beaupuy formaient l'avant-garde; Chalbos, Kleber, Canuel, commandaient chacun une division, et Lechelle, eloigne du champ de bataille, laissait diriger les mouvemens par Kleber, qui avait la confiance et l'admiration de l'armee. Le 25 octobre au soir (4 brumaire), l'avant-garde republicaine arriva a Chateau-Gonthier; le gros des forces etait a une journee en arriere. Westermann, quoique ses troupes fussent tres fatiguees, quoiqu'il fut presque nuit, et qu'il restat encore six lieues de chemin a faire pour arriver a Laval, voulut y marcher sur-le-champ. Beaupuy, tout aussi brave, mais plus prudent que Westermann, s'efforca en vain de lui faire sentir le danger d'attaquer la masse vendeenne au milieu de la nuit, fort en avant du corps d'armee, et avec des troupes harassees de fatigue. Beaupuy fut oblige de ceder au plus ancien en commandement. On se mit aussitot en marche. Arrive a Laval au milieu de la nuit, Westermann envoya un officier reconnaitre l'ennemi: celui-ci, emporte par son ardeur, fit une charge au lieu d'une reconnaissance, et replia rapidement les premiers postes. L'alarme se repandit dans Laval, le tocsin sonna, toute la masse ennemie fut bientot debout, et vint faire tete aux republicains. Beaupuy, se comportant avec sa fermete ordinaire, soutint courageusement l'effort des Vendeens. Westermann deploya toute sa bravoure, le combat fut des plus opiniatres, et l'obscurite de la nuit le rendit encore plus sanglant. L'avant-garde republicaine, quoique tres inferieure en nombre, serait neanmoins parvenue a se soutenir jusqu'a la fin; mais la cavalerie de Westermann, qui n'etait pas toujours aussi brave que son chef, se debanda tout a coup, et l'obligea a la retraite. Grace a Beaupuy, elle se fit sur Chateau-Gonthier, avec assez d'ordre. Le corps de bataille y arriva le jour suivant. Toute l'armee s'y trouva donc reunie le 26, l'avant-garde epuisee d'un combat inutile et sanglant, le corps de bataille fatigue d'une longue route, faite sans vivres, sans souliers, et a travers les boues de l'automne. Westermann et les representans voulaient de nouveau se reporter en avant. Kleber s'y opposa avec force, et fit decider qu'on ne s'avancerait pas au-delà de Villiers, moitie chemin de Chateau-Gonthier a Laval.

Il s'agissait de former un plan pour l'attaque de Laval. Cette ville est situee sur la Mayenne. Marcher directement par la rive gauche que l'on occupait, etait imprudent, comme l'observa judicieusement un officier tres distingue, Savary, qui connaissait parfaitement les lieux. Il etait facile aux Vendeens d'occuper le pont de Laval, et de s'y maintenir contre toutes les attaques; ils pouvaient ensuite, tandis que l'armee republicaine etait inutilement amasee sur la rive gauche, marcher le long de la rive droite, passer la Mayenne sur ses derrieres, et l'accabler a l'improviste. Il proposa donc de diviser l'attaque, et de porter une partie de l'armee sur la rive droite. De ce cote il n'y avait pas de pont a franchir, et l'occupation de Laval ne presentait point d'obstacle. Ce plan, approuve par les generaux, fut adopte par Lechelle. Le lendemain, cependant, Lechelle, qui sortait quelquefois de sa nullite pour commettre des fautes, envoya l'ordre le plus sot et le plus contradictoire a ce qui

avait ete convenu la veille. Il prescrivit, suivant ses expressions accoutumees, de marcher *majestueusement et en masse* sur Laval, en longeant par la rive gauche. Kleber et tous les generaux sont indignes; cependant il faut obeir. Beaupuy s'avance le premier; Kleber le suit immediatement. Toute l'armee vendeenne etait deployee sur les hauteurs d'Entrames. Beaupuy engage le combat; Kleber se deploye a droite et a gauche de la route, de maniere a s'etendre le plus possible. Sentant neanmoins le desavantage de cette position, il fait dire a Lechelle de porter la division Chalbos sur le flanc de l'ennemi, mouvement qui devait l'ebanler. Mais cette colonne, composee de ces bataillons formes a Orleans et a Niort, qui avaient fui si souvent, se debande avant de s'etre mise en marche. Lechelle s'echappe le premier a toute bride; une grande moitie de l'armee, qui ne se battait pas, fuit en toute hate, ayant Lechelle en tete, et court jusqu'a Chateau-Gonthier, et de Chateau-Gonthier jusqu'a Angers. Les braves Mayençais, qui n'avaient jamais lache pied, se debandent pour la premiere fois. La deroute devient alors generale; Beaupuy, Kleber, Marceau, les representans Merlin et Turreau font des efforts incroyables, mais inutiles, pour arreter les fuyards. Beaupuy recoit une balle au milieu de la poitrine. Porte dans une cabane, il s'ecrie: "Qu'on me laisse ici, et qu'on montre ma chemise sanglante a mes soldats." Le brave Bloss, qui commandait les grenadiers, et qui etait connu par une intrepidite extraordinaire, se fait tuer a leur tete. Enfin une partie de l'armee s'arrete au Lion-d'Angers; l'autre fuit jusqu'a Angers meme. L'indignation etait generale contre le lache exemple qu'avait donne Lechelle en fuyant le premier. Les soldats murmuraient hautement. Le lendemain, pendant la revue, le petit nombre de braves qui etaient restes sous les drapeaux, et c'etaient des Mayençais, criaient: A bas Lechelle! vive Kleber et Dubayet! *qu'on nous rende Dubayet!* Lechelle, qui entendit ces cris, en fut encore plus mal dispose contre l'armee de Mayence, et contre les generaux dont la bravoure lui faisait honte. Les representans, voyant que les soldats ne voulaient plus de Lechelle, se deciderent a le suspendre, et proposerent le commandement a Kleber. Celui-ci le refusa, parce qu'il n'aimait pas la situation d'un general en chef, toujours en butte aux representans, au ministre, au comite de salut public, et consentit seulement a diriger l'armee sous le nom d'un autre. On donna donc le commandement a Chalbos, qui etait l'un des generaux les plus ages de l'armee. Lechelle, prevenant l'arrete des representans, demanda son conge, en disant qu'il etait malade, et se retira a Nantes, ou il mourut quelque temps apres.

Kleber, voyant l'armee dans un etat pitoyable, dispersee partie a Angers, et partie au Lion-d'Angers, proposa de la reunir tout entiere a Angers meme, de lui donner ensuite quelques jours de repos, de la fournir de souliers et de vetemens, et de la reorganiser d'une maniere complete. Cet avis fut adopte, et toutes les troupes furent reunies a Angers. Lechelle n'avait pas manque de denoncer l'armee de Mayence en donnant sa demission, et d'attribuer a de braves gens une deroute qui n'etait due qu'a sa lachete. Depuis long-temps on se defiait de cette armee, de son esprit de corps, de son attachement a ses generaux, et de son opposition a l'etat-major de Saumur. Les derniers cris de *vive Dubayet! a bas Lechelle!* acheverent de la compromettre dans l'esprit du gouvernement. Bientot, en effet, le comite de salut public rendit un arrete pour en ordonner la dissolution et l'amalgame avec les autres corps. Kleber fut charge de cette derniere operation. Quoique cette mesure fut prise contre lui et contre ses compagnons d'armes, il s'y preta volontiers, car il sentait le danger de l'esprit de rivalite et de haine qui s'etablissait entre la garnison de Mayence et le reste des troupes; et il voyait surtout un grand avantage a former de bonnes tetes de Colonnes, qui, habilement distribuees, pouvaient communiquer leur propre force a toute l'armee.

Pendant que ceci se passait a Angers, les Vendeens, delivres a Laval des republicains, et ne voyant plus rien qui s'opposat a leur marche, ne savaient cependant quel parti prendre, ni sur quel theatre porter la guerre. Il s'en presentait deux egalemeut avantageux: ils avaient a choisir entre la pointe de Bretagne et celle de Normandie. L'extreme Bretagne etait toute fanatisee par les pretres et les nobles; la population les aurait recus avec joie; et le sol, extremement coupe et montueux, leur aurait fourni des moyens tres faciles de resistance; enfin, ils se seraient trouves sur le bord de la mer, et en communication avec les Anglais. L'extreme Normandie, ou presqu'ile de Cotentin, etait un peu plus eloignee, mais bien plus facile a garder, car, en s'emparant de Port-Beil et Saint-Cosme, ils la fermaient entierement. Ils y trouvaient l'importante place de Cherbourg, tres accessible pour eux du cote de la terre, pleine d'approvisionnement de toute espece, et surtout tres propre aux communications avec les Anglais. Ces deux projets presentaient donc de grands avantages, et

leur execution rencontrait peu d'obstacles. La route de Bretagne n'etait gardee que par l'armee de Brest, confiee a Rossignol, et consistant tout au plus en cinq ou six mille hommes mal organises. La route de Normandie etait defendue par l'armee de Cherbourg, composee de levees en masse pretes a se dissoudre au premier coup de fusil, et de quelques mille hommes seulement de troupes plus regulieres, qui n'avaient pas encore quitte Caen. Ainsi, aucune de ces deux armees n'etait a redouter pour la masse vendeenne. On pouvait meme facilement eviter leur rencontre avec un peu de celerite. Mais les Vendeens ignoraient la nature des localites, ils n'avaient pas un seul officier qui put leur dire ce qu'etaient la Bretagne et la Normandie, quels en etaient les avantages militaires et les places fortes. Ils croyaient, par exemple, Cherbourg fortifie du cote de terre. Ils etaient donc incapables de se hater, de s'eclairer dans leur marche, de rien executer enfin, avec un peu de force et de precision.

Quoique nombreuse, leur armee etait dans un etat pitoyable. Tous les chefs principaux etaient ou morts ou blesses. Bonchamps avait expire sur la rive gauche; d'Elbee, blesse, avait ete transporte a Noirmoutiers; Lescure, atteint d'une balle au front, etait traîne mourant a la suite de l'armee; La Rochejaquelein, reste seul, avait recu le commandement general. Stofflet commandait sous lui. L'armee, obligee maintenant de se mouvoir et d'abandonner son sol, aurait du etre organisee; mais elle marchait pele-mele comme une horde, ayant au milieu d'elle des femmes, des enfans, des chariots. Dans une armee reguliere, les braves, les faibles, les laches, encadrent les uns avec les autres, restent forcement ensemble et se soutiennent reciproquement. Il suffit de quelques hommes de courage pour communiquer leur energie a toute la masse. Ici, au contraire, aucun rang n'etait garde, aucune division de compagnie de bataillon, n'etant observee, chacun marchant avec qui lui plaisait, les braves s'etaient ranges ensemble, et formaient un corps de cinq ou six mille hommes, toujours prets a s'avancer les premiers. Apres eux, venait une troupe moins sure, et propre seulement a decider un succes, en se portant sur les flancs d'un ennemi deja ebranle. A la suite de ces deux bandes, la masse, toujours prete a fuir au premier coup de fusil, se trainait confusement. Ainsi, les trente ou quarante mille hommes armes se reduisaient en definitive a quelques mille braves, toujours disposes a se battre par temperament. Le defaut de subdivisions empechait de former des detachemens, de porter un corps sur un point ou sur un autre, de faire aucune sorte de dispositions. Les uns suivaient La Rochejaquelein, les autres Stofflet, et ne suivaient qu'eux seuls. Il etait impossible de donner des ordres; tout ce qu'on pouvait obtenir, c'etait de se faire suivre en donnant un signal. Stofflet avait seulement quelques paysans affides qui allaient repandre ce qu'il voulait parmi leurs camarades. A peine avait-on deux cents mauvais cavaliers, et une trentaine de pieces de canon, mal servies et mal entretenues. Les bagages encombraient la marche; les femmes, les vieillards, pour etre plus en surete, cherchaient a se fourrer au milieu de la troupe des braves, et, en remplissant leurs rangs, embarrassaient leurs mouvemens. La mefiance commencait aussi a s'etablir de la part des soldats a l'egard des officiers. On disait qu'ils ne voulaient atteindre a l'Ocean que pour s'embarquer, et abandonner les malheureux paysans arraches de leur pays. Le conseil, dont l'autorite etait devenue tout a fait illusoire, etait divise; les pretres s'y montraient mecontents des chefs militaires; rien enfin n'eut ete plus facile que de detruire une pareille armee, si le plus grand desordre de commandement n'avait regne chez les, republicains.

Les Vendeens etaient donc incapables de concevoir et d'executer un plan quelconque. Ils avaient quitte la Loire depuis vingt-six jours; et, dans un aussi long espace de temps, ils n'avaient rien fait du tout. Apres beaucoup d'incertitudes, ils prirent enfin un parti. D'une part, on leur disait que Rennes et Saint-Malo etaient gardes par des troupes considerables; de l'autre, que Cherbourg etait fortement defendu du cote de terre; ils se deciderent alors a assieger Granville, placee sur le bord de l'Ocean, entre la pointe de Bretagne et celle de Normandie. Ce projet avait surtout l'avantage de les rapprocher de la Normandie, qu'on leur depeignait comme tres fertile et tres bien approvisionnee. En consequence ils marcherent sur Fougères. On avait reuni sur leur route quinze ou seize mille hommes de levees en masse, qui se disperserent sans coup ferir. Les Vendeens se porterent a Dol le 10 novembre, et le 12 sur Avranches.

Le 14 novembre (24 brumaire), ils se dirigerent vers Granville, en laissant a Avranches une moitie de leur monde et tous leurs bagages. La garnison ayant voulu faire une sortie, ils la repousserent, et se jeterent a sa suite dans le faubourg qui precede le corps de la place. La garnison eut le temps de rentrer et de refermer ses

portes; mais le faubourg resta en leur possession, et ils avaient ainsi de grandes facilites pour l'attaque. Ils avancerent du faubourg jusqu'a des palissades qu'on venait de construire, et sans chercher a les enlever, ils se bornerent a tirailler contre les remparts, tandis qu'on leur repondait avec de la mitraille et des boulets. En meme temps, ils placerent quelques pieces sur les hauteurs environnantes, et tirerent inutilement sur la crete des murs et sur les maisons de la ville. A la nuit, ils s'eparpillerent, et abandonnerent le faubourg, ou le feu de la place ne leur laissait aucun repos. Ils allerent chercher hors de la portee du canon des logemens, des vivres, et surtout du feu, car il commencait a faire un froid tres vif. Les chefs purent a peine retenir quelques cents hommes dans le faubourg pour y continuer un feu de tirailleurs.

Le lendemain, leur impuissance de prendre une place fermee leur fut encore mieux demontree; ils essayerent encore de leurs batteries, mais sans aucun succes. Ils tiraillerent de nouveau le long des palissades; et furent bientot entierement decourages. Tout a coup l'un d'entre eux imagina de profiter de la maree basse, pour traverser une plage, et prendre la ville du cote du port. Ils se disposaient a cette nouvelle tentative, lorsque le feu fut mis au faubourg par les representans enfermes dans Granville. Les Vendeens furent alors obliges de l'evacuer, et songerent a la retraite. La tentative du cote du port fut entierement abandonnee, et le lendemain ils revinrent tous a Avranches rejoindre le reste de leur monde et les bagages. Des ce moment, le decouragement fut porte au comble; ils se plainquirent plus amerement que jamais des chefs qui les avaient arraches de leur pays, et qui voulaient les abandonner, et ils demanderent a grands cris a regagner la Loire. En vain Larochejacquelein, a la tete des plus braves, voulut-il faire une nouvelle tentative pour les entrainer dans la Normandie; en vain marcha-t-il sur Ville-Dieu, dont il s'empara, il fut a peine suivi de mille hommes. Le reste de la colonne reprit le chemin de la Bretagne, en marchant sur Pontorson, par ou elle etait arrivee. Elle s'empara du pont au Beaux qui, jete sur la Selune, etait indispensable pour arriver a Pontorson.

Pendant que ces evenemens se passaient a Granville, l'armee republicaine avait ete reorganisee a Angers. A peine le temps necessaire pour lui donner un peu de repos et d'ordre fut-il ecoule, qu'on la conduisit a Rennes, pour la reunir aux six ou sept mille hommes de l'armee de Brest, commandes par Rossignol. La, on avait arrete, dans un conseil de guerre, les mesures a prendre pour continuer la poursuite de la colonne vendeenne. Chalbos malade avait obtenu la permission de se retirer sur les derrieres, pour y reparer sa sante; Rossignol avait recu des representans le commandement en chef de l'armee de l'Ouest et de celle de Brest, formant en tout vingt ou vingt-un mille hommes. Il fut resolu que ces deux armees se porteraient tout de suite a Antrain; que le general Tribout, qui etait a Dol avec trois ou quatre mille hommes, se rendrait a Pontorson, et que le general Sepher, qui avait six mille soldats de l'armee de Cherbourg, suivrait par derriere la colonne vendeenne. Ainsi placee entre la mer, le poste de Pontorson, l'armee d'Antrain, et Sepher qui arrivait a Avranches, cette colonne devait etre bientot enveloppee et detruite.

Toutes ces dispositions s'executaient au moment meme ou les Vendeens quittaient Avranches, et s'emparaient du pont au Beaux pour se rendre a Pontorson. C'etait le 18 novembre (28 brumaire). Le general Tribout, declamateur sans connaissance de la guerre, n'avait, pour garder Pontorson, qu'a occuper un passage etroit, a travers un marais qui couvrait la ville, et qu'on ne pouvait pas tourner. Avec une position aussi avantageuse, il pouvait empecher les Vendeens de faire un seul pas. Mais aussitot qu'il apercoit l'ennemi, il abandonne le defile, et se porte en avant. Les Vendeens, encourages par la prise du pont au Beaux, le chargent vigoureusement, l'obligent a ceder, et, profitant du desordre de sa retraite, se jettent a sa suite dans le passage qui traverse le marais, et se rendent ainsi maitres de Pontorson, qu'ils n'auraient jamais du aborder.

Grace a cette faute impardonnable, une route inattendue s'ouvrit aux Vendeens. Ils pouvaient marcher sur Dol; mais de Dol il leur fallait aller a Antrain, et passer sur le corps de la grande armee republicaine. Cependant ils evacuent Pontorson, et s'avancent sur Dol, Westermann se jette a leur poursuite. Toujours aussi bouillant, il entraine Marigny avec ses grenadiers, et ose suivre les Vendeens jusqu'a Dol, avec une simple avant-garde. Il les joint en effet, et les pousse confusement dans la ville; mais bientot ils se rassurent, sortent de Dol, et, par ces feux meurtriers qu'ils dirigeaient si bien, ils obligent l'avant-garde republicaine a se retirer a une grande distance.

Kleber, qui dirigeait toujours l'armee par ses conseils, quoiqu'un autre en fut le chef, propose, pour achever la destruction de la colonne vendeenne, de la bloquer, et de la faire perir de faim, de maladie et de misere. Les debandades etaient si frequentes dans les troupes republicaines, qu'une attaque de vive force presentait des chances dangereuses. Au contraire, en fortifiant Antrain, Pontorson, Dinan, on enfermait les Vendeens entre la mer et trois points retranches; et en les faisant harceler tous les jours par Westermann et Marigny, on ne pouvait manquer de les detruire. Les representans approuvent ce plan, et les ordres sont donnes en consequence. Mais tout a coup arrive un officier de Westermann: il dit que si on veut seconder son general et attaquer Dol du cote d'Antrain, tandis qu'il l'attaquera du cote de Pontorson, c'en est fait de l'armee catholique, et qu'elle sera entierement perdue. Les representans s'enflamment a cette proposition. Prieur de la Marne, aussi bouillant que Westermann, fait changer le plan d'abord convenu, et il est decide que Marceau, a la tete d'une colonne, marchera sur Dol, concurremment avec Westermann.

Le 21 au matin, Westermann s'avance sur Dol. Dans son impatience, il ne songe pas a s'assurer si la colonne de Marceau, qui doit arriver d'Antrain, est deja rendue sur le champ de bataille, et il attaque en toute hate. L'ennemi repond a son attaque par ses feux redoutables. Westermann deploie son infanterie, et gagne du terrain; mais les cartouches commencent a manquer; il est alors oblige de faire un mouvement retrograde, et il vient s'etablir en arriere sur un plateau. Les Vendeens en profitent, se jettent sur sa colonne, et la dispersent. Pendant ce temps, Marceau arrive enfin a la vue de Dol; les Vendeens victorieux se reunissent contre lui; il resiste avec une fermete heroique pendant toute la journee, et reussit a se maintenir sur le champ de bataille. Mais sa position est tres hasardee; il demande Kleber, pour lui apporter des conseils et des secours. Kleber accourt, et conseille de prendre une position retrograde, il est vrai, mais tres forte, aux environs de Trans. On hesite encore a suivre l'avis de Kleber, lorsque la presence des tirailleurs vendeens fait reculer les troupes. Elles se debandent d'abord, mais on les rallie bientot sur la position indiquee par Kleber. Kleber reproduit alors le premier plan qu'il avait propose, et qui consistait a fortifier Antrain. On y adhere, mais on ne veut pas retourner a Antrain, on veut rester a Trans, et s'y fortifier pour etre plus pres de Dol. Tout a coup, avec la mobilite qui presidait a toutes les determinations, on change encore d'avis, et on se resout de nouveau a l'offensive malgre l'experience de la veille. On envoie un renfort a Westermann, en lui ordonnant d'attaquer de son cote, tandis que l'armee principale attaquera du cote de Trans.

Kleber objecte en vain que les troupes de Westermann, demoralisees par l'evenement de la veille, ne tiendront pas, les representans insistent, et l'attaque est resolue pour le lendemain. Le lendemain, en effet, le mouvement s'execute. Westermann et Marigny sont prevenus et assaillis par l'ennemi. Leurs troupes, quoique soutenues par un renfort, se debandent. Il font des efforts inouis pour les arreter; ils reunissent en vain quelques braves autour d'eux, et sont bientot emportes. Les Vendeens, vainqueurs, abandonnent ce point, et se portent a leur droite, sur l'armee qui s'avancait de Trans.

Tandis qu'ils venaient d'obtenir cet avantage, et qu'ils se disposaient a en remporter un second, le bruit du canon avait repandu l'epouvante dans la ville de Dol, et parmi ceux d'entre eux qui n'en etaient pas encore sortis pour combattre. Les femmes, les vieillards, les enfans et les laches, couraient de tous cotes, et fuyaient vers Dinan et vers la mer. Leurs pretres, la croix a la main, faisaient de vains efforts pour les ramener. Stofflet, La Rochejaquelein, couraient de toutes parts pour les reconduire au combat. Enfin on etait parvenu a les rallier, et a les porter sur la route de Trans, a la suite des braves qui les avaient devances.

Une confusion non moins grande regnait dans le camp principal des republicains. Rossignol, les representans, commandant tous a la fois, ne pouvaient ni s'entendre ni agir. Kleber et Marceau, devores de chagrins, s'etaient avances pour reconnaitre le terrain, et soutenir l'effort des Vendeens. Arrive devant l'ennemi, Kleber veut deployer l'avant-garde de l'armee de Brest, mais elle se debande au premier coup de feu. Alors il fait avancer la brigade Canuel, composee en grande partie de bataillons mayençais: ceux-ci, fideles a leur vieille bravoure, resistent pendant toute la journee, et demeurent seuls sur le champ de bataille, abandonnes du reste des troupes. Mais la bande vendeenne, qui avait battu Westermann, les prend en flanc, et les force a la retraite. Les Vendeens en profitent, et les poursuivent jusqu'a Antrain meme. Enfin il devient urgent de quitter Antrain,

et toute l'armee republicaine se retire a Rennes.

C'est alors qu'on put sentir la sagesse des avis de Kleber. Rossignol, dans l'un de ces genereux mouvemens dont il etait capable, malgre son ressentiment contre les generaux mayençais, parut au conseil de guerre avec un papier contenant sa demission. “Je ne suis pas fait, dit-il, pour commander une armee. Qu'on me donne un bataillon, je ferai mon devoir; mais je ne puis suffire au commandement en chef. Voici donc ma demission, et, si on la refuse, on est ennemi de la republique.”—“Pas de demission, s'ecrie Prieur de la Marne, tu es le fils aine du comite de salut public. Nous te donnerons des generaux qui te conseilleront, et qui repondront pour toi des evenemens de la guerre.” Cependant Kleber, desole de voir l'armee aussi mal conduite, proposa un plan qui pouvait seul retablir l'etat des affaires, mais qui etait bien peu approprie aux dispositions des representans. “Il faut, leur dit-il, en laissant le generalat a Rossignol, nommer un commandant en chef des troupes, un commandant de la cavalerie, et un de l'artillerie.” On adopte sa proposition; alors il a le courage de proposer Marceau pour commandant en chef des troupes, Westermann pour commandant de la cavalerie, et Debilly pour commandant de l'artillerie, tous trois suspects comme membres de la faction mayençaise. On dispute un moment sur les individus, puis enfin on se rend, et on cede a l'ascendant de cet habile et genereux militaire, qui aimait la republique non par exaltation de tete, mais par temperament, qui servait avec une loyaute, un desinterressement admirables, et avait la passion et le genie de son metier a un degre rare. Kleber avait fait nommer Marceau parce qu'il disposait de ce jeune et vaillant homme, et qu'il comptait sur son entier devouement. Il etait assure, si Rossignol restait dans la nullite, de tout diriger lui-meme, et de terminer heureusement la guerre.

On reunit la division de Cherbourg, qui etait venue de Normandie, aux armees de Brest et de l'Ouest, et on quitta Rennes pour s'acheminer vers Angers, ou les Vendeens cherchaient a passer la Loire. Ceux-ci, apres s'etre assure un moyen de retour, par leur double victoire sur la route de Pontorson et sur celle d'Antrain, songerent a rentrer dans leur pays. Ils passerent sans coup ferir par Fougères et Laval, et projeterent de s'emparer d'Angers, pour traverser la Loire au Pont de Ce. La derniere experience qu'ils avaient faite a Granville, ne les avait pas encore assez convaincus de leur impuissance a prendre des places fermees. Le 3 decembre, ils se jeterent dans les faubourgs d'Angers, et commencerent a tirer sur le front de la place. Ils continuerent le lendemain; mais, quelle que fut leur ardeur a s'ouvrir un passage vers leur pays, dont ils n'etaient plus separes que par la Loire, ils desesperent bientot de reussir. L'avant-garde de Westermann, arrivant dans cette journee du 4, acheva de les decourager et de leur faire abandonner leur entreprise. Ils se mirent alors en marche, remontant la Loire, et ne sachant plus ou ils pourraient la passer. Les uns imaginerent de remonter jusqu'a Saumur, les autres jusqu'a Blois; mais, dans le moment ou ils deliberaient, Kleber, survenant avec sa division le long de la chaussee de Saumur, les obligea a se rejeter de nouveau en Bretagne. Voila donc ces malheureux manquant de vivres, de souliers, de voitures pour trainer leurs familles, travaillees par une maladie epidemique, errant de nouveau en Bretagne, sans trouver ni un asile ni une issue pour se sauver. Ils jonchaient les routes de leurs debris; et au bivouac devant Angers, on trouva des femmes et des enfans morts de faim et de froid. Deja ils commencaient a croire que la convention n'en voulait qu'a leurs chefs, et beaucoup jetaient leurs armes pour s'enfuir clandestinement a travers les campagnes. Enfin, ce qu'on leur dit du Mans, de l'abondance qu'ils y trouveraient, des dispositions des habitans, les engagea a s'y porter. Ils traverserent La Fleche, dont ils s'emparerent, et entrerent au Mans apres une legere escarmouche.

L'armee republicaine les suivait. De nouvelles querelles s'y etaient elevees entre les generaux. Kleber avait intimide les brouillons par sa fermete, et oblige les representans a renvoyer Rossignol a Rennes, avec sa division de l'armee de Brest. Un arrete du comite de salut public donna alors a Marceau le titre de general en chef, et destitua tous les generaux mayençais, en laissant neanmoins a Marceau la faculte de se servir provisoirement de Kleber. Marceau declarait qu'il ne commanderait pas, si Kleber n'etait pas a ses cotes pour tout ordonner. “En acceptant le titre, dit Marceau a Kleber, je prends les degouts et la responsabilite pour moi, et je te laisserai a toi le commandement veritable, et les moyens de sauver l'armee.—Sois tranquille, mon ami, dit Kleber, nous nous battons et nous nous ferons guillotiner ensemble.”

On se mit donc aussitot en marche, et des ce moment tout fut conduit avec unite et fermete. L'avant-garde de Westermann arriva le 12 decembre au Mans, et chargea aussitot les Vendeens. La confusion se mit parmi eux; mais quelques mille braves, conduits par La Rochejaquelein, vinrent se former en avant de la ville, et forcerent Westermann a se replier sur Marceau, qui arrivait avec une division. Kleber etait encore en arriere avec le reste de l'armee. Westermann voulait attaquer sur-le-champ, quoiqu'il fut nuit. Marceau, entraine par son temperament bouillant, mais craignant le blame de Kleber, dont la force froide et calme ne se laissait jamais emporter, hesite; cependant, emporte par Westermann, il se decide, et attaque le Mans. Le tocsin sonne, la desolation se repand dans la ville. Westermann, Marceau, se precipitent au milieu de la nuit, culbutent tout devant eux, et, malgre un feu terrible des maisons, parviennent a refouler le plus grand nombre des Vendeens sur la grande place de la ville. Marceau fait couper a sa droite et a sa gauche les rues aboutissant a cette place, et tient ainsi les Vendeens bloques. Cependant sa position etait hasardee, car, engage dans une ville au milieu de la nuit, il aurait pu etre tourne et enveloppe. Il envoie donc un avis a Kleber, pour le presser d'arriver au plus vite avec sa division. Celui-ci arrive a la pointe du jour. Le plus grand nombre des Vendeens avait fui; il ne restait que les plus braves pour proteger la retraite: on les charge a la baionnette, on les enfonce, on les disperse, et un carnage horrible commence dans toute la ville.

Jamais deroute n'avait ete aussi meurtriere. Une foule considerable de femmes, laisseees en arriere, furent faites prisonnieres. Marceau sauva une jeune personne qui avait perdu ses parens, et qui, dans son desespoir, demandait qu'on lui donnat la mort. Elle etait modeste et belle; Marceau, plein d'egards et de delicatesses, la recueillit dans sa voiture, la respecta, et la fit déposer dans un lieu sur. Les campagnes etaient couvertes au loin des debris de ce grand desastre. Westermann, infatigable, harcelait les fugitifs, et jonchait les routes de cadavres. Les infortunes, ne sachant ou fuir, rentrerent dans Laval pour la troisieme fois, et en ressortirent aussitot pour se reporter de nouveau vers la Loire. Ils voulurent la repasser a Ancenis. La Rochejaquelein et Stofflet se jeterent sur l'autre bord, pour aller, dit-on, prendre des barques et les amener sur la rive droite. Ils ne revinrent plus. On assure que le retour leur avait ete impossible. Le passage ne put s'effectuer. La colonne vendeenne, privee de la presence et de l'appui de ses deux chefs, continua de descendre la Loire, toujours poursuivie, et toujours cherchant vainement un passage. Enfin, desesperee, ne sachant ou se porter, elle resolut de fuir vers la pointe de Bretagne, dans le Morbihan. Elle se rendit a Blain, ou elle remporta encore un avantage d'arriere-garde; et de Blain a Savenay, d'ou elle esperait se jeter dans le Morbihan.

Les republicains l'avaient suivie sans relache, et ils arriverent a Savenay le soir meme du jour ou elle y entra. Savenay avait la Loire a gauche, des marais a droite, et un bois en avant. Kleber sentit l'importance d'occuper le bois le jour meme, et de se rendre maitre de toutes les hauteurs, afin d'ecraser le lendemain les Vendeens dans Savenay, avant qu'ils eussent le temps d'en sortir. En effet, il lanca l'avant-garde sur eux; et lui-meme, saisissant le moment ou les Vendeens debouchaient du bois pour repousser cette avant-garde, s'y jeta hardiment avec un corps d'infanterie, et les en debusqua tout a fait. Alors ils s'enfuirent dans Savenay, et s'y enfermerent, sans cesser neanmoins de faire un feu soutenu pendant toute la nuit. Westermann et les representans proposaient d'attaquer sur-le-champ, pour tout detruire des la nuit meme. Kleber, qui ne voulait pas qu'une faute lui fit perdre une victoire assuree, declara positivement qu'on n'attaquerait pas; et puis, s'enfoncant dans un sang-froid imperturbable, il laissa dire, sans repondre a aucune provocation. Il empecha ainsi toute espece de mouvement.

Le lendemain, 23 decembre, avant le jour, il etait a cheval avec Marceau, et parcourait sa ligne, lorsque les Vendeens desesperes et ne voulant pas survivre a cette journee, se precipitent les premiers sur les republicains. Marceau marche avec le centre, Canuel avec la droite, Kleber avec la gauche. Tous se precipitent et reploient les Vendeens sur eux-memes. Marceau et Kleber se reunissent dans la ville, prennent tout ce qu'ils rencontrent de cavalerie, et s'elancent a la suite des Vendeens. La Loire et les marais interdisaient toute retraite a ces infortunes; un grand nombre fut immole a coups de baionnette, d'autres furent faits prisonniers, et a peine quelques-uns trouverent-ils le moyen de se sauver. Ce jour, la colonne fut entierement detruite, et la grande guerre de la Vendee veritablement finie.

Ainsi, cette malheureuse population, rejetee hors de son pays par l'imprudencce de ses chefs, et reduite a chercher un port pour se refugier vers les Anglais, avait mis vainement le pied dans les eaux de l'Ocean. N'ayant pu prendre Granville, elle avait ete ramenee sur la Loire, n'avait pu la repasser, avait ete refoulee une seconde fois en Bretagne, et de Bretagne sur la Loire encore. Enfin, ne pouvant franchir cette barriere fatale, elle venait d'expirer tout entiere, entre Savenay, la Loire et des marais. Westermann fut charge, avec sa cavalerie, de poursuivre les restes fugitifs de la Vendee. Kleber et Marceau retournerent a Nantes. Recus, le 24, par le peuple de cette ville, ils obtinrent une espece de triomphe, et furent gratifies par le club jacobin d'une couronne civique.

Si l'on considere dans son ensemble cette campagne memorable de 93, on ne pourra s'empacher de la regarder comme le plus grand effort qu'ait jamais fait une societe menacee. Dans l'annee 1792, la coalition, qui n'etait pas complete encore, avait agi sans ensemble et sans vigueur. Les Prussiens avaient tente en Champagne une invasion ridicule; les Autrichiens s'etaient bornes dans les Pays-Bas a bombarder la place de Lille. Les Francais, dans leur premiere exaltation, repousserent les Prussiens au-delà du Rhin, les Autrichiens au-delà de la Meuse, conquerirent les Pays-Bas, Mayence, la Savoie et le comte de Nice. La grande annee 93 s'ouvrit d'une maniere bien differente. La coalition etait augmentee des trois puissances qui jusque-la etaient restees neutres. L'Espagne poussee a bout par le 21 janvier, avait enfin porte cinquante mille hommes sur les Pyrenees; la France avait oblige Pitt a se declarer; et l'Angleterre et la Hollande etaient entrees a la fois dans la coalition, qui se trouvait ainsi doublee; et qui, mieux avertie des moyens de l'ennemi qu'elle avait a combattre, augmentait ses forces, et se preparait a un effort decisif. Ainsi, comme sous Louis XIV, la France avait a soutenir l'attaque de l'Europe entiere; et cette fois elle ne s'etait pas attire ce concours d'ennemis par son ambition, mais par la juste colere que lui inspira l'intervention des puissances dans ses affaires interieures.

Des le mois de mars, Dumouriez debuta par une temerite, et voulut envahir la Hollande en se jetant dans des bateaux. Pendant ce temps Cobourg surprit les lieutenans de Dumouriez, les rejeta au-delà de la Meuse, et le forca lui-meme a venir se mettre a la tete de son armee. Dumouriez fut oblige de livrer la bataille de Nerwinde. Cette terrible bataille etait gantee, lorsque l'aile gauche flechit, et repassa la Gette; il fallut battre en retraite, et nous perdimes la Belgique en quelques jours. Alors les revers aigrissant les coeurs, Dumouriez rompit avec son gouvernement, et passa aux Autrichiens. Dans le meme instant, Custine, battu a Francfort, ramene sur le Rhin, et separe de Mayence, laissait les Prussiens bloquer cette place fameuse, et en commencer le siege; les Piemontais nous repoussaient a Saorgio, les Espagnols entamaient les Pyrenees; et enfin les provinces de l'Ouest, deja privees de leurs pretres et poussees a bout par la levee des trois cent mille hommes, venaient de s'insurger au nom du trone et de l'autel. C'est dans ce moment que la Montagne, exasperee de la desertion de Dumouriez, des defaites essayees dans les Pays-Bas, sur le Rhin, aux Alpes, et surtout de l'insurrection de l'Ouest, ne garda plus aucune mesure, arracha violemment les girondins du sein de la convention, et repoussa ainsi tous ceux qui pouvaient lui parler encore de moderation. Ce nouvel exces lui valut de nouveaux ennemis. Soixante-sept departemens sur quatre-vingt-trois se souleverent contre ce gouvernement, qui eut alors a lutter contre l'Europe, la Vendee royaliste, et les trois quarts de la France federalisee. C'est a cette epoque que nous perdimes le camp de Famars et le brave Dampierre, que le blocus de Valenciennes fut acheve, que Mayence fut presse vivement, que les Espagnols passerent le Tech et menacerent Perpignan, que les Vendeens prirent Saumur et assiegerent Nantes, que les federalistes se disposerent a fondre de Lyon, de Marseille, de Bordeaux et de Caen, sur Paris.

De tous les points on pouvait tenter une marche hardie sur la capitale, terminer la revolution en quelques journees, et suspendre la civilisation europeenne pour long-temps. Heureusement on assiegea des places. On se souvient, avec quelle fermete la convention fit rentrer les departemens dans la soumission, en leur montrant seulement son autorite, et en dispersant les imprudens qui s'etaient avances jusqu'a Vernon; avec quel bonheur les Vendeens furent repousses de Nantes, et arretes dans leur marche victorieuse. Mais tandis que la convention triomphait des federalistes, ses autres ennemis avaient fait des progres alarmans. Valenciennes et Mayence furent prises apres des sieges memorables; la guerre du federalisme amena deux evenemens desastreux, le siege de Lyon, et la trahison de Toulon; enfin, la Vendee elle-meme, quoique renfermee dans le

cadre de la Loire, de la mer et du Poitou, par l'heureuse resistance de Nantes, venait de repousser les colonnes de Westermann et de Labaroliere, qui avaient voulu penetrer dans son sein. Jamais la situation n'avait ete plus grave. Les coalises n'etaient plus arretes au Nord et au Rhin par des sieges; Lyon et Toulon offraient aux Piemontais de solides appuis; la Vendee paraissait indomptable, et offrait un pied-a-terre aux Anglais. C'est alors que la convention appela a Paris les envoyes des assemblees primaires, leur donna la constitution de l'an III a jurer et a defendre, et decida avec eux que la France entiere, hommes et choses, etait a la disposition du gouvernement. Alors fut decretee la levee en masse, generation par generation, et la faculte de requerir tout ce qui serait necessaire a la guerre; alors fut institue le Grand-Livre, et l'emprunt force sur les riches, pour retirer de la circulation une partie des assignats et operer le placement force des biens nationaux; alors deux grandes armees furent dirigees sur la Vendee, la garnison de Mayence y fut transportee en poste; il fut resolu que ce malheureux pays serait brule, et que la population en serait transportee ailleurs. Enfin, Carnot entra au comite de salut public, et commença a introduire l'ordre et l'ensemble dans les operations militaires.

Nous avons perdu le camp de Cesar, et Kilmaine avait, par une retraite heureuse, sauve les restes de l'armee du Nord. Les Anglais s'etaient portes a Dunkerque, et en faisaient le siege, tandis que les Autrichiens attaquaient Le Quesnoy. Une masse fut rapidement dirigee de Lille sur les derrieres du duc d'York. Si Houchard, qui commandait en cette occasion soixante mille Francais, avait compris le plan de Carnot, et s'etait porte sur Furnes, pas un Anglais n'etait sauve. Au lieu de se placer entre le corps d'observation et le corps de siege, il prit une marche directe et decida du moins la levee du siege, en donnant l'heureuse bataille d'Hondschoote. Cette bataille fut notre premiere victoire, sauva Dunkerque, priva les Anglais de tous les fruits de cette guerre, et nous rendit la joie et l'esperance.

Bientot de nouveaux revers changerent cette joie en nouvelles alarmes. Le Quesnoy fut pris par les Autrichiens; l'armee de Houchard fut saisie a Menin d'une terreur panique, et se dispersa; les Prussiens et les Autrichiens, que rien n'arretait plus depuis la prise de Mayence, s'avancerent sur les deux versans des Vosges, menacerent les lignes de Wissembourg, et nous battirent en diverses rencontres. Les Lyonnais resistaient avec vigueur, les Piemontais avaient recouvre la Savoie, et etaient descendus vers Lyon pour mettre notre armee entre deux feux; Ricardos avait franchi la Tet, et depasse Perpignan; enfin la division des troupes de l'Ouest en deux armees, celle de La Rochelle et celle de Brest, avait empeche le succes du plan de campagne arrete a Saumur le 2 septembre. Canclaux, mal seconde par Rossignol, s'etait trouve seul en fleche dans le sein de la Vendee, et s'etait replie sur Nantes. Alors nouveaux efforts: la dictature fut completee et proclamee par l'institution du gouvernement revolutionnaire; la puissance du comite de salut public fut proportionnee au danger; les levees furent executees, et les armees grossies d'une multitude de requisitionnaires; les nouveaux venus remplirent les garnisons, et permirent de porter les troupes organisees en ligne; enfin la convention ordonna aux armees de vaincre dans un delai donne.

Les moyens qu'elle avait pris produisirent leurs inevitables effets. Les armees du Nord, renforcees, se concentrerent a Lille et a Guise. Les coalises s'etaient portes a Maubeuge, qu'ils voulaient prendre avant la fin de la campagne. Jourdan, parti de Guise, livra aux Autrichiens la bataille de Watignies, et fit lever le siege de Maubeuge, comme Houchard avait fait lever celui de Dunkerque. Les Piemontais furent rejetes au dela du Saint-Bernard par Kellermann; Lyon, inonde de levees en masse, fut emporte d'assaut; Ricardos fut repousse au-dela de la Tet; enfin les deux armees de La Rochelle et de Brest, reunies sous un seul chef, Lechelle, qui laissait agir Kleber, ecraserent les Vendeens a Cholet, et les obligerent a passer la Loire en desordre.

Un seul revers troubla la joie que devaient causer de tels evenemens: les lignes de Wissembourg furent perdues. Mais le comite de salut public ne voulut pas terminer la campagne avant qu'elles fussent reprises; le jeune Hoche, general de l'armee de la Moselle, malheureux mais brave a Kaiserslautern, fut encourage quoique battu. N'ayant pu entamer Brunswick, il se jeta sur le flanc de Wurmser. Des ce moment, les deux armees du Rhin et de la Moselle reunies repousserent les Autrichiens au-dela de Wissembourg, obligerent Brunswick a suivre ce mouvement retrograde, debloquerent Landau, et camperent dans le Palatinat. Toulon fut repris par une idee heureuse et par un prodige de hardiesse; enfin, les Vendeens, qu'on croyait detruits,

mais qui, dans leur desespoir, s'etaient portes au nombre de quatre-vingt mille individus au-delà de la Loire, et cherchaient un port pour se jeter dans les bras des Anglais, les Vendeens furent repousses des bords de l'Ocean, repousses egalement des bords de la Loire, et ecrases entre ces deux barrieres qu'ils ne purent jamais franchir. Aux Pyrenees seulement nos armes avaient ete malheureuses, mais nous n'avions perdu que la ligne du Tech, et nous campions encore en avant de Perpignan.

Ainsi, cette grande et terrible annee nous montre l'Europe pressant la revolution de tout son poids, lui faisant expier ses premiers succes de 92, ramenant ses armees en arriere, penetrant par toutes les frontieres a la fois; et une partie de la France s'insurgeant, et ajoutant ses efforts a ceux des puissances ennemies. Alors la revolution s'irrite: elle fait eclater sa colere au 31 mai, se cree, par cette journee, de nouveaux ennemis, et semble prete a succomber contre l'Europe et les trois quarts de ses provinces revoltees. Mais bientot elle fait rentrer ses ennemis interieurs dans le devoir, souleve un million d'hommes a la fois, bat les Anglais a Hondschoote, est battue de nouveau, mais redouble aussitot d'efforts, gagne une bataille a Watignies, recouvre les lignes de Wissembourg, rejette les Piemontais au-delà des Alpes, prend Lyon, Toulon, et ecrase deux fois les Vendeens, une premiere fois dans la Vendee, et une seconde et derniere fois en Bretagne. Jamais spectacle ne fut plus grand et plus digne d'etre propose a l'admiration et a l'imitation des peuples. La France avait recouvre tout ce qu'elle avait perdu, excepte Conde, Valenciennes, et quelques forts dans le Roussillon; les puissances de l'Europe, au contraire, qui avaient toutes ensemble lutte contre une seule, n'avaient rien obtenu, s'accusaient les unes les autres, et se rejetaient la honte de la campagne. La France achevait d'organiser ses moyens, et devait paraître bien plus formidable l'annee suivante.

CHAPITRE XVIII. SUITE DE LA LUTTE DES HEBERTISTES ET DES DANTONISTES.—CAMILLE DESMOULINS PUBLIE *le Vieux Cordelier*.—LE COMITE SE PLACE ENTRE LES DEUX PARTIS, ET S'ATTACHE D'ABORD A REPRIMER LES HEBERTISTES.—DISETTE DANS PARIS.—RAPPORTS IMPORTANS DE ROBESPIERRE ET DE SAINT-JUST.—MOUVEMENT TENTE PAR LES HEBERTISTES.—ARRESTATION ET MORT DE RONSIN, VINCENT, HEBERT, CHAUMETTE, MOMORO, ETC.—LE COMITE DE SALUT PUBLIC FAIT SUBIR LE MEME SORT AUX DANTONISTES.—ARRESTATION, PROCES ET SUPPLICE DE DANTON, CAMILLE DESMOULINS, PHILIPPEAU, LACROIX, HERAULT-SEHELLES, FABRE-D'EGLANTINE, CHABOT, ETC.

La convention avait commence d'exercer quelques severites envers la faction turbulente des cordeliers et des agens ministeriels. Ronsin et Vincent etaient en prison. Leurs partisans s'agitaient au dehors. Momoro, aux Cordeliers, Hebert, aux Jacobins, s'efforçaient d'exciter en faveur de leurs amis l'interet des chauds revolutionnaires. Les cordeliers firent une petition, et, d'un ton assez peu respectueux, demanderent si on voulait punir Vincent et Ronsin d'avoir courageusement poursuivi Dumouriez, Custine et Brissot; ils declarerent qu'ils regardaient ces deux citoyens comme d'excellens patriotes, et qu'ils les conserveraient toujours comme membres de leur societe. Les jacobins presenterent une petition plus mesuree, et se bornerent a demander qu'on accelerat le rapport sur Vincent et Ronsin, afin de les punir s'ils etaient coupables, ou de les rendre a la liberte s'ils etaient innocens.

Le comite de salut public gardait encore le silence. Collot-d'Herbois seul, quoique membre du comite et partisan oblige du gouvernement, montra le plus grand zele pour Ronsin. Le motif en etait naturel: la cause de Vincent lui etait presque etrangere, mais celle de Ronsin, envoye a Lyon avec lui, et de plus executeur de ses sanglantes ordonnances, le touchait de tres pres. Collot d'Herbois avait soutenu avec Ronsin qu'il n'y avait qu'un centieme des Lyonnais qui fussent patriotes; qu'il fallait deporter ou immoler le reste, charger le Rhone de cadavres, effrayer tout le Midi de ce spectacle, et frapper de terreur la rebelle cite de Toulon. Ronsin etait en prison pour avoir repete ces horribles expressions dans une affiche. Collot d'Herbois, rappelle pour rendre

compte de sa mission, avait le plus grand interet a justifier la conduite de Ronsin, afin de faire approuver la sienne. Dans ce moment, il arrivait une petition signee de quelques citoyens lyonnais, qui faisaient la peinture la plus dechirante des maux de leur ville. Ils montraient les mitraillees succedant aux executions de la guillotine, une population entiere menacee d'extermination, et une cite riche et manufacturiere demolie, non plus avec le marteau, mais avec la mine. Cette petition, que quatre citoyens avaient eu le courage de signer, produisit une impression douloureuse sur la convention. Collot-d'Herbois se hata de faire son rapport, et dans son ivresse revolutionnaire, il presenta ces terribles executions comme elles s'offraient a sa propre imagination, c'est-a-dire comme indispensables et toutes naturelles. "Les Lyonnais, disait-il en substance, etaient vaincus, mais ils disaient hautement qu'ils prendraient bientot leur revanche. Il fallait frapper de terreur ces rebelles encore insoumis, et avec eux, tous ceux qui voudraient les imiter; il fallait un exemple prompt et terrible. L'instrument ordinaire de mort n'agissait point assez vite; le marteau ne demolissait que lentement. La mitraille a detruit les hommes, la mine a detruit les edifices. Ceux qui sont morts avaient tous trempe leurs mains dans le sang des patriotes. Une commission populaire les choisissait d'un coup d'oeil prompt et sur dans la foule des prisonniers; et on n'a lieu de regretter aucun de ceux qui ont ete frapes." Collot-d'Herbois obligea la convention etonnee a approuver ce qui lui semblait a lui-meme si naturel; il se rendit ensuite aux Jacobins pour se plaindre a eux de la peine qu'il avait eue a justifier sa conduite, et de la compassion qu'avaient inspiree les Lyonnais. "Ce matin, j'ai eu besoin, dit-il, de me servir de circonlocutions pour faire approuver la mort des traitres. On pleurait, on demandait *s'ils etaient morts du premier coup!*... Du premier coup, les contre-revolutionnaires! et Chalier est-il mort du premier coup[7]!... Vous vous informez, disais-je a la convention, comment sont morts ces hommes qui etaient couverts du sang de nos freres! S'ils n'etaient pas morts, vous ne delibereriez pas ici!... Eh bien! a peine entendait-on ce langage! Ils ne pouvaient entendre parler des morts; ils ne savaient pas se defendre des ombres!" Passant ensuite a Ronsin, Collot-d'Herbois dit que ce general avait partage tous les dangers des patriotes dans le Midi, qu'il y avait brave avec lui les poignards des aristocrates, et deploye la plus grande fermete pour y faire respecter l'autorite de la republique; que dans ce moment tous les aristocrates se rejouissaient de son arrestation, et y voyaient pour eux-memes un sujet d'espoir. "Qu'a donc fait Ronsin pour etre arrete? ajoutait Collot. Je l'ai demande a tout le monde; personne n'a pu me le dire." Le lendemain de cette seance, dans celle du 3 nivose, Collot, revenant a la charge, vint annoncer la mort du patriote Gaillard, lequel, voyant que la convention semblait desapprouver l'energie deployee a Lyon, s'etait donne la mort. "Vous ai-je trompe, s'ecria Collot, quand je vous ai dit que les patriotes allaient etre reduits au desespoir, si l'esprit public venait a baisser ici?"

Ainsi, tandis que deux chefs des ultra-revolutionnaires etaient enfermes, leurs partisans s'agitaient pour eux. Les clubs, la convention etaient troubles de reclamations en leur faveur, et un membre meme du comite de salut public, compromis dans leur systeme sanguinaire, les defendait pour se defendre lui-meme. Leurs adversaires commencent, de leur cote, a mettre la plus grande energie dans leurs attaques. Philippeau, revenu de la Vendee, et plein d'indignation contre l'etat-major de Saumur, voulait que le comite de salut public, partageant sa colere, poursuivait Rossignol, Ronsin et autres, et vit une trahison dans la non-reussite du plan de campagne du 2 septembre. On a deja vu combien il y avait de torts reciproques, de malentendus, et d'incompatibilites de caractere, dans la conduite de cette guerre. Rossignol et l'etat-major de Saumur avaient eu de l'humeur, mais n'avaient point trahi; le comite, en les desapprouvant, ne pouvait leur faire essuyer une condamnation qui n'aurait ete ni juste ni politique. Robespierre aurait voulu qu'on s'expliquat a l'amiable; mais Philippeau, impatient, ecrivit un pamphlet virulent ou il raconta toute la guerre, et ou il mela beaucoup d'erreurs a beaucoup de verites. Cet ecrit devait produire la plus vive sensation, car il attaquait les revolutionnaires les plus prononces, et les accusait des plus affreuses trahisons. "Qu'a fait Ronsin? disait Philippeau; beaucoup intrigue, beaucoup vole, beaucoup menti! Sa seule expedition c'est celle du 18 septembre, ou il fit accabler quarante-cinq mille patriotes par trois mille brigands; c'est cette journee fatale de Coron, ou, apres avoir dispose notre artillerie dans une gorge, a la tete d'une colonne de six lieues de flanc, il se tint cache dans une etable comme un lache coquin, a deux lieues du champ de bataille, ou nos infortunes camarades etaient foudroyes par leurs propres canons." Les expressions n'etaient pas menagees, comme on le voit, dans l'ecrit de Philippeau. Malheureusement, le comite de salut public, qu'il aurait du mettre dans ses interets, n'etait pas traite avec beaucoup d'egards. Philippeau, mecontent de ne pas voir son indignation assez

partagee, semblait imputer au comite une partie des torts qu'il reprochait a Ronsin, et employait meme cette expression offensante: *Si vous n'avez ete que trompes.*

L'ecrit, comme nous venons de le dire, produisit une grande sensation. Camille Desmoulins ne connaissait point Philippeau; mais, satisfait de voir que dans la Vendee les ultra-revolutionnaires avaient autant de torts qu'a Paris, et n'imaginant pas que la colere eut aveugle Philippeau jusqu'a lui faire changer des fautes en trahison, il lut son pamphlet avec empressement, admira son courage, et, dans sa naivete, il disait a tout le monde: "Avez-vous lu Philippeau?... Lisez Philippeau..." Tout le monde, suivant lui, devait lire cet ecrit, qui prouvait les dangers qu'avait courus la republique, par la faute des exageres revolutionnaires.

Camille aimait beaucoup Danton, et en etait aime. Tous deux pensaient que la republique etant sauvee par ses dernieres victoires, il etait temps de mettre fin a des cruautes desormais inutiles; que ces cruautes prolongees plus long-temps ne seraient propres qu'a compromettre la revolution, et que l'etranger pouvait seul en desirer et en inspirer la continuation. Camille imagina d'ecrire un nouveau journal qu'il intitula *le Vieux Cordelier*, car Danton et lui etaient les doyens de ce club celebre. Il dirigea sa feuille contre tous les revolutionnaires nouveaux, qui voulaient renverser et depasser les revolutionnaires les plus anciens et les plus eprouves. Jamais cet ecivain, le plus remarquable de la revolution, et l'un des plus naifs et des plus spirituels de notre langue, n'avait deploye autant de grace, d'originalite et meme d'eloquence. Il commencait ainsi son premier numero (15 frimaire): "O Pitt! je rends hommage a ton genie! Quels nouveaux débarques de France en Angleterre t'ont donne de si bons conseils et des moyens si surs de perdre ma patrie? Tu as vu que tu echouerais eternellement contre elle, si tu ne t'attachais a perdre dans l'opinion publique ceux qui, depuis cinq ans, ont dejoue tous tes projets. Tu as compris que ce sont ceux qui t'ont toujours vaincu qu'il fallait vaincre; qu'il fallait faire accuser de corruption precisement ceux que tu n'avais pu corrompre, et d'attiedissement ceux que tu n'avais pu attiedir. J'ai ouvert les yeux, ajoutait Desmoulins, j'ai vu le nombre de nos ennemis: leur multitude m'arrache de l'hotel des Invalides, et me ramene au combat. Il faut ecire, il faut quitter le crayon lent de l'histoire de la revolution, que je tracais au coin du feu, pour reprendre la plume rapide et haletante du journaliste, et suivre, a bride abattue, le torrent revolutionnaire. Depute consultant que personne ne consultait plus depuis le 3 juin, je sors de mon cabinet et de ma chaise a bras, ou j'ai eu tout le loisir de suivre, par le menu le nouveau systeme de nos ennemis."

Camille elevait Robespierre jusqu'aux cieux, pour sa conduite aux Jacobins, pour les services genereux qu'il avait rendus aux vieux patriotes, et il s'exprimait de la maniere suivante a l'egard du culte et des proscriptions:

"Il faut, disait-il, a l'esprit humain malade le lit plein de songes de la superstition: et a voir les fetes, les processions qu'on institue, les autels et les saints sepulcres qui s'elevent, il me semble qu'on ne fait que changer le lit du malade; seulement on lui retire l'oreiller de l'esperance d'une autre vie.... Pour moi, je l'ai dit ainsi, le jour meme ou je vis Gobel venir a la barre, avec sa double croix qu'on portait en triomphe devant le philosophe *Anaxagoras*[8].

Si ce n'etait pas un crime de lese-Montagne, de soupconner un president des jacobins et un procureur de la commune, tels que Cloutz et Chaumette, je serais tente de croire qu'a cette nouvelle de Barrere, *la Vendee n'existe plus*, le roi de Prusse s'est ecrie douloureusement: *Tous nos efforts echoueront donc contre la republique, puisque le noyau de la Vendee est detruit!* et que l'adroit Luchesini, pour le consoler, lui aura dit: *Heros invincible, j'imagine une ressource; laissez-moi faire. Je paierai quelques pretres pour se dire charlatans, j'enflammerai le patriotisme des autres pour faire une pareille declaration. Il y a a Paris deux fameux patriotes qui seront tres propres par leurs talents, leur exageration, et leur systeme religieux bien connu, a nous seconder et a recevoir nos impressions. Il n'est question que de faire agir nos amis en France, aupres des deux grands philosophes Anacharsis et Anaxagoras; de mettre en mouvement leur bile, et d'ebloir leur civisme, par la riche conquete des sacristies.* (J'espere que Chaumette ne se plaindra pas de ce numero; le marquis de Luchesini ne peut pas parler de lui en termes plus honorables.) *Anacharsis et Anaxagoras croiront pousser la roue de la raison, tandis que ce sera celle de la contre-revolution; et bientot,*

au lieu de laisser mourir en France de vieillesse et d'inanition le papisme pret a y rendre le dernier soupir, je vous promets, par la persecution et l'intolerance contre ceux qui voudraient messer et etre messes, de faire passer force recrues a Lescure et a La Rochejaquelein."

Camille, racontant ensuite ce qui se faisait sous les empereurs romains, et pretendant ne donner qu'une traduction de Tacite, fit une effrayante allusion a la loi des suspects. "Anciennement, dit-il, il y avait a Rome, selon Tacite, une loi qui specifiait les crimes d'etat et de lese-majeste, et portait peine capitale. Ces crimes de lese-majeste, sous la republique, se reduisaient a quatre sortes: si une armee avait ete abandonnee en pays ennemi; si l'on avait excite des seditions; si les membres des corps constitues avaient mal administre les affaires ou les deniers publics; si la majeste du peuple romain avait ete avilie. Les empereurs n'eurent besoin que de quelques articles additionnels a cette loi, pour envelopper les citoyens et les cites entieres dans la proscription. Auguste fut le premier a etendre cette loi de lese-majeste, en y comprenant les ecrits qu'il appelait contre-revolutionnaires. Bientot les extensions n'eurent plus de bornes. Des que les propos furent devenus des crimes d'etat, il n'y eut plus qu'un pas a faire pour changer en crimes les simples regards, la tristesse, la compassion, les soupirs, le silence meme.

"Bientot ce fut un crime de lese-majeste ou de contre-revolution a la ville de *Nursia* d'avoir eleve un monument a ses habitans morts au siege de Modene; crime de contre-revolution a Libon Drusus d'avoir demande aux diseurs de bonne aventure s'il ne possederait pas un jour de grandes richesses; crime de contre-revolution au journaliste Cremutius Cordus d'avoir appele Brutus et Cassius les derniers des Romains; crime de contre-revolution a un des descendants de Cassius d'avoir chez lui un portrait de son bisaieul; crime de contre-revolution a Marcus Scaurus d'avoir fait une tragedie ou il y avait tel vers auquel on pouvait donner deux sens; crime de contre-revolution a Torquatus Silanus de faire de la depense; crime de contre-revolution a Petreius d'avoir eu un songe sur Claude; crime de contre-revolution a Pomponius de ce qu'un ami de Sejan etait venu chercher un asile dans une de ses maisons de campagne; crime de contre-revolution de se plaindre des malheurs du temps, car c'etait faire le proces du gouvernement; crime de contre-revolution de ne pas invoquer le genie divin de Caligula: pour y avoir manque, grand nombre de citoyens furent dechires de coups, condammes aux mines ou aux betes, quelques-uns meme scies par le milieu du corps; crime enfin de contre-revolution a la mere du consul Fusius Germinus d'avoir pleure la mort funeste de son fils.

"Il fallait montrer de la joie de la mort de son ami, de son parent, si l'on ne voulait s'exposer a perir soi-meme.

"Tout donnait de l'ombrage au tyran. Un citoyen avait-il de la popularite? c'etait un rival du prince, qui pouvait susciter une guerre civile. *Studia civium in se verteret, et si multi idem audeant, bellum esse.* SUSPECT.

"Fuyait-on au contraire la popularite, et se tenait-on au coin de son feu? cette vie retiree vous avait fait remarquer, vous avait donne de la consideration. *Quanto metu occultior, tanto plus fama adeptus.* SUSPECT.

"Etiez-vous riche? il y avait un peril imminent que le peuple ne fut corrompu par vos largesses. *Auri vim atque opes Plauti, principi infensas.* SUSPECT.

"Etiez-vous pauvre? Comment donc! invincible empereur! il faut surveiller de plus pres cet homme. Il n'y a personne d'entreprenant comme celui qui n'a rien. *Syllam inopem, unde praecipuam audaciam.* SUSPECT.

"Etiez-vous d'un caractere sombre, melancolique, ou mis en neglige? Ce qui vous affligeait, c'est que les affaires publiques allaient bien. *Hominem publicis bonis moestum.* SUSPECT."

Camille Desmoulins poursuivait ainsi cette grande enumeration des suspects, et traçait un horrible tableau de ce qui se passait a Paris, par ce qui s'etait fait a Rome. Si la lettre de Philippeau avait excite une vive sensation, le journal de Camille Desmoulins en produisit une bien plus grande encore. Cinquante mille

exemplaires de chacun de ses numeros furent vendus en quelques jours. Les provinces en demandaient en quantite; les prisonniers se les transmettaient a la derobee, et ils lisaient avec delices, et avec un peu d'espoir, ce revolutionnaire qui leur etait autrefois si odieux. Camille, sans vouloir qu'on ouvrit les prisons, ni qu'on fit retrograder la revolution, demandait l'institution d'un comite, dit de *clemence*, qui ferait la revue des prisonniers, elargirait les citoyens enfermes sans cause suffisante, et arreterait le sang la ou il avait trop coule.

Les ecrits de Philippeau et de Desmoulins irriterent au plus haut degre les revolutionnaires zeles, et furent improuves aux Jacobins. Hebert les y denonca avec fureur; il proposa meme de radier les auteurs de la liste de la societe. Il signala en outre, comme complices de Camille Desmoulins et de Philippeau, Bourdon de l'Oise et Fabre-d'Eglantine. On a vu que Bourdon de l'Oise avait voulu, de concert avec Goupilleau, destituer Rossignol; il s'etait brouille depuis avec l'etat-major de Saumur, et n'avait cesse dans la convention de s'elever contre le parti Ronsin. C'est ce qui le faisait associer a Philippeau. Fabre etait accuse d'avoir pris part a l'affaire du faux decret, et on etait dispose a le croire, quoiqu'il eut ete justifie par Chabot. Sentant sa position perilleuse, et ayant tout a craindre d'un systeme de severite trop grande, il avait deux ou trois fois parle pour le systeme de l'indulgence, s'etait entierement brouille avec les ultra-revolutionnaires, et avait ete traite d'intrigant par le pere Duchesne. Les jacobins, sans adopter les violentes propositions d'Hebert, deciderent que Philippeau, Camille Desmoulins, Bourdon de l'Oise et Fabre-d'Eglantine, viendraient a la barre de la societe, donner des explications sur leurs ecrits, et sur leurs discours dans la convention.

La seance ou ils devaient comparaitre avait excite une affluence extraordinaire. On se disputait les places avec fureur, on en vendit quelques-unes jusqu'a 25 francs. C'etait, en effet, le proces des deux nouvelles classes de patriotes, qui allait se juger devant l'autorite toute puissante des jacobins. Philippeau, quoiqu'il ne fut pas membre de la societe, ne refusa pas de comparaitre a sa barre, et repeta les accusations qu'il avait deja consignees, soit dans sa correspondance avec le comite de salut public, soit dans sa brochure. Il ne menagea pas plus les individus qu'il ne l'avait fait precedemment, et donna a Hebert deux ou trois dementis formels et insultans. Ces personnalites si hardies de Philippeau commencent a agiter la societe, et la seance devenait orageuse, lorsque Danton, prenant la parole, observa que, pour juger une question aussi grave, il fallait la plus grande attention et le plus grand calme; qu'il n'avait aucune opinion faite sur Philippeau et sur la verite de ses accusations; qu'il lui avait deja dit a lui-meme: "Il faut que tu prouves tes accusations ou que tu portes ta tete sur l'echafaud;" que peut-etre il n'y avait ici de coupables que les evenemens; mais que, dans tous les cas, il fallait que tout le monde fut entendu, et surtout ecoute.

Robespierre, parlant apres Danton, dit qu'il n'avait pas lu la brochure de Philippeau, qu'il savait seulement que, dans cette brochure, on rendait le comite responsable de la perte de trente mille hommes; que le comite n'avait pas le temps de repondre a des libelles et de faire une guerre de plume; que cependant il ne croyait pas Philippeau coupable d'intentions mauvaises, mais entraine par des passions. "Je ne pretends pas, dit Robespierre, imposer silence a la conscience de mon collegue; mais qu'il s'examine, et juge s'il n'y a en lui-meme ni vanite, ni petites passions. Je le crois entraine par le patriotisme non moins que par la colere; mais qu'il reflechisse! qu'il considere la lutte qui s'engage! il verra que les moderes prendront sa defense, que les aristocrates se rangeront de son cote, que la convention elle-meme se partagera, qu'il s'y elevera peut-etre un parti de l'opposition, ce qui serait desastreux, et ce qui renouvellerait le combat dont on est sorti, et les conspirations qu'on a eu tant de peine a dejouer!" Il invite Philippeau a examiner ses motifs secrets, et les jacobins a l'ecouter silencieusement.

Rien n'etait plus sage et plus convenable que les observations de Robespierre, au ton pres, qui etait toujours emphatique et doctoral, surtout depuis qu'il dominait aux jacobins. Philippeau reprend la parole, se rejette dans les memes personnalites, et provoque le meme trouble. Danton impatiente s'ecrie qu'il faut abreger de telles querelles, et nommer une commission qui examine les pieces du proces. Couthon dit qu'avant meme de recourir a cette mesure, il faut s'assurer si la question en vaut la peine, si ce ne serait pas simplement une question d'homme a homme, et il propose de demander a Philippeau si, en son ame et conscience, il croit qu'il y ait eu trahison. Alors il s'adresse a Philippeau.—"Crois-tu, lui dit-il, en ton ame et conscience, qu'il y ait eu

trahison?—Oui, repond imprudemment Philippeau.—En ce cas, reprend Couthon, il n'y a point d'autre moyen; il faut nommer une commission qui ecoute les accuses et les accusateurs, et en fasse son rapport a la societe.” La proposition est adoptee, et la commission est chargee d'examiner, outre les accusations de Philippeau, la conduite de Bourdon de l'Oise, de Fabre—d'Eglantine et de Camille Desmoulins.

C'etait le 3 nivose (23 decembre). Dans l'intervalle de temps employe par la commission a faire son rapport, la guerre de plume et les recriminations continuerent sans interruption. Les cordeliers exclurent Camille Desmoulins de leur societe. Ils firent de nouvelles petitions pour Ronsin et Vincent, et vinrent les communiquer aux jacobins, pour engager ceux—ci a les appuyer aupres de la convention. Cette foule d'aventuriers, de mauvais sujets, dont on avait rempli l'armee revolutionnaire, se montraient partout, dans les promenades, les tavernes, les cafes, les spectacles, en epaulettes de laine et en moustaches, faisaient grand bruit pour Ronsin, leur general, et Vincent, leur ministre. Ils etaient surnommes les *epauletiers*, et fort redoutes dans Paris. Depuis la loi qui interdisait aux sections de se reunir plus de deux fois par semaine, elles s'etaient changees en societes populaires fort turbulentes. Il y avait jusqu'a deux de ces societes par section, et c'etait la que tous les partis interesses a produire un mouvement dirigeaient leurs agens. Les *epauletiers* ne manquaient pas de s'y tendre, et, grace a eux, le tumulte regnait dans presque toutes.

Robespierre, toujours ferme aux jacobins, fit repousser la petition des cordeliers, et de plus, fit retirer l'affiliation a toutes les societes populaires formees depuis le 31 mai. C'etaient la des actes d'une prudente et louable energie. Cependant le comite, tout en faisant les plus grands efforts pour comprimer la faction turbulente, devait s'attacher aussi a ne pas se donner les apparences de la mollesse et de la moderation. Il fallait, pour qu'il put conserver sa popularite et sa force, qu'il deployat la meme rigueur contre la faction opposee. C'est pourquoi, le 5 nivose (25 decembre), Robespierre fut charge de faire un nouveau rapport sur les principes du gouvernement revolutionnaire, et de proposer des mesures de severite contre quelques prisonniers illustres. S'attachant toujours, par politique et aussi par erreur, a rejeter tous les desordres sur la pretendue faction etrangere, il lui imputa a la fois les torts des moderes et des exageres. “Les cours etrangeres ont vomi, dit—il, sur la France, les scelerats habiles qu'elles tiennent a leur solde. Ils deliberent dans nos administrations, s'introduisent dans nos assemblees sectionnaires, et dans nos clubs; ils ont siege jusque dans la representation nationale; ils dirigent et dirigeront eternellement la contre—revolution sur le meme plan. Ils rodent autour de nous; ils surprennent nos secrets, caressent nos passions, et cherchent a nous inspirer jusqu'a nos opinions.” Robespierre, poursuivant ce tableau, les montre poussant tour a tour a l'exageration ou a la faiblesse, excitant a Paris la persecution des cultes, et dans la Vendee la resistance du fanatisme; immolant Lepelletier et Marat, et puis se melant dans les groupes pour leur decerner les honneurs divins, afin de les rendre ridicules et odieux; donnant ou retirant le pain au peuple, faisant paraître ou disparaître l'argent, profitant enfin de tous les accidens pour les tourner contre la revolution et la France. Apres avoir fait ainsi la somme generale de tous nos maux, Robespierre, ne voulant pas voir qu'ils etaient inevitables, les imputait a l'etranger, qui, sans doute, pouvait s'en applaudir, mais qui, pour les produire, s'en reposait sur les vices de la nature humaine, et n'aurait pas eu le moyen d'y suppleer par des complots. Robespierre, regardant comme complices de la coalition tous les prisonniers illustres qu'on detenait encore, proposa de les envoyer de suite au tribunal revolutionnaire. Ainsi Dietrich, maire de Strasbourg, Custine fils, Biron, et tous les officiers amis de Dumouriez, de Custine et de Houchard, durent etre incessamment juges. Sans doute, il n'etait pas besoin d'un decret de la convention pour que ces victimes fussent immolees par le tribunal revolutionnaire; mais ce soin de hater leur supplice etait une preuve que le gouvernement ne faiblissait pas. Robespierre proposa en outre d'augmenter d'un tiers les recompenses territoriales promises aux defenseurs de la patrie.

Apres ce rapport, Barrere fut charge d'en faire un autre sur les arrestations qu'on disait chaque jour plus nombreuses, et de proposer les moyens de verifier les motifs de ces arrestations. Le but de ce rapport etait de repondre, sans qu'il y parut, au *Vieux Cordelier*, de Camille Desmoulins, et a sa proposition d'un comite de clemence. Barrere traita avec severite les *Traductions des orateurs anciens*, et proposa neanmoins de nommer une commission pour verifier les arrestations; ce qui ressemblait fort au comite de clemence imagine par Camille. Cependant, sur les observations de quelques—uns de ses membres, la convention crut devoir s'en tenir

a ses decrets precedens, qui obligeaient les comites revolutionnaires a adresser au comite de surete generale les motifs des arrestations, et permettaient aux detenus de reclamer aupres de ce dernier comite.

Le gouvernement poursuivait ainsi sa marche entre les deux partis qui se formaient, inclinant secretement pour le parti modere, mais craignant toujours de le laisser trop apercevoir. Pendant ce temps, Camille publia un numero plus fort encore que les precedens, et qui etait adresse aux jacobins. Il l'intitula: *Ma Defense*; et c'etait la plus hardie et la plus terrible recrimination contre ses adversaires.

A propos de sa radiation des Cordeliers, il disait: "Pardon, freres et amis, si j'ose prendre encore le titre de vieux cordelier, apres l'arrete du club qui me defend de me parer de ce nom. Mais, en verite, c'est une insolence si inouie que celle de petits-fils se revoltant contre leur grand-pere, et lui defendant de porter son nom, que je veux plaider cette cause contre ces fils ingrats. Je veux savoir a qui le nom doit rester ou au grand-papa ou a des enfans qu'on lui a faits, dont il n'a jamais ni reconnu ni meme connu la dixieme partie, et qui pretendent le chasser du paternel logis!"

Ensuite il explique ses opinions. "Le vaisseau de la republique vogue entre deux ecueils, le rocher de l'exageration et le banc de sable du moderantisme. Voyant que le Pere Duchene et presque toutes les sentinelles patriotes se tenaient sur le tillac, avec leur lunette, occupes uniquement a crier: Gare! vous touchez au moderantisme! il a bien fallu que moi, vieux cordelier et doyen des jacobins, je me chargeasse de faire la faction difficile, et dont aucun des jeunes gens ne voulait, crainte de se depopulariser, celle de crier: Gare! vous allez toucher a l'exageration! Et voila l'obligation que doivent m'avoir tous mes collegues de la convention, celle d'avoir expose ma popularite meme, pour sauver le navire ou ma cargaison n'etait pas plus forte que la leur."

Il se justifie ensuite de ce propos qui lui avait ete si reproche: *Vincent Pitt gouverne George Bouchotte*. "J'ai bien, dit-il, appele Louis XVI mon gros benet de roi, en 1787, sans etre embastille pour cela. Bouchotte serait-il un plus grand seigneur?"

Il passe ensuite ses adversaires en revue; il dit a Collot-d'Herbois que si, lui Desmoulins, a son Dillon, lui Collot a son Brunet, son Proli, qu'il a defendus tous les deux. Il dit a Barrere: "On ne se reconnaît plus a la Montagne; si c'etait un vieux cordelier comme moi, un patriote *rectiligne*, Billaud-Varenes par exemple, qui m'eut gourmande si durement, *sustinuissem utique*; j'aurais dit: C'est le soufflet du bouillant saint Paul au bon saint Pierre qui a peche! Mais toi, mon cher Barrere, toi l'heureux tuteur de Pamela[9]! toi le president des feuillans, qui as propose le comite des douze! toi, qui, le 2 juin, mettais en deliberation dans le comite de salut public si on n'arreterait pas Danton! toi dont je pourrais relever bien d'autres fautes, si je voulais fouiller le *vieux sac*[10], que tu deviennes tout a coup un *passe-Robespierre*, et que je sois par toi apostrophe si sec!

"Tout cela n'est qu'une querelle de menage, ajoute Camille, avec mes amis les patriotes Collot et Barrere; mais je vais etre a mon tour *bougremment en colere*[11] contre le Pere Duchene, qui m'appelle un *miserable intrigailleur, un viedase a mener a la guillotine, un conspirateur qui veut qu'on ouvre les prisons pour en faire une nouvelle Vendee, un endormeur paye par Pitt, un bourriquet a longues oreilles*. ATTENDS-MOI, HEBERT, JE SUIS A TOI DANS UN MOMENT. Ici, ce n'est pas avec des injures grossieres et des mots que je vais t'attaquer, c'est avec des faits."

Alors Camille, qui avait ete accuse par Hebert, d'avoir epouse une femme riche, et de diner avec des aristocrates, fait l'histoire de son mariage, qui lui avait valu quatre mille livres de rente, et il trace le tableau de sa vie simple, modeste et paresseuse. Passant ensuite a Hebert, il rappelle l'ancien metier de ce distributeur de *contre-marques*, ses vols qui l'avaient fait chasser du theatre, sa fortune subite et connue, et il le couvre de la plus juste infamie. Il raconte et prouve que Bouchotte avait donne a Hebert, sur les fonds de la guerre, d'abord cent vingt mille francs, puis dix, puis soixante, pour les exemplaires du *Pere Duchene* distribues aux armees; que ces exemplaires ne valaient que seize mille francs, et que par consequent le surplus avait ete vole a la

nation.

“Deux cent mille francs, s'ecrie Camille, a ce pauvre sans-culotte Hebert, pour soutenir les motions de Proli, de Clootz! deux cent mille francs pour calomnier Danton, Lindet, Cambon, Thuriot, Lacroix, Philippeau, Bourdon de l'Oise, Barras, Freron, d'Eglantine, Legendre, Camille Desmoulins, et presque tous les commissaires de la convention! Pour inonder la France de ses ecrits, si propres a former l'esprit et le coeur, deux cent mille francs de Bouchotte!... S'etonnera-t-on apres cela de cette exclamation filiale d'Hebert a la seance des Jacobins: *Oser attaquer Bouchotte! Bouchotte, qui a mis a la tete des armees des generaux sans-culottes! Bouchotte, un patriote si pur!* Je suis etonne que, dans le transport de sa reconnaissance, le Pere Duchene ne se soit pas ecrite: Bouchotte qui m'a donne deux cent mille livres depuis le mois de juin!

“Tu me parles, ajoute Camille, de mes societes: mais ne sait-on pas que c'est avec l'intime de Dumouriez, le banquier Kock, avec la femme Rochechouart, agente des emigres, que le grand patriote Hebert, apres avoir calomnie dans sa feuille les hommes les plus purs de la republique, va, dans sa grande joie, lui et sa Jacqueline, passer les beaux jours de l'ete a la campagne, boire le vin de Pitt, et porter des toasts a la ruine des reputations des fondateurs de la liberte?”

Camille reproche ensuite a Hebert le style de son journal: “Ne sais-tu pas Hebert, que lorsque les tyrans d'Europe veulent faire croire a leurs esclaves que la France est couverte des tenebres de la barbarie, que Paris, cette ville si vantee par son atticisme et son gout, est peulee de vandales; ne sais-tu pas, malheureux, que ce sont des lambeaux de tes feuilles qu'ils inserent dans leurs gazettes? comme si le peuple etait aussi ignorant que tu voudrais le faire croire a M. Pitt; comme si on ne pouvait lui parler qu'un langage aussi grossier; comme si c'etait la le langage de la convention et du comite de salut public; comme si tes saletes etaient celles de la nation; comme si un egout de Paris etait la Seine.”

Camille l'accuse ensuite d'avoir ajoute par ses numeros aux scandales du culte de la Raison, puis il s'ecrie: “Ainsi, c'est le vil flagorneur aux gages de deux cent mille livres, qui me reprochera les quatre mille livres de rente de ma femme! c'est cet ami intime des Kock, des Rochechouart, et d'une multitude d'escrocs, qui me reprochera mes societes! c'est cet ecrivain insense ou perfide qui me reprochera mes ecrits aristocratiques, lui dont je demontrerais que les feuilles sont les delices de Coblenz et le seul espoir de Pitt! Cet homme, raye de la liste des garcons de theatre, pour vols, fera rayer de la liste des jacobins, pour leur opinion, des deputes fondateurs immortels de la republique! cet ecrivain des charniers sera le regulateur de l'opinion, le mentor du peuple francais!

“Qu'on desespere, ajoute Camille Desmoulins, de m'intimider par les terreurs et les bruits de mon arrestation, qu'on seme autour de moi. Nous savons que des scelerats meditent un 31 mai contre les hommes les plus energiques de la Montagne!... O mes collegues! je vous dirai comme Brutus a Ciceron: *Nous craignons trop la mort, et l'exil, et la pauvreté! Nimum timemus mortem et exilium et paupertatem....* Eh quoi! lorsque, tous les jours, douze cent mille Francais affrontent les redoutes herissees des batteries les plus meurtrieres, et volent de victoires en victoires, nous, deputes a la convention, nous qui ne pouvons jamais tomber comme le soldat, dans l'obscurite de la nuit, fusille dans les tenebres, et sans temoin de sa valeur; nous, dont la mort soufferte pour la liberte ne peut etre que glorieuse, solennelle et recue en presence de la nation entiere, de l'Europe et de la posterite; serions-nous plus laches que nos soldats? craindrions-nous de nous exposer a regarder Bouchotte en face? n'oserons-nous pas braver la grande colere du Pere Duchene, pour remporter aussi la victoire que le peuple attend de nous, la victoire sur les ultra-revolutionnaires, comme sur les contre-revolutionnaires; la victoire sur tous les intrigans, sur tous les fripons, sur tous les ambitieux, sur tous les ennemis du bien public?”

“Croit-on que meme sur l'echafaud, soutenu de ce sentiment intime que j'ai aime avec passion ma patrie et la republique, couronne de l'estime et des regrets de tous les vrais republicains, je voulusse changer mon supplice contre la fortune de ce miserable Hebert, qui, dans sa feuille, pousse au desespoir et a la revolte vingt

classes de citoyens; qui, pour s'etourdir sur ses remords et ses calomnies, a besoin de se procurer une ivresse plus forte que celle du vin, et de lecher sans cesse le sang au pied de la guillotine? Qu'est-ce donc que l'echafaud pour un patriote, sinon le piedestal de Sidney et des Jean de With? Qu'est-ce, dans un moment de guerre ou j'ai eu mes deux freres haches pour la liberte, qu'est-ce que la guillotine, sinon un coup de sabre, et le plus glorieux de tous, pour un depute victime de son courage et de son republicanisme?"

Ces pages donneront une idee des moeurs de l'epoque. L'aprete, le cynisme, l'eloquence de Rome et d'Athenes, avaient reparu parmi nous, avec la liberte democratique.

Ce nouveau numero de Camille Desmoulins causa encore plus d'agitation que les precedens. Hebert ne cessa de le denoncer aux jacobins, et de demander le rapport de la commission. Le 16 nivose, enfin, Collot-d'Herbois prit la parole pour faire ce rapport. L'affluence etait aussi considerable que le jour ou la discussion avait ete entamee, et les places se vendaient aussi cher. Collot montra plus d'impartialite qu'on n'aurait du l'attendre d'un ami de Ronsin. Il reprocha a Philippeau d'impliquer le comite de salut public dans ses accusations, de montrer les dispositions les plus favorables pour des hommes suspects, de parler de Biron avec eloge, tandis qu'il couvrait Rossignol d'outrages, et enfin d'exprimer exactement les memes preferences que les aristocrates. Il lui fit aussi un reproche qui, dans les circonstances, avait quelque gravite: c'etait d'avoir retire dans son dernier ecrit les accusations portees contre le general Fabre-Fond, frere de Fabre-d'Eglantine. Philippeau, en effet, qui ne connaissait ni Fabre ni Camille, avait denonce le frere du premier, qu'il croyait avoir trouve en faute dans la Vendee. Une fois rapproche de Fabre par sa position, et accuse avec lui, il avait retranche, par un menagement tout naturel, les allegations relatives a son frere. Cela seul prouvait qu'ils avaient ete conduits, isolement et sans se connaitre, a agir comme ils l'avaient fait, et qu'ils ne formaient point une faction veritable. Mais l'esprit de parti en jugea autrement, et Collot insinua qu'il existait une intrigue sourde, et un concert entre les prevenus de moderation. Il fouilla dans le passe, et reprocha a Philippeau ses votes sur Louis XVI et sur Marat. Quant a Camille, il le traita bien plus favorablement; il le presenta comme un bon patriote, egare par de mauvaises societes, et auquel il fallait pardonner, en l'engageant toutefois a ne plus commettre de pareilles debauches d'esprit. Il demanda donc l'expulsion de Philippeau et la censure pure et simple de Camille.

Dans ce moment, Camille, present a la seance, fait passer une lettre au president, pour declarer que sa defense est consignee dans son dernier numero, et pour demander que la societe veuille bien en ecouter le contenu. A cette proposition, Hebert, qui redoutait la lecture de ce numero, ou les turpitudes de sa vie etaient revelees, prend la parole, et s'ecrie qu'on a voulu compliquer la discussion en le calomniant, et que, pour detourner l'attention, on lui a impute d'avoir vole la tresorerie, ce qui est une faussete atroce.... "J'ai les pieces en mains!" s'ecrie Camille." Ces mots causent une grande rumeur. Robespierre le jeune dit alors qu'il faut ecarter les discussions personnelles; que la societe n'est pas reunie pour l'interet des reputations, et que, si Hebert a vole, que lui importe a elle; que ceux qui ont des reproches a se faire ne doivent pas interrompre la discussion generale.... A ces expressions peu satisfaisantes, Hebert s'ecrie: Je n'ai rien a me reprocher. "Les troubles des departemens, reprend Robespierre le jeune, sont ton ouvrage; c'est toi qui as contribue a les provoquer en attaquant la liberte des cultes." Hebert se tait a cette interpellation. Robespierre aine prend la parole, et, gardant plus de mesure que son frere, mais sans etre plus favorable a Hebert, dit que Collot a presente la question sous son veritable point de vue, qu'un incident facheux avait trouble la dignite de la discussion, que tout le monde avait eu tort, Hebert, ainsi que ceux qui lui avaient repondu. "Ce que je vais dire, ajoute-t-il, n'a trait a aucun individu. On a mauvaise grace a se plaindre de la calomnie quand on a calomnie soi-meme. On ne doit pas se plaindre des injustices quand on a juge les autres avec legerete, precipitation et fureur. Que chacun interroge sa conscience, et s'applique ces reflexions. J'avais voulu prevenir la discussion actuelle; je voulais que dans des entretiens particuliers, dans des conferences amicales, chacun s'expliquat et convint de ses torts. Alors on aurait pu s'entendre et s'epargner du scandale. Mais point du tout, les pamphlets ont ete repandus le lendemain, et on s'est empressé de produire un eclat. Maintenant, ce qui nous importe dans toutes ces querelles personnelles, ce n'est pas de savoir si on a mis de tous cotes des passions et de l'injustice, mais si les accusations dirigees par Philippeau contre les hommes charges de la plus importante de nos guerres sont

fondees. Voila ce qu'il faut eclaircir dans l'interet non des individus, mais de la republique.”

Robespierre pensait, en effet, que les attaques de Camille contre Hebert etaient inutiles a discuter, car tout le monde savait combien elles etaient fondees, et que d'ailleurs elles ne renfermaient rien que la republique eut interet a constater, et qu'au contraire il importait beaucoup d'eclaircir la conduite des generaux dans la Vendee. On poursuit, en effet, la discussion relative a Philippeau. La seance entiere est consacree a ecouter une foule de temoins oculaires; mais, au milieu de ces affirmations contradictoires, Danton, Robespierre, declarent qu'ils ne discernent rien, et qu'ils ne savent plus a quoi s'en tenir. La discussion, deja trop longue, est renvoyee a la seance suivante.

Le 18, la seance est reprise; Philippeau etait absent. On se sentait deja fatigue de la discussion dont il etait le sujet, et qui n'amenait aucun eclaircissement. On s'etend alors sur Camille Desmoulins. On le somme de s'expliquer sur les eloges qu'il a donnees a Philippeau, et sur ses relations avec lui. Camille ne le connait pas, a ce qu'il assure; des faits affirmes par Goupilleau, par Bourdon, lui avaient d'abord persuade que Philippeau disait vrai, et l'avaient rempli d'indignation; mais aujourd'hui qu'il s'apercoit, d'apres la discussion, que Philippeau a altere la verite (ce qui commencait en effet a percer de toutes parts), il retracte ses eloges, et declare n'avoir plus aucune opinion a cet egard.

Robespierre prenant encore une fois la parole sur Camille, repete ce qu'il avait deja dit a son egard: que son caractere est excellent, mais que ce caractere connu ne lui donne pas le droit d'ecrire contre les patriotes; que ses ecrits, devores par les aristocrates, font leurs delices, et sont repandus dans tous les departemens; qu'il a traduit Tacite sans l'entendre; qu'il faut le traiter comme un enfant etourdi qui a touche a des armes dangereuses et en a fait un usage funeste, l'engager a quitter les aristocrates et les mauvaises societes qui le corrompent; et qu'en lui pardonnant a lui, il faut bruler ses numeros. Camille, alors, oubliant les menagemens qu'il fallait garder envers l'orgueilleux Robespierre, s'ecrie de sa place: “Bruler n'est pas repondre.—Eh bien! reprend Robespierre irrite, qu'on ne brule pas, mais qu'on reponde; qu'on lise sur-le-champ les numeros de Camille. Puisqu'il le veut, qu'il soit couvert d'ignominie; que la societe ne retienne pas son indignation, puisqu'il s'obstine a soutenir ses diatribes et ses principes dangereux. L'homme qui tient aussi fortement a des ecrits perfides est peut-etre plus qu'egare; s'il eut ete de bonne foi, s'il eut ecrit dans la simplicité de son coeur, il n'aurait pas ose soutenir plus long-temps des ouvrages proscrits par les patriotes et recherches par les contre-revolutionnaires. Son courage n'est qu'emprunte; il decele les hommes caches sous la dictee desquels il a ecrit son journal; il decele que Desmoulins est l'organe d'une faction scelerate qui a emprunte sa plume pour distiller son poison avec plus d'audace et de surete.” Camille veut en vain demander la parole et calmer Robespierre; on refuse de l'ecouter, et on passe sur-le-champ a la lecture de ses feuilles. Quelque menagement que les individus veuillent garder les uns pour les autres dans des querelles de parti, il est difficile que bientot les amours-propres ne se trouvent pas engages. Avec la susceptibilite de Robespierre et la naive etourderie de Camille, la division d'opinions devait bientot se changer en une division d'amour-propre et en haine. Robespierre meprisait trop Hebert et les siens pour se brouiller avec eux; mais il pouvait se brouiller avec un ecrivain aussi celebre dans la revolution que Camille Desmoulins, et celui-ci ne mit pas assez d'adresse a eviter une rupture.

La lecture des numeros de Camille occupe deux seances tout entieres. On passe ensuite a Fabre. On l'interroge, on veut l'obliger a dire quelle part il a eue aux ecrits nouvellement repandus. Il repond qu'il n'y est pas pour une virgule, et que, relativement a Philippeau et Bourdon de l'Oise, il peut assurer ne pas les connaitre. On veut enfin prendre un parti sur les quatre individus denonces. Robespierre, quoique n'etant plus dispose a menager Camille, propose de laisser la cette discussion, et de passer a un autre sujet plus grave, plus digne de la societe, plus utile a l'esprit public, savoir les vices et les crimes du gouvernement anglais. “Ce gouvernement atroce cache, disait-il, sous quelques apparences de liberte, un principe de despotisme et de machiavelisme atroce; il faut le denoncer a son propre peuple, et repondre a ses calomnies, en prouvant ses vices d'organisation et ses forfaits.” Les jacobins voulaient bien de ce sujet qui fournissait une si vaste carriere a leur imagination accusatrice, mais quelques-uns d'entre eux desiraient auparavant radier Philippeau,

Camille, Bourdon et Fabre. Une voix meme accuse Robespierre de s'arroger une espece de dictature. “Ma dictature, s'ecrie-t-il, est celle de Marat et de Lepelletier; elle consiste a etre expose tous les jours aux poignards des tyrans. Mais je suis las des disputes qui s'elevent chaque jour dans le sein de la societe, et qui n'aboutissent a aucun resultat utile. Nos veritables ennemis sont les etrangers; ce sont eux qu'il faut poursuivre et dont il faut devoiler les trames.” Robespierre renouvelle en consequence sa proposition, et fait decider, au milieu des applaudissemens, que la societe, mettant de cote les disputes elevees entre les individus, s'occupera, dans les seances qui vont suivre, de discuter, sans interruption, les vices du gouvernement anglais.

C'etait detourner a propos l'inquiete imagination des jacobins, et la diriger sur une proie qui pouvait les occuper long-temps. Philippeau s'etait deja retire sans attendre une decision. Camille et Bourdon ne furent ni rejetes ni confirmes; on n'en parla plus, et ils se contenterent de ne plus paraître devant la societe. Pour Fabre-d'Eglantine, bien que Chabot l'eut entierement justifie, les faits qui arrivaient chaque jour a la connaissance du comite de surete generale, ne permirent plus de douter de sa complicité; il fallut lancer contre lui un mandat d'arret, et le reunir a Chabot, Bazire, Delaunay et Julien de Toulouse.

Il restait de toutes ces discussions une impression facheuse pour les nouveaux moderes. Il n'y avait aucune espece de concert entre eux. Philippeau, presque girondin autrefois, ne connaissait ni Camille, ni Fabre, ni Bourdon; Camille seul etait assez lie avec Fabre; quant a Bourdon, il etait entierement etranger aux trois autres. Mais on s'imagina des lors qu'il y avait une faction secrete dont ils etaient ou complices ou dupes. La facilite de caractere, les gouts epicuriens de Camille, et deux ou trois diners qu'il avait faits avec les riches financiers de l'epoque, la complicité demontree de Fabre avec les agioteurs, sa recente opulence, firent supposer qu'ils etaient lies a la pretendue faction corruptrice. On n'osait pas encore designer Danton comme en etant le chef; mais, si on ne l'accusait pas d'une maniere publique, si Hebert dans sa feuille, si les cordeliers a leur tribune menageaient ce puissant revolutionnaire, ils se disaient entre eux ce qu'ils n'osaient publier.

L'homme le plus nuisible au parti etait Lacroix, dont les concussions en Belgique etaient si demontrees, qu'on pouvait tres bien les lui imputer sans etre accuse de calomnie, et sans qu'il osat repondre. On l'associait aux moderes a cause de son ancienne liaison avec Danton, et il leur faisait partager sa honte.

Les cordeliers, mecontents de ce que les jacobins avaient passe a l'ordre du jour sur les denonces, declarerent: 1 que Philippeau etait un calomniateur; 2 que Bourdon, accusateur acharne de Ronsin, de Vincent et des bureaux de la guerre, avait perdu leur confiance, et n'etait a leurs yeux que le complice de Philippeau; 3 que Fabre, partageant les sentimens de Bourdon et de Philippeau, n'etait qu'un intrigant plus adroit; 4 que Camille, deja exclu de leurs rangs, avait aussi perdu leur confiance, quoique auparavant il eut rendu de grands services a la revolution.

Après avoir detenu quelque temps Ronsin et Vincent, on les fit elargir, car on ne pouvait les mettre en jugement pour aucune cause. Il n'etait pas possible de poursuivre Ronsin pour sa conduite dans la Vendee, car les evenemens de cette guerre etaient couverts d'un voile epais; ni pour ce qu'il avait fait a Lyon, car c'etait soulever une question dangereuse, et accuser en meme temps Collot-d'Herbois et tout le systeme actuel du gouvernement. Il etait tout aussi impossible de poursuivre Vincent pour quelques actes de despotisme dans les bureaux de la guerre. On n'aurait pu faire a l'un et a l'autre qu'un proces politique, et le moment n'etait pas venu de leur en tenter un pareil. Ils furent donc elargis[12], a la grande joie des cordeliers et de tous les *epauletiers* de l'armee revolutionnaire.

Vincent etait un jeune homme de vingt et quelques annees, espece de frenetique dont le fanatisme allait jusqu'a la maladie, et chez lequel il y avait encore plus d'alienation d'esprit que d'ambition personnelle. Un jour que sa femme, qui allait le voir dans sa prison, lui rapportait ce qui se passait, indigne du recit qu'elle lui fit, il s'elanca sur un morceau de viande crue, et dit en le devorant: “Je voudrais devorer ainsi tous ces scelerats.” Ronsin, tour a tour mediocre pamphletaire, fournisseur, general, joignait a beaucoup d'intelligence un courage remarquable et une grande activite. Naturellement exagere, mais ambitieux, il etait le plus

distingue de ces aventuriers qui s'etaient offerts a etre les instrumens du gouvernement nouveau. Chef de l'armee revolutionnaire, il songeait a tirer parti de sa position, soit pour lui, soit pour ses amis, soit pour le triomphe de son systeme. Dans la prison du Luxembourg, Vincent et lui, enfermes ensemble, avaient toujours parle en maitres; ils n'avaient cesse de dire qu'ils triompheraient de l'intrigue, qu'ils sortiraient par le secours de leurs partisans, qu'ils reviendraient alors pour elargir les patriotes enfermes, et envoyer tous les autres prisonniers a la guillotine. Ils avaient fait le tourment des malheureux detenus avec eux, et les laisserent pleins d'effroi.

A peine sortis, ils dirent hautement qu'ils se vengeraient, et que bientot ils sauraient se faire raison de leurs ennemis. Le comite de salut public ne pouvait guere se dispenser de les elargir; mais il ne tarda pas a s'apercevoir qu'il avait dechainé des furieux, et qu'il faudrait bientot les reduire a l'impossibilite de nuire. Il restait a Paris quatre mille hommes de l'armee revolutionnaire. La, se trouvaient des aventuriers, des voleurs, des septembriseurs, qui prenaient le masque du patriotisme, et qui aimaient mieux butiner a l'interieur que d'aller sur les frontieres mener une vie pauvre, dure et perilleuse. Ces petits tyrans, avec leurs moustaches et leurs grands sabres, exercaient dans tous les lieux publics le plus dur despotisme. Ayant de l'artillerie, des munitions et un chef entreprenant, ils pouvaient devenir dangereux. A eux se joignaient les brouillons, qui remplissaient les bureaux de Vincent. Celui-ci etait leur chef civil, comme Ronsin leur chef militaire. Ils avaient des liaisons avec la commune par Hebert, substitut de Chaumette, et par le maire Pache, toujours pret a recevoir chez lui tous les partis, et a caresser tous les hommes redoutables. Momoro, l'un des presidens des cordeliers, etait leur fidele partisan et leur avocat aux Jacobins. Ainsi on rangeait ensemble Ronsin, Vincent, Hebert, Chaumette, Momoro; et on ajoutait a la liste Pache et Bouchotte, comme des complaisans qui leur laissaient usurper deux grandes autorites.

Deja ces hommes ne se contenaient plus dans leurs discours contre ces representans qui voulaient, disaient-ils, s'eterniser au pouvoir et faire grace aux aristocrates. Un jour, etant a diner chez Pache, ils y rencontrerent Legendre, l'ami de Danton, autrefois l'imitateur de sa vehemence, aujourd'hui de sa reserve, et la victime de cette imitation, car il essayait les attaques qu'on n'osait pas diriger contre Danton lui-meme. Ronsin et Vincent lui adresserent de mauvais propos. Vincent, qui avait ete son obligé, l'embrassa en lui disant qu'il embrassait l'ancien, et non le nouveau Legendre; que le nouveau Legendre etait devenu un modere et ne meritait aucune estime. Vincent lui demanda ensuite avec ironie s'il avait porte dans ses missions le costume de depute. Legendre lui ayant repondu qu'il le portait aux armees, Vincent ajouta que ce costume etait fort pompeux, mais indigne de vrais republicains; qu'il habillerait un mannequin de ce costume, qu'il rassemblerait le peuple, et lui dirait: "Voila les representans que vous vous etes donnees! ils vous prechent l'egalite, et se couvrent d'or et de plumes." Il dit ensuite qu'il mettrait le feu au mannequin. Legendre alors le traita de fou et de seditieux. On fut pres d'en venir aux mains, au grand effroi de Pache. Legendre ayant voulu s'adresser a Ronsin, qui paraissait plus calme, et l'ayant engage a moderer Vincent, Ronsin repondit qu'a la verite Vincent etait vif, mais que son caractere convenait aux circonstances, et qu'il fallait de pareils hommes pour le temps ou l'on vivait. "Vous avez, ajouta Ronsin, une faction dans le sein de l'assemblee; si vous ne l'en chassez pas, vous nous en ferez raison." Legendre sortit indigne, et repeta tout ce qu'il avait vu et entendu pendant ce repas. La conversation fut connue, et donna une nouvelle idee de l'audace et de la frenesie des deux hommes qu'on venait d'elargir.

Ils temoignaient un grand respect pour Pache et pour ses vertus, comme avaient fait jadis les jacobins, quand Pache etait au ministere. Le sort de Pache etait de charmer par sa complaisance et par sa douceur tous les hommes violens. Ils etaient enchanés de voir leurs passions approuvees par un homme qui avait toutes les apparences de la sagesse. Les nouveaux revolutionnaires en voulaient faire, disaient-ils, un grand personnage dans leur gouvernement; car, sans avoir un but precis, sans avoir meme encore le projet et le courage d'une insurrection, ils parlaient beaucoup, a l'exemple de tous les comploteurs qui commencent par s'essayer et s'echauffer en paroles. Ils disaient partout qu'il fallait d'autres institutions. Tout ce qui leur plaisait dans l'organisation actuelle du gouvernement, c'etaient le tribunal et l'armee revolutionnaires. Ils imaginaient donc une constitution consistant en un tribunal supreme preside par un grand-juge, et un conseil militaire dirige par un generalissime. Dans ce gouvernement on devait juger et administrer militairement. Le generalissime et le

grand-juge etaient les deux principaux personnages. Il devait y avoir aupres du tribunal un grand-accusateur sous le titre de censeur, qui serait charge de provoquer les poursuites. Ainsi dans ce projet, forme dans un moment de fermentation revolutionnaire, les deux fonctions essentielles, uniques, consistaient a condamner et a se battre. On ne sait si ce projet etait celui d'un reveur en delire, ou de plusieurs d'entre eux; s'il n'avait d'autre existence que des propos, ou s'il fut redige; mais il est certain qu'il avait son modele dans les commissions revolutionnaires etablies a Lyon, Marseille, Toulon, Bordeaux, Nantes, et que l'imagination pleine de ce qu'ils avaient fait dans ces grandes cites, ces terribles executeurs voulaient gouverner sur le meme plan la France tout entiere, et faire de la violence d'un jour le type d'un gouvernement permanent. Ils ne designaient encore qu'un seul des grands personnages destines a occuper ces hautes dignites. Pache convenait a merveille a la place de grand-juge; les conjures disaient donc qu'il devait l'etre, et qu'il le serait. Sans savoir ce que c'etait que ce projet et cette dignite de grand-juge, beaucoup de gens repetaient comme une nouvelle: Pache doit etre fait grand-juge. Ce bruit circulait sans etre ni explique ni compris. Quant a la dignite de generalissime, Ronsin, quoique general de l'armee revolutionnaire, n'osait y pretendre, et ses partisans n'osaient pas le proposer, car il fallait un plus grand nom pour une telle dignite. Chaumette etait designe aussi par quelques bouches comme censeur, mais son nom avait ete rarement prononce. Parmi ces bruits, il n'y en avait qu'un de bien repandu, c'est que *Pache serait grand-juge*.

Pendant toute la revolution, lorsque les passions d'un parti, long-temps excitees, etaient pretes a faire explosion, c'etait toujours une defaite, une trahison, une disette, une calamite enfin, qui leur servait de pretexte pour eclater. Il en arriva de meme ici. La seconde loi du maximum qui, remontant au-dela des boutiques, fixait la valeur des objets sur le lieu de fabrication, determinait le prix du transport, reglait le profit du marchand en gros, celui du marchand en detail, avait ete rendue; mais le commerce echappait encore de mille manieres au despotisme de la loi, et il y echappait surtout par le moyen le plus desastreux, en s'arretant. Le resserrement de la marchandise n'etait pas moins grand qu'auparavant; et si elle ne refusait plus de se donner au prix de l'assignat, elle se cachait, ou cessait de se mouvoir, et de se transporter sur les lieux de consommation. La disette etait donc tres grande par la stagnation generale du commerce. Cependant les efforts extraordinaires du gouvernement, les soins de la commission des subsistances, avaient reussi en partie a ne pas trop laisser manquer les bles, et surtout a diminuer la crainte de la disette, aussi redoutable que la disette meme, a cause du desordre et du trouble qu'elle apporte dans les relations commerciales. Mais une nouvelle calamite venait de se faire sentir, c'etait le defaut de viande. Les nombreux bestiaux que la Vendee envoyait jadis aux provinces voisines, n'arrivaient plus depuis l'insurrection. Les departemens du Rhin avaient cesse aussi d'en fournir depuis que la guerre s'y etait fixee; il y avait donc une diminution reelle dans la quantite. En outre, les bouchers, achetant les bestiaux a haut prix, et obliges de les vendre au prix du maximum, cherchaient a echapper a la loi. La bonne viande etait reservee pour le riche ou pour le citoyen aise qui la payait bien. Il s'etablissait une foule de marches clandestins, surtout aux environs de Paris et dans les campagnes; et il ne restait que les rebuts pour le peuple ou l'acheteur qui se presentait dans les boutiques, et traitait au prix du maximum. Les bouchers se dedommageaient ainsi par la mauvaise qualite de la marchandise, du bas prix auquel ils etaient forces de vendre. Le peuple se plaignait avec fureur du poids, de la qualite, *des rejouissances*, et des marches clandestins etablis autour de Paris. Les bestiaux manquant, on avait ete reduit a tuer des vaches pleines. Le peuple avait dit aussitot que les bouchers aristocrates voulaient detruire l'espece, et avait demande la peine de mort contre ceux qui tuaient des vaches et des brebis pleines. Mais ce n'etait pas tout: les legumes, les fruits, les oeufs, le beurre, le poisson, n'arrivaient plus dans les marches. Un chou coutait jusqu'a vingt sous. On devanait les charrettes sur les routes, on les entourait, et on achetait a tout prix leur chargement; peu arrivaient a Paris ou le peuple les attendait en vain. Des qu'il y a une chose a faire, il se trouve bientot des gens qui s'en chargent. Il s'agissait de parcourir les campagnes pour devancer sur la route les fermiers apportant des legumes: une foule d'hommes et de femmes s'etaient charges de ce soin, et achetaient les denrees pour le compte des gens aises, en les payant au-dessus du maximum. Y avait-il un marche mieux approvisionne que d'autres, ces especes d'entremetteurs y couraient, et enlevaient les denrees a un prix superieur a la taxe. Le peuple se dechainait violemment contre ceux qui faisaient ce metier; on disait qu'il se trouvait dans le nombre beaucoup de malheureuses filles publiques que les requisitoires de Chaumette avaient privees de leur deplorable industrie, et qui, pour vivre, avaient embrasse cette profession nouvelle.

Pour parer a tous ces inconveniens, la commune avait arrete, sur les petitions reiterees des sections, que les bouchers ne pourraient plus devancer les bestiaux et aller au–dela des marches ordinaires; qu'ils ne pourraient tuer que dans *les abattoirs* autorises; que la viande ne pourrait etre achetee que dans les etaux; qu'il ne serait plus permis d'aller sur les routes au–devant des fermiers; que ceux qui arriveraient seraient diriges par la police et distribues egalement entre les differens marches; qu'on ne pourrait pas aller faire queue a la porte des bouchers avant six heures, car il arrivait souvent qu'on se levait a trois pour cela.

Ces reglemens multiplies ne pouvaient epargner au peuple les maux qu'il endurait. Les ultra–revolutionnaires se torturaient l'esprit pour imaginer des moyens. Une derniere idee leur etait venue, c'est que les jardins de luxe dont abondaient les faubourgs de Paris, et surtout le faubourg Saint–Germain, pourraient etre mis en culture. Aussitot la commune, qui ne leur refusait rien, avait ordonne le recensement de ces jardins, et on decida que, le recensement fait, on y cultiverait des pommes de terre et des plantes potageres. En outre, ils avaient suppose que les legumes, le laitage, la volaille n'arrivant plus a la ville, la cause en devait etre imputee aux aristocrates retires dans leurs maisons autour de Paris. En effet, beaucoup de gens effrayes s'etaient caches dans leurs maisons de campagne. Des sections vinrent proposer a la commune de rendre un arrete ou de demander une loi pour les faire rentrer. Cependant Chaumette, sentant que ce serait une violation trop odieuse de la liberte individuelle, se contenta de prononcer un discours menacant contre les aristocrates retires autour de Paris. Il leur adressa seulement l'invitation de rentrer en ville, et fit donner aux municipalites des villages l'avis de les surveiller.

Cependant l'impatience du mal etait au comble. Le desordre augmentait dans les marches. A chaque instant il s'y elevait des tumultes. On faisait queue a la porte des bouchers, et malgre la defense d'y aller avant une certaine heure, on mettait toujours le meme empressement a s'y devancer. On avait transporte la un usage qui avait pris naissance a la porte des boulangers, c'etait d'attacher une corde que chacun saisissait et tenait de maniere a pouvoir garder son rang. Mais il arrivait ici, comme chez les boulangers, que des malveillans ou des gens mal places coupaient la corde; alors les rangs se confondaient, le desordre s'introduisait dans la foule qui etait en attente, et on etait pret a en venir aux mains.

On ne savait plus desormais a qui s'en prendre. On ne pouvait pas, comme avant le 31 mai, se plaindre que la convention refusat une loi de *maximum*, objet de toutes les esperances, car elle accordait tout. Dans l'impuissance d'imaginer quelque chose, on ne lui demandait plus rien. Cependant il fallait se plaindre; les epauletiers, les commis de Bouchotte, les cordeliers, disaient que la cause de la disette etait dans la faction moderee de la convention; que Camille Desmoulins, Philippeau, Bourdon de l'Oise, et leurs amis, etaient les auteurs des maux qu'on essayait; qu'on ne pouvait plus exister de la sorte, qu'il fallait recourir a des moyens extraordinaires; et ils ajoutaient le vieux propos de toutes les insurrections: *Il faut un chef*. Alors ils se disaient mysterieusement a l'oreille: *Pache sera fait grand–juge*.

Cependant, bien que le nouveau parti disposat de moyens assez considerables, bien qu'il eut pour lui l'armee revolutionnaire et une disette, il n'avait cependant ni le gouvernement, ni l'opinion, car les jacobins lui etaient opposes. Ronsin, Vincent, Hebert, etaient obliges de professer pour les autorites etablies un respect apparent, de cacher leurs projets, de les tramer dans l'ombre. A l'epoque du 10 aout et du 31 mai, les conspirateurs, maitres de la commune, des Cordeliers, des Jacobins, de tous les clubs, ayant dans l'assemblee nationale et les comites de nombreux et energiques partisans, osant conspirer a decouvert, pouvaient entrainer publiquement le peuple a leur suite, et se servir des masses pour l'execution de leurs complots; mais il n'en etait pas de meme pour le parti des *ultra–revolutionnaires*.

L'autorite actuelle ne refusait aucun des moyens extraordinaires de defense, ni meme de vengeance; des trahisons n'accusaient plus sa vigilance; des victoires sur toutes les frontieres attestaient au contraire sa force, son habilete et son zele. Par consequent, ceux qui attaquaient cette autorite et promettaient ou une habilete ou une energie superieures a la sienne, etaient des intrigans qui agissaient evidemment dans un but de desordre ou d'ambition. Telle etait la conviction publique, et les conjures ne pouvaient se flatter d'entrainer le peuple a

leur suite. Ainsi, quoique redoutables si on les laissait agir, ils l'etaient peu si on les arretait a temps.

Le comite les observait, et il continuait, par une suite de rapports, a deconsiderer les deux partis opposes. Dans les ultra-revolutionnaires, il voyait de veritables conspirateurs a detruire; au contraire, il n'apercevait dans les moderes que d'anciens amis, qui partageaient ses opinions, et dont le patriotisme ne pouvait lui etre suspect. Mais pour ne point paraitre faiblir en frappant les ultra-revolutionnaires, il etait oblige de condamner les moderes, et d'en appeler sans cesse a la terreur. Ces derniers voulaient repondre. Camille ecrivait de nouveaux numeros; Danton et ses amis combattaient dans leurs entretiens les raisons du comite, et des lors une lutte d'ecrits et de propos s'etait engagee. L'aigreur s'en etait suivie, et Saint-Just, Robespierre, Barrere, Billaud, qui d'abord n'avaient repousse les moderes que par politique, et pour etre plus forts contre les ultra-revolutionnaires, commencent a les poursuivre par humeur personnelle et par haine. Camille avait deja attaque, comme on l'a vu, Collot et Barrere. Dans sa lettre a Dillon, il avait adresse au fanatisme dogmatique de Saint-Just, et a la durete monacale de Billaud, des plaisanteries qui les blessent profondement. Il avait enfin irrite Robespierre aux Jacobins, et, tout en le louant beaucoup, il finit par se l'aliener tout a fait. Danton leur etait peu agreable a tous par sa renommee; et aujourd'hui, qu'etranger a la conduite des affaires, il restait a l'ecart, censurant le gouvernement, et paraissant exciter la plume caustique et *babillarde*[13] de Camille, il devait leur devenir chaque jour plus odieux; et il n'etait pas supposable que Robespierre s'exposat encore a le defendre.

Robespierre et Saint-Just, habitues a faire au nom du comite les exposes de principes, et charges en quelque sorte de la partie morale du gouvernement, tandis que Barrere, Carnot, Billaud et autres, s'acquittaient de la partie materielle et administrative, Robespierre et Saint-Just firent deux rapports, l'un *sur les principes de morale qui devaient diriger le gouvernement revolutionnaire*, l'autre sur les detentions dont Camille s'etait plaint dans *le Vieux Cordelier*. Il faut voir comment ces deux esprits sombres concevaient le gouvernement revolutionnaire, et les moyens de regenerer un etat.

“Le principe du gouvernement democratique, c'est la vertu, disait Robespierre[14], et son moyen pendant qu'il s'establit, c'est la terreur. Nous voulons substituer, dans notre pays, la morale a l'egoisme, la probite a l'honneur, les principes aux usages, les devoirs aux biensances, l'empire de la raison a la tyrannie de la mode, le mepris du vice au mepris du malheur, la fierte a l'insolence, la grandeur d'ame a la vanite, l'amour de la gloire a l'amour de l'argent, les bonnes gens a la bonne compagnie, le merite a l'intrigue, le genie au bel esprit, la verite a l'eclat, le charme du bonheur aux ennuis de la volupte, la grandeur de l'homme a la petitesse des grands; un peuple magnanime, puissant, heureux, a un peuple aimable, frivole et miserable; c'est-a-dire toutes les vertus et tous les miracles de la republique a tous les vices et a tous les ridicules de la monarchie.”

Pour atteindre a ce but, il fallait un gouvernement austere, energique, qui surmontat les resistances de toute espece. Il y avait, d'une part, l'ignorance brutale, avide, qui ne voulait dans la republique que des bouleversements; de l'autre, la corruption lache et vile qui voulait tous les delices de l'ancien luxe, et qui ne pouvait pas se resoudre aux vertus energiques de la democratie. De la, deux factions: l'une qui voulait outrer toute chose, qui poussait tout au-delà des bornes; qui, pour attaquer la superstition, cherchait a detruire Dieu meme, et a verser des torrens de sang sous pretexte de venger la republique; l'autre qui, faible et vicieuse, ne se sentait pas assez *vertueuse pour etre si terrible*, et s'apitoyait lachement sur tous les sacrifices necessaires qu'exigeait l'etablissement de la vertu. L'une de ces factions, disait Saint-Just[15], voulait CHANGER LA LIBERTE EN BACCHANTE, L'AUTRE EN PROSTITUEE.

Robespierre et Saint-Just enumeraient les folies de quelques agens du gouvernement revolutionnaire, de deux ou trois procureurs de communes, qui avaient pretendu renouveler l'energie de Marat, et ils faisaient ainsi allusion a toutes les folies d'Hebert et des siens. Ils signalaient ensuite les torts de faiblesse, de complaisance, de sensibilite, imputes aux nouveaux moderes; ils leur reprochaient de s'apitoyer sur des veuves de generaux, sur des intrigantes de l'ancienne noblesse, sur des aristocrates, de parler enfin sans cesse des severites de la republique, bien inferieures aux cruautes des monarchies. “Vous avez, disait Saint-Just, cent mille detenus, et

le tribunal revolutionnaire a condamne deja trois cents coupables. Mais sous la monarchie vous aviez quatre cent mille prisonniers; on pendait par an quinze mille contrebandiers, on rouait trois mille hommes; et aujourd'hui meme il y a en Europe quatre millions de prisonniers dont vous n'entendez pas les cris, tandis que votre moderation parricide laisse triompher tous les ennemis de votre gouvernement! Nous nous accablons de reproches, et les rois, mille fois plus cruels que nous, dorment dans le crime.”

Robespierre et Saint-Just, conformement au systeme convenu, ajoutaient que ces deux factions, en apparence opposees, avaient un point d'appui commun, l'etranger, qui les faisait agir pour perdre la republique.

On voit ce qu'il entraient a la fois de fanatisme, de politique et de haine dans le systeme du comite. Camille par des allusions, et meme par des expressions directes, se trouvait attaque lui et ses amis. Il repondait, dans son *Vieux Cordelier*, au systeme de la vertu par celui du bonheur. Il disait qu'il aimait la republique parce qu'elle devait ajouter a la felicite generale, parce que le commerce, l'industrie, la civilisation, s'etaient developpes avec plus d'eclat a Athenes, a Venise, a Florence, que dans toutes les monarchies; parce que la republique pouvait seule realiser le voeu menteur de la monarchie, *la poule au pot*. “Qu'importerait a Pitt, s'ecriait Camille, que la France fut libre, si la liberte ne servait qu'a nous ramener a l'ignorance des vieux Gaulois, a leurs *sayes*, a leurs *braves*, a leur guy de chene, et a leurs maisons, qui n'etaient que des echoppes en terre glaise? Loin d'en gemir, il me semble que Pitt donnerait bien des guinees pour qu'une telle liberte s'etablit chez nous. Mais ce qui rendrait furieux le gouvernement anglais, c'est si on disait de la France ce que disait Dicearque de l'Attique: *Nulle part au monde on ne peut vivre plus agreablement qu'a Athenes, soit qu'on ait de l'argent, soit qu'on n'en ait point. Ceux qui se sont mis a l'aise, par le commerce ou leur industrie, peuvent s'y procurer tous les agrements imaginables; et quant a ceux qui cherchent a le devenir, il y a tant d'ateliers ou ils gagnent de quoi se divertir aux ANTHESTERIES, et mettre encore quelque chose de cote, qu'il n'y a pas moyen de se plaindre de sa pauvreté, sans se faire a soi-meme un reproche de sa paresse.*

“Je crois donc que la liberte n'existe pas dans une egalite de privations, et que le plus bel eloge de la convention serait, si elle pouvait se rendre ce temoignage: j'ai trouve la nation sans culottes, et je la laisse culottee.

“Charmante democratie, ajoutait Camille, que celle d'Athenes! Solon n'y passa point pour un muscadin, il n'en fut pas moins regarde comme le modele des legislateurs, et proclame par l'oracle le premier des sept sages, quoiqu'il ne fit aucune difficulte de confesser son penchant pour le vin, les femmes et la musique; et il a une possession de sagesse si bien etablie, qu'aujourd'hui encore on ne prononce son nom dans la convention et aux Jacobins que comme celui du plus grand legislateur. Combien cependant ont parmi nous une reputation d'aristocrates et de Sardanapales, qui n'ont pas publie une semblable profession de foi!

“Et ce divin Socrate, un jour rencontrant Alcibiade sombre et reveur, apparemment parce qu'il etait pique d'une lettre d'Aspasie:—Qu'avez-vous? lui dit le plus grave des mentors; auriez-vous perdu votre bouclier a la bataille? avez-vous ete vaincu dans le camp, a la course ou a la salle d'armes? quelqu'un a-t-il mieux chante ou mieux joue de la lyre que vous a la table du general?—Ce trait peint les moeurs. Quels republicains aimables!”

Camille se plaignait ensuite de ce qu'aux moeurs d'Athenes on ne voulut pas ajouter la liberte de langage qui regnait dans cette republique. Aristophane, disait-il, y representait sur la scene les generaux, les orateurs, les philosophes et le peuple lui-meme; et le peuple d'Athenes, tantot joue sous les traits d'un vieillard, et tantot sous ceux d'un jeune homme, loin de s'irriter, proclamait Aristophane vainqueur des jeux, et l'encourageait par des bravos et des couronnes. Beaucoup de ses comedies etaient dirigees contre les *ultra-revolutionnaires* de ce temps-la; les railleries en etaient cruelles. “Et si aujourd'hui, ajoutait Camille, on traduisait quelqu'une de ces pieces jouees 430 ans avant Jesus-Christ, sous l'archonte Sthenocles, Hebert soutiendrait aux Cordeliers que la piece ne peut etre que d'hier, de l'invention de Fabre-d'Eglantine, contre lui et Ronsin, et que c'est le traducteur qui est la cause de la disette.

“Cependant, reprenait Camille avec tristesse, je m'abuse quand je dis que les hommes sont changes; ils ont toujours ete les memes; la liberte de parler n'a pas ete plus impunie dans les republicues anciennes que dans les modernes. Socrate, accuse d'avoir mal parle des dieux, but la cigue; Ciceron, pour avoir attaque Antoine, fut livre aux proscriptions.”

Ainsi ce malheureux jeune homme semblait predire que la liberte ne lui serait pas plus pardonnee qu'a tant d'autres. Ces plaisanteries, cette eloquence, irritaient le comite. Tandis qu'il suivait de l'oeil Ronsin, Hebert, Vincent et tous les agitateurs, il concevait une haine funeste contre l'aimable ecrivain qui se riait de ses systemes; contre Danton, qui passait pour inspirer cet ecrivain, contre tous les hommes enfin supposes amis ou partisans de ces deux chefs.

Pour ne pas devier de la ligne, le comite presenta deux decrets a la suite des rapports de Robespierre et de Saint-Just, tendant, disait-il, a rendre le peuple heureux aux depens de ses ennemis. Par ces decrets, le comite de surete generale etait seul investi de la faculte d'examiner les reclamations des detenus, et de les elargir s'ils etaient reconnus patriotes. Tous ceux, au contraire, qui seraient reconnus ennemis de la revolution, resteraient enfermes jusqu'a la paix, et seraient bannis ensuite a perpetuite. Leurs biens, provisoirement sequestres, devaient etre partages aux patriotes indigens, dont la liste serait dressee par les communes[16]. C'etait, comme on le voit, la loi agraire appliquee contre les suspects au profit des patriotes. Ces decrets, imagines par Saint-Just, etaient destines a repondre aux *ultra-revolutionnaires*, et a conserver au comite sa reputation d'energie.

Pendant ce temps, les conjures s'agitaient avec plus de violence que jamais. Rien ne prouve que leurs projets fussent bien arretes, ni qu'ils eussent mis Pache et la commune dans leur complot. Mais ils s'y prenaient comme avant le 31 mai; ils soulevaient les societes populaires, les cordeliers, les sections; ils repandaient des bruits menacans, et cherchaient a profiter des troubles qu'excitait la disette, chaque jour plus grande et plus sentie.

Tout a coup on vit paraître, dans les halles et les marches, des affiches, des pamphlets, annonçant que la convention etait la cause de tous les maux du peuple, et qu'il fallait en arracher la faction dangereuse qui voulait renouveler les brissotins et leur funeste systeme. Quelques-uns meme de ces ecrits portaient que la convention tout entiere devait etre renouvelee, qu'on devait choisir un chef, et organiser le pouvoir executif, etc.... Toutes les idees, en un mot, qu'avaient roulees dans leur tete, Vincent, Ronsin, Hebert, remplissaient ces ecrits, et semblaient trahir leur origine. En meme temps, on vit les *epauletiers*, plus turbulens et plus fiers que jamais, menacer hautement d'aller egorger dans les prisons les ennemis que la convention corrompue s'obstinait a epargner. Ils disaient que beaucoup de patriotes se trouvaient injustement confondus dans les prisons avec les aristocrates, mais qu'on allait faire le triage de ces patriotes, et qu'on leur donnerait a la fois la liberte et des armes. Ronsin, en grand costume de general de l'armee revolutionnaire, avec une echarpe tricolore, une houppie rouge, et entoure de quelques-uns de ses officiers, parcourait les prisons, se faisait montrer les ecrous, et formait des listes.

On etait au 15 ventose. La section Marat, presidee par Momoro, s'assemble, et, indignee, dit-elle, des machinations des ennemis du peuple, elle declare en masse qu'elle est debout, qu'elle va voiler le tableau de la declaration des droits, et qu'elle restera dans cet etat jusqu'a ce que les subsistances et la liberte soient assurees au peuple, et que ses ennemis soient punis. Dans la meme soiree, les cordeliers s'assemblent en tumulte; on fait chez eux le tableau des souffrances publiques; on raconte les persecutions qu'ont recemment essayees les deux grands patriotes Vincent et Ronsin, lesquels, dit-on, etaient malades au Luxembourg, sans pouvoir obtenir un medecin qui les saignat. En consequence, on declare la patrie en danger, et on voile la declaration des droits de l'homme. C'est ainsi que toutes les insurrections avaient commence, par la declaration que les lois etaient suspendues, et que le peuple rentrait dans l'exercice de sa souverainete.

Le lendemain 16, la section Marat et les cordeliers se presentent a la commune pour lui signifier leurs arretes, et pour l'entraîner aux memes demarches. Pache avait eu soin de ne pas s'y rendre. Le nomme Lubin presidait le conseil general. Il repond a la deputation avec un embarras visible; il dit que dans le moment ou la convention prend des mesures si energiques contre les ennemis de la revolution, et pour secourir les patriotes indigens, il est etonnant qu'on donne un signal de detresse, et qu'on voile la declaration des droits. Feignant ensuite de justifier le conseil general, comme s'il etait accuse, Lubin ajoute que le conseil a fait tous ses efforts pour assurer les subsistances et en regler la distribution. Chaumette tient des discours tout aussi vagues. Il recommande la paix, requiert le rapport sur la culture des jardins de luxe, et sur l'approvisionnement de la capitale, qui, d'apres les decrets, devait etre approvisionnee comme une place de guerre.

Ainsi les chefs de la commune hesitaient, et le mouvement, quoique tumultueux, n'etait pas assez fort pour les entrainer, et leur inspirer le courage de trahir le comite et la convention. Le desordre neanmoins etait grand. L'insurrection commencait comme toutes celles qui avaient jadis reussi, et ne devait pas inspirer de moindres craintes. Par une rencontre facheuse, le comite de salut public etait prive, dans le moment, de ses membres les plus influens: Billaud-Varennes, Jean-Bon-Saint-Andre, etaient absens pour affaires d'administration; Couthon et Robespierre etaient malades, et celui-ci ne pouvait pas venir gouverner ses fideles jacobins. Il ne restait que Saint-Just et Collot-d'Herbois pour dejouer cette tentative. Ils se rendent tous les deux a la convention, ou l'on s'assemblait en tumulte, et ou l'on tremblait d'effroi. Sur leur proposition, on mande aussitot Fouquier-Tinville; on le charge de rechercher sur-le-champ les distributeurs des ecrits incendiaires repandus dans les marches, les agitateurs qui troublent les societes populaires, tous les conspirateurs enfin qui menacent la tranquillite publique. On lui enjoint par decret de les arreter sur-le-champ, et d'en faire sous trois jours son rapport a la convention.

C'etait peu d'avoir un decret de la convention, car elle ne les avait jamais refuses contre les perturbateurs; et elle n'en avait pas laisse manquer les girondins contre la commune insurgee; mais il fallait assurer l'execution de ces decrets en se rendant maitres de l'opinion. Collot, qui avait une grande popularite aux Jacobins et aux Cordeliers par son eloquence de club, et surtout par une energie de sentimens revolutionnaires bien connue, est charge de cette journee, et se rend en hate aux Jacobins. A peine sont-ils assemblees qu'il leur fait le tableau des factions qui menacent la liberte, et des complots qu'elles preparent: "Une nouvelle campagne va s'ouvrir, dit-il, les soins du comite qui ont si heureusement termine la campagne derniere, allaient assurer a la republique des victoires nouvelles. Comptant sur votre confiance et votre approbation, qu'il a toujours eu en vue de meriter, il se livrait a ses travaux; mais tout a coup nos ennemis ont voulu l'entraver dans sa marche; ils ont souleve autour de lui les patriotes, pour les lui opposer et les faire egorger entre eux. On veut faire de nous des soldats de Cadmus; on veut nous immoler par la main les uns des autres. Mais non, nous ne serons point les soldats de Cadmus! grace a votre bon esprit, nous resterons amis, et nous ne serons que les soldats de la liberte! Appuyez sur vous, le comite saura resister avec energie, comprimer les agitateurs, les rejeter hors des rangs des patriotes, et, apres ce sacrifice indispensable, poursuivre ses travaux et vos victoires. Le poste ou vous nous avez places est perilleux, ajoute Collot; mais aucun de nous ne tremble devant le danger. Le comite de surete generale accepte sa penible mission de surveiller et de poursuivre tous les ennemis qui trament en secret contre la liberte; le comite de salut public ne neglige rien pour suffire a son immense tache; mais tous deux ont besoin d'etre soutenus par vous. Dans ces jours de danger, nous sommes peu nombreux. Billaud, Jean-Bon, sont absens; nos amis Couthon et Robespierre sont malades. Nous restons donc en petit nombre pour combattre les ennemis du bien public; il finit que vous nous souteniez ou que nous nous retirions.—Non, non, s'ecrirent les jacobins. Ne vous retirez pas; nous vous soutiendrons." Des applaudissemens nombreux accompagnaient ces paroles encourageantes. Collot poursuit et raconte alors ce qui s'est passe aux Cordeliers. "Il est, dit-il, des hommes qui n'ont jamais eu le courage de souffrir pendant quelques jours de detention, des hommes qui n'ont rien essaye pendant la revolution, des hommes dont nous avons pris la defense quand nous les avons crus opprimes, et qui ont voulu amener une insurrection dans Paris, parce qu'ils avaient ete detenus quelques instans. Une insurrection, parce que deux hommes ont souffert, parce qu'un medecin ne les a pas saignes pendant qu'ils etaient malades!... Anatheme a ceux qui demandent une insurrection!..." Oui, oui, anatheme! s'ecrirent tous les jacobins en masse. "Marat etait cordelier, reprend Collot, Marat etait jacobin; eh

bien! lui aussi fut persecute, beaucoup plus sans doute que ces hommes d'un jour; on le traina devant le tribunal, ou ne devaient comparaitre que des aristocrates: provoqua-t-il une insurrection?... Non, l'insurrection sacree, l'insurrection qui doit delivrer l'humanite de tous ceux qui l'oppriment, prend naissance dans des sentimens plus genereux que le petit sentiment ou l'on veut nous entrainer; mais nous n'y tomberons pas. Le comite de salut public ne cederá pas aux intrigans; il prend des mesures fortes et vigoureuses; et, dut-il perir, il ne reculera pas devant une tache aussi glorieuse.”

A peine Collot a-t-il acheve que Momoro veut prendre la parole pour justifier la section Marat et les cordeliers. Il convient qu'un voile a ete jete sur la declaration des droits, mais il desavoue les autres faits; il nie le projet d'insurrection, et soutient que la section Marat et les cordeliers sont animees des meilleurs sentimens. Des conspirateurs qui se justifient sont perdus. Des qu'ils ne peuvent pas avouer l'insurrection, et que le seul enonce du but ne fait pas eclater un elan de l'opinion en leur faveur, ils ne peuvent plus rien. Momoro est ecoute avec une desapprobation marquee; et Collot est charge d'aller, au nom des jacobins, fraterniser avec les cordeliers, et ramener ces freres egares par de perfides suggestions.

La nuit etait fort avancee, Collot ne pouvait se rendre aux Cordeliers que le lendemain 17; mais le danger, quoique d'abord effrayant, n'etait deja plus redoutable. Il devenait evident que l'opinion n'etait pas favorablement disposee pour les conjures, si on peut leur donner ce nom. La commune avait recule, les jacobins etaient restes au comite et a Robespierre, quoiqu'il fut absent et malade. Les cordeliers impetueux, mais faiblement diriges, et surtout delaissees par la commune et les jacobins, ne pouvaient manquer de ceder a la facon de Collot-d'Herbois, et a l'honneur de voir dans leur sein un membre aussi fameux du gouvernement. Vincent avec sa frenesie, Hebert avec son sale journal dont il multipliait les numeros, Momoro avec ses arretes de la section Marat, ne pouvaient determiner un mouvement decisif. Ronsin seul, avec ses epauletiers et des munitions assez considerables, aurait pu tenter un coup de main. Il en aurait eu l'audace, mais soit qu'il ne trouvat pas la meme audace dans ses amis, soit qu'il ne comptat point assez sur sa troupe, il n'agit pas, et du 16 au 17, tout se borna en agitations et en menaces. Les epauletiers repandus dans les societes populaires y causerent un grand tumulte, mais n'oserent pas recourir aux armes.

Le 17 au soir, Collot se rendit aux Cordeliers, ou il fut accueilli par de grands applaudissemens. Il leur dit que des ennemis secrets de la revolution cherchaient a egarer leur patriotisme; qu'on avait voulu declarer la republique en etat de detresse, tandis que dans le moment la royauté et l'aristocratie etaient seules aux abois; qu'on avait cherche a diviser les cordeliers et les jacobins, mais qu'ils devaient composer au contraire une seule famille, unie de principes et d'intentions; que ce projet d'insurrection, ce voile jete sur la declaration des droits, rejouissaient les aristocrates, et que la veille ils avaient tous imite cet exemple, et voile dans leurs salons la declaration des droits; et qu'ainsi, pour ne pas combler de satisfaction l'ennemi commun, ils devaient se hater de dévoiler le code sacre de la nature. Les cordeliers furent entrainees, quoiqu'il y eut parmi eux un grand nombre de commis de Bouchotte; ils se haterent de faire acte de repentir; ils arracherent le crepe jete sur la declaration des droits, et le remirent a Collot, en le chargeant d'assurer aux jacobins qu'ils marcheraient toujours dans la meme voie.

Collot-d'Herbois courut annoncer aux jacobins leur victoire sur les cordeliers et sur les *ultra-revolutionnaires*. Les conjures etaient donc abandonnees de toutes parts; il ne leur restait que la ressource d'un coup de main, qui, avons-nous dit, etait presque impossible. Le comite de salut public resolut de prevenir tout mouvement de leur part, en faisant arreter les principaux chefs, et en les envoyant sur-le-champ au tribunal revolutionnaire. Il enjoignit a Fouquier de rechercher les faits dont on pourrait composer une conspiration, et de preparer tout de suite un acte d'accusation. Saint-Just fut charge en meme temps de faire un rapport a la convention, contre les factions reunies qui menacaient la tranquillite de l'etat.

Le 23 ventose (13 mars), Saint-Just presente son rapport. Suivant le systeme adopte, il montre toujours l'etranger faisant agir deux factions; l'une composee d'hommes seditieux, incendiaires, pillards, diffamateurs, athees, qui voulaient amener le bouleversement de la republique par l'exageration; l'autre, composee de

corrompus, d'agioteurs, de concussionnaires, qui, s'etant laisse seduire par l'appat des jouissances, voulaient enerver la republique et la deshoner. Il dit que l'une de ces deux factions avait pris l'initiative, qu'elle avait essaye de lever l'etendard de la revolte, mais qu'elle allait etre arretee, et qu'il venait en consequence demander un decret de mort contre tous ceux, en general, qui avaient medite la subversion des pouvoirs, machine la corruption de l'esprit public et des moeurs republicaines, entrave l'arrivage des subsistances, et contribue de quelque maniere au plan ourdi par l'etranger. Saint-Just ajoute ensuite que, des cet instant, il fallait METTRE A L'ORDRE DU JOUR, LA JUSTICE, LA PROBITE, ET TOUTES LES VERTUS REPUBLICAINES.

Dans ce rapport, ecrit avec une violence fanatique, toutes les factions etaient egalement menacees; mais il n'y avait de clairement devoues aux coups du tribunal revolutionnaire que les conspirateurs ultra-revolutionnaires, tels que Ronsin, Vincent, Hebert, etc., et les corrompus Chabot, Bazire, Fabre, Julien, fabricateurs du faux decret. Une sinistre reticence etait gardee envers ceux que Saint-Just appelait les *indulgens* et les *moderes*.

Dans la soiree du meme jour, Robespierre se rend aux jacobins avec Couthon, et ils sont tous les deux couverts d'applaudissemens. On les entoure, on les felicite du retablissement de leur sante, et on promet a Robespierre un devouement sans bornes. Il demande pour le lendemain une seance extraordinaire, afin d'eclaircir le mystere de la conspiration decouverte. La seance est resolue. L'empressement de la commune n'est pas moins grand. Sur la proposition de Chaumette lui-meme, on fait demander le rapport que Saint-Just avait prononce a la convention, et on envoie a l'imprimerie de la Republique en chercher un exemplaire pour en faire lecture. Tout se soumet avec docilite a l'autorite triomphante du comite de salut public. Dans cette nuit du 23 au 24, Fouquier-Tinville fait arreter Hebert, Vincent, Ronsin, Momoro, Mazuel, l'un des officiers de Ronsin, enfin le banquier etranger Kock, agioteur et ultra-revolutionnaire, chez lequel Hebert, Ronsin et Vincent mangeaient frequemment, et formaient tous leurs projets. De cette maniere, le comite avait deux banquiers etrangers, pour persuader a tout le monde que les deux factions etaient mues par la coalition. Le baron de Batz devait servir a prouver ce fait contre Chabot, Julien, Fabre, contre tous les corrompus et les moderes; Kock devait servir a prouver la meme chose contre Vincent, Ronsin, Hebert et les ultra-revolutionnaires.

Les denonces se laisserent arreter sans resistance, et furent envoyes le lendemain au Luxembourg. Les prisonniers accoururent avec joie pour voir arriver ces furieux qui les avaient tant effrayes en les menacant d'un nouveau septembre. Ronsin montra beaucoup de fermete et d'insouciance; le lache Hebert etait defait et abattu, Momoro consterne. Vincent avait des convulsions. Le bruit de ces arrestations se repandit aussitot dans Paris, et y produisit une joie universelle. Malheureusement, on ajoutait que ce n'etait point fini, et qu'on allait frapper les hommes de toutes les factions. La meme chose fut repetee dans la seance extraordinaire des Jacobins. Apres que chacun eut rapporte ce qu'il savait de la conspiration, de ses auteurs, de leurs projets, on ajouta que, du reste, toutes les trames seraient connues, et qu'un rapport serait fait sur des hommes autres que ceux qui etaient actuellement poursuivis.

Les bureaux de la guerre, l'armee revolutionnaire, les cordeliers, venaient d'etre frappees dans la personne de Vincent, Ronsin, Hebert, Mazuel, Momoro et consorts. On voulait sevir aussi contre la commune. Il n'etait bruit que de la dignite de grand-juge reservee a Pache; mais on le savait incapable de s'engager dans une conspiration, docile a l'autorite superieure, respecte du peuple, et on ne voulut pas frapper un trop grand coup en l'adjoignant aux autres. On prefera faire arreter Chaumette, qui n'etait ni plus hardi ni plus dangereux que Pache, mais qui etait, par vanite et engouement, l'auteur des plus imprudentes determinations de la commune, et l'un des apotres les plus zeles du culte de la Raison. On arreta donc le malheureux Chaumette; on l'envoya au Luxembourg avec l'evêque Gobel, auteur de la grande scene d'abjuration, et avec Anacharsis Clootz, deja exclu des Jacobins et de la convention pour son origine etrangere, sa noblesse, sa fortune, sa republique universelle et son atheisme.

Lorsque Chaumette arriva au Luxembourg, les suspects accoururent au-devant de lui, et l'accablerent de railleries. Le malheureux, avec un grand penchant a la declamation, n'avait rien de l'audace de Ronsin, ni de la fureur de Vincent. Ses cheveux plats, ses regards tremblans lui donnaient les apparences d'un missionnaire; et il avait ete veritablement celui du nouveau culte. Ceux-ci lui rappelaient ses requisitoires contre les filles de joie, contre les aristocrates, contre la famine, contre les suspects. Un prisonnier lui dit en s'inclinant: "Philosophe Anaxagoras, je suis *suspect*, tu es *suspect*, nous sommes *suspects*." Chaumette s'excusa avec un ton soumis et tremblant. Mais des ce moment il n'osa plus sortir de sa cellule, ni se rendre dans la cour des prisonniers.

Le comite, apres avoir fait arreter ces malheureux, fit rediger par le comite de surete generale l'acte d'accusation contre Chabot, Bazire, Delaunay, Julien de Toulouse et Fabre. Tous cinq furent mis en accusation, et deferes au tribunal revolutionnaire. Dans le meme moment, on apprit qu'une emigree, poursuivie par un comite revolutionnaire, avait trouve asile chez Herault-Sechelles. Deja ce depute si connu, qui joignait a une grande fortune une grande naissance, une belle figure, un esprit plein de politesse et de grace, qui etait l'ami de Danton, de Camille Desmoulins, de Proli, et qui souvent s'effrayait de se voir dans les rangs de ces revolutionnaires terribles, etait devenu suspect, et on avait oublie qu'il etait l'auteur principal de la constitution. Le comite se hata de le faire arreter, d'abord parce qu'il ne l'aimait pas, ensuite pour prouver qu'il frapperait sans aucun menagement les moderes surpris en faute, et qu'il ne serait pas plus indulgent pour eux que pour les autres coupables. Ainsi, les coups du redoutable comite tombaient a la fois sur les hommes de tous les rangs, de toutes les opinions, de tous les merites.

Le 1er germinal (20 mars), commença le proces d'une partie des conspirateurs. On reunit dans la meme accusation Ronsin, Vincent, Hebert, Momoro, Mazuel, le banquier Kock, le jeune Lyonnais Leclerc, devenu chef de division dans les bureaux de Bouchotte, les nommes Ancar, Ducroquet, commissaires aux subsistances, et quelques autres membres de l'armee revolutionnaire et des bureaux de la guerre. Pour continuer la supposition de complicité entre la faction ultra-revolutionnaire et la faction de l'étranger, on confondit encore dans la meme accusation Proli, Dubuisson, Pereyra, Desfieux, qui n'avaient jamais eu aucun rapport avec les autres accuses. Chaumette fut reserve pour figurer plus tard avec Gobel et les autres auteurs des scenes du culte de la Raison; enfin, si Cloutz, qui aurait du etre associe a ces derniers, fut adjoint a Proli, c'est en sa qualite d'étranger. Les accuses etaient au nombre de dix-neuf. Ronsin et Cloutz etaient les plus hardis et les plus fermes. "Ceci, dit Ronsin a ses co-accuses, est un proces politique; a quoi bon tous vos papiers et vos preparatifs de justification? Vous serez condamnes. Lorsqu'il fallait agir, vous avez parle; sachez mourir. Pour moi, je jure que vous ne me verrez pas broncher, tachez d'en faire autant." Les miserables Hebert et Momoro se lamentaient, en disant que la liberte etait perdue! "La liberte perdue, s'ecria Ronsin, parce que quelques miserables individus vont perir! La liberte est immortelle; nos ennemis succomberont apres nous, et la liberte leur survivra a tous." Comme ils s'accusaient entre eux, Cloutz les exhorta a ne pas aggraver leurs maux par des invectives mutuelles, et il leur cita cet apologue fameux:

Je revais cette nuit que de mal consume,
Cote a cote d'un gueux on m'avait inhumé.

La citation eut son effet, et ils cesserent de se reprocher leurs malheurs. Cloutz, plein encore de ses opinions philosophiques jusqu'a l'échafaud, poursuivit les derniers restes de deisme qui pouvait demeurer en eux, et ne cessa de leur precher jusqu'au bout la nature et la raison, avec un zele ardent et un inconcevable mepris de la mort. Ils furent amenes au tribunal, au milieu d'un concours immense de spectateurs. On a vu, par le recit de leur conduite, a quoi se reduisait leur conspiration. Clubistes du dernier rang, intrigans de bureaux, coupe-jarrets enregimentes dans l'armee revolutionnaire, ils avaient l'exageration des inferieurs, des porteurs d'ordres, qui outrent toujours leur mandat. Ainsi, ils avaient voulu pousser le gouvernement revolutionnaire jusqu'a en faire une simple commission militaire, l'abolition des superstitions jusqu'a la persecution des cultes, les moeurs republicaines jusqu'a la grossierete, la liberte de langage jusqu'a la bassesse la plus degoutante, enfin la defiance et la severite democratiques a l'egard des hommes jusqu'a la diffamation la plus atroce. De

mauvais propos contre la convention et le comite, des projets de gouvernement en paroles, des motions aux Cordeliers et dans les sections, de sales pamphlets, une visite de Ronsin dans les prisons, pour y rechercher s'il n'y avait pas de patriotes renfermes, comme lui venait de l'etre, enfin quelques menaces, et l'essai d'un mouvement sous le pretexte de la disette, tels etaient leurs complots. Il n'y avait la que sottises et ordures de mauvais sujets. Mais une conspiration profondement ourdie et correspondant avec l'etranger etait fort au-dessus de ces miserables. C'etait une perfide supposition du comite, que l'infame Fouquier-Tinville fut charge de demontrer au tribunal, et que le tribunal eut ordre d'adopter.

Les mauvais propos que Vincent et Ronsin s'etaient permis contre Legendre, en dinant avec lui chez Pache, leurs propositions reiterees d'organiser le pouvoir executif, furent allegues comme attestant le projet d'aneantir la representation nationale et le comite de salut public. Leurs repas chez le banquier Kock furent donnees comme la preuve de leur correspondance avec l'etranger. A cette preuve on en ajouta une autre. Des lettres ecrites de Paris a Londres, et inserees dans les journaux anglais, annoncaient que, d'apres l'agitation qui regnait, des mouvemens etaient presumables. Ces lettres, dit-on aux accuses, demonstrent que l'etranger etait dans votre confiance, puisqu'il predisait d'avance vos complots. La disette, qu'ils avaient reprochee au gouvernement pour soulever le peuple, leur fut imputee a eux seuls; et Fouquier, rendant calomnie pour calomnie, leur soutint qu'ils etaient cause de cette disette, en faisant piller sur les routes les charrettes de legumes et de fruits. Les munitions rassemblees a Paris pour l'armee revolutionnaire leur furent reprochees comme des preparatifs de conspiration. La visite de Ronsin dans les prisons fut donnee comme preuve du projet d'armer les suspects, et de les dechainer dans Paris. Enfin, les ecrits repandus dans les halles, et le voile jete sur la declaration des droits, furent consideres comme un commencement d'execution. Hebert fut couvert d'infamie. A peine lui reprocha-t-on ses actes politiques et son journal, on se contenta de lui prouver des vols de chemises et de mouchoirs.

Mais laissons la ces honteuses discussions entre ces bas accuses et le bas accusateur dont se servait un gouvernement terrible pour consommer les sacrifices qu'il avait ordonnes. Retire dans sa sphere elevee, ce gouvernement designait les malheureux qui lui faisaient obstacle, et laissait a son procureur-general Fouquier le soin de satisfaire aux formes avec des mensonges. Si, dans cette vile tourbe de victimes sacrifiees au besoin de la tranquillite publique, quelques-unes meritent d'etre mises a part, ce sont ces malheureux etrangers, Proli, Anacharsis Clootz, condamnes comme agens de la coalition. Proli, comme nous l'avons dit, connaissant la Belgique, sa patrie, avait blame la violence ignorante des jacobins dans ce pays; il avait admire les talens de Dumouriez, et il en convint au tribunal. Sa connaissance des cours etrangeres l'avait deux ou trois fois rendu utile a Lebrun, et il l'avoua encore. "Tu as blame, lui dit-on, le systeme revolutionnaire en Belgique, tu as admire Dumouriez, tu as ete l'ami de Lebrun, tu es donc l'agent de l'etranger." Il n'y eut pas un autre fait allegue. Quant a Clootz, sa republique universelle, son dogme de la raison, ses cent mille livres de rente, et quelques efforts tentes par lui pour sauver une emigree, suffirent pour le convaincre. A peine le troisieme jour des debats etait-il commence, que le jury se declara suffisamment eclaire, et condamna pele-mele ces intrigans, ces brouillons et ces malheureux etrangers a la peine de mort. Un seul fut absous; ce fut le nomme Laboureau, qui, dans cette affaire, avait servi d'espion au comite de salut public. Le 4 germinal (24 mars), a quatre heures de l'apres-midi, les condamnes furent conduits au lieu du supplice. La foule etait aussi grande qu'a aucune des executions precedentes. On louait des places sur des charrettes, sur des tables disposees autour de l'echafaud. Ni Ronsin, ni Clootz ne broncherent, pour nous servir de leur terrible expression. Hebert, accable de honte, decourage par le mepris, ne prenait aucun soin de surmonter sa lachete; il tombait a chaque instant en defaillance, et la populace, aussi vile que lui, suivait la fatale charrette, en repetant le cri des petits colporteurs: *Il est bougrement en colere le Pere Duchene.*

Ainsi furent sacrifies ces miserables a l'indispensable necessite d'etablir un gouvernement ferme et vigoureux: et ici, le besoin d'ordre et d'obeissance n'etait pas un de ces sophismes a l'aide desquels les gouvernement immolent leurs victimes. Toute l'Europe menacait la France, tous les brouillons voulaient s'emparer de l'autorite, et compromettaient le salut commun par leurs luttes. Il etait indispensable que quelques hommes plus energiques s'emparassent de cette autorite disputee, l'occupassent a l'exclusion de tous, et pussent ainsi

s'en servir pour resister a l'Europe. Si on eprouve un regret, c'est de voir employer le mensonge contre ces miserables, c'est de voir parmi eux un homme d'un ferme courage, Ronsin; un fou inoffensif, Cloutz; un etranger, intrigant peut-etre, mais point conspirateur, et plein de merite, le malheureux Proli.

A peine les hebertistes avaient-ils subi leur supplice, que les *indulgens* montrerent une grande joie, et dirent qu'ils n'avaient donc pas tort de denoncer Hebert, Ronsin, Vincent, puisque le comite de salut public et le tribunal revolutionnaire venaient de les envoyer a la mort. "De quoi donc nous accuse-t-on? disaient-ils. Nous n'avons eu d'autre tort que de reprocher a ces factieux de vouloir bouleverser la republique, detruire la convention nationale, supplanter le comite de salut public, joindre le danger des guerres religieuses a celui des guerres civiles, et amener une confusion generale. C'est la justement ce que leur ont reproche Saint-Just et Fouquier-Tinville en les envoyant a l'echafaud. En quoi pouvons-nous etre des conspirateurs, des ennemis de la republique?"

Rien n'etait plus juste que ces reflexions, et le comite pensait exactement comme Danton, Camille Desmoulins, Philippeau, Fabre, sur le danger de cette turbulence anarchique. La preuve, c'est que Robespierre, depuis le 31 mai, n'avait cesse de defendre Danton et Camille, et d'accuser les anarchistes. Mais, nous l'avons dit, en frappant ces derniers, le comite s'exposait a passer pour modere, et il fallait qu'il deployat d'autre part la plus grande rigueur, pour ne pas compromettre sa reputation revolutionnaire. Il fallait, tout en pensant comme Danton et Camille, qu'il censurat leurs opinions, qu'il les immolat dans ses discours, et parut ne pas les favoriser plus que les hebertistes eux-memes. Dans le rapport contre les deux factions, Saint-Just avait autant accuse l'une que l'autre, et avait garde un silence menacant a l'egard des *indulgens*. Aux Jacobins, Collot avait dit que ce n'etait pas fini, et qu'on preparait un rapport contre d'autres individus que ceux qui etaient arretes. A ces menaces s'etait jointe l'arrestation d'Herault-Sechelles, ami de Danton, et l'un des hommes les plus estimes de ce temps-la. De tels faits n'annoncaient pas l'intention de faiblir, et neanmoins on disait encore de toutes parts que le comite allait revenir sur ses pas, qu'il allait adoucir le systeme revolutionnaire, et sevir contre les egorgeurs de toute espece. Ceux qui desiraient ce retour a une politique plus clemente, les detenus, leurs familles, tous les citoyens paisibles en un mot, poursuivis sous le nom d'indifferens, se livrerent a des esperances indiscrettes, et dirent hautement qu'enfin le regime des lois de sang allait finir. Ce fut bientot l'opinion generale; elle se repandit dans les departemens, et surtout dans celui du Rhone, ou depuis quelques mois s'exercaient de si affreuses vengeances, et ou Ronsin avait cause un si grand effroi. On respira un moment a Lyon, on osa regarder en face les oppresseurs, et on sembla leur predire que leurs cruautés allaient avoir un terme. A ces bruits, a ces esperances de la classe moyenne et paisible, les patriotes s'indignerent. Les jacobins de Lyon ecrivirent a ceux de Paris que l'aristocratie relevait la tete, que bientot ils n'y pourraient plus tenir, et que si on ne leur donnait des forces et des encouragemens, ils seraient reduits a se donner la mort comme le patriote Gaillard, qui s'etait poignarde lors de la premiere arrestation de Ronsin.

"J'ai vu, dit Robespierre aux Jacobins, des lettres de quelques-uns d'entre les patriotes lyonnais; ils expriment tous le meme desespoir, et si l'on n'apporte le remede le plus prompt a leurs maux, ils ne trouveront de soulagement que dans la recette de Caton et de Gaillard. La faction perfide, qui, affectant un patriotisme extravagant, voulait immoler les patriotes, a ete exterminée; mais peu importe a l'etranger, il lui en reste une autre. Si Hebert eut triomphe, la convention etait renversee, la republique tombait dans le chaos, et la tyrannie etait satisfaite; mais avec les moderes, la convention perd son energie, les crimes de l'aristocratie restent impunis, et les tyrans triomphent. L'etranger a donc autant d'esperance avec l'une qu'avec l'autre de ces factions, et il doit les soudoyer toutes sans s'attacher a aucune. Que lui importe qu'Hebert expire sur l'echafaud, s'il lui reste des traitres d'une autre espece, pour venir a bout de ses projets? Vous n'avez donc rien fait s'il vous reste une faction a detruire, et la convention est resolue a les immoler toutes jusqu'a la derniere."

Ainsi le comite avait senti la necessite de se laver du reproche de moderation par un nouveau sacrifice. Robespierre avait defendu Danton, quand une faction audacieuse venait ainsi frapper a ses cotes un des patriotes les plus renommes. Alors la politique, un danger commun, tout l'engageait a defendre son vieux collegue; mais aujourd'hui cette faction hardie n'etait plus. En defendant plus long-temps ce collegue

depopularise, il se compromettait lui-même. D'ailleurs, la conduite de Danton devait reveiller bien des reflexions dans son ame jalouse. Que faisait Danton loin du comite? Entoure de Philippeau, de Camille Desmoulins, il semblait l'instigateur et le chef de cette nouvelle opposition qui poursuivait le gouvernement de censures et de railleries ameres. Depuis quelque temps, assis vis-à-vis de cette tribune ou venaient figurer les membres du comite, Danton avait quelque chose de menacant et de meprisant a la fois. Son attitude, ses propos repetes de bouche en bouche, ses liaisons, tout prouvait qu'apres s'etre isole du gouvernement, il s'en etait fait le censeur, et qu'il se tenait en dehors, comme pour lui faire obstacle avec sa vaste renommee. Ce n'est pas tout: quoique depopularise, Danton avait neanmoins une reputation d'audace et de genie politique extraordinaire. Danton immole, il ne restait plus un grand nom hors du comite; et, dans le comite, il n'y avait plus que des reputations secondaires, Saint-Just, Couthon, Collot-d'Herbois. En consentant a ce sacrifice, Robespierre du meme coup detruisait un rival, rendait au gouvernement sa reputation d'energie, et augmentait surtout son renom de vertu en frappant un homme accuse d'avoir recherche l'argent et les plaisirs. Il etait en outre engage a ce sacrifice par tous ses collegues, encore plus jaloux de Danton qu'il ne l'etait lui-même. Couthon et Collot-d'Herbois n'ignoraient pas qu'ils etaient meprises par ce celebre tribun. Billaud, froid, bas et sanguinaire, trouvait chez lui quelque chose de grand et d'ecrasant. Saint-Just, dogmatique, austere et orgueilleux, etait antipathique avec un revolutionnaire agissant, genereux et facile, et il voyait que, Danton mort, il devenait le second personnage de la republique. Tous enfin savaient que Danton, dans son projet de faire renouveler le comite, croyait ne devoir conserver que Robespierre. Ils entourerent donc celui-ci, et n'eurent pas de grands efforts a faire pour lui arracher une determination si agreable a son orgueil. On ne sait quelles explications amenerent cette resolution, quel jour elle fut prise; mais tout a coup ils devinrent tous menacans et mysterieux. Il ne fut plus question de leurs projets. A la convention, aux Jacobins, ils garderent un silence absolu. Mais des bruits sinistres se repandirent sourdement. On dit que Danton, Camille, Philippeau, Lacroix, allaient etre immoles a l'autorite de leurs collegues. Des amis communs de Danton et de Robespierre, effrayes de ces bruits, et voyant qu'apres un tel acte il n'y avait plus une seule tete qui dut etre en securite, que Robespierre lui-même ne devait pas etre tranquille, voulurent rapprocher Robespierre et Danton, et les engagerent a s'expliquer. Robespierre, se renfermant dans un silence obstine, refusa de repondre a ces ouvertures, et garda une reserve farouche. Comme on lui parlait de l'ancienne amitie qu'il avait temoignee a Danton, il repondit hypocritement qu'il ne pouvait rien, ni pour ni contre son collegue; que la justice etait la pour defendre l'innocence; que pour lui, sa vie entiere avait ete un sacrifice continuuel de ses affections a la patrie; et que si son ami etait coupable, il le sacrifierait a regret, mais il le sacrifierait comme tous les autres a la republique.

On vit bien que c'en etait fait, que cet hypocrite rival ne voulait prendre aucun engagement envers Danton, et qu'il se reservait la liberte de le livrer a ses collegues. En effet, le bruit des prochaines arrestations acquit plus de consistance. Les amis de Danton l'entouraient, le pressaient de sortir de son espece de sommeil, de secouer sa paresse, et de montrer enfin ce front revolutionnaire qui ne s'etait jamais montre en vain dans l'orage. "Je le sais, disait Danton, ils veulent m'arreter!... Mais non, ajoutait-il, ils n'oseront pas...." D'ailleurs, que pouvait-il faire? Fuir etait impossible. Quel pays voudrait donner asile a ce revolutionnaire formidable? Devait-il autoriser par sa fuite toutes les calomnies de ses ennemis? et puis, il aimait son pays. "Emporte-t-on, s'ecriait-il, sa patrie a la semelle de ses souliers?" D'autre part, demeurant en France, il lui restait peu de moyens a employer. Les cordeliers appartenaient aux *ultra-revolutionnaires*, les jacobins a Robespierre. La convention etait tremblante. Sur quelle force s'appuyer?... Voila ce que n'ont pas assez considere ceux qui, ayant vu cet homme si puissant foudroyer le trone au 10 aout, soulever le peuple contre les etrangers, n'ont pu concevoir qu'il soit tombe sans resistance. Le genie revolutionnaire ne consiste point a refaire une popularite perdue, a creer des forces qui n'existent pas, mais a diriger hardiment les affections d'un peuple quand on les possede. La generosite de Danton, son eloignement des affaires, lui avaient presque aliene la faveur populaire, ou du moins ne lui en avaient pas laisse assez pour renverser l'autorite regnante. Dans cette conviction de son impuissance, il attendait, et repetait: *Ils n'oseront pas*. Il etait permis, en effet, de croire que devant un si grand nom, de si grands services, ses adversaires hesiteraient. Puis il retombait dans sa paresse et dans cette insouciance des etres forts qui attendent le danger sans se trop agiter pour s'y soustraire.

Le comite gardait toujours le plus grand silence, et des bruits sinistres continuaient de se repandre. Six jours s'etaient ecoules depuis la mort d'Hebert; c'etait le 9 germinal. Tout a coup les hommes paisibles, qui avaient concu des esperances indiscrettes en voyant succomber le parti des forcenes, disent que bientot on sera delivre des deux saints, Marat et Chalier, et que l'on a trouve dans leur vie de quoi les transformer, aussi vite qu'Hebert, de grands patriotes en scelerats. Ce bruit, qui tenait a l'idee d'un mouvement retrograde, se propage avec une singuliere rapidite, et on entend repeter de tous cotes que les bustes de Marat et de Chalier vont etre brises. Le maladroit Legendre denonce ces propos a la convention et aux Jacobins, comme pour protester, au nom de ses amis les moderes, contre un projet pareil. "Soyez tranquilles, s'ecrie Collot aux Jacobins, de tels propos seront dementis. Nous avons fait tomber la foudre sur les hommes infames qui trompaient le peuple, nous leur avons arrache le masque, mais ils ne sont pas les seuls!... Nous arracherons tous les masques possibles. Que les *indulgents* ne s'imaginent pas que c'est pour eux que nous avons combattu, que c'est pour eux que nous avons tenu ici des seances glorieuses. Bientot nous saurons les detromper..."

Le lendemain, en effet, 10 germinal (31 mars), le comite de salut public appelle dans son sein le comite de surete generale, et, pour donner plus d'autorite a ses mesures, le comite de legislation lui-meme. Des que tous les membres sont reunis, Saint-Just prend la parole, et, dans un de ces rapports violens et perfides qu'il savait si bien rediger, il denonce Danton, Desmoulins, Philippeau, Lacroix, et propose leur arrestation. Les membres des deux autres comites, consternes mais tremblans, n'osent pas resister, et croient eloigner le danger de leur personne en donnant leur adhesion. Le plus grand silence est commande, et, dans la nuit du 10 au 11 germinal, Danton, Lacroix, Philippeau, Camille Desmoulins, sont arretes a l'improviste et conduits au Luxembourg.

Des le matin, le bruit en etait repandu dans Paris, et y avait cause une espece de stupeur. Les membres de la convention se reunissent, et gardent un silence mele d'effroi. Le comite, qui toujours se faisait attendre, et avait deja toute l'insolence du pouvoir, n'etait point encore arrive. Legendre, qui n'etait pas assez important pour avoir ete arrete avec ses amis, s'empresse de prendre la parole: "Citoyens, dit-il, quatre membres de cette assemblee sont arretes de cette nuit; je sais que Danton en est un, j'ignore le nom des autres; mais, quels qu'ils soient, je demande qu'ils puissent etre entendus a la barre. Citoyens, je le declare, je crois Danton aussi pur que moi-meme, et je ne crois pas que personne ait rien a me reprocher; je n'attaquerai aucun membre des comites de salut public et de surete generale, mais j'ai le droit de craindre que des haines particulieres et des passions individuelles n'arrachent a la liberte des hommes qui lui ont rendu les plus grands et plus utiles services. L'homme qui, en septembre 92, sauva la France par son energie, merite d'etre entendu, et doit avoir la faculte de s'expliquer lorsqu'on l'accuse d'avoir trahi la patrie."

Procurer a Danton la faculte de parler a la convention etait le meilleur moyen de le sauver, et de demasquer ses adversaires. Beaucoup de membres, en effet, opinaient pour qu'il fut entendu; mais, dans ce moment, Robespierre, devancant le comite, arrive au milieu de la discussion, monte a la tribune, et, avec un ton colere et menacant, parle en ces termes: "Au trouble depuis longtemps inconnu qui regne dans cette assemblee, a l'agitation qu'a produite le preopinant, on voit bien qu'il est question ici d'un grand interet, qu'il s'agit de savoir si quelques hommes l'emporteront aujourd'hui sur la patrie. Mais comment pouvez-vous oublier vos principes, jusqu'a vouloir accorder aujourd'hui a certains individus ce que vous avez naguere refuse a Chabot, Delaunay et Fabre-d'Eglantine? Pourquoi cette difference en faveur de quelques hommes? Que m'importent a moi les eloges qu'on se donne a soi et a ses amis?... Une trop grande experience nous a appris a nous defier de ces eloges. Il ne s'agit plus de savoir si un homme a commis tel ou tel acte patriotique, mais quelle a ete toute sa carriere.

"Legendre parait ignorer le nom de ceux qui sont arretes. Toute la convention les connait. Son ami Lacroix est du nombre des detenus; pourquoi Legendre feint-il de l'ignorer? Parce qu'il sait bien qu'on ne peut, sans impudeur, defendre Lacroix. Il a parle de Danton, parce qu'il croit qu'a ce nom sans doute est attache un privilege.... Non, nous ne voulons pas de privileges, nous ne voulons point d'idoles!..."

A ces derniers mots, des applaudissemens eclatent, et les laches, tremblant en ce moment devant une idole, applaudissent neanmoins au renversement de celle qui n'est plus a craindre. Robespierre continue: "En quoi Danton est-il superieur a Lafayette, a Dumouriez, a Brissot, a Fabre, a Chabot, a Hebert? Que ne dit-on de lui qu'on ne puisse dire d'eux? Cependant les avez-vous menages? On vous parle du despotisme des comites, comme si la confiance que le peuple vous a donnee, et que vous avez transmise a ces comites, n'etait pas un sur garant de leur patriotisme. On affecte des craintes; mais, je le dis, quiconque tremble en ce moment est coupable, car jamais l'innocence ne redoute la surveillance publique."

Ici, nouveaux applaudissemens de ces memes laches qui tremblent, et veulent prouver qu'ils n'ont pas peur. "Et moi aussi, ajoute Robespierre, on a voulu m'inspirer des terreurs. On a voulu me faire croire qu'en approchant de Danton, le danger pouvait arriver jusqu'a moi. On m'a ecrit. Les amis de Danton m'ont fait parvenir des lettres, m'ont obsede de leurs discours; ils ont cru que le souvenir d'une vieille liaison, qu'une foi ancienne dans de fausses vertus, me determineraient a ralentir mon zele et ma passion pour la liberte. Eh bien! je declare que si les dangers de Danton devaient devenir les miens, cette consideration ne m'arreterait pas un instant. C'est ici qu'il nous faut a tous quelque courage et quelque grandeur d'ame. Les ames vulgaires ou les hommes coupables craignent toujours de voir tomber leurs semblables, parce que, n'ayant plus devant eux une barriere de coupables, ils restent exposes au jour de la verite; mais s'il existe des ames vulgaires, il en est d'heroiques dans cette assemblee, et elles sauront braver toutes les fausses terreurs. D'ailleurs le nombre des coupables n'est pas grand; le crime n'a trouve que peu de partisans parmi nous, et en frappant quelques tetes la patrie sera delivree."

Robespierre avait acquis de l'assurance, de l'habilete pour dire ce qu'il voulait, et jamais il n'avait su etre aussi habile et aussi perfide. Parler du sacrifice qu'il faisait en abandonnant Danton, s'en faire un merite, entrer en partage du danger s'il y en avait, et rassurer les laches en parlant du petit nombre des coupables, etait le comble de l'hypocrisie et de l'adresse. Aussi, tous ses collegues decident a l'unanimité que les quatre deutes arretes dans la nuit ne seront pas entendus par la convention. Dans ce moment, Saint-Just arrive, et lit son rapport. C'est lui qu'on dechainait contre les victimes, parce qu'a la subtilite necessaire pour faire mentir les faits et leur donner une signification qu'ils n'avaient pas, il joignait une violence et une vigueur de style rares. Jamais il n'avait ete ni plus horriblement eloquent, ni plus faux; car, quelque grande que fut sa haine, elle ne pouvait lui persuader tout ce qu'il avançait. Apres avoir longuement calomnie Philippeau, Camille Desmoulins, Herault-Sechelles, et accuse Lacroix, il arrive enfin a Danton, et imagine les faits les plus faux, ou denature d'une maniere atroce les faits connus. Selon lui, Danton, avide, paresseux, menteur, et meme lache, s'est vendu a Mirabeau, puis aux Lameth, et a redige avec Brissot la petition qui amena la fusillade du Champ-de-Mars, non pas pour abolir la royaute, mais pour faire fusiller les meilleurs citoyens: puis il est alle impunement se delasser, et devorer a Arcis-sur-Aube le fruit de ses perfidies. Il s'est cache au 10 aout, et n'a reparu que pour se faire ministre; alors il s'est lie au parti d'Orleans, et a fait nommer d'Orleans et Fabre a la deputation. Ligue avec Dumouriez, n'ayant pour les girondins qu'une haine affectee, et sachant toujours s'entendre avec eux, il etait entierement oppose au 31 mai, et avait voulu faire arreter Henriot. Lorsque Dumouriez, d'Orleans, les girondins, ont ete punis, il a traite avec le parti qui voulait retablir Louis XVII. Prenant de l'argent, de toute main, de d'Orleans, des Bourbons, de l'etranger, dinant avec les banquiers et les aristocrates, mele dans toutes les intrigues, prodigue d'esperances envers tous les partis, vrai Catilina enfin, cupide debauché, paresseux, corrupteur des moeurs publiques, il est alle s'ensevelir une derniere fois a Arcis-sur-Aube, pour jouir de ses rapines. Il en est enfin revenu, et s'est entendu recemment avec tous les ennemis de l'etat, avec Hebert et consorts, par le lien commun de l'etranger, pour attaquer le comite et les hommes que la convention avait investis de sa confiance.

A la suite de ce rapport inique, la convention decreta d'accusation Danton, Camille Desmoulins, Philippeau, Herault-Sechelles et Lacroix.

Ces infortunes avaient ete conduits au Luxembourg. Lacroix disait a Danton: "Nous arreter! nous!... Je ne m'en serais jamais doute!—Tu ne t'en serais jamais doute? reprit Danton; je le savais, moi, on m'en avait

averti.—Tu le savais, s'ecria Lacroix, et tu n'as pas agi! voila l'effet de ta paresse accoutumee; elle nous a perdus.—Je ne croyais pas, repondit Danton, qu'ils osassent jamais executer leur projet.”

Tous les prisonniers etaient accourus en foule au guichet, pour voir ce celebre Danton, et cet interessant Camille, qui avait fait reluire un peu d'esperance dans les cachots. Danton etait, selon son usage, calme, fier et assez jovial; Camille, etonne et triste; Philippeau, emu et eleve par le danger. Herault—Sechelles, qui les avait devances au Luxembourg de quelques jours, accourut au—devant de ses amis, et les embrassa gaiement. “Quand les hommes, dit Danton, font des sottises, il faut savoir en rire.” Puis apercevant Thomas Payne, il lui dit: “Ce que tu as fait pour le bonheur et la liberte de ton pays, j'ai en vain essaye de le faire pour le mien; j'ai ete moins heureux, mais non pas plus coupable.... On m'envoie a l'echafaud; eh bien! mes amis, il faut y aller gaiement....”

Le lendemain 12, l'acte d'accusation fut envoye au Luxembourg, et les accuses furent transferees a la Conciergerie, pour aller de la au tribunal revolutionnaire. Camille devint furieux en lisant cet acte plein de mensonges odieux. Bientot il se calma et dit avec affliction: “Je vais a l'echafaud pour avoir verse quelques larmes sur le sort de tant de malheureux. Mon seul regret, en mourant, est de n'avoir pu les servir.” Tous les detenus, quel que fut leur rang et leur opinion, lui portaient l'interet le plus vif, et faisaient pour lui des vœux ardens. Philippeau dit quelques mots de sa femme, et resta calme et serein. Herault—Sechelles conserva cette grace d'esprit et de manieres qui le distinguait meme entre les hommes de son rang; il embrassa son fidele domestique, qui l'avait suivi au Luxembourg, et qui ne pouvait le suivre a la Conciergerie; il le consola et lui rendit le courage. On transfera, en meme temps, Fabre, Chabot, Bazire, Delaunay, qu'on voulait juger conjointement avec Danton, pour souiller son proces par une apparence de complicité avec des faussaires. Fabre etait malade et presque mourant. Chabot, qui du fond de sa prison n'avait cesse d'ecrire a Robespierre, de l'implorer, de lui prodiguer les plus basses flatteries sans parvenir a le toucher, voyait sa mort assuree, et la honte non moins certaine pour lui que l'echafaud: il voulut alors s'empoisonner. Il avala du sublime corrosif; mais la douleur lui ayant arrache des cris, il avoua sa tentative, accepta des soins, et fut transporte aussi malade que Fabre a la Conciergerie. Un sentiment un peu plus noble parut l'animer au milieu de ses tourmens, ce fut un vif regret d'avoir compromis son ami Bazire, qui n'avait pris aucune part au crime. “Bazire, s'ecrait-il, mon pauvre Bazire, qu'as-tu fait?”

A la Conciergerie, les accuses inspirerent la meme curiosite qu'au Luxembourg. Ils occupaient le cachot des girondins. Danton parla avec la meme energie. “C'est a pareil jour, dit-il, que j'ai fait instituer le tribunal revolutionnaire. J'en demande pardon a Dieu et aux hommes. Mon but etait de prevenir un nouveau septembre, et non de dechainer un fleau sur l'humanite.” Puis revenant a son mepris pour ses collegues qui l'assassinaient: “Ces freres Cain, dit-il, n'entendent rien au gouvernement. Je laisse tout dans un desordre epouvantable....” Il employa alors, pour caracteriser l'impuissance du paralytique Couthon et du lache Robespierre, des expressions obscenes, mais originales, qui annoncaient encore une singuliere gaiete d'esprit. Un seul instant il montra un leger regret d'avoir pris part a la revolution: “Il vaudrait mieux, dit-il, etre un pauvre pecheur que de gouverner les hommes.” Ce fut le seul mot de ce genre qu'il prononca.

Lacroix parut etonne en voyant dans les cachots le nombre et le malheureux etat des prisonniers. “Quoi! lui dit-on, des charrettes chargees de victimes ne vous avaient pas appris, ce qui se passait dans Paris!” L'etonnement de Lacroix etait sincere, et c'est une leçon pour les hommes qui, poursuivant un but politique, ne se figurent pas assez les souffrances individuelles des victimes, et semblent ne pas y croire parce qu'ils ne les voient pas.

Le lendemain 13 germinal, les accuses furent conduits au tribunal au nombre de quinze. On avait reuni ensemble les cinq chefs moderes, Danton, Herault—Sechelles, Camille, Philippeau, Lacroix; les quatre accuses de faux, Chabot, Bazire, Delaunay, Fabre—d'Eglantine; les deux beaux—freres de Chabot, Junius et Emmanuel Frey; le fournisseur d'Espagnac, le malheureux Westermann, accuse d'avoir partage la corruption et les complots de Danton; enfin deux etrangers, amis des accuses, l'Espagnol Gusman, et le Danois Diederichs. Le

but du comite, en faisant cet amalgame, etait de confondre les moderes avec les corrompus et avec les etrangers, pour prouver toujours que la moderation provenait a la fois du defaut de vertu republicaine et de la seduction de l'or de l'etranger. La foule accourue pour voir les accuses etait immense. Un reste de l'interet qu'avait inspire Danton s'etait reveille en sa presence. Fouquier–Tinville, les juges et les jures, tous revolutionnaires subalternes tires du neant par sa main puissante, etaient embarrasses en sa presence: son assurance, sa fierte, leur imposaient, et il semblait plutot l'accusateur que l'accuse. Le president Hermann et Fouquier–Tinville, au lieu de tirer les jures au sort, comme le voulait la loi, firent un choix, et prirent ce qu'ils appelaient *les solides*. On interrogea ensuite les accuses. Quand on adressa a Danton les questions d'usage sur son age et son domicile, il repondit fierement qu'il avait trente–quatre ans, et que bientot son nom serait au Pantheon, et lui dans le neant. Camille repondit qu'il avait trente–trois ans, l'age du *sans–culotte Jesus–Christ lorsqu'il mourut*. Bazire en avait vingt–neuf. Herault–Sechelles, Philippeau, en avaient trente–quatre. Ainsi le talent, le courage, le patriotisme, la jeunesse, tout se trouvait encore reuni dans ce nouvel holocauste, comme dans celui des girondins.

Danton, Camille, Herault–Sechelles et les autres, se plainquirent de voir leur cause confondue avec celle de plusieurs faussaires. Cependant on passa outre. On examina d'abord l'accusation dirigee contre Chabot, Bazire, Delaunay et Fabre d'Eglantine. Chabot persista dans son systeme, et soutint qu'il n'avait pris part a la conspiration des agioteurs que pour la devoiler. Il ne persuada personne, car il etait etrange qu'en y entrant, il n'eut pas secretement prevenu quelque membre des comites; qu'il l'eut devoilee si tard, et qu'il eut garde les fonds dans ses mains. Delaunay fut convaincu; Fabre, malgre son adroite defense, consistant a dire qu'en surchargeant de ratures la copie du decret, il avait cru ne raturer qu'un projet, fut convaincu par Cambon, dont la deposition franche et desinteressee etait accablante. Il prouva, en effet, a Fabre que les projets de decrets n'etaient jamais signes, que la copie qu'il avait raturee l'etait par tous les membres de la commission des cinq, et que par consequent il n'avait pu croire ne raturer qu'un simple projet. Bazire, dont la complicité consistait dans la non–revelation, fut a peine ecoute dans sa defense, et fut assimile aux autres par le tribunal. On passa ensuite a d'Espagnac, que l'on accusait d'avoir corrompu Julien de Toulouse pour faire appuyer ses marches, et d'avoir pris part a l'intrigue de la compagnie des Indes. Ici, des lettres prouvaient les faits, et tout l'esprit de d'Espagnac ne put rien contre cette preuve. On interrogea ensuite Herault–Sechelles. Bazire etait declare coupable comme ami de Chabot; Herault le fut pour avoir ete ami de Bazire, pour avoir eu quelque connaissance par lui de l'intrigue des agioteurs, pour avoir favorise une emigree, pour avoir ete ami des moderes, et pour avoir fait supposer, par sa douceur, sa grace, sa fortune et ses regrets mal deguises, qu'il etait modere lui–meme. Apres Herault vint le tour de Danton. Un silence profond regna dans l'assemblee quand il se leva pour prendre la parole. “Danton, lui dit le president, la convention vous accuse d'avoir conspire avec Mirabeau, avec Dumouriez, avec d'Orleans, avec les girondins, avec l'etranger, et avec la faction qui veut retablir Louis XVII.—Ma voix, repondit Danton avec son organe puissant, ma voix qui tant de fois s'est fait entendre pour la cause du peuple, n'aura pas de peine a repousser la calomnie. Que les laches qui m'accusent paraissent, et je les couvrirai d'ignominie.... Que les comites se rendent ici, je ne repondrai que devant eux; il me les faut pour accusateurs et pour temoins.... Qu'ils paraissent.... Au reste, peu m'importe, vous et votre jugement.... Je vous l'ai dit: le neant sera bientot mon asile. La vie m'est a charge, qu'on me l'arrache.... Il me tarde d'en etre delivre.” En achevant ces paroles, Danton etait indigne, son coeur etait souleve d'avoir a repondre a de pareils hommes. Sa demande de faire comparaitre les comites, et sa volonte prononcee de ne repondre que devant eux, avaient intimide le tribunal, et cause une grande agitation. Une telle confrontation, en effet, eut ete cruelle pour eux; ils auraient ete couverts de confusion, et la condamnation fut peut–etre devenue impossible. “Danton, dit le president, l'audace est le propre du crime; le calme est celui de l'innocence.” A ce mot, Danton s'ecrie: “L'audace individuelle est reprimable sans doute; mais cette audace nationale dont j'ai tant de fois donne l'exemple, que j'ai tant de fois mise au service de la liberte, est la plus meritoire de toutes les vertus. Cette audace est la mienne; c'est celle dont je fais ici usage pour la republique contre les laches qui m'accusent. Lorsque je me vois si bassement calomnie, puis–je me contenir? Ce n'est pas d'un revolutionnaire comme moi qu'il faut attendre une defense froide ... les hommes de ma trempe sont inappreciables dans les revolutions ... c'est sur leur front qu'est empreint le genie de la liberte.” En disant ces mots, Danton agitait sa tete et bravait le tribunal. Ses traits si redoutes produisaient une impression profonde.

Le peuple, que la force touche, laissait echapper un murmure approbateur. “Moi, continuait Danton, moi accuse d'avoir conspire avec Mirabeau, avec Dumouriez, avec d'Orleans; d'avoir rampe aux pieds de vils despotes! c'est moi que l'on somme de repondre a la *justice inevitable, inflexible!*[17]... Et toi, lache Saint-Just, tu repondras a la posterite de ton accusation contre le meilleur soutien de la liberte.... En parcourant cette liste d'horreurs, ajouta Danton en montrant l'acte d'accusation, je sens tout mon etre fremir.” Le president lui recommande de nouveau d'etre calme, et lui cite l'exemple de Marat, qui repondit avec respect au tribunal. Danton reprend et dit que, puisqu'on le veut, il va raconter sa vie. Alors il rappelle la peine qu'il eut a parvenir aux fonctions municipales, les efforts que firent les constituans pour l'en empecher, la resistance qu'il opposa aux projets de Mirabeau, et surtout ce qu'il fit dans cette journee fameuse ou, entourant la voiture royale d'un peuple immense, il empecha le voyage a Saint-Cloud. Puis il rapporte sa conduite lorsqu'il amena le peuple au Champ-de-Mars, pour signer une petition contre la royaute, et le motif de cette petition fameuse; l'audace avec laquelle il proposa le premier le renversement du trone en 92; le courage avec lequel il proclama l'insurrection le 9 aout au soir; la fermete qu'il deploya pendant les douze heures de l'insurrection. Suffoque ici d'indignation, en songeant au reproche qu'on lui fait de s'etre cache au moment du 10 aout: “Ou sont, s'ecrie-t-il, les hommes qui eurent besoin de presser Danton pour l'engager a se montrer dans cette journee? Ou sont les etres privilegies dont il a emprunte l'energie? Qu'on les fasse paraître, mes accusateurs!... j'ai toute la plenitude de ma tete lorsque je les demande ... je devoilerai les trois plats coquins qui ont entoure et perdu Robespierre ... qu'ils se produisent ici, et je les plongerai dans le neant, dont ils n'auraient jamais du sortir....” Le president veut interrompre de nouveau Danton, et agite sa sonnette. Danton en couvre le bruit avec sa voix terrible. “Est-ce que vous ne m'entendez pas? lui dit le president.—La voix d'un homme, reprend Danton, qui defend son honneur et sa vie, doit vaincre le bruit de ta sonnette.” Cependant il etait fatigue d'indignation; sa voix etait alteree; alors le president l'engage avec egard a prendre quelque repos, pour recommencer sa defense avec plus de calme et de tranquillite.

Danton se tait. On passe a Camille, dont on lit *le Vieux Cordelier*, et qui se revolte en vain contre l'interpretation donnee a ses ecrits. On s'occupe ensuite de Lacroix dont on rappelle amerement la conduite en Belgique, et qui, a l'exemple de Danton, demande la comparution de plusieurs membres de la convention, et insiste formellement pour l'obtenir.

Cette premiere seance causa une sensation generale. La foule qui entourait le Palais de Justice, et s'etendait jusque sur les ponts, parut singulierement emue. Les juges etaient epouvantes; Vadier, Vouland, Amar, les membres les plus mechans du comite de surete generale, avaient assiste aux debats, caches dans l'imprimerie attendant a la salle du tribunal, et communiquant avec cette salle par une petite lucarne. De la ils avaient vu avec effroi l'audace de Danton et les dispositions du public. Ils commencent a douter que la condamnation fut possible. Hermann et Fouquier s'etaient rendus, immediatement apres l'audience, au comite de salut public, et lui avaient fait part de la demande des accuses qui voulaient faire paraître plusieurs membres de la convention. Le comite commençait a hesiter; Robespierre s'etait retire chez lui; Billaud et Saint-Just etaient seuls presens. Ils defendent a Fouquier de repondre, lui enjoignent de prolonger les debats, d'arriver a la fin des trois jours sans s'etre explique, et de faire declarer alors par les jures qu'ils sont suffisamment instruits.

Pendant que ces choses se passaient au tribunal, au comite et dans Paris, l'emotion n'etait pas moindre dans les prisons, ou l'on portait un vif interet aux accuses, et ou l'on ne voyait plus d'esperance pour personne, si de tels revolutionnaires etaient immoles. Il y avait au Luxembourg le malheureux Dillon, ami de Desmoulin et defendu par lui; il avait appris par Chaumette, qui, expose au meme danger, faisait cause commune avec les moderes, ce qui s'etait passe au tribunal. Chaumette le tenait de sa femme. Dillon, dont la tete etait vive, et qui, en vieux militaire, cherchait quelquefois dans le vin des distractions a ses peines, parla inconsiderement a un nomme Laflotte, enferme dans la meme prison; il lui dit qu'il etait temps que les bons republicains levassent la tete contre de vils oppresseurs, que le peuple avait paru se reveiller, que Danton demandait a repondre devant les comites, que sa condamnation etait loin d'etre assuree, que la femme de Camille Desmoulin, en repandant des assignats, pourrait soulever le peuple, et que si lui parvenait a s'echapper, il reunirait assez d'hommes resolu pour sauver les republicains pres d'etre sacrifies par le tribunal. Ce n'etaient

la que de vains propos prononces dans l'ivresse et la douleur. Cependant il parait qu'il fut question aussi de faire passer mille ecus et une lettre a la femme de Camille. Le lache Laflotte, croyant obtenir la vie et la liberte en denoncant un complot, courut faire au concierge du Luxembourg une declaration, dans laquelle il supposa une conspiration pres d'eclater au dedans et au dehors des prisons, pour enlever les accuses, et assassiner les membres des deux comites. On verra bientot quel usage on fit de cette fatale deposition.

Le lendemain l'affluence etait la meme au tribunal. Danton et ses collegues, aussi fermes et aussi opiniatres, demandent encore la comparution de plusieurs membres de la convention et des deux comites. Fouquier, presse de repondre, dit qu'il ne s'oppose pas a ce qu'on appelle les temoins necessaires. Mais il ne suffit pas, ajoutent les accuses, qu'il n'y mette aucun obstacle, il faut de plus qu'il les appelle lui-meme. A cela Fouquier replique qu'il appellera tous ceux qu'on designera, excepte les membres de la convention, parce que c'est a l'assemblee qu'il appartient de decider si ses membres peuvent etre cites. Les accuses se recrient de nouveau qu'on leur refuse les moyens de se defendre. Le tumulte est a son comble. Le president interroge encore quelques accuses, Westermann, les deux Frey, Gusman, et se hate de lever la seance.

Fouquier ecrivit sur-le-champ une lettre au comite pour lui faire part de ce qui s'etait passe, et pour obtenir un moyen de repondre aux demandes des accuses. La situation etait difficile, et tout le monde commencait a hesiter. Robespierre affectait de ne pas donner son avis. Saint-Just seul, plus opiniateur et plus hardi, pensait qu'on ne devait pas reculer, qu'il fallait fermer la bouche aux accuses, et les envoyer a la mort. Dans ce moment, il venait de recevoir la deposition du prisonnier Laflotte, adressee a la police par le guichetier du Luxembourg. Saint-Just y voit le germe d'une conspiration tramee par les accuses, et le pretexte d'un decret qui terminera la lutte du tribunal avec eux. Le lendemain matin, en effet, il se presente a la convention, lui dit qu'un grand danger menace la patrie, mais que c'est le dernier, et qu'en le bravant avec courage elle l'aura bientot surmonte. "Les accuses, dit-il, presens au tribunal revolutionnaire, sont en pleine revolte; ils menacent le tribunal; ils poussent l'insolence jusqu'a jeter au nez des juges des boules de mie de pain; ils excitent le peuple, et peuvent meme l'egarer. Ce n'est d'ailleurs pas tout; ils ont prepare une conspiration dans les prisons; la femme de Camille a recu de l'argent pour provoquer une insurrection; le general Dillon doit sortir du Luxembourg, se mettre a la tete de quelques conspirateurs, egorger les deux comites, et elargir les coupables." A ce recit hypocrite et faux, les complaisans se recrient que c'est horrible, et la convention vote a l'unanimité le decret propose par Saint-Just. En vertu de ce decret, le tribunal doit continuer, sans desemperer, le proces de Danton et de ses complices; et il est autorise a mettre hors des debats les accuses qui manqueraient de respect a la justice, ou qui voudraient provoquer du trouble. Une copie du decret est expediee sur-le-champ. Voulant et Vadier viennent l'apporter au tribunal, ou la troisieme seance etait commencee, et ou l'audace redoublée des accuses jetait Fouquier dans le plus grand embarras.

Le troisieme jour, en effet, les accuses avaient resolu de renouveler leurs sommations. Tous a la fois se levent, et pressent Fouquier de faire comparaitre les temoins qu'ils ont demandes. Ils exigent plus encore; ils veulent que la convention nomme une commission pour recevoir les denonciations qu'ils ont a faire contre le projet de dictature qui se manifeste chez les comites. Fouquier, embarrasse, ne sait plus quelle reponse leur faire. Dans le moment, un huissier vient l'appeler. Il passe dans la salle voisine, et trouve Amar et Voulant, qui, tout essouffles encore, lui disent: "Nous tenons les scelerats, voila de quoi vous tirer d'embarras;" et ils lui remettent le decret que Saint-Just venait de faire rendre. Fouquier s'en saisit avec joie, rentre a l'audience, demande la parole, et lit le decret affreux. Danton, indigne, se leve alors: "Je prends, dit-il, l'auditoire a temoin que nous n'avons pas insulte le tribunal.—C'est vrai! disent plusieurs voix dans la salle." Le public entier est etonne, indigne meme du deni de justice commis envers les accuses. L'emotion est generale; le tribunal est intimide. "Un jour, ajoute Danton, la verite sera connue.... Je vois de grands malheurs fondre sur la France.... Voila la dictature; elle se montre a decouvert et sans voile...." Camille, en entendant parler du Luxembourg, de Dillon, de sa femme, s'ecrie avec desespoir: "Les scelerats! non contents de m'egorger, moi, ils veulent egorger ma femme!" Danton apercoit dans le fond de la salle et dans le corridor, Amar et Voulant, qui se cachaient pour juger de l'effet du decret. Il les montre du poing: "Voyez, s'ecrie-t-il, ces laches assassins; ils nous poursuivent, ils ne nous quitteront pas jusqu'a la mort!" Vadier et Voulant, effrayes,

disparaissent. Le tribunal, pour toute reponse, leve la seance.

Le lendemain etait le quatrieme jour, et le jury avait la faculte de cloturer les debats, en se declarant suffisamment instruit. En consequence, sans donner aux accuses le temps de se defendre le jury demande la cloture des debats. Camille entre en fureur, declare aux jures qu'ils sont des assassins, et prend le peuple a temoin de cette iniquite. On l'entraîne alors avec ses compagnons d'infortune hors de la salle. Il resiste, et on l'emporte de force. Pendant ce temps, Vadier, Vouland, parlent vivement aux jures, qui, du reste, n'avaient pas besoin d'etre excites. Le president Hermann et Fouquier les suivent dans leur salle. Hermann a l'audace de leur dire qu'on a intercepte une lettre ecrite a l'etranger, qui prouve la complicité de Danton avec la coalition. Trois ou quatre jures seulement osent appuyer les accuses, mais la majorite l'emporte. Le president du jury, le nomme Trinchard, rentre plein d'une joie feroce, et prononce de l'air d'un furieux la condamnation inique.

[Illustration: CAMILLE DESMOULINS Publie par Furne, Paris.]

On ne voulut pas s'exposer a une nouvelle explosion des condammes, en les faisant remonter de la prison a la salle du tribunal pour entendre leur sentence; un greffier descendit la leur lire. Ils le renvoyerent sans vouloir le laisser achever, et en s'ecriant qu'on pouvait les conduire a la mort. Une fois la condamnation prononcee, Danton, qui avait ete souleve d'indignation, redevint calme et fut rendu a tout son mepris pour ses adversaires. Camille, bientot apaise, versa quelques larmes sur son epouse; et, grace a son heureuse imprevoyance, n'imagina pas qu'elle fut menacee de la mort, ce qui aurait rendu ses derniers momens insupportables. Herault fut gai comme a l'ordinaire. Tous les accuses furent fermes, et Westermann se montra digne de sa bravoure si celebre.

Ils furent executes le 16 germinal (5 avril). La troupe infame, payee pour outrager les victimes, suivait les charrettes. Camille, a cette vue, eprouvant un mouvement d'indignation, voulut parler a la multitude, et il vomit contre le lache et hypocrite Robespierre les plus vehementes imprecations. Les miserables envoyes pour l'outrager lui repondirent par des injures. Dans son action violente, il avait dechire sa chemise et avait les epaules nues. Danton, promenant sur cette troupe un regard calme et plein de mepris, dit a Camille: "Reste donc tranquille, et laisse la cette vile canaille." Arrive au pied de l'echafaud, Danton allait embrasser Herault-Sechelles, qui lui tendait les bras: l'executeur s'y opposant, il lui adressa, avec un sourire, ces expressions terribles: "Tu peux donc etre plus cruel que la mort! Va, tu n'empêcheras pas que dans un moment nos tetes s'embrassent dans le fond du panier."

Telle fut la fin de ce Danton qui avait jete un si grand eclat dans la revolution, et qui lui avait ete si utile. Audacieux, ardent, avide d'émotions et de plaisirs, il s'etait precipite dans la carriere des troubles, et il dut briller surtout les jours de terreur. Prompt et positif, n'etant etonne ni par la difficulte ni par la nouveaute d'une situation extraordinaire, il savait juger les moyens necessaires, et n'avait peur ni scrupule d'aucun. Il pensa qu'il devenait urgent de terminer les luttes de la monarchie et de la revolution, et il fit le 10 aout. En presence des Prussiens, il pensa qu'il fallait contenir la France et l'engager dans le systeme de la revolution; il ordonna, dit-on, les journees horribles de septembre, et tout en les ordonnant, il sauva une foule de victimes. Au commencement de la grande annee 1793, la convention etait etonnee a la vue de l'Europe armee; il prononca, en les comprenant dans toute leur profondeur, ces paroles remarquables: "Une nation en revolution est plus pres de conquerir ses voisins que d'en etre conquise." Il jugea que vingt-cinq millions d'hommes qu'on oserait mouvoir n'auraient rien a craindre de quelques centaines de mille hommes armes par les trones. Il proposa de soulever le peuple, de faire payer les riches; il imagina enfin toutes les mesures revolutionnaires qui ont laisse un si terrible souvenir, mais qui ont sauve la France. Cet homme, si puissant dans l'action, retombait pendant l'intervalles des dangers dans l'indolence et les plaisirs qu'il avait toujours aimes. Il recherchait meme les jouissances les plus innocentes, celles que procurent les champs, une epouse adree et des amis. Alors il oubliait les vaincus, ne pouvait plus les hair, savait meme leur rendre justice, les plaindre et les defendre. Mais pendant ces intervalles de repos, necessaires a son ame ardente, ses rivaux gagnaient peu a peu, par leur perseverance, la renommee et l'influence qu'il avait acquises en un seul jour de peril. Les fanatiques lui

reprochaient son amollissement et sa bonte, et oubliaient qu'en fait de cruautés politiques il les avait égales tous dans les journées de septembre. Tandis qu'il se confiait en sa renommée, tandis qu'il différait par paresse, et qu'il roulait dans sa tête de nobles projets, pour ramener les lois douces, pour borner le règne de la violence aux jours de danger, pour séparer les exterminateurs irrévocablement engagés dans le sang, des hommes qui n'avaient cédé qu'aux circonstances, pour organiser enfin la France et la réconcilier avec l'Europe, il fut surpris par ses collègues auxquels il avait abandonné le gouvernement. Ceux-ci, en frappant un coup sur les ultra-révolutionnaires, devaient, pour ne point paraître retrograder, frapper un coup sur les modérés. La politique demandait des victimes; l'envie les choisit, et immola l'homme le plus célèbre et le plus redouté du temps. Danton succomba avec sa renommée et ses services, devant le gouvernement formidable qu'il avait contribué à organiser: mais du moins, par son audace, il rendit un moment sa chute douteuse.

[Illustration: DANTON. Publie par Furne, Paris]

Danton avait un esprit inculte, mais grand, profond, et surtout simple et solide. Il ne savait s'en servir que pour ses besoins, et jamais pour briller; aussi parlait-il peu, et dédaignait d'écrire. Suivant un contemporain, il n'avait aucune prétention, pas même celle de deviner ce qu'il ignorait, prétention si commune aux hommes de sa trempe. Il écoutait Fabre-d'Eglantine, et faisait parler sans cesse son jeune et intéressant ami, Camille Desmoulins, dont l'esprit faisait ses délices, et qu'il eut la douleur d'entraîner dans sa chute. Il mourut avec sa force ordinaire, et la communiqua à son jeune ami. Comme Mirabeau, il expira fier de lui-même, et croyant ses fautes et sa vie assez couvertes par ses grands services et ses derniers projets.

Les chefs des deux partis venaient d'être immolés. On leur adjoignit bientôt les restes de ces partis, et on mêla et jugea ensemble les hommes les plus opposés, pour accréditer davantage l'opinion qu'ils étaient complices d'un même complot. Chaumette et Gobel comparurent à côté d'Arthur Dillon et de Simon. Les Grammont père et fils, les Lapallu et autres membres de l'armée révolutionnaire, furent à côté du général Beysser; enfin la femme d'Hebert, ancienne religieuse, comparut à côté de la jeune épouse de Camille Desmoulins, âgée à peine de vingt-trois ans, éclatante de beauté, de grâce et de jeunesse. Chaumette qu'on a vu si soumis et si docile, fut accusé d'avoir conspiré à la commune contre le gouvernement, d'avoir affamé le peuple, et cherché à le soulever par ses réquisitoires extravagants. Gobel fut regardé comme complice de Cloutz et de Chaumette. Arthur Dillon avait voulu, dit-on, ouvrir les prisons de Paris, puis égorger la convention et le tribunal pour sauver ses amis. Les membres de l'armée révolutionnaire furent condamnés comme agents de Ronsin. Le général Beysser, qui avait si puissamment contribué à sauver Nantes, à côté de Canclaux, et qui était suspect de fédéralisme, fut considéré comme complice des ultra-révolutionnaires. On sait quel rapprochement il pouvait exister entre l'état-major de Nantes et celui de Saumur. La femme Hebert fut condamnée comme complice de son mari. Assise sur le même banc que la femme de Camille, elle lui disait: "Vous êtes heureuse, vous; aucune charge ne s'élève contre vous. Vous serez sauvée." En effet, tout ce qu'on pouvait reprocher à cette jeune femme, c'était d'avoir aimé son époux avec passion, d'avoir sans cesse été avec ses enfants autour de la prison pour voir leur père et le leur montrer. Néanmoins, toutes deux furent condamnées, et les épouses d'Hebert et de Camille périrent comme coupables d'une même conjuration. L'infortunée Desmoulins mourut avec un courage digne de son mari et de sa vertu. Depuis Charlotte Corday et madame Roland, aucune victime n'avait inspiré un intérêt plus tendre et des regrets plus douloureux.

FOOTNOTES:

[Footnote 7: Ce montagnard, condamné par les fédéralistes lyonnais, avait été mal exécuté par le bourreau, qui avait été obligé de revenir jusqu'à trois fois pour faire tomber sa tête.]

[Footnote 8: Nom qu'avait pris Chaumette.]

[Footnote 9: Allusion à la pièce de *Pamela*, dont la représentation avait été défendue.]

Histoire de la Revolution francaise, Tome Cinquieme

[Footnote 10: Barrere s'appelait de *Vieux-sac* quand il etait noble.]

[Footnote 11: Expression des colporteurs qui, en vendant les feuilles du *Pere Duchene*, criaient dans les rues: *Il est bougrement en colere le Pere Duchene!*]

[Footnote 12: Le 14 pluviöse (2 fevrier).]

[Footnote 13: Expression de Camille lui-meme.]

[Footnote 14: Seance du 17 pluviöse an II (5 fevrier).]

[Footnote 15: Rapport du 8 ventöse (26 fevrier).]

[Footnote 16: Decrets des 8 et 13 ventöse an II.]

[Footnote 17: Expressions de l'acte d'accusation.]

FIN DU TOME CINQUIEME.